



**STRATEGIES ET POLITIQUES
DE COMMUNICATION
DES BELLIGERANTS NON-ETATIQUES**

Etude finale
juillet 2008

Marc HECKER
Thomas RID

Etude réalisée au profit du centre d'études en sciences sociales de la défense
(C2SD)

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier Nicolas Buchon, Aurélie Cerisot, Eric Sangar, Elie Tenenbaum et Katrin Wittig.

Cette étude doit aussi beaucoup au travail de traduction (de l'arabe vers le français) effectué par Meriam Daadouche qui a également réalisé les tableaux figurant en annexes.

REMERCIEMENTS.....3

**CHAPITRE INTRODUCTIF LA LOGIQUE STRATEGIQUE DES
BELLIGERANTS NON ETATIQUES7**

Prendre conscience de sa faiblesse matérielle et de sa supériorité morale8
La nécessité d'innover stratégiquement et tactiquement 11
« Belligérants non étatiques » et populations 14
 Obtenir le soutien ou la neutralité de la population locale 14
 *Décrédibiliser la contre-insurrection auprès de la population
 extérieure*..... 18
Guérilla et populations : une approche historique21

CHAPITRE I AL QAÏDA : LA COMMUNICATION

CONSUBSTANTIELLE A L'ORGANISATION27

L'ascension d'*Al Qaïda*28
La transformation d'*Al Qaïda* 31
L'escalade des volontés 38
 L'idéologie..... 38
 L'idéologie remise en cause 40
 Le Jihad européen..... 42
L'escalade de la force45
Les opérations médiatiques d'*Al Qaïda*..... 49

CHAPITRE II LES TALIBANS OU LA DECOUVERTE DE LA

COMMUNICATION53

L'ascension des Talibans..... 54
 Mollah Omar et la première génération de Talibans 55
 La seconde génération..... 56
Les Talibans et la gestion de l'information 58
 La première génération d'opérations médiatiques 58
 La deuxième génération d'opérations médiatiques 59
 Les téléphones portables..... 61
Une campagne locale..... 63
 Les thématiques locales 63
 Les lettres nocturnes 64
 La dissuasion 67
 Du local au régional..... 69
Une campagne globale 70
 Les porte-parole 70
 Les pertes civiles..... 71
 Le bombardement de Baghni 73
 Un partenariat productif avec Al Qaïda..... 74

CHAPITRE III CONVAINCRE POUR VAINCRE : LE HEZBOLLAH, CHAMPION DE LA COMMUNICATION	77
Une très brève histoire du parti de Dieu	77
<i>Le Hezbollah avant 1985</i>	77
<i>La lettre ouverte de février 1985</i>	79
<i>Venir en aide aux « déshérités » : les institutions sociales du Hezbollah</i>	81
<i>Le processus de « libanisation » du Hezbollah</i>	83
<i>Du retrait israélien de 2000 à la deuxième Intifada : paradoxe et conséquences</i>	85
La diversité des supports de communication du Hezbollah.....	87
<i>La communication directe du Hezbollah</i>	87
<i>Le Hezbollah sur les ondes</i>	89
<i>Le contenu des programmes d'Al Manar</i>	92
<i>L'affaire Krayem</i>	95
<i>L'affaire al-Shatat</i>	96
<i>Le bombardement d'Al Manar</i>	98
Hassan Nasrallah : expert ès communication	99
Conclusions : professionnalisme et souplesse	103
CHAPITRE IV LE HAMAS : ENTRE RADICALITE ET QUETE DE RESPECTABILITE	105
Aux origines du Hamas	106
La charte du Hamas	109
La diversification des outils de communication du Hamas	113
Le Hamas à l'épreuve du pouvoir.....	118
L'impact des affrontements inter-palestiniens sur la communication du Hamas	120
Une communication à plusieurs voix	123
CONCLUSION GENERALE	127
Recommandations	132
<i>Recommandations générales</i>	132
<i>Recommandations institutionnelles</i>	134
<i>Recommandations relatives aux relations défense / médias</i>	136
<i>Recommandations relatives aux modes de communication des « belligérants non étatiques »</i>	138
<i>Recommandations relatives aux nouveaux médias</i>	140
ANNEXES.....	143
BIBLIOGRAPHIE.....	159

CHAPITRE INTRODUCTIF

LA LOGIQUE STRATEGIQUE DES BELLIGERANTS NON ETATIQUES

Les principaux conflits actuels dans lesquels sont engagés des Etats occidentaux – du théâtre afghan à l'Irak – sont souvent qualifiés d'« asymétriques ». Qu'on les appelle « guérilla », « insurrection » ou « jihad », ils opposent au moins deux adversaires aux caractéristiques très différentes. D'un côté, une armée occidentale moderne, formée et équipée principalement pour des affrontements militaires classiques. De l'autre, un adversaire matériellement plus faible, disposant parfois uniquement de quelques dizaines d'hommes armés de *kalachnikovs* et de RPG. Le paradoxe de la guerre asymétrique est que le « fort » ne gagne pas toujours. Les exemples historiques ne manquent pas, à l'instar de la guerre d'Algérie ou des opérations *Restore Hope* et *Continue Hope* en Somalie en 1993.

Pour comprendre la façon dont, dans une confrontation armée, le « faible » peut réussir à battre le « fort », il convient d'analyser les mécanismes sous-tendant les affrontements asymétriques. Ceux-ci sont, schématiquement, de trois ordres. Le « faible » doit tout d'abord prendre conscience de sa faiblesse. Il faut ensuite qu'il tire les conséquences stratégiques et tactiques de sa faiblesse en développant une conception de la confrontation différente de celle des théoriciens de la guerre classique. Il doit enfin établir un rapport particulier avec la population s'il souhaite perdurer jusqu'à la victoire. Et qui dit rapport à la population sous-tend nécessité de *communiquer* avec elle. Aussi, avant d'étudier à proprement parler les stratégies de communication des belligérants non étatiques convient-il de bien cerner la logique stratégique de ces derniers. En effet, pour les combattants irréguliers comme pour les Etats, une stratégie de communication ne peut être efficace que si elle vient appuyer une stratégie générale claire et précise.

Prendre conscience de sa faiblesse matérielle et de sa supériorité morale

Avant de penser à la victoire, les « belligérants non étatiques », engagés dans une lutte contre un adversaire étatique matériellement plus fort, doivent d'abord essayer de ne pas perdre. Pour éviter une défaite prématurée, la première étape consiste à ne pas surestimer leurs propres forces. Au moment de la conquête coloniale, au XIX^{ème} siècle, les adversaires locaux affrontant les troupes occidentales avaient tendance à commettre cette erreur. Dépassant de loin, en nombre, les armées françaises ou britanniques, les combattants locaux n'hésitaient pas à s'engager dans des combats frontaux contre les soldats occidentaux, pourtant mieux équipés et organisés. Le général Bugeaud rapporte ainsi que lors de la conquête de la Kabylie, une bataille opposa moins de 5000 Français à plus de 20000 Kabyles. A la fin de la bataille, 1000 Kabyles avaient été tués, contre 140 Français¹.

Les tribus arabes rencontrèrent le même type de déconvenues contre les armées ottomanes, au début de la révolte décrite par T.E. Lawrence. A chaque fois qu'elles tentaient de lancer une offensive contre les Ottomans, elles étaient battues et quand ces derniers attaquaient, ils sortaient victorieux de l'affrontement. Après plusieurs échecs consécutifs, les tribus Arabes comprirent que la différence matérielle était telle que, sans changement, leur lutte était perdue d'avance. Elles cherchèrent alors à acquérir de l'artillerie et lorsque les Britanniques envoyèrent quatre vieux canons *Krupp* aux hommes de Faysal, ces derniers pensèrent pouvoir concurrencer les Ottomans à armes égales. En vain. La bataille suivante fut un nouveau désastre².

La première étape, pour un « belligérant non étatique », consiste donc à prendre conscience de la supériorité matérielle écrasante de l'adversaire. Les combattants luttant pour la libération de l'Indochine l'avaient bien compris. Ngo Van Chieu écrivait ainsi dans son *Journal d'un combattant Viêt-minh* : « Je sais que nous sommes faibles, que notre armée régulière ne compte pas plus de 32 000 à 35 000 hommes mal armés et mal encadrés »³. Quant au Général Giap, il faisait également le constat de la faiblesse de ses troupes, « récemment organisées, inexpérimentées et mal équipées », opposées aux armées modernes

¹ Thomas-Robert Bugeaud, "La bataille d'Isly", *La revue des deux mondes*, 1845, vol. 9, 2, pp. 929-930.

² T.E. Lawrence, *Seven Pillars of Wisdom*, London: Bernard Shaw, 1926, chapitre XIII.

³ Ngo Van Chieu, « Journal d'un combattant Viêt-minh », in Gérard Chaliand, *Stratégies de la guérilla. Guerres révolutionnaires et contre-insurrections. Anthologie historique de la longue marche à nos jours.*, Paris: Gallimard, 1984, p. 106.

venues de France, « une puissance impérialiste qui conserv[ait] un potentiel économique et militaire considérable [...] et qui bénéfici[ait] en outre d'un soutien actif des Etats-Unis »⁴.

Le constat de faiblesse pourrait conduire les « belligérants non étatiques » à ne pas se lancer dans la lutte. Tel n'est pas le cas. Combattre est en effet perçu par ces derniers comme une obligation éthique, résultant de la supériorité morale de la cause qu'ils défendent. L'origine de cette supériorité varie selon les situations. Les deux cas de figure les plus fréquents sont les luttes de libération nationale et les soulèvements à caractère religieux. Dans le premier, les insurgés combattent pour l'indépendance, la liberté et l'égalité, contre un adversaire étatique décrit comme un tyran impérialiste traitant le peuple comme un ensemble de sous-hommes. Dans le second, ils considèrent comme un devoir religieux de mener une guerre contre un ennemi impie. L'exemple des jihadistes est, à cet égard, éloquent. Abdallah Azzam, perçu par certains comme le père spirituel d'Oussama Ben Laden, distinguait ainsi le « jihad offensif » du « jihad défensif ». Le « jihad offensif », qui consiste à « attaquer les infidèles dans leur pays », est considéré comme une « obligation collective » à laquelle il est possible, sous certaines conditions, de déroger. Le « jihad défensif » est en revanche une « obligation individuelle » et même « le plus important devoir individuel » lorsque « les infidèles pénètrent dans l'un des territoires musulmans » ou encore lorsqu'ils « font prisonniers des musulmans »⁵.

Que ce soit dans le cadre d'une lutte de libération nationale ou d'une confrontation religieuse, le *statu quo* est – aux yeux des « belligérants non étatiques » – si inconcevable qu'ils sont prêts à mourir pour modifier la situation. L'importance de l'enjeu transparait dans les slogans révolutionnaires. Le bataillon de Ngo Van Chieu avait par exemple choisi comme mot d'ordre « Mieux vaut mourir pour l'indépendance que de vivre en esclave »⁶. Dans le même esprit, Amilcar Cabral, chef de la guérilla en Guinée et au Cap-Vert, ponctua son discours à la première conférence tricontinentale des peuples

⁴ Général V. N. Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, Hanoï: Editions en langues étrangères, 1961, 1973, p. 32.

⁵ Abadallah Azzam, « La défense des territoires musulmans constitue le principal devoir individuel », in {Kepel, Milelli, 2005}, p. 147.

⁶ Ngo Van Chieu, « Journal d'un combattant Viêt-minh », in Chaliand, *Stratégies de la guérilla. Guerres révolutionnaires et contre-insurrections. Anthologie historique de la longue marche à nos jours.*, p. 108.

d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (janvier 1966) en reprenant une devise chère aux guérilleros cubains : « Patria o Muerte ! Venceremos ! »⁷.

L'ampleur de l'enjeu induit une capacité réelle à monter aux extrêmes chez la plupart des belligérants non étatiques. Dans le vocabulaire des leaders du GIA algérien, le conflit contre l'Etat algérien impie ne pouvait être qu'une « guerre totale »⁸. En utilisant cette expression, Antar Zouabri, émir du GIA, ne faisait pas explicitement référence à l'ouvrage d'Erich Ludendorff. Il voulait simplement signifier au gouvernement algérien qu'aucune négociation n'était possible et que la guerre engagée était une lutte à mort.

L'expression « guerre totale » est généralement opposée à celle de « guerre limitée ». Une des clés des affrontements asymétriques est que pour le « faible », l'enjeu est – au sens littéral du terme – vital, tandis que pour le « fort », il est bien moindre. Le « fort » ne craint en effet pas pour son existence. Le conflit se déroule souvent à des milliers de kilomètres du territoire national et la population ne perçoit pas forcément l'intérêt de se battre aussi loin. Prenons l'exemple de la guerre en Irak : aussi longtemps que les insurgés irakiens feront sauter des IEDs à Bagdad tuant, au mieux, quelques dizaines de militaires américains par mois, la population américaine ne se sentira pas pleinement concernée. Si des bombes explosaient quotidiennement à New York et Washington, l'enjeu serait tout autre. De ce fait, alors que le « faible » mène une « guerre totale », le « fort » n'évolue bien souvent qu'en configuration de « guerre limitée »⁹.

Le fait de mener une « guerre totale » et non une « guerre limitée » a des conséquences notables. D'une part, au niveau stratégique, si l'importance de l'enjeu est ressentie au-delà du cercle restreint des combattants, ces derniers pourront bénéficier de l'appui de nombreux secteurs de la société. D'autre part, au niveau tactique, un combattant – régulier ou irrégulier – qui sait qu'il n'a d'autre alternative que la victoire ou la mort risque d'être bien plus redoutable. Le Viêt-minh semble d'ailleurs avoir fait ce constat. D'après Roger Trinquier, qui a combattu en Indochine avant de partir pour l'Algérie, les « Viêts » tuaient systématiquement les prisonniers, jusqu'en 1948, avant de changer de pratique.

⁷ « La patrie ou la mort ! Nous vaincrons ! ». L'intégralité de ce discours est disponible sur le site www.marxists.org/subject/africa/cabral/1966/weapon-theory.htm.

⁸ Bruce Hoffman, *La mécanique terroriste*, Paris: Calmann-Lévy, 1999, pp. 118-119.

⁹ Andrew Mack, "Why Big Nations Lose Small Wars: The Politics of Asymmetric Conflict", *World Politics*, 1975, vol. 27, 2, pp. 181-185.

Ce revirement serait dû au fait que le Viêt-minh « avait compris le danger de pousser un adversaire battu aux dernières extrémités »¹⁰.

L'importance de l'enjeu n'est toutefois pas un facteur suffisant pour expliquer pourquoi et comment un belligérant matériellement inférieur à son adversaire réussit à ne pas perdre dès les premiers affrontements. L'explication réside en partie dans le fait que le constat de faiblesse matérielle doit inciter les « belligérants non étatiques » à innover dans leur approche de l'affrontement afin de ne pas subir une défaite prématurée.

La nécessité d'innover stratégiquement et tactiquement

Face à un adversaire mieux armé et habitué à la guerre classique, le plus sage, pour des « belligérants non étatiques » moins aguerris, est d'éviter les confrontations directes et massives. Pour Mao Tsé-Toung, théoricien majeur de la guerre révolutionnaire, la retraite est érigée au rang de stratégie, du moins dans la première phase de la guerre révolutionnaire, celle de la « défense stratégique ». Au cours de cette phase, les combattants révolutionnaires sont encore trop faibles pour pouvoir affronter directement leur adversaire. Ils ne doivent donc pas hésiter à se replier, le temps de se renforcer suffisamment pour pouvoir passer à la contre-offensive.

La « défense stratégique » ne se résume toutefois pas à la fuite. Pour utiliser les termes de Mao : « L'ennemi avance – nous reculons, l'ennemi s'immobilise – nous le harcelons, l'ennemi s'épuise – nous le frappons, l'ennemi recule – nous le pourchassons ! »¹¹, une devise d'ailleurs reprise pratiquement mot pour mot dans le manuel de l'armée républicaine irlandaise de 1956¹². Sporadiquement, les « belligérants non étatiques » peuvent donc passer à l'attaque. Mais ces attaques doivent répondre à un critère essentiel : elles ne doivent être menées que s'ils disposent, ponctuellement, d'un avantage relatif sur leur adversaire. Cet avantage peut être humain ou matériel mais il peut également être lié à la nature du terrain ou encore au soutien de la population locale. Pour qu'une offensive réussisse, le maître mot est celui de « surprise ». Ce n'est que si l'adversaire ne s'y attend pas que les insurgés ont une chance de remporter une victoire tactique. Autrement dit, du point de vue des opérations militaires, une opposition asymétrique se résume bien souvent, pour le

¹⁰ Roger Trinquier, *La guerre*, Paris, Albin Michel, 1980, p. 20.

¹¹ « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine (décembre 1936) », in Mao Tsé-Toung, *Écrits militaires*, Pékin, Editions en langues étrangères, 1964, p. 122.

¹² *Handbook for Volunteers of the Irish Republican Army*, 1956, p. 10.

« faible », à *harceler* son adversaire par des actions rapides ne laissant aux forces chargées de la contre-insurrection le temps de réagir immédiatement. Le but est de faire durer la guerre, d'user l'adversaire. Pour reprendre l'expression du Général André Beaufre : « C'est la manœuvre par la lassitude qui est à la base de la stratégie de Mao Tsé Toung »¹³.

Dans une perspective de harcèlement et d'attaques par surprise, la faiblesse matérielle des « belligérants non étatiques » se transforme en force. Car dépourvus d'artillerie ou utilisant des moyens de transports légers (les bicyclettes pour les combattants du Viêt-minh, les *Toyota Corolla* pour les *moudjahidines* en Afghanistan¹⁴) les groupes d'insurgés se déplacent plus rapidement. En d'autres termes, ils gagnent en *mobilité*, une autre clé des affrontements asymétriques. T.E. Lawrence remarque ainsi de manière malicieuse : « L'invention du bœuf en conserve nous servait davantage que celle de la poudre à canon. La puissance que nous retirions était d'ailleurs plus stratégique que tactique, puisqu'en Arabie, la portée dominait la force, l'espace étant plus grand que la puissance des armées »¹⁵.

La stratégie de harcèlement se révèle frustrante pour les troupes qui luttent contre des « belligérants non étatiques ». Ces dernières cherchent à engager un adversaire qui refuse le combat et s'évapore rapidement au moindre accrochage. Comme l'écrivait déjà Lyautey au moment de la « pacification » du Tonkin : « On ne détruit pas les bandes [rebelles], elles échappent toujours, parce que, sans bagages, essentiellement faites à ce pays de chien de la haute région, elles sont d'une mobilité absolue et glissent, insaisissables »¹⁶. Alors que Lyautey tentait de « pacifier » le Tonkin et Madagascar, C.E. Callwell était confronté aux mêmes difficultés en Afghanistan puis en Afrique du Sud. Dans son ouvrage *Small Wars* qui demeure, plus d'un siècle après sa parution, une référence pour les officiers britanniques, il résumait le problème en une phrase : « La tactique favorise l'armée régulière tandis que la stratégie favorise l'ennemi ; en conséquence, il s'agit de combattre et non de manœuvrer »¹⁷. Le principe est simple mais sa mise en application bien plus compliquée car les « belligérants non étatiques », conscients de leur faiblesse, misent sur le différentiel de puissance qui existe entre eux-mêmes et leurs adversaires. La « manœuvre par la

¹³ André Beaufre, *La Guerre Revolutionnaire*, Paris: Fayard, 1972, p. 57.

¹⁴ Aimee Ibrahim, and Ben Venzke, "Al Qaeda's Advice for Mujahideen: Lessons Learned in Afghanistan", Intelcenter, 2003, p.10.

¹⁵ Lawrence, *Seven Pillars of Wisdom*, chapitre 33 et Lucien Poirier, *T.E. Lawrence, stratège*, La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube, 1960, 1997, p. 79.

¹⁶ Hubert Lyautey, *Lettres du Tonkin et de Madagascar: 1894-1899*, Paris: A. Colin, 1921, p. 114.

¹⁷ Charles Edward Callwell, *Small Wars: Their Principles and Practice*, Lincoln: University of Nebraska Press, 1896, 1996, p. 85.

lassitude » est une facette de ce qu'on pourrait appeler une « stratégie de frustration ».

Cette frustration, liée à l'inadaptation des moyens de la guerre classique aux caractéristiques de la guerre révolutionnaire, finit par engendrer des dérapages, comme l'illustre ce passage écrit par un aspirant français dans l'artillerie de Marine, au moment de la guerre d'Algérie : « Je vois encore un de ces magnifiques plans de feux pour l'artillerie que nous recevions lors des opérations à l'échelon zone : pas moins de quatre-vingt-seize tirs préparés dans un rectangle de 10 kilomètres sur 15, dont un tiers de tirs d'arrêts de 200 ou 300 mètres de front ; tout comme si l'on attendait d'une minute à l'autre l'arrivée des blindés de Rommel... La difficulté d'accrocher les fellaghas provoquait naturellement un report d'activité sur les populations civiles »¹⁸.

Et la frustration s'accroît sur la durée. Le temps joue, en effet, en faveur des « belligérants non étatiques » car leur présence même est un désaveu cinglant pour les forces chargées de les combattre. Les autorités étatiques commettent souvent l'erreur initiale de sous-estimer la puissance de l'insurrection, voire de nier aux combattants la qualité d'insurgés en les traitant de « pirates », de « bandits » ou de « criminels » et en s'engageant à mettre un terme à leurs activités dans les plus brefs délais¹⁹. Ne pas perdre peut donc être considéré, en soi, comme une victoire pour les insurgés.

Si le facteur « durée » est si important, c'est également parce que les armées modernes ne disposent pas d'autant de temps que leurs ancêtres pour venir à bout des « belligérants non étatiques ». La plupart des conflits asymétriques des dernières décennies impliquant des pays occidentaux ont consisté en des déploiements de plusieurs milliers de kilomètres, que ce soit, par exemple, pour la guerre du Vietnam, pour l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan ou pour la dernière guerre en Irak. Les déploiements coûtent chers et sont de moins en moins bien perçus par les populations occidentales, au fur et à mesure qu'ils se prolongent et que le bilan s'alourdit. Aujourd'hui, les engagements se limitent le plus souvent à quelques années – en témoignent les discussions récurrentes sur le retrait des troupes américaines en Irak –, ce qui n'était pas le cas il y a un siècle. La conquête de l'Algérie a duré près de quarante ans (1830-1870), celle de l'Indochine environ trente (1864-1895), tout comme celle du Maroc (1907-1934). Une telle durée, soutenait le Général

¹⁸ Jean-Philippe Talbo-Bernigaud, « Rouleau compresseur en petite Kabylie », *Les Temps modernes*, n°180, 1961. Un extrait de cet article peut-être lu dans Chaliand, *Stratégies de la guérilla. Guerres révolutionnaires et contre-insurrections. Anthologie historique de la longue marche à nos jours.*, p. 260.

¹⁹ Saïd Ferdi, *Un enfant dans la guerre*, Paris: Seuil, 1981, p. 24.

Beaufre alors que la guerre du Vietnam faisait encore rage, « n'a été possible que parce que l'effort déployé a pu être assez limité pour être entretenu sans peine : la guerre longue est une guerre de moyens limités »²⁰. Aujourd'hui, même avec des moyens limités, la perspective d'une guerre de plusieurs décennies paraît difficile à concevoir. Les « belligérants non étatiques » savent que les populations occidentales redoutent les guerres à durée indéterminée. Ils vont donc s'efforcer de gagner du temps en évitant à tout prix la bataille frontale décisive.

Ce dernier développement nous amène au troisième point essentiel d'une insurrection réussie. Pour les « belligérants non étatiques », prendre conscience de leur faiblesse matérielle et en tirer des conséquences stratégiques et tactiques peut leur permettre de ne pas perdre à court terme. Mais pour gagner, cela ne saurait suffire. Encore leur faut-il obtenir le soutien ou du moins la neutralité de la population.

« Belligérants non étatiques » et populations

Parler de « population » – au singulier – n'est pas tout à fait pertinent. Peut-être vaudrait-il mieux employer le terme « populations », au pluriel ? Tout insurgé qui souhaite mener à bien son combat doit en effet prendre en compte trois types de populations : la population locale, la population du pays dont sont originaires les troupes en charge de la contre-insurrection et la population des pays qui ne sont pas engagés dans le conflit.

Obtenir le soutien ou la neutralité de la population locale

La population dont il est le plus question dans la littérature des « belligérants non étatiques » est la population locale, celle qui vit sur la zone des opérations. Au départ, lorsque l'insurrection est faible, le rôle des civils est capital. Les insurgés n'ont pas alors véritablement besoin du soutien de la population mais plutôt de sa neutralité bienveillante. Pour reprendre l'expression de Mao, le guérillero doit être au milieu de la population « comme un poisson dans l'eau », ou plus exactement, comme un poisson au milieu d'autres poissons qui lui ressemblent. Il est en effet très difficile voire impossible de distinguer les insurgés des civils. Dès les premières pages du *Mini-manuel du guérillero urbain*, Carlos Marighella – leader révolutionnaire brésilien dans les années 1960 – prodigue des conseils de discrétion à ses hommes : « Le

²⁰ André Beaufre, *La Guerre Révolutionnaire*, p. 57.

guérillero urbain doit savoir vivre au milieu du peuple et veiller à ne se distinguer en rien du citoyen ordinaire. Il ne peut se vêtir d'une façon qui attire l'attention »²¹. La ressemblance avec le reste de la population doit permettre aux insurgés de se fondre dans la foule et de disparaître très rapidement après avoir entrepris une action violente.

Dans certaines configurations, les civils savent qui sont les insurgés. Ceux-ci doivent donc obtenir le silence de la population, sous peine de se voir démasquer et arrêter. C'est précisément ce que les révolutionnaires péruviens, en 1965, n'ont pas réussi à faire. Ils ont commis plusieurs erreurs, dont celle de démarrer l'insurrection dans une région montagneuse, où les paysans ne parlaient pas la même langue qu'eux. Hector Béjar, chef malheureux de cette insurrection raconte : « La langue est constamment restée une barrière terrible. Le paysan identifie l'espagnol au patron, surtout dans une région comme celle d'Ayacucho, où le pourcentage de ceux qui parlent quechua est élevé. Pour susciter la confiance, le guérillero aurait dû parler convenablement quechua, et pas n'importe quel quechua, car on sait qu'au Pérou, les différences dialectales sont grandes d'une région à l'autre »²².

L'idéal, pour des belligérants non étatiques, consiste à obtenir la bienveillance de la population en suscitant la sympathie. Celle-ci peut être obtenue pour des raisons idéologiques – la lutte paraît alors, de fait, légitime – mais également par des bonifications en nature. Alberto Bayo Giroud, mentor de Fidel Castro et de Che Guevara, préconisait ainsi d'entretenir de bonnes relations avec les paysans en leur achetant « à un bon prix » la nourriture nécessaire à la survie des guérilleros et en aidant les paysans à clôturer leur champ ou à labourer la terre. Cette aide n'était pas désintéressée : « De la sorte, [les guérilleros] prouveront aux paysans que notre compassion est réelle et ils les attireront à notre cause au cas où nous aurions besoin, un jour, de leur soutien »²³.

Le problème, pour les insurgés, est que les forces chargées de les traquer essaient également d'obtenir le soutien de la population. Pour ces

²¹ Carlos Marighella, *Manual do Guerrilheiro Urbano*, 1969 (éditeur inconnu). Traduction française: *Le mini-manuel du guérillero urbain*, Paris, Seuil, 1973, section intitulée « Comment vit et subsiste le guérillero urbain ? ».

²² Un large extrait de *Les guérillas péruviennes de 1965*, Paris, Maspero, 1969 est reproduit dans Chaliand, *Stratégies de la guérilla. Guerres révolutionnaires et contre-insurrections. Anthologie historique de la longue marche à nos jours.*

²³ Alberto Bayo Giroud, *One Hundred Fifty Questions to a Guerrilla*, Boulder, Colorado: Paladin Press, 1959, 1996, 84^{ème} question.

dernières, le *renseignement* est une des clés de la contre-insurrection. Les informations obtenues auprès des civils doivent permettre aux troupes d'identifier les révolutionnaires et de les neutraliser, en limitant les risques de confusion avec le reste de la population. Il est intéressant de constater que les préconisations des officiers chargés de la « pacification » ressemblent parfois étrangement à celles des chefs rebelles. Le Colonel Gallieni, au Tonkin, recommandait ainsi d'offrir des buffles et des semences aux paysans pour s'attirer leurs bonnes grâces. Il allait même plus loin, en leur promettant aussi des fusils et des cartouches, à condition qu'ils s'engagent à combattre les « pirates »²⁴. Pour éviter que les fusils distribués ne fussent récupérés par les rebelles, les armes étaient numérotées. Un contrôle avait lieu chaque trimestre et les rares armes manquantes valaient à leur « propriétaire » une sanction exemplaire²⁵.

La population locale est donc l'objet de toutes les convoitises, à tel point que certains n'hésitent pas à définir la contre-insurrection comme une forme de « concurrence avec les insurgés pour obtenir le droit et la capacité de gagner les cœurs, les esprits et l'assentiment de la population »²⁶. L'armée républicaine irlandaise va même plus loin en définissant, dans son manuel de 1956, la guérilla comme « la résistance de tout le peuple contre la puissance ennemie »²⁷ puis en précisant que les guérilleros ne peuvent opérer dans une zone où la population n'adhère pas aux objectifs des insurgés. Ainsi, la lutte ne se déroulerait pas uniquement au niveau militaire mais également sur les terrains politique, économique et social. Le vainqueur serait, en somme, celui qui réussirait à légitimer sa position et à rendre illégitime celle de l'adversaire.

Si le soutien ou la neutralité de la population ne peut pas être obtenu par sympathie idéologique ou par des compensations en nature, une autre méthode peut être employée : la terreur. Une mesure classique prise par les rebelles, au début de l'insurrection, consiste à tuer, pour l'exemple, tous ceux qui collaborent avec l'ennemi, à commencer par ceux qui travaillent dans l'administration. Si bien qu'occuper un poste administratif devient tellement dangereux que plus personne ne souhaite s'y risquer²⁸. La campagne de terreur peut aller très loin : pendant la guerre d'Algérie le FLN a menacé de couper les lèvres et le nez des personnes surprises en train de fumer (le plus souvent du tabac français), une menace qui a effectivement été mise à exécution à plusieurs

²⁴ Joseph Simon Gallieni, *Gallieni au Tonkin (1892-1896)*, Paris: Berger-Levrault, 1941, 1948, p. 77.

²⁵ Lyautey, *Lettres du Tonkin et de Madagascar: 1894-1899*, p. 160.

²⁶ David Kilcullen, "Twenty Eight Articles. Fundamentals of Company-level Counterinsurgency", mars 2006. <http://www.smallwarsjournal.com/documents/28articles.pdf>.

²⁷ Handbook for Volunteers of the Irish Republican Army, 1956, chapitres 2 et 6.

²⁸ Ferdi, *Un enfant dans la guerre*, p. 26.

reprises²⁹. Le but de telles exactions est simple : faire comprendre à la population que si elle aide, d'une manière ou d'une autre, la partie adverse, elle risque de le payer très cher.

Dans cette situation, le défi consiste, pour les forces chargées de la contre-insurrection, à protéger les civils. Ce n'est en effet que s'ils sont sûrs d'être à l'abri des représailles des insurgés que ces derniers fourniront les renseignements nécessaires à la neutralisation des rebelles. Les militaires n'ont toutefois pas toujours les moyens ni même la volonté de protéger la population. Comme le remarquait un Français installé en Algérie au milieu des années 1950, l'armée française défendait avant tout les grands centres urbains et les fermes « européennes » au détriment de la « population autochtone rurale qui représent[ait] 80% de la population totale »³⁰. Livrés à eux-mêmes, les civils n'auront souvent d'autre choix que d'aider les insurgés – ne serait-ce qu'en respectant les consignes de silence.

Incapables de protéger la population, les troupes en charge de la contre-insurrection peuvent opter pour une autre solution : punir les civils qui ne fournissent pas de renseignements sur les activités des rebelles. Les civils sont alors pris entre deux feux. S'ils parlent, les insurgés les tueront et s'ils se taisent, ils subiront les représailles de l'armée régulière. La population devient alors à la fois l'enjeu de la lutte et la première victime. De ce jeu délétère, les forces chargées de la contre-insurrection risquent bien de sortir perdantes³¹, pour au moins deux raisons. La première est illustrée par cet exemple tiré de la guerre d'Algérie : « Comme les Français faisaient prisonniers bon nombre d'innocents, les autres villageois prenaient le maquis ou travaillaient dans le village pour les révolutionnaires, préférant au risque d'être un jour arrêtés sans raison, celui d'être capturés pour une cause juste »³².

La deuxième raison n'a pas trait à la réaction de la population locale mais à celle de la population du pays dont est originaire l'armée régulière en charge de la contre-insurrection. Car une société démocratique – du fait du rôle central qu'y joue la morale – n'est pas disposée à tolérer n'importe quel comportement de la part de ses forces armées. La contre-insurrection à la romaine – qui consistait schématiquement à massacrer des centaines de civils,

²⁹ Documents sur les crimes et attentats commis en Algérie par les terroristes, Alger, société d'éditions et de régie publicitaire, 1956, pp. 64-65.

³⁰ Louis Lavie, *Le drame algérien ou la dernière chance de la France*, Alger: Editions Baconnier, 1956, p. 37.

³¹ Marc Hecker, « Du bon usage de la terreur », *Focus stratégique*, Paris, Ifri, avril 2008.

³² Ferdi, *Un enfant dans la guerre*, pp. 27-28.

pour l'exemple, au moindre signe de rébellion – n'est donc plus une option envisageable³³.

Décrédibiliser la contre-insurrection auprès de la population extérieure

Dans son article fondateur consacré aux conflits asymétriques, Andrew Mack concluait qu'à chaque fois que des combattants irréguliers ont réussi à battre des troupes étatiques *a priori* plus fortes, une division importante était apparue au sein de l'Etat concerné, au sujet des opérations en cours³⁴. La division de la population résulte généralement de trois facteurs : le coût de la guerre, le nombre de morts au sein de l'armée engagée contre les insurgés et le nombre de tués dans la population qui vit sur le théâtre des opérations.

Le coût de la guerre n'est peut-être pas le plus important des trois facteurs mais plus le conflit se prolonge, plus cet élément risque d'être mis en avant. Il suffit, pour s'en convaincre de consulter un des nombreux sites américains dédiés au coût de la guerre en Irak. En tapant, par exemple, www.costofwar.com, l'internaute est redirigé vers le site www.nationalpriorities.org. En haut de l'écran s'affiche le coût de la guerre, en rouge. Les dollars défilent en temps réel. Un menu déroulant permet de savoir combien d'écoles ou de logements sociaux auraient pu être construits si l'argent public n'avait pas été utilisé pour financer la guerre.

Le nombre de « boys » tués en Irak fait également l'objet de plusieurs sites Internet. www.antiwar.com distingue le nombre de soldats américains tués selon les phases du conflit. Un lien renvoie vers le site <http://icasualties.org> qui offre un détail mensuel des pertes américaines. En outre, plusieurs sites proposent de télécharger un programme permettant à tout internaute d'afficher sur son *blog* un « casualty counter »³⁵. De grands médias américains comme CNN³⁶ ou le *Washington Post*³⁷ publient sur leur site la liste complète des soldats américains tombés au combat, en Irak et en Afghanistan. La photo de chaque soldat est mise en ligne. L'âge des militaires tués est mis en évidence et, sur le site du *Washington Post*, une carte permet de visualiser leur ville d'origine.

³³ Roger Barberot, *Malaventure en Algérie*, Paris: Plon, 1957, p. 116 et Edward Luttwak, "Les impasses de la contre-insurrection", *Politique étrangère*, 2006, 4, pp. 859-861.

³⁴ Mack, "Why Big Nations Lose Small Wars: The Politics of Asymmetric Conflict", p. 183.

³⁵ <http://www.antiwar.com/casualties/counter.php>.

³⁶ <http://www.cnn.com/SPECIALS/2003/iraq/forces/casualties/>

³⁷ <http://projects.washingtonpost.com/fallen/>

Le troisième facteur est tout aussi important, voire davantage, que le précédent. Les sociétés démocratiques sont en effet sensibles aux agissements de leurs armées. Qu'elles tuent des combattants adverses est encore admissible mais les morts de civils sont difficilement tolérées. Il convient de distinguer le cas où les civils sont tués accidentellement de celui où la population est prise pour cible volontairement. Dans le premier, on parle souvent de « dégâts collatéraux » ou de « bavures ». Dans le second, le terme « exactions » est davantage utilisé. Les « exactions » – qu'elles soient commises avec l'assentiment de la hiérarchie ou contre les ordres – risquent d'engendrer de fortes réactions de désapprobation au sein de la population d'un Etat démocratique, surtout si, à l'origine, le déploiement des troupes souffrait déjà d'un déficit de légitimité.

Si certains pensent qu'il vaut mieux perdre la guerre que perdre son âme, ce n'est jamais le cas de toute la population. D'autres, en revanche, font preuve d'une plus grande tolérance à l'égard des « bavures » et des « exactions ». Aussi peut-il apparaître une véritable fracture au sein d'une société démocratique.

A cet égard, l'exemple de la guerre d'Algérie est évocateur. Militairement, les troupes françaises réussirent à porter de sévères coups aux indépendantistes algériens – comme l'illustre notamment le cas de la bataille d'Alger. Mais les méthodes employées – de la « gégène » aux « corvées de bois » – provoquèrent une profonde division au sein de la population métropolitaine. Des intellectuels aussi différents que Jean-Paul Sartre et Raymond Aron en firent le constat amer. Dans la préface des *Damnés de la terre* de Franz Fanon, le premier observait : « Il suffit aujourd'hui que deux Français se rencontrent pour qu'il y ait un cadavre entre eux. Et quand je dis : un... La France, autrefois, c'était un nom de pays ; prenons garde que ce ne soit, en 1961, le nom d'une névrose »³⁸. Quant au second, il écrivait déjà, en 1957 : « Tout le monde est d'accord : la guerre d'Algérie met en péril ce qui subsiste de la communauté française. Quelque décision qu'il prenne, le gouvernement sera désavoué par une moitié des Français »³⁹.

Sans remettre en cause la gravité des « bavures » et « exactions » qui peuvent être commises par les forces chargées de combattre des belligérants non étatiques, il convient de remarquer qu'en bons stratèges, ces derniers ont tout intérêt à mettre en avant les « bavures » ou « exactions » commises par

³⁸ Jean-Paul Sartre, in Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 (1961), p. 36.

³⁹ Raymond Aron, *La tragédie algérienne*, Paris, Plon, 1957, p. 34.

leurs adversaires. Sur le site anglophone du *Hamas*, par exemple, une partie est intitulée *Zionist Terrorism*⁴⁰. Elle comprend plusieurs articles sur les « massacres » commis par les Israéliens dont un spécialement dédié aux enfants tués dans la bande de Gaza au moment de l'opération israélienne « Pluies d'été », en 2006. Le site anglophone du *Hezbollah* comprend également une section « Terrorisme » et une partie « Massacres », toutes deux consacrées aux « crimes » israéliens⁴¹, notamment aux bombardements de Cana, en 1996 et 2006. La partie « Massacres » qui figure sur la version anglophone du site du *Hezbollah* comprend quatre fois plus d'articles que sur la version arabophone. Quant à la section « Terrorisme », elle ne comprend que 35 articles en arabe contre près de 200 en anglais⁴². Cette disproportion peut laisser penser que c'est bien, en premier lieu, à l'internaute occidental que ces articles sont adressés.

Certains belligérants non étatiques ont également compris la sensibilité des opinions publiques occidentales à la question de la torture et vont ainsi chercher à placer la question des mauvais traitements en tête de l'agenda médiatique. Par exemple, le dix-huitième chapitre du manuel d'*Al Qaïda*, retrouvé par les enquêteurs britanniques à Manchester, recommande aux jihadistes en instance de jugement d'insister sur les mauvais traitements subis au commissariat ou en prison⁴³.

Si la rhétorique mettant en avant les « bavures » et les « exactions » de l'adversaire a notamment pour but de favoriser l'opposition à la guerre au sein même de la société dont les troupes commettent ces actes, elle a également un autre objectif. En touchant un public plus large que celui des pays directement impliqués dans le conflit, elle vise aussi à accentuer la pression internationale sur le gouvernement adverse. Dès les années 1960, par exemple, les mouvements de la résistance palestinienne ont diffusé des fascicules destinés à sensibiliser le public francophone à la question palestinienne. Les auteurs d'une brochure publiée par le « Front démocratique palestinien » en mai 1966 dénonçaient les méthodes employées par les « sionistes » et écrivaient : « Nous sommes profondément convaincus que la lutte pour la décolonisation de la Palestine bénéficie de la solidarité et de l'appui des démocrates du monde entier »⁴⁴.

⁴⁰ <http://www.palestine-info.com/en/Default.aspx>.

⁴¹ <http://moqawama.org/english/isrterrorism.php>.

⁴² Ces chiffres datent de septembre 2007.

⁴³ Ce manuel est consultable en ligne à l'adresse suivante : www.smallwarsjournal.com/documents/manualpart3.pdf.

⁴⁴ Cette brochure est disponible à la Bibliothèque de Documentation et d'Information Contemporaine (BDIC) de Nanterre. Cote du dossier : F delta 1404/1.

Ainsi, il est classique de voir émerger des mouvements de solidarité en faveur de belligérants non étatiques dans des pays qui n'ont *a priori* rien à voir avec le conflit. Les « Comités Vietnam » puis les « Comités Palestine »⁴⁵ créés en France dans les années 1960 et 1970 en sont une illustration parmi d'autres. Le soutien international apporté à des belligérants non étatiques peut prendre différentes formes : participation directe aux combats, soutien logistique, *lobbying* auprès des dirigeants politiques pour qu'ils interviennent au sein des instances internationales, organisation de manifestations, etc. Les exemples sont variés, de la constitution de réseaux de « porteurs de valises » pour venir en aide au FLN algérien⁴⁶ à la participation de moudjahidines arabes à la lutte contre les Soviétiques suite à l'invasion de l'Afghanistan en 1979, en passant par la mise en place du « tribunal Russell » au moment de la guerre du Vietnam.

Il apparaît donc que la prise en compte des populations – locales et extérieures – est un élément central de toute insurrection. Certains auteurs affirment toutefois qu'aujourd'hui, l'environnement aurait changé et que le soutien des populations ne serait, en conséquence, plus aussi important qu'avant. Cet argument mérite d'être examiné plus longuement. Pour cela, quelques éléments historiques du rapport entre guérilla et populations peuvent s'avérer utiles.

Guérilla et populations : une approche historique

Les origines de la théorie de la guérilla remontent au XVII^{ème} siècle, même si on ne parlait pas alors de « guérilla » mais de « petite guerre » ou de « guerre de partisans ». Elle était alors utilisée par les armées régulières et était considérée comme une manière de combattre à mettre en œuvre parallèlement aux tactiques plus classiques. Les unités pratiquant la « petite guerre » – comme les *Pandúr* et les Croates pour le compte de l'armée autrichienne – étaient peu disciplinées. Elles se livraient sans vergogne aux pillages. Les civils pouvaient également voir leurs récoltes détruites, sous prétexte qu'elles auraient pu servir à nourrir les troupes adverses. Le Baron de Wüst, auteur d'un ouvrage intitulé *L'art militaire du partisan* paru en 1768, suggérait ainsi de capturer des chats vivant dans les granges en territoire ennemi, de les enduire d'alcool puis d'y

⁴⁵Abdelalli Hajjat, "Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France", *Revue d'études palestiniennes*, n° 98; 2006.

⁴⁶ Comme le remarque Jacques Charby, un ancien du réseau Jeanson, les « porteurs de valises » n'étaient pas tous Français. Il y avait également, entre autres, des Belges et des Suisses. Cf. Jacques Charby, *Porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie*, Paris: La Découverte, 2004.

mettre le feu. Les chats enflammés étaient supposés retourner dans les granges, propageant de la sorte de vastes incendies⁴⁷. Les civils n'étaient néanmoins pas systématiquement pris pour cible. Le colonel Andreas Emmerich écrivit un ouvrage intitulé *The Partisan in War or the Use of a Corps of Light Troops to an Army*, paru à Londres en 1789. Emmerich recommandait notamment de ne jamais maltraiter les civils, d'interdire les pillages et de traiter les prisonniers de guerre décentement⁴⁸.

Carl von Clausewitz, souvent considéré comme le chantre de la guerre classique, enseigna durant une année, en 1810, la « kleiner Krieg » à l'École de guerre de Berlin⁴⁹. Néanmoins, l'auteur de *Vom Kriege* ne voyait en la « petite guerre » qu'un outil aux mains des armées régulières et non une tactique possible pour des insurgés. Cela fait dire à Walter Laqueur que Clausewitz percevait la « petite guerre comme la continuation de la grande guerre par d'autres moyens »⁵⁰.

Ce n'est qu'à partir du XIX^{ème} siècle que la guerre de partisans commence à être théorisée davantage comme une tactique pouvant être utilisée, non plus par les armées traditionnelles, mais contre elles. Le soulèvement des Madrilènes contre les troupes napoléoniennes, le 2 mai 1808, est généralement considéré comme l'acte de naissance de la « guérilla » moderne. Les surprenants résultats obtenus par les guérilleros espagnols face à une armée qui était alors probablement la plus puissante du monde, n'ont pas manqué d'attirer l'attention des observateurs. Karl Marx envoya en 1854 une série de neuf articles sur l'« Espagne révolutionnaire » au *New York Daily Tribune*. Six d'entre eux furent publiés⁵¹. Dans ces articles, l'auteur du *Manifeste du Parti communiste*, met en avant les trois points forts de la guérilla – qui sont précisément ceux que nous avons développés précédemment – : 1) les combattants espagnols ont pris conscience de leur infériorité matérielle suite, notamment, à la désastreuse bataille d'Ocaña, 2) ils ont su innover en pratiquant une stratégie de harcèlement, menée par de petits groupes très mobiles attaquant par surprise, 3)

⁴⁷ Sur les origines de la théorie de la guérilla, voir Walter Laqueur, "The Origins of Guerilla Doctrine", *Journal of Contemporary History*, 1975, vol. 10, 3, 341-82, p.341-382. La référence au Baron de Wüst se trouve p. 344.

⁴⁸ Ibid., p. 345.

⁴⁹ Cet élément de la biographie de Clausewitz est mentionné notamment dans la préface d'une des éditions françaises du classique de Clausewitz *De la guerre*, rédigée par Gérard Chaliand. Carl von Clausewitz, *De la guerre*, Paris, Perrin, 2006, p. 10.

⁵⁰ Laqueur, "The Origins of Guerilla Doctrine", p. 350.

⁵¹ Ces articles sont disponibles en ligne à l'adresse <http://www.marxists.org/archive/marx/works/1854/revolutionary-spain/index.htm>.

ils ont bénéficié du soutien de la population locale, ce qui leur a notamment permis de se fondre parmi les civils quand cela s'avérait nécessaire.

Chez les marxistes-léninistes, la guérilla prend une dimension clairement révolutionnaire. Les techniques de guérilla doivent permettre de renverser le pouvoir en place et d'établir une société plus égalitaire, profitant à la grande majorité de la population. L'innovation majeure de Mao n'est donc pas d'avoir introduit le caractère révolutionnaire de la guérilla. Celui-ci était déjà présent, notamment chez Lénine – que Mao cite dès les premières lignes de certains de ses écrits⁵². La véritable innovation introduite par Mao est la prise en compte du caractère rural de la Chine de l'Entre-deux-guerres et de la nécessité de s'appuyer sur les paysans pour aboutir à la victoire. Mao ne conçoit pas la victoire sans un soutien massif de la population rurale. Les tactiques de harcèlement ne sont en effet, dans la pensée maoïste, que temporaires. Les révolutionnaires sont censés recruter très largement au sein de la population, jusqu'à constituer une armée capable de battre, dans une configuration de guerre classique, les troupes adverses. La population a donc non seulement une fonction de soutien logistique mais est également considérée comme un vivier de soldats.

On retrouve ce rôle central de la population dans les luttes de libération nationale. Le titre d'un des ouvrages de Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, est particulièrement évocateur : la guerre de libération est – ou, du moins, doit être perçue – comme la lutte du peuple, pour le peuple et par le peuple. La population occupe une place centrale dans le conflit et, d'après Giap, son adhésion à la cause est motivée par le caractère « juste » de la lutte. « La guerre de libération du peuple vietnamien, écrit-il, a été victorieuse parce qu'elle était une guerre juste, menée pour l'indépendance et l'unité de la Patrie, pour les intérêts authentiques de la nation et du peuple. Sa juste cause a amené tout le peuple à participer activement à la Résistance et à consentir tous les sacrifices pour la victoire finale »⁵³. Les idées de Mao et de Giap se sont répandues sur d'autres terrains, notamment au Proche-Orient où les dirigeants du *Fatah*, dans les années 1960 et 1970, les citaient régulièrement⁵⁴.

⁵² <http://www.marxists.org/reference/archive/mao/works/1937/guerrilla-warfare/ch01.htm>.

⁵³ Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*, p.39.

⁵⁴ Parmi les archives disponibles à la Bibliothèque de Documentation et d'Information Contemporaine de Nanterre figure notamment une brochure éditée par le *Fatah*, probablement à la fin des années 1960, intitulée « Notre lutte politique et armée » qui reprend les théories de la guerre révolutionnaire. Un fascicule édité en 1976 par la *Gups*, l'Union générale des étudiants palestiniens, s'ouvre par un message de Yasser Arafat dans lequel il fait explicitement référence à « notre vaillant camarade Giap ». Cote du dossier d'archives : F delta 1404/1.

A la fin des guerres de décolonisation, la « petite guerre » passe au second plan. Non pas que les conflits asymétriques disparaissent totalement mais ils sont éclipsés par l'affrontement bipolaire et la crainte d'une guerre conventionnelle majeure. Ce n'est qu'à la fin de la Guerre Froide que les spécialistes des questions stratégiques commencent réellement à s'intéresser à nouveau à la guérilla. Le premier conflit de l'après Guerre Froide, la guerre du Golfe de 1991, démontre la supériorité écrasante des troupes occidentales et notamment de l'armée américaine. Une idée émerge alors peu à peu : un adversaire qui voudrait l'emporter face à une armée occidentale aurait tout intérêt à éviter une confrontation militaire directe et à s'appuyer sur des tactiques de guérilla. L'échec américain en Somalie en 1993 vient renforcer ce sentiment. Une mention explicite de la menace « asymétrique » apparaît dans la *Joint Publication 1* de 1995 aux Etats-Unis, menace également évoquée dans la *Quadrennial Defense Review* de 1997⁵⁵. En 1999, la *Joint Strategy Review* s'intitule *Asymmetric Approaches to Warfare*. Ce n'est cependant qu'après les attentats du 11 septembre 2001 que les stratégies des belligérants non étatiques reviennent au cœur des préoccupations des acteurs du monde de la défense et de la sécurité. Confrontées à de véritables guérillas en Afghanistan et / ou en Irak, les armées occidentales ont alors tendance à se retourner vers les écrits de la période coloniale. Les Britanniques redécouvrent Calwell et Kitson, les Français relisent Gallieni et Lyautey⁵⁶. Quant aux Américains, ils rééditent les analyses de leurs alliés, à l'instar de la *Rand* qui republie *Pacification in Algeria* de Galula. L'intérêt pour les études parues au moment des luttes coloniales apparaît notamment dans la bibliographie du FM3-24 qui s'ouvre sur une liste d'une vingtaine de classiques parmi lesquels on trouve Trinquier et Larteguy. Au cœur de toutes ces publications rééditées, un point essentiel : l'efficacité de la lutte contre une insurrection ne se mesure pas au nombre d'insurgés tués ; la bataille est davantage politique que militaire et la population est au centre du problème⁵⁷.

Certains observateurs contestent néanmoins cette « redécouverte » des classiques des luttes coloniales. Frank G. Hoffman, qui a pourtant participé à la rédaction du FM 3-24, critique par exemple, la tendance à la « déification de Galula, hissé au rang de Clausewitz moderne de la contre-insurrection »⁵⁸. Avec d'autres auteurs, au premier rang desquels se trouvent David Kilcullen, Thomas

⁵⁵ Steven Metz, *Learning from Iraq : Counterinsurgency in American Strategy*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 2007, p. 13.

⁵⁶ Voir, par exemple, la Doctrine d'emploi des forces terrestres en stabilisation (2006), p. 7 et le FT-01 intitulé Gagner la bataille. Conduire la paix. Les forces terrestres dans les conflits aujourd'hui et demain (2007), p. 11.

⁵⁷ A ce sujet, voir notamment Joseph-Simon Gallieni, *Gallieni au Tonkin (1892-1896)*, Paris: Berger-Levrault, 1941, p. 210. Voir également la citation de David Galula mise en exergue au début du chapitre 2 du FM3-24.

⁵⁸ Frank G. Hoffman, « Neo-classical counterinsurgency? », *Parameters*, Summer 2007, p. 71.

X. Hammes et Steven Metz, ils mettent en avant les énormes changements intervenus depuis la période coloniale : transnationalisation des insurrections, multiplication des milices, développement du lien entre guérilla et crime organisé (trafics de drogue et d'armes essentiellement), essor des compagnies privées de sécurité, etc. Mais la principale différence résiderait dans la révolution des technologies de l'information qui permettrait désormais aux insurgés de bénéficier d'un véritable « sanctuaire virtuel »⁵⁹. En conséquence, les « belligérants non étatiques » dépendraient désormais moins de la population locale – Internet permettant notamment de lever des fonds pour financer les insurrections et de recruter des combattants. Ils n'auraient donc plus besoin de dépenser autant de ressources qu'auparavant pour s'assurer du soutien de la population⁶⁰. Si cette hypothèse est probablement exacte pour certains groupes, elle ne l'est en revanche pas pour d'autres. Après la guerre de l'été 2006, par exemple, le *Hezbollah* a accordé une aide de 10 000 dollars aux personnes dont les maisons avaient été traduites⁶¹.

Il conviendra donc d'adopter une approche plus spécifique dans la suite de l'étude, en distinguant les stratégies de communication des différents groupes à l'aune de la nature des liens qu'ils entretiennent avec les populations locale et extérieure. La stratégie de communication de groupes à forte assise locale comme le *Hamas* ou le *Hezbollah* est sans doute différente de celle de groupes fortement transnationaux, à l'instar de la nébuleuse *Al Qaïda*, qui n'ont pas *a priori* vocation à administrer une population. Remarquons à cet égard que l'appellation « belligérants non étatiques » – utilisée dans la présente étude – est contestable pour certains groupes analysés qui sont allés jusqu'à exercer des fonctions gouvernementales. C'est le cas du *Hamas*, du *Hezbollah* et des *Talibans*. Toutefois, ces groupes ont toujours conservé des structures hors du giron étatique, même lorsque certains de leurs membres occupaient des postes officiels. En outre, ils ont été prompts à reprendre pleinement leur statut d'acteurs non étatiques après avoir quitté le gouvernement.

Certains groupes ont également plus tendance que d'autres à utiliser les médias – et en particulier les nouveaux médias – à des fins de communication interne, par exemple pour échanger des conseils tactiques. Le *Hezbollah*, qui dispose d'un réseau de communication parallèle lui permettant d'échanger rapidement données et informations à travers le territoire libanais⁶², n'a pas

⁵⁹ David Kilcullen, "Counter-Insurgency Redux", *Survival*, 2006, vol. 48, 4, 111-30, p. 113.

⁶⁰ Steven Metz, *Rethinking Insurgency*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 2007, p. 14.

⁶¹ Cancela-Kieffer, Michaela, « Shiites of south Lebanon seek fair share of reconstruction aid », 9 July 2007.

⁶² "Lebanon : Hezbollah's Communication Network", *Stratfor*, 9 mai 2008.

autant besoin que les groupes de la « mouvance jihadiste internationale » d'utiliser les médias pour faire passer des messages en interne.

Ainsi, le but de la présente étude est d'analyser les stratégies de communication et les pratiques médiatiques de différentes organisations non étatiques afin d'en tirer des conséquences pour les conflits asymétriques d'aujourd'hui et de demain. Pour ce faire, quatre groupes seront successivement étudiés : *Al Qaïda*, les *Talibans*, le *Hezbollah* et le *Hamas*. Ces quatre groupes ont été choisis parce qu'ils sont au cœur des guerres irrégulières contemporaines et qu'ils représentent des types différents de belligérants non étatiques eu égard aux rapports qu'ils entretiennent avec les populations des territoires où ils opèrent.

CHAPITRE I

AL QAÏDA : LA COMMUNICATION CONSUBSTANTIELLE A L'ORGANISATION

L'ascension des Talibans remonte à la guerre civile afghane, déclenchée après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Certains membres d'*Al Qaïda*, organisation déjà bien implantée dans le pays au milieu des années 1990, ont, au départ, considéré cette ascension avec circonspection. Il était reproché aux Talibans d'interpréter de manière trop stricte la *charia*, d'être extrémistes et ignorants. Un autre qualificatif a parfois été employé : « novateurs ». Omar Nasiri, un Marocain élevé en Belgique et parti s'entraîner dans les camps d'Afghanistan, explique : « il n'y a pas d'innovation possible dans l'Islam », il n'y a que le *Coran*, la sainte parole de Dieu. Or, les Talibans étaient des « novateurs, la pire chose qui soit »⁶³.

Ce qualificatif peut paraître surprenant, d'autant qu'en termes d'innovation, tant doctrinale qu'opérationnelle, *Al Qaïda* a fait preuve de capacités exceptionnelles. A travers sa justification idéologique du terrorisme, ses opérations proprement dites, et notamment son utilisation des télécommunications, cette organisation a démontré un niveau de créativité et de sophistication encore inégalé en ce début de XXI^{ème} siècle. Il serait inconcevable de consacrer une étude aux stratégies de communication des belligérants non étatiques sans aborder le cas des méthodes développées par – et parfois pour – *Al Qaïda*. De tous les cas d'espèce analysés dans la présente étude, celui d'*Al Qaïda* est peut-être le plus marquant car la communication est devenue un élément vital de l'organisation si tant est que le terme « organisation » soit encore adéquat. Depuis le 11 septembre 2001, *Al Qaïda* a en effet beaucoup évolué, les mesures de lutte contre le terrorisme obligeant l'organisation à se décentraliser fortement, si bien que l'on tend aujourd'hui à parler davantage de « mouvance jihadiste internationale »⁶⁴. Dans ce processus

⁶³ Omar Nasiri, *Inside the Jihad: My Life with Al Qaeda : A Spy's Story*, Basic Books, 2008, p. 179. Sur les Talibans comme novateurs, voir pp. xii, 37, 192, 212. Sur l'innovation en général, voir Cheikh Otheimine, « L'innovation », *Al Majmû'at-Thâmin* [le recueil précieux], vol. 1, pp. 28-29. Ce texte est disponible en français sur le site www.fatawaislam.com dans la rubrique « Les innovations ».

⁶⁴ Marc Hecker, « Al Qaïda, mort et transfiguration », *Etudes*, novembre 2007.

de transformation, les nouveaux médias ont joué un rôle essentiel qui explique en grande partie la *résilience* d'*Al Qaïda*. Avant d'étudier plus précisément l'importance de la communication dans la métamorphose de la mouvance jihadiste, l'ascension d'*Al Qaïda* doit être évoquée.

L'ascension d'*Al Qaïda*

Dès le départ, *Al Qaïda*, se veut une organisation internationale, avant-garde jihadiste nourrissant de grandes ambitions⁶⁵. Ses origines remontent au milieu des années 1980 lorsqu'est créé le « Bureau des services » (*Maktab al-Khadamat*), organisme chargé de faciliter la venue de moudjahidines arabes en Afghanistan dans le but de combattre l'envahisseur soviétique. Le caractère international s'incarne notamment dans la diversité de ses principaux fondateurs, parmi lesquels se trouvent Oussama ben Laden, fils d'un riche entrepreneur saoudien d'origine yéménite ; Ayman Al-Zawahiri et Sayyed Imam Al-Sharif (plus connu sous le nom de Dr Fadl), deux dirigeants du groupe égyptien *Al-Jihad* ; et Abdallah Azzam, un théologien palestinien, chargé entre autres de collecter des fonds pour le jihad afghan⁶⁶. Suite au retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, en 1988-1989, *Al Qaïda* doit se trouver une nouvelle raison d'être, un nouvel ennemi. Initialement, deux courants s'affrontent. Abdallah Azzam, souhaite que le mouvement se focalise sur le jihad en Palestine, au Cachemire, en Asie centrale et autres « territoires occupés ». Le second courant, représenté par les Egyptiens Zawahiri et Al-Sharif, préfère concentrer ses efforts sur les régimes arabes autoritaires, comme ceux d'Egypte ou de Syrie. Ces régimes, considérés comme « apostats »⁶⁷ sont voués à être combattus. Le désaccord entre ces deux courants prend fin avec la mort d'Abdallah Azzam, tué avec ses deux fils dans l'explosion de leur voiture le 24 novembre 1989. Deux semaines plus tôt, le mur de Berlin est tombé, entraînant, à terme, la chute de l'Union Soviétique. Les jihadistes d'Afghanistan sont persuadés d'avoir joué un rôle essentiel dans la destruction de l'empire communiste « infidèle »⁶⁸.

⁶⁵ Steve Coll, *The Bin Ladens: An Arabian Family in the American Century* New York: Penguin, 2008, pp. 14-15.

⁶⁶ Lawrence Wright, "The Rebellion", *The New Yorker*, 2008, pp. 38-39.

⁶⁷ Le *takfir*, sorte d'excommunication, joue un rôle essentiel dans la doctrine jihadiste.

⁶⁸ Lawrence Wright, *The Looming Tower. Al-Qaeda and the Road to 9/11*, New York: Alfred A. Knopf, 2006. Cette interprétation sélective de l'histoire peut expliquer la croyance de certains jihadistes en la toute-puissance d'*Al Qaïda*.

L'Afghanistan de l'après guerre froide est miné par la guerre civile. Oussama Ben Laden retourne en Arabie Saoudite en 1990. Se produit alors un événement-clé : l'invasion du Koweït par l'Irak. Oussama Ben Laden propose à la famille royale saoudienne d'organiser une « armée » composée de vétérans du jihad afghan pour défendre le royaume contre une possible attaque irakienne. Le Roi Fahd décline cette proposition et se tourne vers les Etats-Unis. Lorsque les troupes américaines commencent à affluer vers la péninsule arabique, le cofondateur d'*Al Qaïda* s'en prend ouvertement à la famille royale, accusée d'encourager l'arrivée des « mécréants » sur la terre des deux plus grands lieux saints de l'Islam. La rancœur d'Oussama Ben Laden ne fait qu'augmenter à la fin de la guerre du Golfe de 1991 lorsque le maintien sur place de 20 000 soldats américains est annoncé. Trop critique envers le pouvoir, Oussama Ben Laden finit par être déclaré *persona non grata*. Il quitte l'Arabie Saoudite pour le Soudan en 1991 puis retourne en Afghanistan en mai 1996⁶⁹.

En août de la même année, il réalise son premier grand acte de communication médiatique en publiant sa « Déclaration de jihad contre les Américains occupant le pays des deux lieux saints » dans *Al Quds Al Arabi*, journal arabophone basé à Londres. « Les horribles images du massacre de Qana, au Liban, sont encore dans nos esprits », écrit Ben Laden, en référence à l'opération israélienne menée au Liban. Il énumère ensuite une série de « massacres », dont le Cachemire, la Tchétchénie, et la Bosnie-Herzégovine. « La dernière et la plus grave des agressions qu'aient subies les musulmans depuis la mort du Prophète [...] est l'occupation de la terre des deux lieux saints »⁷⁰, une référence à la présence américaine sur la péninsule arabique depuis la guerre du Golfe de 1990-1991.

La publication de cette véritable déclaration de guerre représente un tournant dans les opérations médiatiques d'*Al Qaïda*, à la fois en termes de forme et de contenu. D'abord, le contenu des messages commence à devenir plus sophistiqué. Avant 1996, le message était rudimentaire, se limitant à des injonctions à suivre le chemin de Dieu. La Déclaration définit quant à elle de nouveaux objectifs et développe de nouvelles thématiques. L'Amérique est considérée expressément comme l'ennemi de tous les musulmans. Si l'attention des jihadistes se focalise de plus en plus sur cet « ennemi lointain », ils n'en

⁶⁹ Pour une description plus longue du parcours d'Oussama Ben Laden, voir notamment Marc Hecker, « Oussama Ben Laden », in Alain Renaut, *Encyclopédie de la culture politique contemporaine*, Paris, Hermann, 2008, tome 1.

⁷⁰ Osama bin Laden, "Declaration of War against the Americans Occupying the Land of the Two Holy Places", 23 August 1996, translated, http://www.terrorismfiles.org/individuals/declaration_of_jihad1.html.

oublie pas pour autant « l'ennemi proche », les régimes arabes « apostats », surtout ceux considérés trop proches des Etats-Unis, à l'instar de l'Arabie saoudite. L'attention des dirigeants d'*Al Qaïda*, qui se concentrait à l'origine sur la région de l'Hindu Kush et le conflit entre les Soviétiques et les Afghans, a désormais une portée mondiale. *Al Qaïda* tente de mobiliser l'*oumma* contre ses différents « oppresseurs » au premier rang desquels se trouvent Israël, la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et la Russie.

Un nouveau texte – une *fatwa* pourrait-on dire – est publiée dans *Al Quds Al Arabi*, le 23 février 1998. Ce texte s'intitule « Déclaration du Front islamique mondial pour le jihad contre les Juifs et les Croisés ». Il est co-signé par Oussama Ben Laden, Ayman Al-Zawahiri, Mounir Hamza, Fadl al-Rahman Khalil, Cheikh Abd al-Salam Mohammed Khan et Abou Yassir Rifai Ahmad Taha. Ces dirigeants jihadistes expliquent notamment que « depuis plus de sept ans les Etats-Unis occupent la plus sacrée des terres de l'Islam », la péninsule arabique⁷¹. Il est donc du devoir de tous les musulmans de tuer les citoyens américains et leurs alliés où qu'ils se trouvent, qu'ils soient civils ou militaires. *Al Qaïda* cherche à transformer divers conflits locaux en un *jihad* mondial, opposant un oppresseur « global » – une conspiration judéo-américaine – à une victime « globale » – l'*oumma*⁷².

En ce qui concerne, ensuite, la manière d'agir, *Al Qaïda* a été prompte à s'adapter aux nouvelles technologies, notamment à Internet. Dès la période du « bureau des services » (*Maktab al-Khadamat*), Oussama Ben Laden a mis en place un département spécialisé dans la communication et les médias. Lorsqu'il était au Soudan entre 1991 et 1995, des communiqués étaient régulièrement envoyés en Arabie Saoudite via une organisation basée à Londres appelée *Advice and Reform Committee*. La « Déclaration de jihad contre les Américains » a été accessible sur le site Internet www.yaislah.org dès le 1^{er} septembre 1996⁷³. Des journaux électroniques ont également commencé à apparaître, comme *Al-Ansar*, *Al-Neda* et *Sant al-Jihad*.

Parallèlement, plusieurs attentats ont traduit dans les faits les principes violents d'*Al Qaïda*. En décembre 1992, l'organisation a revendiqué un attentat

⁷¹ Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli, *Al Qaïda dans le texte*, Paris, PUF, 2005, pp. 63-69.

⁷² Katrin Brettfeld, and Peter Wetzels, *Muslims in Deutschland: Integration, Integrationsbarrieren, Religion sowie Einstellungen zu Demokratie, Rechtsstaat und politisch-religiös motivierter Gewalt* Berlin: Bundesministerium des Innern, 2007.

⁷³ Michael Scheuer, "Al-Qaeda's Media Doctrine: Evolution from Cheerleader to Opinion-Shaper", *Terrorism Focus*, 2007, vol. IV, 15, p.5. Daniel Benjamin et Steven Simon, *The Age of Sacred Terror*, New York, Random House, 2003, pp. 7-14 et 221-222.

manqué contre les troupes américaines à Aden, alors qu'elles se dirigeaient vers la Somalie. Elle a probablement été impliquée dans l'attaque de Ramzi Yousef contre le *World Trade Center* à New York⁷⁴. Elle a affirmé être responsable de l'armement des combattants somaliens lors de la bataille de Mogadiscio en octobre 1993. *Al Qaïda* a attaqué le centre d'entraînement de la garde nationale saoudienne à Riyad en novembre 1995, tuant cinq Américains⁷⁵. Le 25 juin 1996, un engin piégé a visé le complexe des tours Khobar, à Dhahran, tuant 19 militaires américains et en blessant une centaine d'autres⁷⁶. En août 1998, les ambassades américaines de Nairobi, au Kenya, et de Dar es-Salaam, en Tanzanie, ont été les cibles d'attentats quasi-simultanés provoquant la mort de plus de 200 personnes. Le 12 octobre 2000, l'USS Cole a été attaqué dans le port d'Aden, au Yémen. Cet attentat suicide, tua 17 membres de l'US Navy, et en blessa 39 autres. Puis vinrent les attentats du 11 septembre 2001 qui représentent, dans le domaine du terrorisme, un saut quantitatif et qualitatif sans précédent.

La transformation d'*Al Qaïda*

Après les attaques du 11 septembre, l'armée et les services secrets américains concentrent leur attention sur *Al Qaïda*. Moins d'un mois après les attentats de New York et Washington, l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan est lancée. Le régime des Talibans est rapidement balayé et les camps d'entraînement d'*Al Qaïda* détruits. Acculée par ses adversaires, l'organisation jihadiste est alors obligée de se transformer. Il est en effet devenu excessivement dangereux de communiquer en face-à-face, par messenger, par téléphone, par *e-mail*, ou par tout autre moyen électronique. Les fonctions de *command and control* sont, en pratique, désormais extrêmement difficiles à exercer.

Al Qaïda opère alors un changement progressif de mode d'organisation. Une personne en particulier symbolise la métamorphose de l'organisation : Mustafa Ben Abd Al-Qader Setmariam Nasar, plus connu sous

⁷⁴ L'attentat a été conçu dans le camp d'entraînement de Khalden, près de la frontière afghano-pakistanaise. National Commission on Terrorist Attacks *The 9/11 Commission Report*, 2004, p. 73.

⁷⁵ Les quatre Saoudiens condamnés et exécutés pour cette attaque, ont déclaré devant la télévision saoudienne qu'ils s'étaient inspirés d'Oussama Ben Laden et d'*Al Qaïda*. Kenneth Katzman, *Al-Qaeda: Profile and Threat Assessment* Washington, DC: CRS Report for Congress, 2005, p.4. , *The 9/11 Commission Report*, p. 60.

⁷⁶ L'attentat a été commis par une organisation se faisant appeler « Hezbollah saoudien ». L'implication d'*Al Qaïda* reste incertaine. La commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001, se basant sur des rapports classifiés, indique qu'*Al Qaïda* a certainement aidé à la préparation des attentats. , *The 9/11 Commission Report*, p. 60, 468.

le nom d'Umar Abd Al-Hakim ou Abu Mus'ab al-Suri. Ce Syrien naturalisé espagnol est l'un des plus importants stratèges du jihad global. C'est à lui qu'a été attribuée l'idée de transformer l'organisation, jusqu'ici hiérarchisée, en un mouvement aux structures décentralisées, composé de cellules indépendantes. Abu Mus'ab al-Suri constitue une figure centrale du mouvement pour deux raisons : d'une part sa trajectoire militante permet de comprendre comment le jihad moderne et les opérations médiatiques sont devenues indissociables ; d'autre part, ses écrits sur la théorie de la guérilla comme stratégie et tactique du jihad ont grandement influencé les pratiques de la « mouvance jihadiste internationale ». Comme dans les grands classiques de la théorie stratégique, le livre d'Abu Mus'ab al-Suri oscille en permanence entre description et analyse⁷⁷. Du point de vue des armées classiques, ses travaux démontrent les limites de concepts en vogue aux Etats-Unis comme celui d'*information operations* ou de « bataille pour gagner les cœurs et les esprits ».

Abu Mus'ab al-Suri a passé ses années les plus productives dans la banlieue londonienne de Neasden⁷⁸. Il est né en 1958 à Alep, a fait des études d'ingénieur et s'est engagé dans la révolte contre le président syrien Hafez Al-Assad, aux côtés des Frères Musulman, à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Beaucoup de ses compagnons de lutte ont été massacrés au moment du bombardement de la ville d'Hama, dans le nord-ouest de la Syrie, en février 1982. Entre 10 000 et 25 000 personnes auraient trouvé la mort au cours de cette opération de répression menée par le pouvoir syrien. Au même moment, Abu Mus'ab al-Suri suivait un entraînement militaire en Irak. Le régime de Saddam Hussein soutenait alors l'opposition syrienne, le pouvoir syrien ayant pris le parti de l'Iran dans la guerre Iran-Irak. Abu Mus'ab al-Suri retourne en Espagne en 1985, puis se rend au Pakistan deux ans plus tard pour participer au jihad afghan. C'est à cette époque qu'il rencontre Oussama Ben Laden pour la première fois. En juillet 1987, il fait la connaissance du cheikh Abdallah Azzam, qui participera à la fondation d'*Al Qaïda* l'année suivante. Abu Mus'ab al-Suri devient le représentant syrien au sein du conseil consultatif – *shura al-majlis* – une des principales instances d'*Al Qaïda*. Il retourne en Espagne en 1992, où il met en place un réseau jihadiste. En 1995, il rejoint la banlieue de Londres où il écrit pour *Al-Ansar*, le journal du GIA auquel participe activement Abu Qatada, un religieux palestinien connu pour ses opinions intransigeantes et sa justification des massacres en Algérie. Le travail médiatique d'Abu Mus'ab al-Suri s'étend à d'autres bulletins, comme *Al-Fajr*, du Groupe

⁷⁷ Cette alternance entre description et analyse s'observe chez plusieurs grands théoriciens de la stratégie : Clausewitz, Jomini, Mao, Galula, etc.

⁷⁸ Paul Cruickshank, and Mohannad Hage Ali, "Abu Musab Al Suri: Architect of the new Al Qaeda", *Studies in Conflict & Terrorism*, 2007, vol. 30, 1, 1-14.

islamique combattant libyen, et *Al-Mujahidun*, publié par le Jihad islamique égyptien. Le jihadiste syrien contribue aussi à l'organisation des premières interviews de responsables d'*Al Qaïda* avec les grands médias occidentaux comme *The Independent* (Robert Fisk) ou CNN (Peter Bergen). Ce dernier passe plusieurs jours en compagnie d'Abu Mus'ab al-Suri. La renommée croissante d'*Al Qaïda* ne va pas sans poser problème aux Talibans, notamment après les attentats contre les ambassades américaines en Afrique. Abu Mus'ab al-Suri, qui entretient des liens étroits avec le chef taliban mollah Omar, envoie un e-mail à Ben Laden en juillet 1999 critiquant sa soif de publicité et lui reprochant de mettre en danger ses hôtes afghans.

Entre 1998 et 2001, il s'entraîne dans les camps d'Al-Ghuraba et de Derunta, près de Jalalabad en Afghanistan, siège au *Majlis al-Shura* d'*Al Qaïda*, et travaille même pour le Ministre de la Défense de mollah Omar. Après la chute des Talibans, il s'envole pour l'Iran, puis pour le Pakistan, où il se cache pendant plus de trois ans. Pendant ce temps, Abu Mus'ab al-Suri en profite pour terminer un livre de plus de 1500 pages, *Da'wat al-muqawamah al-islamīyah al-'alamīyah*, *L'appel à la résistance islamique globale*. La première ébauche de ce livre a été rédigée en 1990.

En novembre 2004, le Département d'Etat américain met la tête du jihadiste syrien à prix à 5 millions de dollars. Abu Mus'ab al-Suri décide alors de mettre fin à sa période d'isolation pour faire passer ses idées à la postérité avant de se faire arrêter ou tuer. « A cause de la déclaration du gouvernement américain, des mensonges qu'elle contient et des nouveaux impératifs de sécurité qui s'imposent à nous, j'ai pris la décision de mettre fin à ma période d'isolation », écrit-il. « Je vais également reprendre mes activités idéologiques et opérationnelles liées aux médias. Je prie Dieu pour que l'Amérique ait à regretter amèrement de m'avoir poussé, moi et d'autres, à la combattre avec la plume et l'épée »⁷⁹. Deux mois plus tard, en janvier 2005, Abu Mus'ab al-Suri publie son livre et enregistre 29 fichiers audios contenant la version orale de cet ouvrage. Ces documents sont très vite copiés et distribués à grande échelle. En novembre 2005, l'auteur de *L'appel à la résistance islamique globale* est capturé au Pakistan, lors d'un raid à Quetta. Mais il est trop tard. Les bandes continuent à circuler et sont régulièrement retrouvées par la police dans différents pays européens. Peter Bergen se souvient d'Abu Mus'ab al-Suri comme d'un homme « robuste et élégant », beaucoup plus impressionnant qu'Oussama Ben Laden. Jamal Khashoggi, un journaliste saoudien qui a également rencontré Abu Mus'ab al-Suri et Abu Qatada, va plus loin en affirmant que Ben Laden n'a fait

⁷⁹ Extrait de "Architect of New War on the West," *Washington Post*, 23 May 2006, p. A1.

que fournir une organisation aux idées de ces deux hommes : « son organisation est devenue l'instrument de leur pensée »⁸⁰.

Une des clés de la pensée stratégique du jihadiste syrien est le constat de la supériorité matérielle des Etats adverses, notamment dans le domaine de la puissance aérienne. Lorsque les camps d'entraînement afghans ont été touchés par les missiles de croisière américains en 1998, il est apparu à Abu Mus'ab al-Suri que même les montagnes reculées d'Afghanistan ne pouvaient servir de protection efficace face aux armements modernes. Pendant les deux années qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001, l'« éblouissante supériorité technologique »⁸¹ des Américains a éliminé 80 % des moudjahidines⁸². Le maintien de bases fixes est devenu impossible et l'idée de bénéficier d'un nouveau sanctuaire dans un autre pays paraît désormais peu réaliste. L'auteur de *L'appel à la résistance islamique globale* en conclut que « la mentalité de Tora Bora doit prendre fin »⁸³.

Vingt ans avant l'opération *Enduring Freedom*, lors du bombardement de Hama, Abu Mus'ab al-Suri avait déjà pu se rendre compte des difficultés que pouvaient éprouver des acteurs non étatiques pour faire face à la puissance étatique. Marqué par cette double expérience, il cherche à trouver des moyens de compenser la supériorité matérielle des armées classiques :

« En bref, j'étais en quête d'une méthode face à laquelle l'ennemi resterait impuissant même s'il comprenait cette méthode et ses procédés, et même s'il réussissait à arrêter les deux tiers des combattants. Cette méthode donnerait lieu à un phénomène qui s'auto-régénérerait et se perpétuerait même après la découverte de ses causes par l'ennemi »⁸⁴.

Abu Mus'ab al-Suri distingue trois manières de mener la guerre sainte. D'abord, le *tanzim*, organisation en arabe. Les *tanzimat* (pluriel de *tanzim*) sont des organisations hiérarchisées, implantées au niveau local ou régional, à l'instar du groupe *Al-Jihad* en Egypte, ou d'*Asbat al-Ansar* au Liban. Abu Mus'ab al-Suri lui-même était membre d'un *tanzim* en Syrie. Les *tanzimat* sont devenus beaucoup plus difficiles à faire fonctionner en raison notamment de l'efficacité

⁸⁰ Ces deux citations sont extraites de Lawrence Wright, "The Master Plan", *The New Yorker*, 11 September 2006.

⁸¹ L'expression est employée par Abu Mus'ab al-Suri.

⁸² Ce pourcentage est sujet à caution. Il est avancé notamment par Lawrence Wright, "The Master Plan", *The New Yorker*, 11 septembre 2006.

⁸³ Brynjar Lia, *Architect of Global Jihad: The Life of al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, New York: Columbia University Press, 2008, pp. 359-363.

⁸⁴ Ibid., p. 420.

des services de renseignement. En effet, ces derniers peuvent non seulement obtenir des informations par des membres de l'organisation capturés mais ils sont aussi capables d'infiltrer les *tanzimat*. En outre, le *tanzim* ne permet pas d'opérer à une échelle globale, ni d'intégrer les jeunes de l'*oumma*.

Viennent ensuite les « fronts ouverts », c'est-à-dire des insurrections de grande envergure contre les puissances occupant les terres musulmanes. Pour ouvrir un tel front, une cause est indispensable. Pour l'auteur de *L'appel à la résistance islamique globale*, celle-ci peut être locale comme globale. Elle doit inciter les populations à prendre les armes et contribuer à unifier l'*oumma*. Cette dernière jouera un rôle actif en envoyant des combattants, de l'argent, du matériel et en exprimant son soutien moral. La « cause la plus pertinente » est la résistance à une agression étrangère. Trois exemples de « fronts ouverts » jihadistes sont donnés : la Tchétchénie, la Bosnie et l'Afghanistan⁸⁵. Le Yémen, la Turquie, l'Asie Centrale et l'Afrique du Nord présentent des conditions démographiques, religieuses, économiques, stratégiques et géographiques propices à l'ouverture de nouveaux fronts. Une telle ouverture créerait plusieurs avantages : elle permettrait aux combattants de renforcer leurs compétences militaires, d'améliorer leur entraînement et de sélectionner et recruter des hommes compétents, tout en évitant le piège des *tanzimat*.

Abu Mus'ab al-Suri dégage un troisième type de guerre sainte : le « jihad individuel ». Il s'agit d'actes terroristes organisés et exécutés par de petites cellules – voire des individus isolés –, agissant de façon autonome, en dehors de toute direction centrale ou structures hiérarchiques d'organisations plus larges⁸⁶. L'auteur de *L'appel à la résistance islamique globale* développe son explication du « jihad individuel » sur plus de 100 pages et débute par une définition du terrorisme. Selon lui, les plus grands succès de la « croisade américano-juive » ont été obtenus dans le champ des médias où ils ont notamment réussi à imposer leur définition du terrorisme. Il refuse donc « de comprendre ce terme au regard de la description qu'en font les Américains » et distingue le terrorisme blâmable du terrorisme digne d'éloges, ce dernier étant un devoir religieux. Il cite ensuite la sourate al-Anfal n° 8, verset 60 : « Et préparez [pour lutter] contre eux tout ce que vous pouvez comme force et comme cavalerie équipée, afin d'effrayer l'ennemi d'Allah et le vôtre... ». Une

⁸⁵ Brynjar Lia, "Al-Suri's Doctrines for Decentralized Jihadi Training", *Terrorism Monitor*, 2007, vol. V, 1, 1-4, p. 379.

⁸⁶ Cette façon de voir les choses n'est pas sans rappeler la théorie du « loup solitaire » de Louis Beam ou le concept de « jihad sans leader » de Marc Sageman. Voir notamment, Aline Leboeuf, « Les conflits fluides. Concepts et scénarios », *Politique étrangère*, n° 3, 2005 et Marc Sageman, *Leaderless Jihad*, University of Pennsylvania Press, 2008.

autre sourate semble avoir inspiré l'approche décentralisée qui se trouve au cœur de la théorie d'Abu Mus'ab Al-Suri. Il s'agit de la sourate an-Nisa n° 4, verset 84 : « Combats dans le sentier de Dieu, tu n'es responsable que de toi même, et incite les croyants [au combat]... ». Le stratège syrien insiste sur le fait que seules les deuxième et troisième formes de jihad sont réalisables à « l'ère post-11 septembre »⁸⁷.

Les ambitions de ces deux formes sont différentes de l'organisation classique du jihad. L'objectif classique des *tanzimat* est de renverser le pouvoir en place et d'établir un gouvernement légitime dans une zone géographique déterminée. En revanche, le but commun des cellules autonomes de « résistance » est autre : « repousser les assaillants et les occupants, et combattre ceux qui les soutiennent »⁸⁸. Le financement ne provient pas d'une organisation clandestine, mais des cellules elles-mêmes, grâce aux butins de guerre et aux dons. « Fronts ouverts » et « jihad individuel » peuvent aller de pair. Dans une configuration de « front ouvert », les jihadistes individuels représentent un bras armé, capable de mener des actions armées pour la cause, de pratiquer la « dissuasion » et d'opérer « derrière les lignes ennemies », que ce soit en coopération avec les émirs des fronts ouverts, ou de manière autonome et secrète⁸⁹.

En habile communicant, Abu Mus'ab al-Suri résume son idée par un slogan : « nizam, la tanzim », ce qui signifie « système, pas organisation ». Sa conception du jihad est basée sur un « système opérationnel », plutôt que sur une « organisation pour les opérations ». Le système a pour vocation de permettre aux personnes désireuses de participer au jihad global de pouvoir le faire de manière indépendante, sans être recrutées à proprement parler par une organisation. Les relations et les liens organisationnels entre la direction et les cellules sont réduits au minimum voire totalement inexistants. Une orientation générale remplace les ordres spécifiques. Le ciment de ce système n'est rien d'autre qu' « un but commun, une doctrine commune et un programme d'autoformation »⁹⁰. Le but d'Al-Suri est de créer une méthode « transformant d'excellentes initiatives individuelles [...] en un phénomène [permettant au] projet de jihad d'être celui de l'*oumma* dans son ensemble et pas uniquement la lutte d'une élite »⁹¹.

⁸⁷ Lia, "Al-Suri's Doctrines for Decentralized Jihadi Training", p. 421.

⁸⁸ Ibid., p.441.

⁸⁹ Ibid., p.437.

⁹⁰ Ibid., p.17.

⁹¹ Lia, *Architect of Global Jihad: The Life of al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, p. 420.

Ces actions individuelles ont besoin d'être cimentées par un programme commun, et par la diffusion de la culture et de l'idéologie de la « résistance », de connaissances juridiques, politiques et militaires nécessaires aux moudjahidines pour combattre. Les cellules n'entretiennent pas de relations : « rien ne peut les relier entre elles à part leur but, leur nom, leurs croyances et leurs méthodes de formation communs »⁹². Pour améliorer ses capacités de résilience, la mouvance jihadiste internationale doit se développer, selon Abu Mus'ab al-Suri, autour de deux pôles : le « centre de conseil », qui supervisera et diffusera les éléments idéologiques, la doctrine, les thèmes de formation et les communiqués. La seconde composante sera « les unités d'appel à la résistance », qui devraient se mettre en place spontanément, sans *command and control* central.

De manière assez surprenante, Internet n'occupe pas une place prééminente dans la théorie du jihadiste syrien. Ce dernier se place dans une perspective historique et met en avant le fait que les actions individuelles ont parsemé l'histoire du jihad. Il cite par exemple le cas de Suleyman al-Halabi, un étudiant d'Alep qui avait poignardé et tué le Général Kléber au Caire le 14 juin 1800⁹³. Il mentionne aussi des cas plus récents mais antérieurs à la généralisation d'Internet, ceux de l'attentat de 1993 contre le *World Trade Center* et de l'assassinat du Rabbin Meir Kahane par Sayyid Nusayr en 1990. Abu Mus'ab al-Suri lui-même a élaboré une partie de sa théorie militaire pendant l'été 2000, avant la révolution du *web 2.0*⁹⁴. Il a beaucoup emprunté à la littérature relative aux luttes de décolonisation, et notamment à l'ouvrage *The War of the Flea* de Robert Taber, sur lequel il a donné une série de conférences en août 2000⁹⁵. Il s'inspire aussi de Mao, Giap, Guevara et Castro⁹⁶.

Associée, dans la pratique, au *web*, la théorie de la décentralisation du jihad acquiert un potentiel explosif. Abu Mus'ab al-Suri n'a probablement pas mesuré l'ampleur de ce potentiel ; rien dans ses écrits ne laisse penser qu'il est particulièrement porté sur les nouvelles technologies, et il semble qu'il n'ait jamais participé à un quelconque forum. S'il avait vécu quelque temps dans la *Silicon Valley* plutôt que dans la vallée de Shah-i-Kot à la fin des années 1990, il aurait probablement identifié les similitudes philosophiques et métaphoriques existant entre son modèle du jihad global et les logiques d'Internet : communauté mondiale, notion de réseaux, haut degré de décentralisation,

⁹² Lia, "Al-Suri's Doctrines for Decentralized Jihadi Training", p. 443.

⁹³ Lia, *Architect of Global Jihad: The Life of al-Qaida Strategist Abu Mus'ab al-Suri*, p. 364.

⁹⁴ Ibid., p. 371.

⁹⁵ Ibid., p. 226.

⁹⁶ Ibid., p. 373.

participation volontaire, auto-administration, utilisation de pseudonymes, niveaux de participation hétérogènes, appartenances floues, approche « bottom up » plutôt que « top down », etc.

Dans les faits, ces similitudes font du *web* un vecteur d'application essentiel des théories d'Abu Mus'ab al-Suri. Avant de détailler cet aspect, il convient de préciser que l'importance du *web* tend à être surestimée par certains, sous estimée par d'autres. Le juste milieu est difficile à trouver. Internet permet d'abord et avant tout de réduire les risques pour les jihadistes : il n'est plus nécessaire de faire passer sous le manteau des cassettes audios ou vidéos, il n'est plus nécessaire non plus de diffuser des bulletins radicaux par voie postale. Cette littérature est désormais accessible facilement sur Internet.

L'escalade des volontés⁹⁷

Les nouvelles technologies de communication sont habilement utilisées afin d'intensifier la détermination politique de la mouvance jihadiste internationale. « Toutes les écoles militaires s'accordent sur le fait que la détermination et la force morale des combattants sont essentielles à la victoire », a écrit Abu Mus'ab al-Suri⁹⁸. Pour les forces armées conventionnelles disposant d'une puissante dynamique de groupe, le moral est effectivement important ; mais « pour les guérilleros en général, et pour les combattants jihadistes en particulier »⁹⁹, il l'est encore davantage. C'est en effet un élément fondamental pour la survie même des belligérants non étatiques. Dispenser un entraînement tactique aux activistes n'est donc pas suffisant, il faut surtout leur dispenser une formation idéologique et doctrinale.

L'idéologie

La littérature soutenant la cause jihadiste est abondante. Celle-ci couvre un large panel de sujets, allant des humiliations infligées aux musulmans, au rôle des femmes, des enfants et de la religion, en passant par la relation entre le jihad et l'acquisition de connaissances. Elle est diffusée sous différentes formes : livres écrits par des autorités reconnues, courts articles publiés dans des périodiques, documents de travail, débats, documentaires, conférences

⁹⁷ Ce titre fait référence à ce qu'on a coutume d'appeler l' « asymétrie des volontés ». Cf. Steven Metz, « La guerre asymétrique et l'avenir de l'occident », *Politique étrangère*, 1/2003, p. 31.

⁹⁸ Cité dans Lia, "Al-Suri's Doctrines for Decentralized Jihadi Training", p.3; Abu Mus'ab Al-Suri, *The Call to Global Islamic Resistance*, 2005, p. 1420.

⁹⁹ Al-Suri, *The Call to Global Islamic Resistance*, p. 1421.

enregistrées, etc. La fréquence des publications est impressionnante : au cours du seul mois de juillet 2007, les entités affiliées à *Al Qaïda* ont publié environ 450 documents, dont 90 % de textes, 9 % de vidéos, et le pourcentage restant sous forme photographique ou audio. Les messages opérationnels ou en lien avec l'actualité internationale représentent la grande majorité de cette production médiatique. La part des documents de fond ayant trait à des questions plus sociales, politiques ou religieuses correspond à 4 % du total : dix livres, quatre essais et cinq périodiques, selon les estimations de Daniel Kimmage¹⁰⁰.

Le document intitulé *39 façons de servir et participer au jibad*, de Mohammad bin Ahmad al-Salem, est l'une des publications les plus populaires et les plus diffusées. Il apparaît pour la première fois en 2003 sur des forums et les liens permettant de le télécharger sont régulièrement mis à jour. Ce document souligne comment tout un chacun peut participer au jibad global sans quitter sa maison : en priant, en donnant de l'argent, en aidant à équiper les combattants ou en soutenant leur famille, en encourageant les moudjahidines, en démasquant les « hypocrites » et les défaitistes, en abandonnant le luxe, en élevant les enfants dans l'amour du jibad, en boycottant les produits américains et britanniques, mais aussi en s'entraînant physiquement. L'une des sections concerne le « jibad électronique ». Pour Mohammad bin Ahmad al-Salem, Internet est « un vecteur béni qui rend grandement service en permettant aux gens de diffuser et de suivre l'actualité » et « de faire connaître des idées et des objectifs »¹⁰¹.

Autre cas frappant, celui de Sayed Imam Abdulaziz al-Sharif, l'un des fondateurs de l'organisation *al-Jibad* en Egypte. Plus connu sous le nom de Dr Fadl, il travailla de manière étroite avec Ayman al-Zawahiri. Il fut l'un des principaux chefs de l'insurrection islamiste en Egypte dans les années 1990 et a également contribué à forger la doctrine jibadiste. En 1988, à Peshawar, Sayed Imam Abdulaziz al-Sharif a écrit un livre sur la préparation au jibad sous le pseudonyme Abdul Qadir bin Abdulaziz¹⁰². Ce grand classique du jibadisme a été traduit en anglais, français, turc, farsi, ourdou, kurde, espagnol et en bahasa (langue parlée en Malaisie et en Indonésie). Entre autres choses, il expose en

¹⁰⁰ Daniel Kimmage, un spécialiste des médias radicaux, a collecté des documents provenant essentiellement des forums *al-Ikblis* et *al-Fallujab*. Son objectif était d'étudier la production jibadiste au cours d'un mois-type. Daniel Kimmage, "The al-Qaeda Media Nexus", *RFE/RL Special Report*, 2008, p. 18.

¹⁰¹ Mohammad bin Ahmad al-Salem, *39 Ways to Serve and Participate in Jibad*: online publication, 2003, extrait du chapitre 34 « electronic jibad ».

¹⁰² Ce livre a pour titre *Al-omda fi eddad al-edda*.

détail la justification religieuse des violences commises dans le cadre du jihad. En vertu de la logique du *takfir*, ou excommunication, le livre appelle à l'assassinat des dirigeants des Etats arabes autoritaires, et de tous ceux qui travaillent pour eux, notamment les fonctionnaires. Toute personne participant à des activités organisées par ces Etats – en allant voter, par exemple – pourrait être considérée comme « infidèle » et serait susceptible d'être attaquée¹⁰³.

L'idéologie remise en cause

Une dizaine d'années plus tard, le Dr Fadl effectue un revirement idéologique. En novembre 2007, il publie un document intitulé, *Tarshid al-amal al-jihadi fi misr wa al-alam*, ou *Rationaliser l'action du jihad en Egypte et dans le monde*. Dans ce nouvel opus, il critique l'usage de la violence dans le but de renverser des gouvernements. Il recommande au contraire l'action non-violente, compatible selon lui avec les obligations religieuses. Avant lui, certains leaders des deux principaux groupes terroristes égyptiens, *al-Gama'a al-Islamiya* et *al-Jihad*, avaient renoncé à la violence¹⁰⁴. A la fin des années 1990, plusieurs dirigeants d'*al-Gama'a al-Islamiya* avaient en effet annoncé vouloir mettre fin aux opérations armées, semant ainsi le doute parmi les partisans d'*al-Jihad* et notamment ceux qui étaient alors emprisonnés. Le gouvernement égyptien, en lutte permanente pour réprimer l'islamisme radical sur son territoire, s'est réjoui du revirement du Dr Fadl – lui aussi emprisonné –, considéré comme l'un des jihadistes les plus influents.

Les anciens compagnons de lutte du Dr Fadl – au premier rang desquels se trouve Ayman al-Zawahiri – avaient toutes les raisons de prendre ce revirement pour une menace sérieuse, et ont rapidement réagi. Ils ont évidemment relevé que le nouveau livre avait été rédigé en prison. Le numéro 2 d'*Al-Qaïda* a tout d'abord répliqué par l'intermédiaire d'une vidéo diffusée sur le *web* dans laquelle il se demandait : « Les cellules égyptiennes sont-elles équipées de télécopieurs ?¹⁰⁵ Ces télécopieurs sont-ils connectés aux mêmes lignes électriques [que celles utilisées pour torturer les prisonniers] ?¹⁰⁶ ».

¹⁰³ Wright, *The Looming Tower. Al-Qaeda and the Road to 9/11*, p.122-125.

¹⁰⁴ Wright, "The Rebellion", p. 41-42.

¹⁰⁵ Un communiqué annonçant la sortie du livre du Dr Fadl aurait été envoyé par télécopieur au journal *al-Sharq al-Ansat* depuis une prison égyptienne.

¹⁰⁶ Ayman al-Zawahiri, "Advice of One Concerned," 5 July 2007, cité dans Jarret Brachman, "Leading Egyptian Jihadist Sayyid Imam Renounces Violence", *CTC Sentinel*, 2007, vol. 1, 1, 12-4, p. 13.

La vidéo de Zawahiri ne convaincra pas forcément tous les jihadistes. Le Dr Fadl dispose d'une autorité considérable au sein des milieux radicaux, et le fait d'avoir été emprisonné pourrait lui conférer encore plus de crédibilité aux yeux de ses pairs – plus de crédibilité en tout cas que quelqu'un n'ayant jamais fait de prison ou n'ayant participé à aucune bataille¹⁰⁷. Zawahiri travailla pendant plusieurs mois à la rédaction d'une réponse plus élaborée. En mars 2008, *as-Sahab* publia un document de plusieurs centaines de pages connu sous le nom d'*Acquittement* ou *Absolution*, écrit par Ayman al-Zawahiri. Il s'agit d'un réquisitoire plus formel, censé faire autorité, dans lequel ce responsable historique d'*Al Qaïda* s'interroge sur les motivations du Dr Fadl et le moment de la publication de son texte. L'auteur souligne les lacunes de l'argumentation de son ancien compagnon de lutte. Il l'accuse d'être favorable aux Occidentaux, aux sionistes et aux régimes arabes apostats¹⁰⁸. Le fait que le gouvernement américain ait approuvé le revirement du Dr Fadl a d'ailleurs conforté al-Zawahiri dans cette voie.¹⁰⁹ Il est encore trop tôt pour déterminer l'impact de cette querelle au sommet sur la mouvance jihadiste internationale¹¹⁰. Elle démontre néanmoins que cette mouvance n'est pas monolithique. La décentralisation d'*Al Qaïda* pourrait aller de pair avec une érosion de sa cohésion idéologique mais ce n'est là qu'une évolution possible parmi d'autres.

En outre, la manière dont *al Qaïda* a répondu aux critiques permet d'illustrer deux tendances liées à Internet : l'utilisation de plus en plus importante du *web* par le mouvement pour communiquer de façon interactive avec ses partisans, et l'expérimentation de nouvelles méthodes permettant de contourner « l'égalitarisme » de mise sur les forums anonymes. Ainsi, en décembre 2007, *As-Sahab* a annoncé qu'al-Zawahiri répondrait aux questions du public posées sur deux forums bien connus des milieux islamistes : *Al-Ekblab* et *Al-Hesbab*. « Individus et médias » ont été invités à participer à cet échange virtuel. *Al Qaïda* promettait de répondre « aussi vite que possible ». A la date limite du 16 janvier 2008, plus de 1 800 messages, contenant souvent plusieurs questions, avaient été postés¹¹¹. Ayman al-Zawahiri répondit effectivement à

¹⁰⁷ Les auteurs remercient Yassin Musharbash d'avoir soulevé ce contre-argument.

¹⁰⁸ Abdul Hameed Bakier, "Al-Qaeda's al-Zawahiri Repudiates Dr. Fadl's 'Rationalization of Jihad'", *Terrorism Focus*, 2008, vol. 5, 17, 3-4, p. 3.

¹⁰⁹ Le nouvel *Under Secretary of State for Public Diplomacy and Public Affairs*, James K. Glassman, cite al-Sharif comme exemple, dans James K. Glassman, "How To Win The War Of Ideas", *Wall Street Journal*, 24 June 2008, p. 19.

¹¹⁰ Wright, "The Rebellion"; Peter Berger, and Paul Cruickshank, "The Unraveling", *The New Republic*, 2008; Michael Scheuer, "Rumor's of al-Qaeda's Death May be Highly Exaggerated", *Terrorism Focus*, 2008, vol. 5, 21.

¹¹¹ Jarret Brachman, Brian Fishman, and Joseph Felter, *The Power Of Truth: Questions For Ayman Al-Zawahiri*. Counter Terrorism Center, 2008, http://www.ctc.usma.edu/questions/CTC-Power_of_Truth_4-21-2008.pdf, visité le 26 juin 2008.

une partie d'entre eux, non sans avoir au préalable remercié les « soldats inconnus [...] stationnés sur les lignes de front des médias jihadistes »¹¹². Ces « soldats inconnus » sont notamment présents en Europe.

Le Jihad européen

La possible radicalisation d'une partie de la jeunesse musulmane est un problème qui ne touche pas seulement le Proche et le Moyen-Orient, mais également l'Europe. Les musulmans représentent environ 15 millions d'individus en Europe, soit 3 % de la population totale du continent¹¹³. Les concentrations de population musulmane les plus importantes se trouvent en France, en Allemagne, en Belgique, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. La plupart des musulmans d'Europe ont la citoyenneté du pays où ils vivent. Seule une petite minorité – 6% en Allemagne, d'après le ministère de l'Intérieur de ce pays – approuve la violence motivée par des critères politiques et religieux¹¹⁴. La *Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst* (AIVD), le service général de renseignement et de sécurité néerlandais, estime pour sa part que 25 000 à 30 000 individus sont prédisposés à la radicalisation aux Pays-Bas¹¹⁵. Les mêmes tendances se dessinent dans les autres pays européens. En 2001, environ 250 islamistes faisaient l'objet d'une surveillance particulière au Royaume-Uni. En juillet 2004, ce chiffre s'élevait à 500 ; fin 2006, ils étaient 1600 ; fin 2007, plus de 2000 individus représentaient une « menace directe » pour la sécurité nationale britannique¹¹⁶.

Il est difficile de déterminer précisément le rôle d'Internet dans le processus de radicalisation. Le Bureau fédéral allemand de protection de la Constitution, le *Verfassungsschutz*, estime que « la propagande, diffusée sur le web, englobe les militants et sympathisants du “jihad” dans un mouvement apparemment cohérent, même si leurs modes de vie et leurs motivations peuvent largement varier »¹¹⁷. Le rapport affirme qu'Internet constitue le moyen de communication « le plus important » des jihadistes. D'autres services de renseignement font le même constat. C'est le cas du Service général de

¹¹² Ayman al-Zawahiri, *The Open Meeting with Shaykh Ayman al-Zawahiri*: As-Sahab Media, 2008.

¹¹³ Samir Amghar, Amel Boubekeur, and Michael Emerson, *European Islam. Challenges for Public Policy and Society*, Brussels: Centre for European Policy Studies, 2007, p. 1.

¹¹⁴ Brettfeld, and Wetzels, *Muslims in Deutschland: Integration, Integrationsbarrieren, Religion sowie Einstellungen zu Demokratie, Rechtsstaat und politisch-religiös motivierter Gewalt*, p. 494.

¹¹⁵ Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst, *Jaarverslag AIVD 2007 2008*, p. 42.

¹¹⁶ EUROPOL, *EU Terrorism Situation and Trend Report (TE-SAT)*, The Hague: European Police Office, 2008, p.21, EUROPOL, *EU Terrorism Situation and Trend Report (TE-SAT)*, The Hague: European Police Office, 2007.

¹¹⁷ Bundesministerium des Inneren (Austria), *Verfassungsschutzbericht 2007*, 2008, p. 182.

renseignement et de sécurité des Pays-Bas (AIVD) qui soutient que le nombre d'individus qui se radicalisent via Internet tend à augmenter¹¹⁸. Les personnes recrutées par les réseaux jihadistes en Europe sont non seulement plus diversifiées que par le passé, mais aussi plus jeunes. L'âge moyen des suspects appréhendés dans le cadre d'affaires de terrorisme en Europe a en effet diminué après 2005. Alors qu'avant décembre 2003, l'âge moyen des jihadistes arrêtés était d'environ 26 ans, il n'était plus que de 20 ans pour les personnes arrêtées après 2006¹¹⁹. Le ministère autrichien de l'intérieur estime pour sa part que, en raison du développement d'Internet, « la radicalisation et le recrutement sont devenus un processus dynamique à double sens, dans lequel l'engagement tire son origine de l'internaute et/ou des organisations terroristes »¹²⁰.

La plupart des organismes de sécurité européens arrivent à une conclusion proche de celle des dirigeants d'*Al-Qaïda* : Internet est devenu indispensable à l'extension du jihad. Quand les vidéos de décapitations provenant d'Irak proliféraient sur le web, al-Zawahiri s'en est ému, craignant que cela puisse avoir un effet néfaste sur le recrutement. Il a alors envoyé une lettre à Abou Moussab al-Zarkaoui, lui rappelant que « plus de la moitié du combat se déroule sur le champ de bataille des médias »¹²¹. En 2007, les dirigeants historiques d'*Al Qaïda* ont décidé d'accentuer leur campagne médiatique. En septembre, Oussama Ben Laden est apparu dans une vidéo pour la première fois depuis 2004. Ensuite, plusieurs messages audios ont suivi. Parallèlement, Ayman al-Zawahiri a renforcé sa visibilité par des discours filmés, distribués par *As-Sahab*. L'organe de communication d'*Al Qaïda* a d'ailleurs commencé à diffuser des clips dans des langues comme l'allemand, le français, l'italien et le néerlandais, mais aussi le turc, le pashto, l'ourdou et le russe¹²².

Une récente affaire s'est déroulée au Royaume-Uni et permet d'illustrer le « processus dynamique à double sens » évoqué auparavant. Waseem Mughal, Tariq al-Daour et Younis Tsouli, plus connu sous le nom d'*Irhabi007*, se sont radicalisés sur le *web* avant de passer eux-mêmes à l'action sur Internet, puis de vouloir se livrer à des opérations plus concrètes. Tsouli, qui est arrivé au Royaume-Uni en 2001, était étudiant en informatique à Londres. Il dit avoir été choqué par les images de la guerre en Irak qu'il a trouvées sur Internet. Tsouli,

¹¹⁸ *Jaarverslag AIVD 2007*, p. 47.

¹¹⁹ Marc Sageman, *Leaderles Jihad*, Pennsylvania: University of Pennsylvania Press, 2008.

¹²⁰ *Verfassungsschutzbericht 2007*, p. 106.

¹²¹ "Letter from al-Zawahiri to al-Zarqawi", 11 octobre 2005 www.fas.org/irp/news/2005/10/dni101105.html consulté le 27 février 2006.

¹²² *Jaarverslag AIVD 2007*, p.47; , *Verfassungsschutzbericht 2007*, p. 181.

âgé de 22 ans et fils d'un diplomate, vivait dans un appartement de l'ouest londonien. Il s'est peu à peu mis à participer à des forums radicaux et a estimé qu'il pouvait mettre à profit ses connaissances informatiques pour améliorer les forums en question. Il a alors développé de nouvelles méthodes de propagande plus efficaces et a fini par devenir une figure reconnue des activités d'*Al Qaïda* en ligne, notamment à travers le forum *al-Ansat*¹²³.

Au bout de quelque temps, Tsouli souhaite franchir un cap en passant de la lutte virtuelle au combat réel. Au cours d'une conversation en ligne avec un jihadiste répondant au pseudonyme d'Abuthaabit, il a fait part de son désir de quitter le Royaume-Uni : « Mec, mon cœur est en Irak » annonce Tsouli. S'ensuit le dialogue suivant :

Abuthaabit	Comment vas-tu faire pour y aller ?
Irhabi007	Je ne sais pas...
Abuthaabit	Le travail médiatique que tu fais, je t'assure, est, très, très, très important.
Irhabi007	Je sais, je sais.
Abuthaabit	Nos frères obtiennent beaucoup de fonds grâce aux images que les gens voient. Imagine-toi combien de personnes sont allées [en Irak], après avoir vu les vidéos. Imagine-toi combien de martyrs pourraient encore [être recrutés] ¹²⁴ .

Ce bref échange illustre bien le lien qui peut exister entre jihad virtuel et jihad réel. A Londres, Tsouli était loin du champ de bataille mais il a pu mobiliser des combattants qui sont bel et bien partis mener le jihad au Moyen-Orient.

Tsouli a été condamné à seize ans de prison par la *British Woolwich Crown Court* en décembre 2007. Les preuves qui ont servi à condamner Tsouli ont été recueillies dans des équipements électroniques (ordinateurs, DVD, clés USB, etc.) saisis à son domicile. Rien ne démontre que le jeune cyber-jihadiste ait jamais rencontré les membres d'un réseau à l'étranger. Il n'est pas certain

¹²³ Nadya Labi, "Jihad 2.0", *The Atlantic Monthly*, 2006, July/August.

¹²⁴ Dialogue cité dans : "A world wide web of terror", *The Economist*, 12 July 2007.

non plus qu'il ait été physiquement en contact avec Mughal et Daour¹²⁵. Peter Clarke, chef de la branche antiterroriste de *Scotland Yard*, a déclaré que pour la première fois, la police britannique avait arrêté une bande de criminels ayant préparé un crime sans s'être jamais rencontrés en personne. « C'était la première tentative virtuelle de meurtres que nous ayons eu à traiter »¹²⁶. Le rapport annuel sur la situation et les tendances du terrorisme d'Europol revient sur le cas de Tsouli :

The [Tsouli] investigation revealed a large international network of people who jointly provided support to jihadist movements on a global scale without ever having met in person. Videos and films calling on Muslims to take part in the global jihad continue to play a significant role in the recruitment process. [...] The increasingly sophisticated methods of promoting this agenda, in particular using the Internet and other electronic media, have been identified as factors contributing to the increasing number of Islamic terrorists¹²⁷.

L'exemple de Tsouli montre bien que le rôle des médias – en particulier des nouveaux médias – ne se limite pas à la diffusion de propagande. Internet favorise l'auto-radicalisation et l'auto-recrutement sans contact physique préalable avec un recruteur et sans passage par des camps d'entraînement en Asie centrale ou ailleurs.

L'escalade de la force

Les nouvelles technologies d'information et de communication permettent aussi à *Al Qaïda* de recourir plus facilement à la force. Le *web* joue en effet un rôle important dans la diffusion des doctrines – entendu ici au sens militaire et non religieux du terme – et modes opératoires jihadistes. En d'autres termes, Internet facilite la formation et le retour d'expérience.

Responsable de 1996 à 1999 du bureau de la CIA chargé de la traque de Ben Laden, Michael Scheuer souligne qu'*Al Qaïda* « a mis au point une véritable université en ligne où sont enseignées la stratégie et les tactiques de la guérilla et du terrorisme »¹²⁸. Les publications, manuels et autres vidéos

¹²⁵ "UK Terrorism Convictions", *Jane's Terrorism & Security Monitor*, 2007.

¹²⁶ Cité dans "British Muslim Computer Geek, Son of Diplomat, Revealed as Al-Qaeda's Top Cyber Terrorist," *The Daily Mail*, 16 January 2008.

¹²⁷ EUROPOL, *EU Terrorism Situation and Trend Report (TE-SAT)*, p. 22.

¹²⁸ Scheuer, "Al-Qaeda's Media Doctrine: Evolution from Cheerleader to Opinion-Shaper", p. 5.

disponibles sur Internet couvrent un champ de compétences très étendu : production de peroxyde d'acétone, installation d'une minuterie et d'un détonateur, techniques d'embuscade, utilisation d'électronique militaire, lancement de missiles sol-air, méthodes de dissimulation des IED, préparation de poisons, simulateur de vol, utilisation d'un logiciel de cryptage, etc.

Un vif débat anime les milieux d'experts du terrorisme et d'analystes du renseignement sur la capacité réelle des jihadistes potentiels à opérationnaliser ce qu'ils trouvent sur le *web*¹²⁹. Les sceptiques soulignent que presque tous les terroristes ayant réussi leur passage à l'acte avaient reçu, à un moment donné de leur parcours, une véritable formation. Certains chefs jihadistes semblent espérer, en revanche, pouvoir se reposer à l'avenir sur le "do it yourself". Abu Mus'ab al Suri fait ainsi le constat de l'impossibilité croissante de maintenir des camps d'entraînement fixes. Il recommande ainsi de développer des « camps d'entraînement mobiles » et de faire en sorte que « chaque maison » puisse se transformer en fabrique de jihadistes¹³⁰. A défaut d'instructeurs professionnels, « il faut propager la culture de la préparation et de l'entraînement [...] par tous les moyens, notamment par Internet » ajoute le théoricien syrien¹³¹.

La doctrine est un sujet fréquent de discussions dans les livres et revues jihadistes publiés en ligne comme *al-Ansar*, *al-Neda* ou *Mu'askar al Battar*. Les auteurs les plus prolifiques et créatifs sont Abu Hajer Abdel-Aziz al-Muqrin, Abu Ubayd al-Qurashi, Abd-al-Hadi, Sayf-al-Din al-Ansari et Abu-Ayman al-Hilali. Ce dernier affirme que « travailler dans une organisation dédiée au jihad nécessite des connaissances fondamentales dans le domaine de la planification, de l'administration, de la sécurité, de la psychologie, de la sociologie, de l'histoire, de la géographie, de la politique, de la stratégie, du droit, de l'éducation, du prêche, de la science militaire, sans oublier bien sûr la religion ». Muqrin, l'ancien chef d'*Al-Qaïda* en Arabie saoudite, se référant en particulier aux guerres contre les « infidèles » en Irak et en Afghanistan, écrit que les forces islamistes doivent être prêtes à mener « une longue guerre d'usure ». Les chefs de l'insurrection « doivent connaître l'ennemi contre lequel ils se battent », recommande-t-il, avant de conseiller de miser sur les tactiques de harcèlement. L'objectif principal est d'« épuiser » la patience et les ressources de l'ennemi.

¹²⁹ Bruce Hoffman, "The Myth of Grass-Roots Terrorism. Why Osama bin Laden Still Matters, Foreign Affairs", *Foreign Affairs*, 2008, May/June ; Elaine Sciolino, and Eric Schmitt, "A Not Very Private Feud Over Terrorism", *The New York Times*, 8 June 2008; Marc Sageman, and Bruce Hoffman, "Does Osama Still Call the Shots? Debating the Containment of al-Qaeda's Leadership", *Foreign Affairs*, 2008, July/August.

¹³⁰ Kimmage, "The al-Qaeda Media Nexus", sur la Somalie voir EUROPOL, *EU Terrorism Situation and Trend Report (TE-SAT)*. Voir aussi Al-Suri, *The Call to Global Islamic Resistance*, p. 1419.

¹³¹ Al-Suri, *The Call to Global Islamic Resistance*, p. 1424.

Abd-al-Hadi renchérit en affirmant qu'il est possible « d'épuiser [l'adversaire], sans s'engager dans de véritables batailles ». Les Américains se cantonnent dans des « bases militaires fixes », écrit al-Qurashi. Et d'ajouter que leurs troupes sont « trop bien payées et surchargées d'équipements de confort qui limitent souvent leurs mouvements ». Les bases américaines sont « connues et fixes », celles des moujahidines « légères et mobiles ». Tous ces propos ne sont pas sans rappeler les théories maoïstes évoquées dans l'introduction de la présente étude.

Comme le résume Thomas Fingar, *US Deputy Director of National Intelligence for Analysis* :

[T]he growing use of the Internet to identify and connect with networks throughout the world offers opportunities to build relationships and gain expertise that previously were available only in overseas training camps. It is likely that such independent groups will use information on destructive tactics available on the Internet to boost their own capabilities¹³².

En pratique, l'utilisation d'Internet a été identifiée comme un élément important dans la préparation de plusieurs actions récentes, notamment lors de l'attentat à la bombe dans le bazar de Khan al-Khalili au Caire en avril 2005 ou lors de l'attentat manqué contre un train de voyageurs à Cologne en juillet 2006. Les services de renseignement intérieurs allemands estiment ainsi que le *web* n'est pas seulement utilisé à des fins d'endoctrinement mais aussi pour la planification opérationnelle : « les forums, les mails codés et la téléphonie sur le web peuvent être utilisés pour échanger des informations sensibles et, par conséquent, pour planifier des attaques »¹³³.

Plusieurs exemples révèlent que l'utilisation d'informations tactiques diffusées sur Internet – les TTP dans le jargon militaire, c'est-à-dire les tactiques, techniques et procédures – est un phénomène répandu. En 2007, les services européens de police et de sécurité ont déjoué trois attentats de grande envergure. Certains jihadistes arrêtés à cette occasion avaient été en contact avec les dirigeants d'*Al-Qaïda* dans la zone frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan – tous avaient utilisé le *web* pour différentes raisons.

¹³² Written Statement of Dr. Thomas Fingar, Deputy Director of National Intelligence for Analysis, before the U.S. House of Representatives, Committee on Armed Services, 13 February 2008, pp. 9-10.

¹³³ *Verfassungsschutzbericht 2007*, pp. 180-1.

Le 29 juin 2007, deux voitures piégées ont été découvertes à Londres : la première près de la boîte de nuit *Tiger Tiger* dans le quartier de *Haymarket*, la deuxième à *Cockspur Street*. Les auteurs de cette opération avaient reçu un entraînement dans un camp d'*Al Qaïda* au Pakistan. Internet a également joué un rôle déterminant dans cette affaire – à la fois pour les jihadistes et la police. La trace des terroristes a en effet été retrouvée dans des cybercafés où ils échangeaient des mails et communiquaient par l'intermédiaire de forums liés à des sites pornographiques. Ils utilisaient de tels forums pour brouiller les pistes, pensant que la police n'aurait pas l'idée de suspecter la présence d'islamistes radicaux sur des sites licencieux¹³⁴. Saluhaddin Amin, 31 ans et chauffeur de taxi à Luton, a avoué avoir transmis une formule pour fabriquer des explosifs à un des jihadistes impliqué dans l'attentat manqué. La formule a été communiquée via un forum ouvert au public¹³⁵. Quelques heures à peine avant la découverte des bombes, un message a été publié sur le site *al-Hesbab* : « Aujourd'hui, réjouissons-nous ! Londres sera bombardée »¹³⁶. L'attaque a finalement été déjouée suite à l'interception de conversations sur des forums et à la découverte d'engrais pouvant servir à la fabrication d'explosifs dans un local de stockage¹³⁷.

Au début du mois de septembre 2007, la police danoise a arrêté huit personnes soupçonnées de préparer une attaque. Les suspects incriminés dans ce dossier – connu sous le nom d'affaire *Glasvej* – avaient entre 19 et 29 ans. Le chef de la cellule était un citoyen danois d'origine pakistanaise¹³⁸. L'un des suspects était passé par un camp d'entraînement au Pakistan où il avait suivi une formation au combat rapproché et avait appris à manier les explosifs. À son retour, il a fabriqué des bombes à base de peroxyde d'acétone. Le *Politiets Efterretningstjeneste* (PÉT) – les services de renseignement intérieur danois – insiste sur le fait qu'il a aussi « largement utilisé Internet pour des raisons opérationnelles »¹³⁹.

Quelques jours plus tard, une autre affaire – mais sans aucun lien avec le cas *Glasvej* – s'est déroulée en Allemagne. Trois hommes ont été arrêtés dont Fritz Gelowicz, 28 ans, et Daniel Schneider, 21 ans, deux Allemands convertis à

¹³⁴ "Crawley boy who kept bomb kit in a garage; Terror gang leader dreamed of carnage on the scale of 9/11", *Evening Standard*, 30 April 2007.

¹³⁵ Elaine Sciolino, and Stephen Grey, "British Terror Trial Traces a Path to Militant Islam", *The New York Times*, 25 November 2006, p. 1.

¹³⁶ Chris Greenwood, and Caroline Gammell, "Terror car bomb was primed to cause carnage among revellers in late-night club", *The Western Mail*, 30 June 2007, p. 8.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 8.

¹³⁸ Claus Blok Thomsen, and Morten Skjoldager, "Fotografier Belaster Terrorsigtet", *Politiken*, 18 January 2008, p. 1.

¹³⁹ EUROPOL, *EU Terrorism Situation and Trend Report (TE-SAT)*, p. 18.

l'islam. Eux aussi étaient passés par un camp d'entraînement, une structure gérée en l'occurrence l'*Union du jihad islamique* au Pakistan. La troisième personne était un turc né en Anatolie, Adem Yilmaz, qui vivait en Allemagne depuis une quinzaine d'année. Gelowicz ne parlait ni le turc ni l'arabe. Les trois personnes ont apparemment appris à fabriquer des bombes au cours de leur séjour au Pakistan¹⁴⁰. Là encore, l'utilisation d'Internet a permis de confondre les apprentis terroristes, des communications électroniques entre des cybercafés de Stuttgart et le Pakistan ayant été interceptées. Les suspects se sont également servis du *web* pour commander des produits chimiques hautement explosifs – l'équivalent de 550 kilogrammes de TNT – à un vendeur en ligne de Hanovre. Le lendemain de l'arrestation, Joerg Ziercke, président du bureau fédéral de la police criminelle d'Allemagne (BKA), a souligné qu'à partir de ces produits chimiques, il était facile de fabriquer une bombe en suivant les instructions trouvées sur Internet¹⁴¹.

Les opérations médiatiques d'*Al Qaïda*

Le fait que des belligérants non étatiques soient présents sur le terrain de la communication et des relations publiques n'est vraiment pas une nouveauté. La nouveauté réside dans la place qu'occupe désormais la communication dans la stratégie des adversaires irréguliers en général et d'*Al Qaïda* en particulier. Les médias – surtout les nouveaux médias dans le cas de la « mouvance jihadiste internationale » – sont devenus un élément essentiel dans la survie, la pérennisation et l'extension des acteurs non étatiques. Si la révolution du *web 2.0* rend les comparaisons historiques difficiles, un bref retour en arrière peut néanmoins s'avérer utile¹⁴².

La communication était déjà perçue comme un élément important par certains groupes de combattants lors du jihad afghan contre l'Union soviétique. Le *Hez̧b-i-Islami* de Gulbuddin Hekmatyar et le *Jamiat-i-Islami* de Ahmad Shah Massoud n'hésitaient pas à accueillir des journalistes. Les moudjahidines arabes qui se battaient pendant quelques mois en Afghanistan avant de retourner dans leur pays utilisaient différents supports – articles, affiches, radios locales,

¹⁴⁰ Ibid., p.18; Guido Steinberg, "Die Islamische Jihad Union", *SWP-Aktuell*, 2008, 23.

¹⁴¹ <http://www.spiegel.de/video/video-21405.html>, consulté le 10 mai 2008.

¹⁴² Voir par exemple David Gompert, and John IV Gordon, *War by Other Means: Building Complete and Balanced Capabilities for Counterinsurgency*, Santa Monica: RAND Corporation, 2008, Annexe A. Walter Laqueur montre à travers une étude historique très détaillée que toute comparaison quantitative systématique des insurrections peut être problématique. Walter Laqueur, *Guerrilla. A Historical and Critical Study* Vol. 4, Boston: Little, Brown, 1976, p. 389.

cassettes audios, etc. – pour diffuser l'appel au jihad. Des « ONG » islamiques traduisaient, reproduisaient et diffusaient ces documents afin d'atteindre les musulmans d'Europe, d'Extrême-Orient, d'Afrique, d'Asie centrale et d'Amérique du Nord¹⁴³. Le cheikh Abdallah Azzam a joué un rôle important dans la diffusion de l'appel au jihad à travers le monde, notamment dans les pays en développement. Abdallah Azzam s'est aussi adressé aux non-musulmans. Il a envoyé un avertissement aux populations des pays alliés des Etats-Unis afin que ces pays ne s'engagent pas dans des conflits ne les concernant pas¹⁴⁴.

Le premier porte-parole d'*Al Qaïda* était surnommé ironiquement *Abu Reuters*. Mais le véritable porte-parole du groupe était son chef, Oussama Ben Laden. Ce dernier s'est entretenu pour la première fois avec des journalistes occidentaux lorsqu'il vivait au Soudan. Sa première interview télévisée avec une chaîne d'information occidentale fut réalisée avec Peter Bergen de CNN, en Afghanistan, en 1998. « Il nous a demandé de lui soumettre à l'avance une liste de questions. Il ne voulait répondre qu'aux questions qu'il avait choisies, et refusait systématiquement de traiter les sujets personnels »¹⁴⁵, se souvient le journaliste. Au fur et à mesure de son développement, *Al Qaïda* vient à considérer les opérations médiatiques comme partie intégrante de son combat. Abu-Hajer Abd-al-Aziz al-Muqrin fait partie de ceux qui ont le plus réfléchi à l'intégration des activités militaires et médiatiques. Il préconisa d'organiser et de diriger les opérations politiques, médiatiques et militaires de façon synchronisée¹⁴⁶. Selon lui, la stratégie médiatique devait permettre d'impressionner l'ennemi, de susciter des vocations et de lever des fonds.

Depuis quelques années, le pôle médiatique d'*Al Qaïda* le plus connu est *As Sabab*. Les activités de ce pôle sont en constante augmentation et ont littéralement décollé en 2006. En 2002, il a publié 6 vidéos ; puis 11 en 2003 ; 13 en 2004 ; 16 en 2005 ; 58 en 2006 ; et 97 en 2007¹⁴⁷. Une douzaine d'« entités de production et de distribution » peuvent être identifiées. Les plus importantes sont connues en anglais sous l'appellation *al-Fajr Media Center* et *Global Islamic Media Front*. Leur rôle consiste à collecter, monter et diffuser des textes, des photos et des vidéos provenant de divers groupes armés. La grande

¹⁴³ Scheuer, "Al-Qaeda's Media Doctrine: Evolution from Cheerleader to Opinion-Shaper", p. 4.

¹⁴⁴ Cité dans Michael Scheuer, "Al-Qaeda's Insurgency Doctrine: Aiming for a 'Long War'", *Terrorism Focus*, 2006, vol. III, 8, 4-6.

¹⁴⁵ Peter Bergen, extrait de "Al Qaeda's media strategy," CNN, 30 January 2006.

¹⁴⁶ Michael Scheuer, "Al-Qaeda's Insurgency Doctrine: Aiming for a 'Long War'", *Terrorism Focus*, 2006, vol. 3, 8.

¹⁴⁷ Chiffres provenant d'IntelCenter, <http://www.washingtonpost.com>, consulté le 23 juin 2008.

majorité des vidéos produites viennent d'Irak et d'Afghanistan mais d'autres zones sont également présentes comme le Pakistan, l'Afrique du Nord ou la Somalie¹⁴⁸.

Si la décentralisation de la mouvance *Al Qaïda* lui a permis d'accroître sa présence sur le *web*, l'effacement relatif des structures hiérarchiques entraîne aussi des coûts et des risques supplémentaires. Certains stratèges ont bien identifié ce problème. Daniel Kimmage cite notamment un document publié par le *al-Borag Media Institute* en septembre 2006, intitulé *L'exubérance médiatique*. Les auteurs soulèvent le problème de la crédibilité du mouvement et mettent en garde contre la prolifération de matériaux publiés « sans aucun contrôle préalable ». La publication d'*al-Borag* met plus précisément en avant les problèmes pouvant émaner de « la distribution de produits audios et vidéos réalisés sans autorisation, la production de communiqués de groupes jihadistes mis en ligne par des individus utilisant des pseudonymes ou encore la diffusion de matériaux personnels au nom de groupes jihadistes¹⁴⁹ ».

Certaines actions sont ainsi susceptibles de mettre en péril l'intégrité et la crédibilité des médias jihadistes. S'ensuit une longue analyse des médias occidentaux tels qu'ABC et CNN, qui ont été capables de maintenir leur crédibilité en dépit de la « révolution de l'information » en cours. Comparés aux chaînes de télévision et aux journaux traditionnels, les médias virtuels d'*Al Qaïda* font face à deux problèmes. D'abord, ils fonctionnent en milieu ouvert ce qui est une force mais aussi une faiblesse potentielle. Les usagers des forums doivent ainsi garder à l'esprit que « les services de renseignement, les membres d'instituts opposés au "terrorisme électronique", et certains journalistes » passent au crible les conversations dans le but de leur nuire. D'autre part, le document met en avant le professionnalisme des médias occidentaux, opposé au manque d'expérience et de rigueur de certains adeptes des forums jihadistes¹⁵⁰.

En définitive, la « blog-alisation » et la globalisation d'*Al Qaïda* sont perçus avant tout comme un atout par les chefs historiques de l'organisation. Ces derniers ne cherchent toutefois pas à éluder les faiblesses potentielles liées au nouvel environnement médiatique. Du point de vue des experts occidentaux, l'utilisation croissante d'Internet par la nébuleuse *Al Qaïda* pourrait favoriser l'émergence de *homegrown terrorists*, c'est-à-dire, pour faire simple de terroristes

¹⁴⁸ Kimmage, "The al-Qaeda Media Nexus".

¹⁴⁹ Ibid., p. 5.

¹⁵⁰ Ibid., p. 5, note de bas de page 4 et Hassan M Fattah, "Al Qaeda Increasingly Reliant on Media", *The New York Times*, 30 September 2006.

made in West. Ainsi, le processus de décentralisation décrit précédemment pourrait rendre la lutte contre le terrorisme encore plus compliquée. En effet, la « mouvance jihadiste internationale » ne fait pas qu'utiliser le *web 2.0* ; elle lui ressemble, de surcroît, de plus en plus dans son fonctionnement. Jusqu'à présent, *Al Qaïda* pouvait être comparée à une entreprise multinationale, ouvrant des filiales dans différentes régions du monde. A l'avenir, la métaphore de la multinationale pourrait s'avérer moins pertinente que celle du *web 2.0*. Oussama Ben Laden ne sera probablement que le chef spirituel des « nouveaux terroristes »¹⁵¹, une source d'inspiration plus qu'un donneur d'ordres. Tout comme Jimmy Wales et Larry Sanger, grands gourous d'Internet, ne sont que les fondateurs de *Wikipedia* et ne commandent pas les dizaines d'internautes qui publient chaque jour des informations sur le site de l'encyclopédie numérique.

Evidemment, comme toutes les métaphores, celle du « wikiterrorisme »¹⁵² a ses limites, mais elle permet de mettre en avant la rapidité avec laquelle la mouvance jihadiste internationale s'adapte et innove. Si une structure en réseau rend une organisation particulièrement difficile à appréhender et renforce donc ses capacités défensives, un fonctionnement en réseau est une source d'efficacité offensive. Les groupes jihadistes risquent fort de cumuler ces deux caractéristiques, ce qui pourrait les rendre d'autant plus compliqués à combattre.

¹⁵¹ Marc Sageman, « La nouvelle génération terroriste », *Foreign Policy* (édition française), n°9, 2008.

¹⁵² Marc Hecker, « Al Qaïda ou la méthode Wikipedia », *Le Figaro*, 9 novembre 2007.

CHAPITRE II

LES TALIBANS

OU LA DECOUVERTE DE LA COMMUNICATION

Fin 2006, journalistes et experts faisaient état d'une résurgence des Talibans. Leur nombre aurait atteint un niveau inégalé depuis 2001, estimé à 12 000 voire 17 000 activistes. Cette augmentation serait due en partie à l'afflux de combattants du Pakistan. Les attentats suicides, un mode opératoire très peu répandu en Afghanistan avant 2006 ont connu une hausse brutale, jusqu'à atteindre 130 cette année-là. Par conséquent, « le nombre de civils tués dans des attaques d'insurgés est monté en flèche »¹⁵³, rapporte *Human Rights Watch*. L'organisation estime à 669 le nombre de civils afghans tués en 2006. Cette année fut également meurtrière pour les troupes de l'OTAN avec 191 morts¹⁵⁴. La production d'opium s'est elle aussi envolée, avec 6 100 tonnes produites sur 165 000 hectares, soit un accroissement de 59 % par rapport à 2005¹⁵⁵. Tous ces indicateurs allaient dans le sens d'une nette dégradation de la situation et, en 2007, la tendance s'est poursuivie : plus de Talibans, plus de victimes civiles afghanes, plus d'attaques d'insurgés, plus de morts au sein des troupes de la coalition, et plus d'opium. Les surfaces de culture d'opium ont augmenté de 17 %, passant à 193 000 hectares, et la productivité a elle aussi progressé : 8 200 tonnes d'opium ont été récoltées, soit 34 % de plus qu'en 2006. Les revenus de l'opium représenteraient désormais 53 % du PIB afghan¹⁵⁶. Une partie de ces revenus de la drogue alimentent à leur tour l'insurrection.

Au moment de la rencontre des ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN, au sommet de Vilnius, début 2008, les prévisions étaient particulièrement sombres. Joseph Biden, Président de la Commission des affaires étrangères du Sénat américain affirmait alors : « les Talibans contrôlent plus de territoire en Afghanistan qu'ils n'en ont jamais détenu depuis 2001, et les opérations de leurs complices dans les zones tribales en Afghanistan

¹⁵³ <http://www.hrw.org/reports/2007/afghanistan0407/1a.htm>.

¹⁵⁴ <http://www.icasualties.org>, visité le 7 février 2008.

¹⁵⁵ Doris Buddenburg, and Hakan Demirboken, *Afghanistan Opium Survey 2006*, Kabul: United Nations Office on Drugs and Crime, 2006.

¹⁵⁶ Christina Oguz and Shirish Ravan, *Afghanistan Opium Survey 2007*, Kabul: United Nations Office on Drugs and Crime, 2007.

s'accroissent de jour en jour »¹⁵⁷. Quant à James Jones, ancien Général du corps des *Marines* et *Supreme Allied Commander Europe*, il écrivait : « faites moi confiance, l'OTAN n'est pas en train de gagner en Afghanistan »¹⁵⁸. Chiffres, tendances et estimations sombres prédominaient dans les médias occidentaux, menaçant de saper le soutien déjà chancelant des opinions publiques, en particulier au sein des Etats européens membres de l'OTAN. Le Général Dan Mc Neill, commandant de l'ISAF, s'est exprimé à diverses reprises pour contrer ce qu'il considérait être des évaluations trop pessimistes de la situation. Il a mis en avant les progrès effectués dans la reconstruction du pays et l'arrivée de troupes supplémentaires. Il n'a toutefois pas cherché à occulter le manque de ressources de l'ISAF ni les obstacles politiques entravant la marge de manœuvre de la coalition en Afghanistan.

Pour certains leaders occidentaux, la dégradation de la situation en Afghanistan est une affaire de perception. D'où l'importance des médias. Des Browne, ministre de la Défense britannique, a ainsi mis en garde la presse contre « les opérations d'information impressionnantes » des Talibans, lors d'une interview à la *BBC*, en 2006¹⁵⁹. Le Général Mc Neill a lui aussi abondé dans ce sens, début 2008 : « [les Talibans] ne font pas grand chose sur le champ de bataille. Ils ont en revanche été très efficaces dans le champ des médias, et ils continuent à l'être »¹⁶⁰. Pour bien mesurer l'évolution parcourue par les Talibans dans le domaine de la communication, il convient d'effectuer un bref retour en arrière pour rappeler comment ils se sont formés et de quelle manière leurs opérations médiatiques ont débuté.

L'ascension des Talibans

Les Talibans sont un mouvement sunnite fondamentaliste, majoritairement pachtoune. Leur nom provient du terme arabe « talib », qui signifie étudiant. Ils recrutent une grande partie de leurs membres dans les madrasas afghanes et pakistanaïses¹⁶¹. Leur lutte a commencé comme une insurrection classique – avec une base populaire réduite et une cause à défendre –, à la différence près qu'ils ne combattaient pas un gouvernement établi mais des seigneurs de guerre disposant eux-mêmes d'une faible légitimité

¹⁵⁷ Jonathan Landay, "Islamic militants' influence spreading", *The Seattle Times*, 3 February 2008.

¹⁵⁸ Ann Scott Tyson, "NATO's Not Winning in Afghanistan, Report Says", *Washington Post* 31 January 2008, p.A18.

¹⁵⁹ Extrait de Norton-Taylor, Richard, "Browne says BBC interview endangered lives of troops," *The Guardian*, 12 July 2006, p. 9.

¹⁶⁰ <http://www.defenselink.mil/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4138>.

¹⁶¹ Ahmad Rashid, *Taliban*, New Haven: Yale University Press, 2001.

populaire. De ce fait, leur succès initial est apparu plus important qu'il ne l'était en réalité.

Mollah Omar et la première génération de Talibans.

Le mollah Mohammed Omar, chef des Talibans depuis la création du mouvement, a combattu l'Union Soviétique. Il appartenait initialement au *Hizb-e-Islami Khalis*, un parti fondé par Younis Khalis. Entre 1989 et 1992, Younis Khalis s'est battu, sous le commandement de Nek Mohammed, contre le régime de Najibullah¹⁶².

Après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, le chaos et l'anarchie se sont installés dans le pays ; la population était placée sous le joug des seigneurs de guerre et de leurs milices. En 1994, deux habitants du village de Singesar auraient demandé audience au mollah Omar. Ils lui racontèrent l'enlèvement de deux adolescentes par le chef d'une milice. Leurs cheveux avaient été rasés, elles avaient été emmenées dans un camp militaire et violées à de nombreuses reprises. Le mollah Omar décida alors d'agir. Il aurait alors réuni 30 Talibans, armés de 16 fusils seulement, et aurait attaqué la base. Les jeunes filles auraient été libérées et le chef de la milice pendu au canon d'un tank. D'autres histoires de ce type circulent en Afghanistan, sans qu'il soit possible de déterminer ce qui relève du mythe ou de la réalité. D'après Ahmed Rashid, ces histoires ont contribué à développer l'aura du chef des Talibans qui « est apparu comme un Robin des Bois, aidant les pauvres contre les commandants avides »¹⁶³.

Qu'ils aient été ou non, comme certains l'affirment, aidés par les services de renseignement pakistanais, les Talibans s'emparèrent de Kandahar, la deuxième ville du pays, quelques mois seulement après la création du mouvement. Fin 1994, environ 12 000 étudiants venus d'Afghanistan et du Pakistan avaient rejoint le mouvement à Kandahar. Au cours des trois mois qui suivirent, les Talibans étendirent leur pouvoir à 12 des 31 provinces afghanes. Leurs avancées ne furent stoppées qu'à la périphérie de deux des plus importantes villes du pays, Herat et Kaboul, la capitale. Le 2 février 1994, les Talibans s'emparèrent de la ville de Wardak, située à seulement 55 kilomètres au sud de Kaboul. La capitale était alors sous le contrôle politique du Président Burhanuddin Rabbani, et sous le commandement militaire de Ahmad Shah Massoud. Début janvier 1995, plusieurs groupes opposés, dont les Talibans,

¹⁶² Ibid., p. 24.

¹⁶³ Ibid., p. 25.

progressaient vers Kaboul. Au nord, Gulbuddin Hekmatyar avait rejoint les rangs du chef de guerre ouzbek Rachid Dostom, qui tenait une partie de Kaboul ; au sud, Abdul Ali Mazari, un chef hazara semblait en position de force. Les provinces de Nimroz et Farah, ainsi que la ville de Herat étaient sous le contrôle d'Ismail Khan. Pour compléter – et compliquer – le tableau, le gouvernement pakistanais et les services de sécurité jouaient un jeu trouble en soutenant différentes factions et en tentant notamment d'associer les Talibans et Dostom contre Ismail Khan. Finalement, les Talibans prirent le dessus sur les autres mouvances. Leur règne dura jusqu'à la fin de l'année 2001.

La seconde génération

Depuis 2002, l'Afghanistan assiste à la montée en puissance progressive d'une « nouvelle génération » de Talibans, ceux que certains appellent les « néo-Talibans »¹⁶⁴. Les cadres sont, pour l'essentiel, les mêmes que pour la première génération. Le mollah Omar demeure le chef du mouvement. Des rapprochements, plus ou moins clairs, ont eu lieu avec d'autres factions, notamment le *Hez̤b-i-Islami* de Gulbuddin Hekmatyar ou le groupe dirigé par Maulavi Jalaluddin Haqqani. Un grand nombre de combattants talibans viennent du Pakistan et plus précisément de la région de Quetta et du Sud-Waziristan. Les combattants venant de cette région sont dirigés par Baitullah Mehsud, surnommé l'« émir officieux » du Waziristan¹⁶⁵. D'autres groupes armés sont toujours actifs en Afghanistan comme le *Hez̤b-i-Islami Khalis*, le *Jaish-e-Muslimeen* mené par Akbar Agha, ou le *Jamiat-i-Khudamul Furqan* (ou Coran), une faction dissidente qui entretiendrait des liens étroits avec l'*Inter Services Intelligence* (ISI) pakistanais et les services de renseignement américains.

La deuxième génération de Talibans se caractérise par une approche plus pragmatique et moins rigoriste que la première génération. Les « néo-talibans » misent sur les opérations suicides, instrumentalisent les médias et n'hésitent pas à utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Pendant leurs cinq années au pouvoir, les Talibans permettaient sporadiquement de filmer certains de leurs combattants, mais jamais leurs dirigeants. Les choses ont bien changé puisque les « néo-talibans » utilisent désormais couramment la vidéo numérique (avec parfois des bandes-sons musicales). Ils fabriquent aujourd'hui des produits médiatiques assez

¹⁶⁴ Schmidle parle d'une « nouvelle génération » de Talibans ; Giustozzi utilise le préfixe « néo » Nicholas Schmidle, "Next-Gen Taliban", *The New York Times Magazine*, 6 January 2008 Antonio Giustozzi, *Koran, Kalashnikov, and Laptop. The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, New York: Columbia University Press, 2008.

¹⁶⁵ Ahmad Rashid, *Descent into Chaos*, New York: Viking, 2008, p.xxii.

sophistiqués comme des documentaires, des entretiens, des discours de dirigeants ou des vidéos d'opérations (attaques, prises d'otages, etc.). En outre, les « néo-talibans » agissent de plus en plus comme des « entrepreneurs de violence » qui se financent notamment grâce à l'opium et embauchent des combattants supplémentaires en fonction de leurs besoins, notamment pour commettre des attentats-suicides. Ce type d'attaques est devenu courant en 2005. Elles se sont multipliées en 2006 (123 attentats-suicides) et en 2007 (140).

La structure de la direction des Talibans n'est pas connue en détail. Etant donné la géographie et la diversité culturelle de l'Afghanistan, il est probable que les différentes unités talibanes opèrent sans instructions détaillées de leurs dirigeants. Les fonctions de *command and control* sont également entravées par la menace permanente d'une élimination ciblée des principaux chefs talibans. Le mollah Akhtar Osmani, un des dirigeants les moins radicaux, a été tué lors d'une frappe aérienne de l'OTAN en décembre 2006. En août 2007, l'armée de l'air américaine a éliminé le mollah Berader, un haut commandant des Talibans. Le mollah Dadullah, un des premiers commandants à avoir donné des entretiens à la presse écrite et aux médias électroniques après la chute du régime et, par ailleurs, un des dirigeants talibans les plus craints, a été tué par des forces terrestres en mai 2007. Ces trois mollahs appartenaient probablement au *Shura Majlis*, organe consultatif suprême du mouvement.

La différence la plus marquante entre les Talibans des années 1990 et ceux de l'après-2001 réside dans la nature de l'ennemi. L'« ennemi lointain » d'autrefois, les Etats-Unis, n'était pas une priorité pour la première génération. Maintenant que des milliers de soldats américains se trouvent en Afghanistan, les Etats-Unis sont devenus *de facto* l'ennemi direct des « néo-Talibans ». La frontière entre « ennemi proche » et « ennemi lointain » est devenue beaucoup plus floue. Par conséquent, il est aussi plus difficile de distinguer entre les ambitions régionales des Talibans et leurs éventuelles visées globales. Si la deuxième génération de Talibans est, comme certains experts l'affirment, disposée à transformer la cause afghane en un jihad mondial, cela aurait des conséquences stratégiques importantes. L'objectif des « néo-Talibans » pourrait en effet être – non pas d'expulser les armées étrangères présentes en Afghanistan – mais au contraire de les forcer à engager davantage d'hommes dans une longue guerre d'usure. L'idée de guerre d'usure était vraisemblablement déjà présente à l'esprit des chefs d'*Al Qaïda* lorsqu'ils ont planifié l'attaque contre l'USS Cole en 2000 puis les attentats du 11 septembre en 2001. D'après Lawrence Wright, auteur de l'excellent ouvrage intitulé *The Looming Tower*, ces attaques visaient à « faire tomber les Américains dans le même piège que celui dans lequel étaient tombés les Soviétiques :

l'Afghanistan ». Les moudjahidines harcèleraient les envahisseurs et « les saigneraient jusqu'à ce que l'empire américain meure de ses blessures »¹⁶⁶. Les Britanniques puis les Soviétiques avaient essuyé de très lourdes pertes en Afghanistan. Les dirigeants d'*Al Qaïda* espéraient qu'il arriverait les mêmes mésaventures aux Etats-Unis.

Les Talibans et la gestion de l'information

La gestion de la communication et des médias illustre peut-être mieux que tout autre domaine le chemin parcouru entre la première et la deuxième génération de Talibans.

La première génération d'opérations médiatiques

Le règne des Talibans a commencé avec un geste des plus symboliques. Après l'échec de la première tentative des Talibans de conquérir Kaboul, le mollah Omar est retourné à Kandahar, ancienne capitale royale. Il s'y est auto-attribué le titre d'*Amir ul-Momineen*, ou « commandeur des croyants », au cours d'une cérémonie impressionnante. Le 4 avril 1996, il est apparu sur un toit, surplombant des milliers de Talibans rassemblés dans la cour d'un sanctuaire. Il portait la *Kbirqa*, un morceau de la cape du prophète Mohammed, apporté en Afghanistan au XVIII^{ème} siècle. La cape n'avait pas été sortie de son reliquaire de Kandahar depuis une soixantaine d'années¹⁶⁷.

Cette mise en scène pouvait laisser présager de compétences réelles en matière de relations publiques mais les Talibans de la première génération refusèrent, pour des raisons religieuses, de tirer profit des outils modernes de communication. Ahmed Rashid, un des journalistes connaissant le mieux l'Afghanistan raconte une anecdote à ce sujet : « j'avais convaincu un journaliste de la chaîne de télévision ABC de venir avec moi à Kandahar, et j'ai été choqué car [les Talibans] ne nous ont pas permis de prendre des photos. J'avais vécu avec les moudjahidines, qui appréciaient la publicité. Ces gars à Kandahar ne voulaient pas être photographiés et j'ai tout à coup réalisé que [leur mouvement était vraiment différent de tous les autres] »¹⁶⁸. Les Talibans ont pratiquement coupé tous les contacts avec le monde extérieur. A l'intérieur du pays, ils ont

¹⁶⁶ Wright, *The Looming Tower. Al-Qaeda and the Road to 9/11*.

¹⁶⁷ Jos J. L. Gommans, *The Rise of the Indo-Afghan Empire, C.1710-1780*, Leiden: E.J. Brill, 1995, pp. 65-66.

¹⁶⁸ Cité dans Jane Perlez, "Frontier Years Give Might to Ex-Guerrilla's Words ", *The New York Times*, 5 July 2008.

installé un régime extrêmement rigoriste. *Radio Kaboul* diffusa l'avertissement suivant le 28 septembre 1996 : « les voleurs auront les mains et les pieds amputés, ceux qui commettront l'adultère seront lapidés, et ceux, qui consommeront de l'alcool seront fouettés »¹⁶⁹. Cette station de radio a par la suite été rebaptisée *Radio Shariat* et tous les programmes musicaux furent interdits. Ces règles draconiennes furent maintenues jusqu'à la chute du régime des Talibans. Les émissions produites à l'époque des Talibans étaient des plus rudimentaires. Comme le rappelle Abdul Salem Zaeef, ancien ambassadeur des Talibans au Pakistan, les Talibans ne considéraient pas la communication comme quelque chose d'important¹⁷⁰.

La deuxième génération d'opérations médiatiques

Les choses ont bien changé aujourd'hui. En s'inspirant probablement d'*Al Qaïda*, les Talibans ont découvert la centralité de la communication dans les conflits contemporains. Ils doivent toutefois faire face à une réelle difficulté dans leurs opérations médiatiques : l'écart entre le public local et celui des pays de la coalition internationale. Les Afghans ont en effet un faible taux d'alphabétisation et un accès très limité à la télévision, à Internet, et aux téléphones portables. Les choses évoluent néanmoins rapidement.

Les Talibans utiliseraient les téléphones satellitaires sur une base régulière depuis 2003. Cette année-là, les Talibans ont commencé à se servir de téléphones satellitaires *Thuraya*, un fournisseur régional basé aux Emirats arabes unis. Les Talibans pensaient que les téléphones *Thuraya* achetés au Pakistan étaient mis sur écoute par la CIA¹⁷¹. Ils auraient donc importé directement leur matériel du Golfe persique. Les téléphones étaient transportés sur des motos – notamment des *Honda* équipées de moteurs 125cm³ – ce qui permettait d'effectuer des déplacements rapides et de recharger les téléphones avec les batteries des motos. Ces véhicules étaient notamment utilisés par des équipes de reconnaissance. Pour coordonner plus aisément les mouvements tactiques d'unités plus importantes, les Talibans se sont mis à utiliser des postes radio modernes au cours de l'été de 2005. Les insurgés ont mis plusieurs mois à peaufiner leur utilisation de cette technologie pour synchroniser l'action de groupes de combattants de la taille d'une compagnie. La communication par radio a significativement amélioré la capacité des Talibans à assembler puis disperser un grand nombre de combattants. Toutefois, les téléphones

¹⁶⁹ Cité dans Rashid, *Taliban*, p. 50.

¹⁷⁰ Philip Smucker, "Taliban learns tactics, PR from al Qaeda", *Washington Times*, 30 May 2007 2007, p. A1.

¹⁷¹ Rashid, *Descent into Chaos*, p. 250.

satellitaires et les postes radio qu'ils utilisaient étaient des produits commerciaux fonctionnant sur des fréquences fixes, ce qui constituait une source de faiblesse potentielle. Malgré cette faiblesse potentielle, les commandants locaux ont utilisé de plus en plus les nouveaux équipements pour communiquer avec l'extérieur, y compris avec la presse internationale.

Le mouvement taliban a reconnu tardivement l'importance et l'utilité des relations publiques. Sami Yousafzai, un journaliste travaillant notamment pour *Newsweek*, a décrit en décembre 2006 comment l'attitude des Talibans envers les médias avait changé. Plus tôt dans l'année, les Talibans se cachaient dans les montagnes, vivaient dans l'ombre et hésitaient encore à parler aux journalistes. Sami Yousafzai n'a pas pu rencontrer les chefs talibans mais il leur a parlé par téléphone satellitaire. Il raconte : « quand j'ai pu organiser un rendez-vous clandestin, le voyage était très dangereux, et une fois sur place, les dirigeants et commandants étaient réticents à parler ou à montrer leur visage pour des raisons de sécurité ». En revanche, « je peux joindre les dirigeants facilement sur leurs portables. Ils sont plus confiants, prêts à parler et ont même commencé à inviter les journalistes de confiance à visiter leurs zones sécurisées »¹⁷².

Un article publié dans le magazine des Talibans *Al-Somood* en janvier 2008 illustre le changement d'attitude du mouvement à l'égard des relations publiques. Cet article débute par l'affirmation suivante : « le mouvement islamique des Talibans reconnaît le grand impact des médias sur l'issue des conflits, en particulier sur les conflits idéologiques »¹⁷³. Le ministère des Affaires étrangères américain confirme les progrès réalisés par les insurgés en la matière : « les opérations d'information des Talibans sont devenues de plus en plus sophistiquées » est-il affirmé dans un rapport datant de 2007¹⁷⁴. L'amélioration de la communication des Talibans a contribué à renforcer leurs sources de financement, à augmenter le recrutement de pachtounes dans les zones rurales et, en définitive, à renforcer leur potentiel militaire.

L'environnement informationnel et les télécommunications évoluent très rapidement en Afghanistan. L'industrie de la téléphonie mobile est par exemple en croissance exponentielle. Cela s'explique à la fois par la faiblesse des

¹⁷²Sami Yousafzai, "Afghanistan: Want to Meet the Taliban? No Prob", *Newsweek*, 25 December 2006, 14.

¹⁷³ "The Importance of Media Activities to the Taliban Islamic Movement," *Al-Somood Magazine*, janvier 2008.

¹⁷⁴ U.S. Department of State, "Country Reports on Terrorism," 30 avril 2007, <http://www.state.gov/s/ct/rls/crt/2006/82734.htm>, accédé le 26 juin 2008.

lignes téléphoniques fixes et par la mise en place tardive – en 2002 seulement – de services de téléphonie mobile. Deux grands opérateurs dominent le marché : *Afghan Wireless Communication* et *Roshan*, qui ont tous deux atteint deux millions d'abonnés en juin 2008¹⁷⁵. Cette expansion de la téléphonie mobile – une des plus rapides au monde à l'heure actuelle – n'est pas sans conséquence sur la guerre qui se déroule dans le pays.

Les téléphones portables

Afghan Wireless est la première entreprise à avoir commercialisé un réseau GSM en Afghanistan, suite à un accord signé en avril 2002. Moins de trois mois plus tard, l'entreprise avait 41 000 abonnés dans quatre villes. En juin 2008, son réseau s'étendait à 300 villes dans 34 provinces afghanes. *Roshan*, entrée sur le marché en juillet 2003, a connu un taux de croissance encore plus impressionnant. Les premières estimations de l'entreprise prévoyaient 12 000 abonnés dans les six premiers mois. Selon le quotidien canadien *Globe and Mail*, *Roshan* a atteint ce chiffre en trois jours. Des milliers de personnes assiégeaient ses bureaux et l'entreprise a eu le plus grand mal à satisfaire la demande. En juin 2007, *Roshan* est devenu l'employeur privé le plus important du pays, avec près de 900 salariés. *Roshan*, qui signifie « lumière » ou « espoir », a investi 300 millions de dollars en Afghanistan en 2007, et prévoit de poursuivre ses investissements à hauteur de 75 millions de dollars par an environ. Les taxes versées par l'entreprise représentaient à elles seules 6 % des revenus de l'Etat afghan en 2007¹⁷⁶. Sachant que seuls 12 % des personnes résidant en Afghanistan possèderaient un téléphone portable et que le prix des appareils et des abonnements ne cesse de baisser, les opportunités de développement sont énormes.

L'impact du développement de la téléphonie mobile sur l'insurrection demeure incertain. Début 2008, les Talibans ont demandé aux opérateurs de téléphones portables d'interrompre leurs réseaux tous les jours entre 5 heures de l'après-midi et 7 heures du matin. Les Talibans, qui se déplacent souvent pendant la nuit, par exemple pour poster des lettres nocturnes, craignent que les habitants communiquent des informations aux forces de la coalition à l'aide de leurs téléphones mobiles. Le téléphone cellulaire réduit en effet considérablement les risques pour les informateurs. En outre, les renseignements peuvent être transmis en temps réel, ce qui en accroît l'utilité.

¹⁷⁵ Dan Nystedt, "Mobile Phone Use Grows in Afghanistan", *IDG News Service*, 23 June 2008

¹⁷⁶ Marcus Gee, "Calling up a Brighter Future; The Cellphone Craze has Helped Seed the Hard Soil of Afghanistan's Economy", *The Globe and Mail*, 8 June 2007, p. A25.

Le 25 février 2008, deux porte-parole des Talibans, Qari Yousuf Ahmadi et Zabiullah Mujahid, ont menacé les fournisseurs afghans de téléphonie mobile par presse interposée : « le conseil a décidé de donner un délai de trois jours aux compagnies de téléphonie mobile pour arrêter leurs signaux, afin d'empêcher l'ennemi de recevoir des renseignements par portable et éviter des victimes talibanes et civiles »¹⁷⁷. Aucune compagnie n'a cédé à l'ultimatum. Après un nouvel ultimatum non respecté, les Talibans ont fini par détruire trois antennes relais.

Un autre exemple de l'impact possible des téléphones mobiles concerne les prisons. En décembre 2007, *The Gazette* de Montréal a constaté que l'utilisation des téléphones portables était de plus en plus répandue parmi les 3 000 détenus de la prison de Pul-e-Charkhi. Le directeur de la prison, Haji Dolath, s'inquiète de l'ampleur du phénomène : « avec les téléphones, [les prisonniers] peuvent guider les membres des Talibans opérant à l'extérieur, et les membres extérieurs peuvent donner des conseils [à ceux qui se trouvent à l'intérieur] »¹⁷⁸. L'administration pénitentiaire a décidé de sévir. Une centaine de téléphones ont été remis volontairement et 35 autres ont été saisis par les gardiens. Cependant, environ 400 prisonniers auraient réussi à garder leur téléphone en les cachant ou en corrompant certains gardiens. Des appels émis depuis la prison auraient servi à menacer des gardiens, à coordonner des activités et à faire pression sur des politiciens.

Ces deux exemples montrent bien que l'utilisation des téléphones portables peut avoir des effets favorables et défavorables à l'insurrection. Dans cinq à dix ans, quand les « smartphones » commenceront à se développer dans des pays comme l'Afghanistan, de nouvelles formes de communication et d'action verront le jour. Les insurgés, qui ont maintenant bien compris l'importance des nouvelles technologies de l'information et de la communication essaieront à coup sûr d'en tirer profit.

¹⁷⁷ Shah Taimoor, « Talibans Threatens Afghan Cellphone Companies », *The New York Times*, 26 février 2008.

¹⁷⁸ Allison Lampert, "In Kabul's Pul-e-Charkhi, cellphones can be deadly", *The Gazette (Montreal)*, 6 December 2007, p. A1.

Une campagne locale

Les thématiques locales

Les divers mouvements ayant participé à la lutte contre les Soviétiques, l'ont fait pour des raisons nationales ou locales et pas dans l'optique du *jihad* global¹⁷⁹. Les Talibans du mollah Omar ont conservé, dans une certaine mesure, ce tropisme local. Ainsi, les villageois et les paysans illettrés, qui forment une large part de la population afghane, représentent l'une des principales audiences visées par les Talibans dans leurs opérations d'information. Les Talibans décrivent les membres de la coalition occidentale comme des envahisseurs étrangers, des infidèles, qui veulent imposer les mœurs occidentales dans un pays musulman.

Des vidéos et des images, produites avec des moyens réduits et distribuées sur les marchés et les bazars d'Afghanistan et du Pakistan, dépeignent les humiliations subies par les Talibans : des soldats de l'Armée nationale afghane enfonçant leurs armes dans des cadavres de combattants, des troupes des forces spéciales américaines brûlant des corps de musulmans. En 2006, des DVD évoquant avec nostalgie le *jihad* anti-soviétique étaient disponibles sur les étals des marchés de Kaboul, Kandahar ou Quetta. Elizabeth Rubin a décrit quelques unes de ces vidéos pour le *New York Times Magazine* :

One begins with clattering *Chinooks* disgorging American soldiers into the desert. Then we see the new Afghan government on stage, focusing in on the Northern Alliance warlords — Abdul Rashid Dostum, Burhanuddin Rabbani, Karim Khalili, Muhammad Fahim, Ismail Khan, Abdul Sayyaf. It cuts to American soldiers doing push-ups and pinpointing targets on maps; next it shows bombs the size of bathtubs dropping from planes and missiles emblazoned with 'Royal Navy' rocketing through the sky; then it moves to hospital beds and wounded children. Message: America and Britain brought back the warlords and bombed your children.¹⁸⁰

Les Talibans insistent eux-mêmes sur leur ancrage local et leurs liens avec la population. *Weltwoche*, un hebdomadaire suisse, a par exemple publié une interview du mollah Mohammed Sabir, le gouverneur taliban de la province

¹⁷⁹ Wright, *The Looming Tower. Al-Qaeda and the Road to 9/11*.

¹⁸⁰ Elizabeth Rubin, "In the Land of the Taliban", *The New York Times Magazine*, 22 October 2006.

de Ghazni et membre de la *shura*. Lorsque le journaliste lui demande si l'élection d'Hamid Karzaï ne représente pas un échec pour les Talibans, le mollah Sabir répond : « Laissez-moi vous dire quelque chose de très clair (...). Si la population ne nous soutenait pas, nous ne serions pas là. Comme disent les Afghans : “vous ne pouvez faire partie du village si le village ne veut pas de vous” »¹⁸¹. Connaître la popularité réelle des Talibans n'est pas chose aisée. L'attrait pour les Talibans peut être un choix par défaut car l'alternative aux Talibans est bien souvent des seigneurs de guerre locaux plus ou moins soutenus par le pouvoir central. Le soutien aux Talibans peut aussi être un choix rationnel, une majorité de la population ayant tendance à penser que les troupes étrangères finiront par quitter le pays et que le nouveau gouvernement s'effondrera. En 2007, même à Kaboul, la plupart des Afghans – illettrés ou fonctionnaires diplômés – pensaient que le retour des Talibans au pouvoir n'était qu'une question de temps¹⁸². Si la population pense que les Talibans demeurent un acteur majeur alors même qu'ils subissent des revers lors des principaux affrontements militaires conventionnels contre les forces de l'OTAN, c'est entre autres parce que leur communication est efficace. Parmi les outils de communication utilisés par les Talibans se trouvent les *shabnamah* ou lettres nocturnes.

Les lettres nocturnes

Les *shabnamah*, jouent un rôle important dans la stratégie des Talibans¹⁸³. Ces lettres nocturnes prennent différentes formes : pamphlets, journaux clandestins, messages communs, et menaces contre des individus. Le concept s'est répandu pendant le *jihad* contre les Soviétiques, dans les années 1980, lorsque les moudjahidines distribuaient secrètement des messages subversifs. Sous le régime taliban, les dissidents distribuaient des lettres nocturnes favorables au roi voire aux Etats-Unis. Lorsque les Talibans furent renversés et contraints d'adopter des modes opératoires irréguliers, ils reprirent cette pratique. « Il est du devoir de tous les Afghans de se lancer dans le combat contre les Etats-Unis et leurs alliés », exhorte par exemple un pamphlet distribué en mars 2002 dans un camp de réfugiés de Peshawar. Et d'ajouter :

¹⁸¹ Sami Yousafzai et Urs Gehriger, "Der Kodex der Taliban", *Weltwoche*, n° 46, 2006.

¹⁸² Ahmad Rashid, "Letter from Afghanistan: Are the Taliban Winning?" *Current History*, 2007, January, 17-20

¹⁸³ Thomas Johnson fait une excellente analyse de ces lettres nocturnes dans Thomas H Johnson, "The Taliban Insurgency and an Analysis of Shabnamah (Night Letters)", *Small Wars & Insurgencies*, 2007, vol. 18, 3, pp. 317-44.

« Le moment où l'Afghanistan se révélera pire que le Vietnam ou la Somalie pour les Etats-Unis est proche »¹⁸⁴.

En l'absence de médias plus sophistiqués, les lettres constituent un moyen traditionnel de diffuser des informations dans les zones rurales afghanes. Ces lettres sont utilisées en temps de paix pour transmettre diverses informations. Les lettrés sont chargés de lire le contenu des messages aux personnes illettrées. En période de guerre, les *shabnamah* peuvent servir à intimider la population locale ou à transmettre des ordres. Les lettres sont accrochées à des arbres, aux murs de bâtiments officiels ou déposées devant les mosquées, à la vue de tous. Des jeunes du village peuvent être recrutés – de gré ou de force – par les Talibans pour les distribuer. Dans certains cas, les lettres sont imprimées au Pakistan puis diffusées dans différents districts afghans¹⁸⁵.

Les lettres nocturnes peuvent être collectives ou adressées plus particulièrement à une personne, à l'instar de celle reçue par Fatima Moshtaq :

Salutations au respecté directeur de l'éducation de la province de Ghazni, Fatima Moshtaq. Je n'ai qu'une chose à vous demander : quittez vos fonctions. Si vous ne démissionnez pas et continuez votre travail, quelque chose qui plongera dans la peine votre famille et vous-même arrivera. [...] Je vous considère comme une personne impie. Je vous dis que vous devez quitter votre poste et si vous continuez votre travail, je ferai quelque chose qui n'aura pas une fin heureuse. J'ai entendu un jour, à l'école Jan Malika, Walid Shaib faire l'éloge d'Ahmad Shah Massoud. Je voulais vous tuer, mais Wali Assadullah était présent et je n'ai rien fait. Mais si vous ne quittez pas vos fonctions, je vous attaquerai et vous tuerai.

Respectueusement.

27 Meezan 1384

Et en post-scriptum :

¹⁸⁴ Kathy Gannon, "Secret 'night letters' condemn Afghan government as traitors of Islam, urge war on U.S." *Associated Press Worldstream*, 20 March 2002.

¹⁸⁵ "Taliban communications, old and new", *Jane's Terrorism & Security Monitor*, 12 November 2007.

Chère Fatima, pensez à vos pauvres employés qui vont souffrir. Vous avez beaucoup de gardes du corps mais cela nous importe peu. Je vous ai suivie de quatre à sept heures¹⁸⁶.

Certaines lettres peuvent aussi être destinées aux étrangers. Dans le district de Zurmat, une zone difficile de la province du Paktia, les humanitaires ont par exemple reçu des lettres de menaces¹⁸⁷. En août 2004, les insurgés ont tué un membre d'une ONG catholique allemande, *Malteser Hilfsdienst*, dans ce même district¹⁸⁸. Un chef de village de Zurmat affirme : « la nuit, ce sont les Talibans qui gouvernent. Les lettres nocturnes les aident à gouverner »¹⁸⁹. Ces lettres permettent également d'informer la population locale des zones dangereuses et des personnes menacées à éviter.

Toutes les lettres nocturnes ne sont toutefois pas des menaces. Certaines sont plus sophistiquées que d'autres et font référence à l'esprit patriotique afghan. Elles retracent l'histoire des luttes menées par les Afghans et citent des personnalités ou des événements précis. En voici un exemple :

Message aux moudjahidines de la Nation afghane !

Vous avez beaucoup servi l'islam tout au long de l'histoire et avez vaincu de nombreux non-musulmans venus du monde entier. Certains de vos ancêtres comme Ahmad Shah Abdaali, Mahmood Ghaznawi, Shahaabuddin Ghorî sont devenus des héros en combattant les non-musulmans. Aujourd'hui, des valets des Américains ont souillé l'honneur des Afghans. Heureusement, vos enfants les Talibans et ceux qui ont gardé la foi luttent contre les non-musulmans et servent l'islam. Si vous ne faites rien d'autre, supportez au moins vos enfants les moudjahidines et ne soyez pas impressionnés par la propagande fallacieuse des ennemis non-musulmans. Que Dieu préserve le million et demi de martyrs du jihad contre les Soviétiques et les 100 000 martyrs de l'Emirat islamique d'Afghanistan d'avoir à vous demander des comptes ! [Les « infidèles » présents en Afghanistan] entravent l'enseignement islamique et encouragent l'éducation chrétienne de vos enfants. Les Talibans ne veulent pas tuer des civils mais malheureusement de pseudo-Afghans soutiennent nos ennemis. Les non-musulmans cherchent à monter les Afghans les uns contre les autres et, au nom de la chasse aux Talibans, ils

¹⁸⁶ Traduit dans "Lessons in Terror. Attacks on Education in Afghanistan", *Human Rights Watch*, 2006, vol. 18, 6(C), p. 53.

¹⁸⁷ Ibid., p. 56.

¹⁸⁸ L'Ordre de Malte, l'organisation mère de l'ONG en question, s'est fait connaître lors de la première croisade en 1099. Sa devise est toujours « *tuitio fidei et obsequium pauperum* », ou « défense de la foi et assistance aux pauvres ».

¹⁸⁹ Cité dans, "Lessons in Terror. Attacks on Education in Afghanistan", p. 57.

attaquent tout le monde, détruisent vos maisons et les madrasas. [...] Ils veulent rendre l'Afghanistan aussi désespérée que la Palestine. Vous voyez bien que dans toutes les madrasas, ils enseignent désormais le christianisme à vos enfants. Une nouvelle fois, nous vous exhortons à ne pas soutenir les non-musulmans ou vous aurez à en supporter l'entière responsabilité¹⁹⁰.

Dans les zones urbaines, les Talibans adaptent la forme et le contenu des lettres nocturnes. En 2006, les Talibans ont commencé à utiliser des DVD comme supports pour leurs lettres nocturnes. Des messagers ont par exemple distribué des dizaines de DVD dans la petite ville de Niyazi, située à la périphérie de Kaboul¹⁹¹. Un matin, un jeune médecin a ainsi trouvé un DVD déposé dans la cour de sa maison. La vidéo montrait la décapitation d'un enseignant par des Talibans, et un autre homme portant un uniforme de l'armée nationale se faire exploser sur une moto. Les attaques contre les soldats et les représentants de l'Etat sont un thème récurrent des lettres nocturnes *high tech*. Sur un DVD circulant à Dera Ismail Khan fin 2007, un adolescent tenait la tête d'un soldat, tandis que trois jeunes répétaient « Allahu akbar » en arrière plan¹⁹². Le message commun à la plupart des DVD est celui de l'appel à la lutte contre l'occupation étrangère.

La dissuasion

Pour les Talibans, les forces étrangères et les Afghans travaillant – même indirectement – avec elles sont placés sur le même plan. Tout Afghan entretenant des liens avec le régime mis en place suite au renversement du gouvernement des Talibans pourra être tué. Cette affirmation est clairement répétée dans un fascicule de l'insurrection connu sous le nom de *Layeha*. Les menaces contenues dans ce document concernent différents types d'acteurs, notamment les ONG : « les organisation non gouvernementales qui entrent dans le pays sous la houlette du gouvernement des infidèles doivent être traitées de la même manière que le gouvernement. [...] Par conséquent nous ne pouvons tolérer leurs activités, qu'il s'agisse de la construction de routes, de ponts, d'hôpitaux, d'écoles, de madrasas, ou autres »¹⁹³. La *Layeha* a été distribuée aux 33 membres de la *shura*, la plus haute instance de conseil des Talibans, lors du Ramadan 2006, par un des chefs du mouvement, Hadschi

¹⁹⁰ Cette lettre est extraite de Johnson, "The Taliban Insurgency and an Analysis of Shabnamah (Night Letters)", p. 322.

¹⁹¹ Ivan Watson, "Taliban Enlists Video in Fight for Afghanistan", *National Public Radio*, 2 November 2006.

¹⁹² Schmidle, "Next-Gen Taliban".

¹⁹³ Urs Gehring, "Layeha (Regelbuch) für die Mudschaheddin", *Die Weltwoche*, 2006, vol. 46, n° 6.

Obaidullah. La section 24 du fascicule appelle à l'action contre le système éducatif :

Il est interdit de travailler comme enseignant sous le régime actuel, car cela renforcerait le système des infidèles. Les vrais musulmans devraient étudier, dans une mosquée ou une institution similaire, avec un enseignant formé religieusement. Les manuels doivent dater de la période du jihad ou du régime taliban »¹⁹⁴.

La section 24 s'est traduite dans les faits par de nombreuses actions violentes. Le 14 décembre 2005 au matin, par exemple, Arif Laghmani, enseignant dans une école de garçons, a été assassiné par deux hommes à moto, sous les yeux de ses élèves, à Zarghon, dans le Helmand. Un témoin raconte :

J'ai vu deux hommes arriver. L'un d'eux a vidé son chargeur sur la poitrine de Laghmani. (...) J'avais peur pour ma vie alors je me suis caché dans un coin. Sur le moment, je ne savais pas qui était la victime. Quand les tueurs sont partis, je suis allé à la porte et j'ai vu Laghmani étendu, mort. (...) C'était affreux. (...) Nous avons reçu des lettres nocturnes, mais personne ne pensait qu'ils allaient vraiment tuer un professeur !¹⁹⁵

18 écoles de la province Helmand ont été incendiées. En janvier 2006, 165 écoles au total avaient fermé pour cause de lettres nocturnes suivies d'assassinats¹⁹⁶. Dans la province de Zaboul, le proviseur du lycée cheikh Mathi Baba, Malim Abdu Habib, a été assassiné en janvier 2006. Des hommes armés ont fait irruption chez lui en pleine nuit, à Qalat, la capitale de la province. Ils l'ont traîné dans une cour et l'ont décapité sous les yeux de sa famille. Les menaces répétées et les actions ciblées peuvent avoir l'effet dissuasif escompté. Ainsi, 100 des 170 écoles recensées dans la province de Zaboul, la plupart en zones rurales, ont été fermées entre 2004 et 2006 pour des raisons de sécurité¹⁹⁷.

¹⁹⁴ Ibid.

¹⁹⁵ *Human Rights Watch*, "Taliban Night Letter from Helmand Province", <http://www.hrw.org/campaigns/afghanistan/2006/education/letter2.htm>, visité le 28 Juin 2008.

¹⁹⁶ Ibid.

¹⁹⁷ Declan Walsh, "Headteacher Decapitated by Taliban", *Guardian*, 5 January 2006.

Du local au régional

Les Talibans et leurs sympathisants utilisent aussi des supports moins rudimentaires¹⁹⁸ que les lettres nocturnes afin d'atteindre une audience plus large. En 2005, la radio intitulée « Voix de la Sharia » (*Shariat Shagh*) a pu être captée pendant une courte période à Kandahar. Les émissions diffusaient des chants *tarana* (ou *nashid* en arabe) plutôt que de la musique instrumentale, considérée comme non-islamique par les Talibans¹⁹⁹.

Les Talibans publient également des magazines et des périodiques. L'un de leurs premiers magazines fut le mensuel *Sirk*, en pashto et en dari. Puis, une revue trimestrielle spécialisée dans les questions militaires, *Murshal* (« la tranchée »), a vu le jour. Un hebdomadaire, *ad-Damir* (« la conscience »), a aussi été créé. Début 2006, le département médiatique des Talibans a lancé un nouveau magazine, *al-Somood* (« la résistance »). Son fondateur, Sa'ada Nusayru'din alias « Herawi », est aujourd'hui un des membres du mouvement les plus influents²⁰⁰.

Autre support exploité par les Talibans, les sites *web*. Un des sites les plus souvent mentionnés est *Voice of Jihad*. Ouvert en 2006, ce site propose des informations sur les opérations du mouvement et publie les principales déclarations des porte-parole des Talibans. Ces déclarations sont traduites – parfois de manière quelque peu hésitante – en plusieurs langues : pachto, dari, ourdou, arabe et anglais²⁰¹. Le site est très différent de ceux d'*Al Qaïda* ; il ne propose pas de manuels de guerre, ni de forums de discussion ou de liens vers d'autres groupes jihadistes. De plus, certains communiqués exagèrent de manière par trop évidente l'efficacité de l'insurrection. Si le taux de pénétration d'Internet reste assez faible en Afghanistan, avec 1,8 %, il est bien plus élevé au Pakistan, où plus de 10 % de la population disposent d'un accès à Internet, soit plus de 17,5 millions de personnes²⁰². D'aucuns affirment que la principale audience visée par les sites Internet des Talibans serait les « donateurs étrangers qui souhaitent s'assurer que leur argent est bien dépensé dans des opérations

¹⁹⁸ Tim Foxley, *The Taliban's Propaganda Activities*, Stockholm: SIPRI, 2007.

¹⁹⁹ "Taliban communications, old and new".

²⁰⁰ Le magazine était initialement publié sur www.alsomood.r8.org, mais fut ensuite interdit par nel.net, un site d'hébergement. Le 30 janvier 2008, le magazine était accessible sur www.freewebtown.com/tokhi/index%20alsomood.html et sur <http://xrl.us/bcz4h>.

²⁰¹ "Taliban communications, old and new".

²⁰² Selon l'*International Telecommunication Union*, 17 500 000 Pakistanais disposaient d'un accès à Internet en mars 2008, soit un taux de pénétration de 10,4 %. L'Afghanistan compte pour sa part 580 000 utilisateurs d'Internet, soit un taux de pénétration de 1,8 %. <http://www.internetworldstats.com/asia.htm>.

armées »²⁰³. Quoi qu'il en soit, Internet est un des vecteurs de communication qui permet au Talibans de mener une campagne d'information qui dépasse le cadre régional.

Une campagne globale

La campagne d'information globale du mouvement taliban s'adresse à deux types opposés d'audience : les sympathisants et les ennemis, c'est-à-dire « la mouvance jihadiste internationale » et les citoyens des pays de la coalition engagée en Afghanistan. Pour intéresser ces derniers, le mouvement cherche à focaliser l'attention des médias internationaux sur les victimes civiles ; pour toucher les jihadistes, certains chefs talibans n'hésitent pas à se rapprocher d'*Al Qaïda*.

Les porte-parole

Les Talibans ont eu de nombreux porte-parole. Beaucoup d'entre eux étaient autoproclamés, de sorte qu'il est difficile de vérifier leurs liens avec le mouvement et leur crédibilité. D'autres s'exprimaient anonymement. Avant la chute du régime des Talibans, la situation était plus claire. Des personnes comme le mollah Sayed Ghiasuddin Agha, ministre délégué à l'Information de 1994 à 1997, ou le mollah Ahmadullah Muti, chargé de la communication à la *shura* de Kaboul en 2000, occupaient le devant de la scène. Le mollah Omar s'exprimait également dans les médias, par communiqués de presse, pour annoncer par exemple l'imminence d'une offensive. Au départ, le mollah Omar disposait de son porte-parole officiel, un homme de confiance, le mollah Wakil Ahmad. Ce dernier a commencé à travailler pour le mollah Omar comme chauffeur, goûteur, assistant et interprète. Satisfait du travail de Wakil, Omar le promut à des tâches plus importantes. Le mollah Wakil fut ainsi chargé de rencontrer les diplomates et les représentants des agences de développement en visite dans le pays puis de gérer les contacts avec la presse étrangère²⁰⁴.

Après la chute du régime taliban, l'unité média du mouvement a été confiée à Sa'ada Qudratu'llah Jamal, ancien ministre des médias et de la culture. En 2004, le cheikh Ustaz Muhammad Yasir lui a succédé. Depuis lors, d'autres Talibans sont apparus régulièrement dans les médias, notamment Abdul Latif Hakimi ancien chef du département de l'information et de la culture de la ville

²⁰³ "Taliban communications, old and new".

²⁰⁴ Rashid, *Taliban*, p. 25.

de Herat à l'époque où les Talibans étaient au pouvoir. Il a été capturé le 4 octobre 2005 par des commandos pakistanais dans la province du Balouchistan. Parmi les autres porte-parole, on citera Mohammad Mokhtar Mojahed, Qari Mohammad Yousef et Mohammed Hanif.

Certains chefs militaires talibans entretiennent des relations directes avec les médias. En août et en décembre 2005, par exemple, la journaliste Lisa Myers de *NBC* a interviewé le « commandant Ismaïl »²⁰⁵. Les différentes vidéos illustrant le reportage montrent des entraînements des Talibans et des forces américaines opérant dans la région. Ismaïl prétend avoir attiré les Américains dans une embuscade en juin 2005. Ses hommes auraient réussi à abattre un hélicoptère *Chinook* à l'aide de RPG, tuant 16 soldats américains. *NBC* a présenté une vidéo des Talibans dans laquelle étaient exhibés des armes et des équipements américains. Le fait de s'exposer dans les médias n'est pas sans risque pour les Talibans. Mohammed Hanif a par exemple déclaré dans une interview en 2006 que « la nation afghane ne peut accepter une démocratie mise en place à l'ombre des B52 et des élections tenues sous la menace de F16 »²⁰⁶. Il réalisait la plupart de ses entretiens par téléphone portable et a fini par être repéré et arrêté.

Les pertes civiles

Le principal thème mis en avant par les Talibans dans leur stratégie de communication est celui des pertes civiles causées par l'OTAN. Les responsables politiques et militaires occidentaux insistent souvent sur l'inexactitude des informations transmises par les Talibans à ce sujet. Un porte-parole de la *Combined Joint Task Force 82*, affirme par exemple que « les insurgés continuent à diffuser de fausses nouvelles au sujet de prétendues pertes civiles »²⁰⁷.

Les porte-parole des Talibans réagissent beaucoup plus rapidement que ceux de la coalition internationale. Il ne faut parfois pas plus de quelques minutes après un bombardement de l'OTAN pour que les responsables de la communication des Talibans appellent les journalistes internationaux basés à Kaboul et annoncent des morts et des blessés parmi la population. Le colonel Edward Reeder qui a commandé pendant huit mois le *7th Special Forces Group* admet que la coalition dispose généralement de moins de 90 minutes après le

²⁰⁵ Myers Lisa, "An interview with a Taliban commander", NBC, 27 Décembre 2005, <http://www.msnbc.msn.com/id/10619502/>.

²⁰⁶ BBC News, "Tories criticise BBC over Taleban," 26 octobre 2006.

²⁰⁷ <http://www.defenselink.mil/news/newsarticle.aspx?id=47196>.

déclenchement d'une opération avant que les Talibans ne contactent la presse étrangère. Les forces américaines ont peu à peu compris la nécessité de communiquer en premier et se sont mises à filmer les frappes aériennes pour prouver que toutes les précautions étaient prises pour ne pas engendrer de « dommages collatéraux ». Malgré ces dispositions, les communiqués de presse des Talibans continuent à « sortir » plus vite que ceux de la coalition. Les porte-parole de l'OTAN doivent vérifier les faits et obtenir des autorisations avant de diffuser une information, ce qui prend du temps.

Elias Wahdat, un journaliste travaillant occasionnellement pour *Reuters* et la BBC dans la province de Khost, est bien connu des Talibans. A chaque fois que les Américains lancent une opération de soutien aérien rapproché, un porte-parole des Talibans lui envoie un SMS. Les Talibans donnent alors leur version des faits, énumèrent les dégâts et donnent une estimation du nombre de victimes civiles. Le fait que l'OTAN commette sporadiquement des erreurs et touche effectivement des civils vient accréditer les affirmations des Talibans. Le Lieutenant-colonel David Accetta, ancien officier de presse de la 82nd Airborne Division et porte-parole des forces américaines en Afghanistan, constate que les Talibans « ne sont pas obligés de dire la vérité et ont plus tendance à faire de la propagande qu'à donner des informations précises et vérifiables »²⁰⁸.

Les pertes civiles – supposées ou réelles – ne mettent pas uniquement l'OTAN en difficulté. Elles touchent aussi le gouvernement afghan qui doit constamment se justifier et lutter pour que son action soit perçue comme légitime. Un rapport interne à l'armée américaine et intitulé *Taliban Strategy: Capitalize on Perceived Civilian Casualties* soutient que le président Karzaï s'est retrouvé en position inconfortable suite à des rumeurs concernant des bavures à répétition. Il a été contraint de faire pression sur le commandant de l'ISAF, le général Dan Mc Neill, pour demander « des pauses opérationnelles ou des restrictions des zones d'opérations ». Et d'ajouter : « ces pauses opérationnelles, engendrées par la pression de la population locale, par les déclarations des responsables provinciaux ou par l'administration de Kaboul, ont permis aux Talibans de se retirer alors qu'ils se trouvaient en danger face aux forces spéciales américaines »²⁰⁹.

²⁰⁸ Kevin Maurer, "Taliban Show Media Savvy", *The Fayetteville Observer*, 12 January 2008

²⁰⁹ Cité dans Sean Naylor, "Insurgents in Afghanistan have mastered media manipulation", *Armed Forces Journal*, 2008.

Le bombardement de Baghni

Un exemple permet d'illustrer la stratégie de dénonciation des pertes civiles, celui du bombardement de Baghni, le 2 août 2007. Deux versions des faits s'opposent. Selon un rapport non publié du CJSOTF-A, des unités de renseignement avaient fait remonter une information selon laquelle un rassemblement de Talibans devait avoir lieu dans la vallée de Baghni, située dans la province du Helmand. Un chef taliban, le mollah Ikhlās Ahkundzada était à l'origine de ce rassemblement, censé réunir près de 200 combattants pour assister au procès de trois espions présumés. Les forces spéciales américaines, avec l'accord de l'OTAN, ont fait appel à un bombardier B-1 pour larguer six munitions « intelligentes », des GBU-31 sur le lieu supposé de la réunion. La mort de 154 combattants talibans dont « 6 commandants opérationnels et 29 commandants tactiques » fut annoncée²¹⁰.

Le lendemain du bombardement, l'agence de presse *Pajhwok Afghan News* citait des habitants de la zone, selon lesquels « près de 200 civils » auraient été tués au cours de l'opération. D'après cette agence, « de nombreux civils » participaient à un rassemblement anodin près d'un mausolée « quand un avion de la coalition s'est mis à les bombarder ». *Pajhwok* reprenait également la version de la coalition, affirmant que « les renseignements recueillis avaient permis de localiser des chefs talibans et de les suivre dans les environs du village de Qala-i-Chah »²¹¹. La dépêche de *Pajhwok* a été reprise par plusieurs agences comme AP, l'AFP ou *Xinhua* et par de nombreux journaux. D'autres témoignages suivirent. Plusieurs témoins rapportèrent que des militants talibans venaient d'exécuter deux personnes accusées d'espionnage quand les bombes frappèrent la foule réunie pour assister aux exécutions. Enayatullah Ghafari, responsable des programmes de santé dans la province du Helmand, a affirmé que la plus jeune des victimes avait huit ans et la plus âgée cinquante. « Les autres avaient entre 22 et 40 ans »²¹². Le 5 août, Al Jazira a diffusé un reportage de 3 minutes sur le bombardement, avançant un bilan de 350 morts et 200 blessés. D'après *Al Jazira*, les munitions auraient touché « une mosquée, un marché » et des « femmes et des enfants en train de pique-niquer »²¹³.

Le ministre de la Défense afghan essaya de contrer les communiqués annonçant la mort de civils. Il publia une déclaration évoquant l'élimination

²¹⁰ Ibid.

²¹¹ "200 Civilian Casualties Feared in Coalition Air Raid", *Pajhwok Afghan News*, 3 août 2007.

²¹² "Airstrikes target Taliban commanders in southern Afghanistan, casualties reported," AP, 3 août 2007.

²¹³ Naylor, "Insurgents in Afghanistan have mastered media manipulation".

« d'un certain nombre de chefs talibans et de nombreux combattants » lors d'une frappe aérienne de la coalition. Le porte-parole du ministère, le général Zaher Azimi est même allé jusqu'à donner les noms de responsables talibans tués dans l'attaque : le mollah Dadullah Mansur, le mollah Bolbol, le mollah Rahim et son frère le mollah Najib. Un porte-parole de l'OTAN déclara que le tir avait été entrepris après s'être assuré qu'aucun « afghan innocent » ne se trouvait à proximité²¹⁴. Quant au commandant Chris Belcher, de l'armée américaine, il déclara au *New York Times* que « cette opération démontre qu'il n'y a plus de sanctuaire pour les insurgés ». Et d'ajouter que « cela prendrait un peu de temps pour savoir si les deux principaux chefs visés ont bel et bien été tués »²¹⁵.

Un rapport rédigé ultérieurement par l'armée américaine décrit la manière dont les Talibans ont essayé de faire primer leur version des faits : « Le mollah Ikhlas a coordonné l'arrivée de journalistes dans cette vallée reculée [...] et s'est assuré qu'ils filmaient bien ce que les Talibans voulaient »²¹⁶. Les forces spéciales américaines ont réalisé que le mollah Ikhlas avait survécu au bombardement et « qu'il avait donné des consignes dès le lendemain afin de manipuler les médias ». Le chef taliban aurait demandé à ses hommes de trouver un groupe de 50 à 100 autochtones et de leur ordonner de dire aux médias que les bombes s'étaient abattues sur une aire de pique-nique où mangeaient des civils. Le rapport américain décrit le bombardement de Baghni comme « la meilleure manipulation des médias internationaux » et précise que des « "locaux" [ont été utilisés] pour répéter purement et simplement le script défini par les Talibans ».

Un partenariat productif avec Al Qaïda

Les opérations médiatiques des Talibans ont considérablement progressé depuis quelques années, tirant les enseignements de la communication d'*Al Qaïda*. Lutfullah Mashal, membre du conseil national de sécurité à Kaboul en charge de la communication stratégique affirme que « les Talibans ont beaucoup changé au cours des derniers temps, bénéficiant de l'aide – à la fois dans le domaine du combat et dans celui des médias – de jihadistes arabes au Pakistan appartenant à *Al Qaïda* ». Abdul Salam Zaeef, ancien ambassadeur des Talibans au Pakistan, abonde dans ce sens : « quand les

²¹⁴ "Airstrikes target Taliban commanders in southern Afghanistan, casualties reported," AP, 3 août 2007.

²¹⁵ Abdul Waheed Wafa et Taimoor Shah, "U.S. Airstrike on 2 Taliban Commanders in South Wounds at Least 18 Civilians, Afghans Say", *The New York Times*, 4 août 2007, A6.

²¹⁶ Naylor, "Insurgents in Afghanistan have mastered media manipulation".

Talibans étaient au pouvoir, ils n'accordaient pas beaucoup d'importance à cette chose si essentielle qu'est la communication. C'est *Al Qaïda* qui leur a appris à utiliser les médias ». Zaeef, qui a passé quatre ans à Guantanamo, estime qu'il existe pourtant une différence stratégique majeure entre les Talibans et *Al Qaïda* : alors que les premiers ont des ambitions purement locales voire régionales, l'organisation d'Oussama Ben Laden a quant à elle des visées mondiales. Toutefois, suite à l'opération *Enduring Freedom*, les deux entités se sont retrouvées à combattre les mêmes ennemis : les Etats-Unis et leurs alliés. Le mollah Dadullah, chef militaire taliban jusqu'à sa mort en mai 2007, insistait sur la parfaite symbiose entre les opérations d'*Al Qaïda* et celles des Talibans en Afghanistan. Quant à Waheed Mujda, écrivain afghan et ancien vice-ministre dans le gouvernement des Talibans, il souligne que « les Talibans font maintenant intégralement partie du jihad international » et précise : « la guerre que mènent les Talibans s'est maintenant déplacée en dehors des frontières de l'Afghanistan et se mêle désormais à la lutte globale »²¹⁷.

Les Talibans semblent effectivement avoir profité de l'expertise d'*Al Qaïda* en matière de relations publiques. Alors que dans les années 1990, les partisans de mollah Omar interdisaient les vidéos, ils s'en servent désormais couramment. Le rapprochement – dans les méthodes mais aussi sur le fond – avec *Al Qaïda* pourrait toutefois se retourner contre les Talibans. Au lendemain des attentats du 11 septembre, le régime en place à Kaboul a été renversé par la coalition internationale car il soutenait *Al Qaïda*. La cible essentielle n'était toutefois pas les Talibans mais bien l'organisation d'Oussama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri. En 2002, le ministre afghan de la Défense, Abdullah Abdullah s'est rendu à Washington. Il a demandé au gouvernement américain de faire pression sur le président Musharraf qu'il accusait de soutenir les Talibans. Abdullah Abdullah n'a pas obtenu gain de cause et a conclu : « la CIA voulait des arabes, pas des Afghans »²¹⁸. Avec l'augmentation des attaques contre la coalition internationale depuis 2005, les Talibans sont devenus eux-mêmes une cible privilégiée. L'issue de la bataille – tant militaire que pour « gagner les cœurs et les esprits » des Afghans – reste encore très incertaine.

²¹⁷ Smucker, "Taliban learns tactics, PR from al Qaeda".

²¹⁸ Rashid, *Descent into Chaos*, p. 241.

CHAPITRE III

CONVAINCRE POUR VAINCRE : LE HEZBOLLAH, CHAMPION DE LA COMMUNICATION

Depuis la création du *Hezbollah*, au début des années 1980, la communication du groupe a beaucoup évolué, tant sur le fond que sur la forme. Aujourd'hui, le *parti de Dieu* a atteint un degré de perfectionnement surprenant pour un mouvement qui, il y a une vingtaine d'années, n'expérimentait guère d'autres formes de communication que le bruit des armes. Pour bien saisir l'ampleur de ces évolutions, le rappel de quelques éléments-clés de l'histoire du *Hezbollah* s'impose avant d'étudier plus précisément ses supports de communication et le contenu de la rhétorique de son secrétaire général, Hassan Nasrallah.

Une très brève histoire du parti de Dieu

Il ne s'agit pas ici de développer de manière exhaustive l'histoire du *Hezbollah* mais de mettre l'accent sur ses évolutions stratégiques essentielles et sur certains épisodes significatifs. Pour appréhender la stratégie de communication d'un groupe, encore faut-il d'abord en comprendre la stratégie globale.

Le Hezbollah avant 1985

La date de création du *Hezbollah* n'est pas claire. Le mouvement est né au début des années 1980, dans la violence et la confusion. Il commet alors des actions spectaculaires – attentats et *kidnappings*, en particulier – qui ne sont soit pas revendiquées du tout soit uniquement par des groupuscules difficiles à identifier. Si des attentats ont été revendiqués par le *Hezbollah*, ils l'ont été bien après les faits, comme celui d'Ahmed Qassir, mort dans une opération suicide menée contre l'armée israélienne à Tyr le 11 novembre 1982 et revendiqué seulement en 1985²¹⁹. D'autres attentats attribués au *Hezbollah*, à l'instar de la

²¹⁹ Voir l'extrait de l'entretien avec Mohammad Raad reproduit dans Walid Charara, and Frédéric Domont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Paris: Fayard, 2004, pp. 99-101.

double attaque kamikaze ayant frappé les armées américaine et française en 1983 à Beyrouth, n'ont jamais été endossés par le *parti de Dieu*. Les hauts responsables du *Hezbollah* n'ont, au contraire, cessé de clamer leur innocence dans cette action²²⁰.

Deux points sont néanmoins clairs : le *Hezbollah* a pris son essor suite à l'opération « paix en Galilée » lancée par les Israéliens en 1982 et il trouve ses racines profondes dans les mobilisations politiques des chiïtes du Liban dans les années 1960-1970. Avant cette date-là, les chiïtes vivant au pays du Cèdre n'étaient pas véritablement organisés politiquement. Ils se situaient alors parmi les populations les plus pauvres du Liban et votaient en majorité pour des partis d'extrême gauche comme le parti communiste libanais ou le parti national social syrien²²¹. En 1974, le dignitaire religieux d'origine iranienne Moussa al-Sadr fonde le « mouvement des déshérités »²²² – *Harakat al-Mahrumim* – puis, en 1975, les « Brigades de la résistance libanaise » – *Afwaj al-Muqawamah al-Lubnaniya* – plus connues sous l'acronyme *Amal*, signifiant également « espoir » en arabe²²³.

En février 1974, Moussa al-Sadr prononce un discours qui illustre le processus de radicalisation en cours : « Notre nom est “ceux du refus” (*rafézun*), ceux de la vengeance, ceux qui se révoltent contre toute tyrannie... même si cela doit nous coûter du sang et la vie... Nous ne voulons plus de sentiments, mais de l'action. Nous sommes fatigués des mots, des états d'âme, des discours... J'ai fait plus de discours que quiconque. Et je suis celui qui a le plus appelé au calme. A partir d'aujourd'hui je ne me tairai plus. Si vous restez inertes, moi non... »²²⁴.

Dans les années 1970, plusieurs futurs cadres du *Hezbollah* font leurs classes au sein du « mouvement des déshérités », notamment le cheikh Naïm

²²⁰ Victoria Fontan, "Le discours d'Al-Manar, vecteur de "glasnost" du Hezbollah", *Questions de communication*, 2005, 8, 51-66, p. 55.

²²¹ Judith Palmer Harik, *Hezbollah: The Changing Face of Terrorism*, New York: I.B. Tauris, 2004, p. 43.

²²² Voir la thèse de doctorat de Joseph Elie Alagha, *The Shifts in Hizbullah's Ideology*, Amsterdam University Press, 2006, p. 29. La thèse complète est consultable à l'adresse suivante : https://www.openaccess.leidenuniv.nl/dspace/bitstream/1887/10063/1/Dissertation_Alagha.pdf.

²²³ Sami G. Hajjar, *Hizballah : Terrorism, National Liberation or Menace ?*, Strategic Studies Institute (SSI), 2002, p. 5. Sur *Amal*, voir Augustus Richard Norton, *Amal and the Shi'a : Struggle for the Soul of Lebanon*, Austin, University of Texas Press, 1987.

²²⁴ Yann Richard, *L'islam chi'ite*, Paris: Fayard, 1991, p. 162.

Qassem, Ibrahim Al Amine Al Sayyed, Hussein Moussaoui²²⁵ et Hassan Nasrallah²²⁶. En août 1978, le fondateur du « mouvement des déshérités » et d'*Amal*, Moussa al-Sadr, disparaît mystérieusement lors d'un voyage en Libye²²⁷. Il est remplacé à la tête du mouvement par Nabih Berri.

En 1982, Hassan Nasrallah est membre du bureau politique de l'organisation et responsable pour la vallée de la Bekaa. C'est alors qu'*Amal*, sous l'impulsion de Nabih Berri et du courant séculier, réalise un virage stratégique en décidant d'entrer dans un gouvernement d'union nationale et de mettre entre parenthèses les opérations de « résistance » contre l'occupant israélien. Cette décision accroît les dissensions au sein d'*Amal*, déjà passablement divisé entre une mouvance séculière et une mouvance plus religieuse menée par Hussein Moussaoui²²⁸. Une scission finit par se produire, donnant naissance au *Hezbollah*.

La lettre ouverte de février 1985

Pour qu'une organisation apparaisse au grand jour, un acte de communication est nécessaire. Jusqu'en 1985, le *Hezbollah* existait mais n'apparaissait pas au grand jour. Ainsi, si la date de création du *parti de Dieu* demeure floue, celle de son premier acte majeur de communication est en revanche bien connue. Il s'agit du 16 février 1985.

Ce jour-là, une « lettre ouverte du *Hezbollah* aux déshérités au Liban et dans le monde » est lue lors de la cérémonie organisée à l'occasion du premier anniversaire de la mort du cheikh Râghib Harb²²⁹. Cette lettre ouverte – un document d'une vingtaine de pages – est également envoyée au journal libanais *As Safir* et assure au *Hezbollah* une notoriété internationale. En 1986, elle est traduite en français dans les *Cahiers de l'Orient*²³⁰. En 1987, Augustus Richard Norton la reproduit, en anglais, en annexes de son ouvrage dédié à *Amal* et aux

²²⁵ Charara, and Domont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, pp. 85-88.

²²⁶ Nicholas Blanford in Nicholas Noe (ed.) *Voice of Hezbollah: The statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, London: Verso, 2007, p. 2.

²²⁷ Norton, *Hezbollah: A Short History*, p. 21.

²²⁸ Nicholas Blanford in Noe (ed.) *Voice of Hezbollah: The statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, p. 5.

²²⁹ Kinda Chaib, « Le Hezbollah libanais à travers ses images : la représentation du martyr », in Sabrina Mervin (dir.), *Les mondes chiïtes et l'Iran*, Paris, Karthala, 2007, p. 114.

²³⁰ *Les Cahiers de l'Orient*, n°2, 1986, pp. 237-261.

chiïtes du Liban²³¹. En 1988, elle est partiellement publiée dans *The Jerusalem Quarterly*²³².

Dès les premières lignes de cette lettre est mentionné le nom de l'ayatollah Khomeïni. Le mot « Iran » n'est pas prononcé. En revanche, il est indirectement fait référence au principe de *Wilayat al Faqih*²³³. Le *Hezbollah* se place ainsi sous l'autorité du « juriste théologien » – *wali al-faqih* – Ruhollah Khomeïni, considéré non seulement comme l'autorité religieuse suprême du clergé chiïte mais également comme le décideur politique ultime²³⁴. Ceci étant, le *parti de Dieu* se présente aussi comme une organisation de libération du Liban, présentant comme un de ses objectifs majeurs « le départ définitif de l'Amérique, de la France et de leurs alliés du Liban, et la fin de l'influence de toute puissance impérialiste dans le pays ». Le *Hezbollah* semble donc tiraillé, dès le départ, entre ses aspirations transnationales et son ancrage national. Une indécision apparente, parmi d'autres, qui fera dire à une des spécialistes les plus en vue de la scène politique libanaise, Judith Palmer Harik, que la lettre ouverte de février 1985 cultive l'« ambiguïté idéologique »²³⁵ du *Hezbollah*.

S'il y a bien un point sur lequel la lettre ouverte n'est pas ambiguë, c'est Israël. L'Etat hébreu est en effet présenté comme l'ennemi n°1. Tandis que les Etats-Unis et la France sont décrits comme des ennemis à expulser du Liban, Israël doit, en plus, être purement et simplement détruit. La libération de Jérusalem est ainsi clairement annoncée comme un des objectifs essentiels du mouvement. Les alliés locaux d'Israël au Liban, les phalangistes, sont naturellement présentés comme un autre ennemi du *Hezbollah* qui s'empresse toutefois de préciser que l'opposition aux phalangistes n'est pas synonyme d'opposition aux chrétiens.

Une partie entière de la lettre ouverte – certains ne manquent pas d'y voir l'inspiration de Sayyed Muhammad Hussein Fadlallah – est ainsi consacrée

²³¹ Richard Norton, *Amal and the Shi'a : Struggle for the Soul of Lebanon*, Austin, University of Texas Press, 1987., Appendix B, pp. 167-187.

²³² *The Jerusalem Quarterly*, n° 48, automne 1988. Voir www.standwithus.com/pdfs/flyers/hezbollah_program.pdf.

²³³ Sur le concept de *Wilayat al Faqih*, voir Amal Saad-Ghorayeb, *Hizbu'llah : politics and religion*, London, Pluto Press, 2002, pp. 59-68. Sur les désaccords qui peuvent exister au sujet de ce concept, voir Hazem Saghyya, « Histoire du Hezbollah libanais (4^{ème} partie) : Discorde et désintégration d'une structure (prétendument) unie » [Fosoul min Qissat Hizb Allah al Loubnâni (4) : Al Nizâ' wa al Tafattot Dâkhil Bonya Taqoum 'alâ al Wehda aou Tasif Nafsahâ Kadhâlik], *Al Hayat*, 7 janvier 2005.

²³⁴ Norton, *Hezbollah: A Short History*, p. 100.

²³⁵ Palmer Harik, *Hezbollah: The Changing Face of Terrorism*, p. 66.

aux maronites. Après avoir rappelé leur préférence pour un système régi par l'islam, les auteurs de la lettre affirment toutefois qu'ils ne souhaitent pas imposer leur religion par la force et que le peuple doit pouvoir décider librement du système politique à mettre en place. Ils se disent prêts à respecter les chrétiens à condition que ceux-ci cessent d'attaquer les musulmans.

A propos des musulmans, la lettre résonne comme un appel à l'unité. Les tentatives de divisions des chiïtes et des sunnites sont dénoncées comme un stratagème des puissances « impérialistes » visant à diviser pour mieux régner. Le terme « impérialisme » revient d'ailleurs à plusieurs reprises dans ce texte qui ressemble parfois à un véritable pamphlet tiers-mondiste, notamment lorsqu'il dénonce les jeux d'intérêts entre les deux superpuissances de l'époque : les Etats-Unis et l'Union soviétique – jeux d'intérêts qui se font au détriment des « déshérités au Liban et dans le monde ».

Le fait que la lettre ouverte marque véritablement l'entrée du *Hezbollah* dans l'ère de la communication est confirmé par Naïm Qassem, le n°2 du *parti de Dieu*, qui écrivait dans un livre publié en anglais en 2005 que ce n'est qu'à partir de 1985 que l'organisation s'est dotée d'un porte-parole²³⁶.

Venir en aide aux « déshérités » : les institutions sociales du Hezbollah

Parmi les « déshérités » dont le *Hezbollah* s'évertue à prendre la défense dans la lettre ouverte figurent en première ligne les chiïtes du Liban. Pour améliorer les conditions de vie de ces « déshérités », le *parti de Dieu* a développé au fil des années un vaste réseau d'institutions sociales bénéficiant essentiellement, mais pas uniquement, aux populations chiïtes. Ce réseau d'institutions peut bien sûr être vu d'un point de vue purement instrumental : tout mouvement de guérilla qui souhaite perdurer doit obtenir le soutien de la population et fournir des services à cette population peut être un moyen d'obtenir son soutien. Force est néanmoins de constater que les institutions du *Hezbollah* permettent effectivement d'améliorer les conditions de vie de certaines populations des quartiers sud de Beyrouth, du sud du Liban et de la vallée de la Bekaa, compensant partiellement les défaillances de l'Etat libanais. Ce dernier reconnaît d'ailleurs le rôle social joué par les organismes sociaux du *Hezbollah*. L'organisation caritative *al-Imdad*, créée par le *parti de Dieu* en 1987

²³⁶ Naim Qassem, *Hezbollah: The Story from Within*, London, Saqi Books, 2005, p. 62.

s'est par exemple vue reconnaître le statut d'association d'intérêt général en 1994²³⁷.

Les institutions sociales du *Hezbollah* sont nées dans le contexte de la guerre civile libanaise et reflètent la participation active du mouvement aux opérations armées. Ainsi, en 1982 sont créées *al-Shabid* (le martyr) et *al-Jarib* (le blessé). La première apporte un soutien financier et matériel aux familles des combattants morts dans une action de guérilla ou aux proches des personnes tuées dans des bombardements. La seconde prend en charge une partie des soins nécessaires au traitement des blessés et favorise également leur réinsertion²³⁸. Au milieu des années 1980²³⁹ est fondée l'association *Jihad al-Binaa* (effort de reconstruction), dont la mission consiste à fournir une aide pour reconstruire les habitations endommagées. Cette association s'inspire de l'organisation iranienne du même nom mais il n'existerait pas de lien organique entre les deux²⁴⁰. En plus d'aider les particuliers à reconstruire leurs maisons, *Jihad al-Binah* répare et entretient également les infrastructures publiques, à l'instar des égouts²⁴¹. En 1990, pour faire face aux coupures d'eau et d'électricité récurrentes dans la banlieue sud de Beyrouth, l'association installe des générateurs et des réservoirs d'eau alimentés plusieurs fois par jour par des camions-citernes²⁴².

Parmi les autres activités sociales du *Hezbollah* figurent l'ouverture de coopératives agricoles dans la vallée de la Bekaa, l'octroi de crédits à des paysans, la gestion d'infirmes²⁴³ ou encore l'entretien d'un réseau d'écoles. Naim Qassem parle à cet égard de « mobilisation éducative »²⁴⁴. Les douze

²³⁷ Ce statut a été reconnu par le décret présidentiel n°5829. Cf. Jean-Loup Samaan, *Les métamorphoses du Hezbollah*, Paris, Karthala, 2007, p. 128.

²³⁸ Charara, and Domont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, p. 164.

²³⁹ La date exacte varie selon les sources : 1985 d'après Ibid., p. 163 ; 1988 d'après Judith Palmer Harik in H.E. Chehabi (dir.), *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 Years*. New York: I. B. Tauris, 2006, p. 273. Sur l'association Jihad al Bina, voir aussi Naim Qassem, *Hizbullah: The Story from Within*, London, Saqi Books, 2005, pp. 83-84.

²⁴⁰ Judith Palmer Harik in H.E. Chehabi (dir.), *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 Years*. New York: I. B. Tauris, 2006, p. 273.

²⁴¹ Dans le même ordre d'idée, le *Hezbollah* continue de prendre une partie du service d'enlèvement des déchets de la banlieue sud de Beyrouth. Cf. Palmer Harik, *Hezbollah: The Changing Face of Terrorism*, p. 83.

²⁴² Judith Palmer Harik in H.E. Chehabi (dir.), *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 Years*. New York: I. B. Tauris, 2006, p. 273 et Giles Trendle, "Hizballah: Pragmatism and Popular Standing", in Rosemary Hollis and Nadim Shehadi (eds.), *Lebanon on Hold. Implications for Middle East Peace*, London, Royal Institute for International Affairs, 1996, p. 65.

²⁴³ Naim Qassem, *Hizbullah: The Story from Within*, London, Saqi Books, 2005, p. 84.

²⁴⁴ Ibid.

écoles *al-Mahdi* de ce réseau accueilleraient près de cinq mille enfants²⁴⁵. Un système de bourses est mis en place pour les élèves nécessiteux et un accent particulier est mis dans l'enseignement dispensé, sur l'histoire du chiisme mais aussi sur l'apprentissage de l'arabe et de l'anglais²⁴⁶. En plus des écoles *al-Mahdi*, le *Hezbollah* gère également des écoles religieuses (*hawzas*) où, d'après l'universitaire Rula Jurdi Abisaab, le « cursus reflète l'idéologie du parti »²⁴⁷.

Le *Hezbollah* communique sur ses réalisations sociales et notamment sur la rapidité d'action de ses organisations caritatives suite aux bombardements israéliens. Des reportages sont régulièrement diffusés à ce sujet sur *Al Manar*. La couverture médiatique de l'action menée après la guerre de l'été 2006 consistant à donner dix mille dollars à chaque foyer dont la maison avait été endommagée a été largement médiatisée²⁴⁸. En 1996, déjà, après l'opération israélienne « Raisins de la colère », *Jihad al-Binaa* avait diffusé des communiqués mettant en avant l'efficacité de ses travaux de réhabilitation²⁴⁹.

Si le travail social du *Hezbollah* a été une constante de l'organisation depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui, dans d'autres domaines, le *parti de Dieu* a infléchi ses positions initiales. C'est le cas notamment de son rapport à l'Iran.

Le processus de « libanisation » du Hezbollah

L'ambassadeur d'Iran à Damas a déclaré un jour à Robert Fisk qu'il était directement impliqué dans la création du *Hezbollah*²⁵⁰. L'attachement initial du *parti de Dieu* à la république islamique d'Iran est illustré par le fait que lors des obsèques des combattants de la « résistance islamique » dans les années 1980 – du moins jusqu'aux accords de Taëf – les drapeaux iraniens sont largement présents, ce qui n'est pas le cas des drapeaux libanais²⁵¹. Aujourd'hui,

²⁴⁵ Charara, and Domont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, p. 164.

²⁴⁶ Voir le site Internet www.moqawama.org du *Hezbollah* et plus précisément la page www.moqawama.org/_amsera.php?filename=20050420144503.

²⁴⁷ Rula Jurdi Abisaab, «The Cleric as Organic Intellectual: Revolutionary Shi'ism in the Lebanese Hawzas», in H.E. Chehabi (dir.), *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 Years*. New York: I. B. Tauris, 2006, p. 248.

²⁴⁸ Cancela-Kieffer, 2007, D'après Christophe Ayad, les 10 000 dollars ont été versés via l'association *Jihad al-Binaa*. Christophe Ayad, « Sous les ruines, le Hezbollah », *Libération*, 4 octobre 2006.

²⁴⁹ Judith Palmer Harik in H.E. Chehabi (dir.), *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 Years*. New York: I. B. Tauris, 2006, p. 278.

²⁵⁰ Jean-Loup Samaan, *Les métamorphoses du Hezbollah*, Paris, Karthala, 2007, p. 156.

²⁵¹ Kinda Chaïb, « Le Hezbollah libanais à travers ses images : la représentation du martyr », in Sabrina Mervin (dir.), *Les mondes chiïtes et l'Iran*, Paris, Karthala, 2007, p. 113.

les étendards aux couleurs de l'Iran sont bien moins visibles dans les zones chiïtes, même si les représentations de Khomeïni et Khameneï demeurent omniprésentes. Sur l'entête du journal *al-'Abd*, lié au *Hezbollah*, figure d'ailleurs le portrait de Ruhollah Khomeïni. Hassan Nasrallah ne manque d'ailleurs pas de s'exprimer à l'occasion de l'anniversaire de la mort du guide spirituel de la révolution islamique de 1979²⁵². Il rappelle néanmoins qu'il considère davantage ce dernier comme une des figures les plus importantes du chiïsme que comme un dirigeant iranien en tant que tel²⁵³.

Aujourd'hui, lors des grands rassemblements du *Hezbollah*, les drapeaux libanais côtoient les bannières jaunes du parti. Ce dernier édite même des tracts aux couleurs du Liban avec des slogans tels que : « La patrie tout entière est résistance »²⁵⁴. La « libanisation »²⁵⁵ du *Hezbollah* a démarré après les accords de Taëf de 1989 et s'est confirmée en 1992 quand les responsables du mouvement ont décidé de participer aux élections législatives libanaises. Le programme électoral²⁵⁶ du parti pour ces élections annonce deux objectifs centraux : « libérer le Liban de l'occupation sioniste » et « abolir le confessionnalisme politique ». Le *Hezbollah* dit vouloir « créer une société de résistance » et mettre en place une « nationalité libanaise transcendant les confessions religieuses et le favoritisme politique ». Garantir la liberté religieuse figure également au programme du *Hezbollah*, ce qui annonce en quelque sorte la politique d'« ouverture » (*infitah*) aux autres confessions – en particulier aux chrétiens – menée par le parti dans les années 1990. L'expression « résistance islamique » omniprésente dans les années 1980 est de plus en plus remplacée par le terme « résistance » – sans épithète – à partir des années 1990. Pour battre un adversaire aussi puissant que l'armée israélienne, les guérilleros du *Hezbollah* ne souhaitent se priver d'aucun soutien, fut-il chrétien.

²⁵² Le 4 juin 2002, Hassan Nasrallah a par exemple prononcé un discours à l'ambassade d'Iran à Téhéran pour le 13^{ème} anniversaire de la mort de Khomeïni. Il a fait de même le 6 juin 2006 pour le 17^{ème} anniversaire, toujours à l'ambassade d'Iran. Cf. Ahmed Majed, *Al Khitâb 'Inda as-Sayyed Hassan Nasrallah : Dirâsa fî al Bonya al-Chaklîyya, al Madâmin, al Nidâm, al Marja'îyyât* [Le discours chez Sayyed Hassan Nasrallah : Etude de la structure formelle, des contenus, de l'organisation et des références], Collection Adabiyât al Nouhoud, The Sapiential Knowledge Institute for Religious and Philosophical Studies, Dar Shurouk, 1^{ère} édition, janvier 2007, Beyrouth.

²⁵³ Amal Saad-Ghorayeb, *Hiżbu'llah : politics and religion*, London, Pluto Press, 2002, pp. 71-72.

²⁵⁴ Jean-Loup Samaan, *Les métamorphoses du Hezbollah*, Paris, Karthala, 2007, p. 127.

²⁵⁵ H.E. Chehabi (dir.), *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 Years*. New York: I. B. Tauris, 2006, p. 294 et Amal Saad-Ghorayeb, *Hiżbu'llah : politics and religion*, London, Pluto Press, 2002, p. 82.

²⁵⁶ L'intégralité du programme électoral du Hezbollah est reproduit en annexes du livre de Naim Qassem, *Hiżbullab: The Story from Within*, London, Saqi Books, 2005.

L'insertion du *Hezbollah* dans le processus politique libanais s'est révélée payante pour le *parti de Dieu* qui réussit à faire élire un nombre conséquent de ses représentants à chaque élection depuis 1992. Ainsi, sur les 128 sièges du parlement, le *Hezbollah* obtient 8 sièges aux élections législatives de 1992, 7 en 1996, 12 en 2000 et 14 en 2005, année où, par ailleurs, le *parti de Dieu* fait son entrée au gouvernement.

Du retrait israélien de 2000 à la deuxième Intifada : paradoxe et conséquences

Le retrait des troupes israéliennes du sud du Liban en 2000 est un moment paradoxal pour le *parti de Dieu*. D'une part, il peut présenter ce retrait comme la conséquence de ses actions de « résistance »²⁵⁷. D'autre part, se pose la question de la raison d'être d'un mouvement une fois son objectif essentiel – l'expulsion des forces occupantes – rempli.

Selon le *Hezbollah*, le retrait israélien du sud du Liban ne met pas fin à sa fonction de « résistance ». Il considère en effet que le territoire libanais n'a pas entièrement été libéré, le secteur des fermes des Chebaa restant sous contrôle de l'armée israélienne. Dans un entretien publié dans une revue française de relations internationales²⁵⁸ quelques semaines après le retrait israélien, Hassan Nasrallah n'hésite pas à se poser en garant de l'« intérêt national » libanais. Le problème n'est pas uniquement, souligne le secrétaire général du *parti de Dieu*, la libération des territoires encore occupés mais aussi la défense du « peuple libanais » en cas d'éventuelles attaques israéliennes. A la question de savoir si cette mission ne devrait pas plutôt incomber à l'armée libanaise, Hassan Nasrallah répond que face à une armée aussi puissante que *Tsahal*, « la marge de manœuvre d'un mouvement de résistance – surtout lorsque c'est un mouvement populaire [...] – est infiniment supérieure à celle d'une armée régulière ».

Cet entretien montre le chemin parcouru en quinze ans par le *Hezbollah*, dans le discours du moins. La tonalité des propos du secrétaire général du parti est en effet bien différente de celle de la lettre ouverte de 1985. La Finul n'est plus considérée comme une force à combattre mais comme des troupes avec lesquelles il paraît possible, sous certaines conditions, de coopérer. En outre, il n'est plus question d'objectifs maximalistes comme la conquête de Jérusalem ou la destruction de l'« entité sioniste ». Il est difficile de savoir si le

²⁵⁷ Environ 600 Israéliens ont été tués et 4 000 blessés au sud Liban de 1985 à 2000. Cf. Pierre Razoux, *Tsahal*, Paris, Perrin, 2006, p. 592.

²⁵⁸ Hassan Nasrallah, « Hezbollah : y a-t-il une vie après le retrait d'Israël ? », *Politique Internationale*, n°88, été 2000.

ton plus conciliant de Hassan Nasrallah correspond à une baisse réelle des objectifs du mouvement, la réalité du rapport de force sur le terrain rendant les objectifs maximalistes illusoire, ou s'il s'agit simplement d'une posture rhétorique destinée à faire bonne figure auprès d'un lectorat occidental. D'une manière générale, certains observateurs notent que les responsables du *Hezbollah* savent parfaitement adapter leur discours en fonction de leur auditoire. Judith Palmer Harik, par exemple, considère quatre types d'auditoires : face à un public purement chiite, comme lors des manifestations organisées dans la banlieue sud de Beyrouth, le *jihad* est présenté comme une obligation religieuse ; devant un public libanais de confessions variées, la nécessité de « résister » est décrite en termes patriotiques ; devant un auditoire panarabe, la rhétorique utilisée met davantage l'accent sur les injustices de l'Occident face au monde arabe et fustige l'impérialisme américano-sioniste ; enfin, devant un public occidental, le discours insiste sur le droit à la résistance des peuples faisant l'objet d'une occupation illégale et met en avant le nombre de résolutions de l'ONU non respectées par Israël²⁵⁹.

En septembre 2000, soit quatre mois à peine après le retrait israélien du sud du Liban démarre la deuxième *Intifada*. Les responsables du *Hezbollah* considèrent alors qu'il est de leur devoir de venir en aide à leurs frères palestiniens. Cette aide peut se faire par différents moyens. Un premier moyen consiste à entretenir un deuxième front au nord d'Israël. C'est ainsi qu'en octobre 2000 des soldats israéliens tombent dans une embuscade tendue par des guérilleros du *Hezbollah* dans le secteur des fermes de Chebaa. De 2000 à la guerre de l'été 2006, dix-sept soldats israéliens sont ainsi tués par des combattants du *parti de Dieu* et vingt-et-un autres sont blessés²⁶⁰. Une deuxième manière d'aider les Palestiniens revient à fournir une assistance technique et matérielle aux combattants. D'après Augustus Richard Norton, l'aide fournie est davantage technique que matérielle, même si des éléments semblent indiquer que le *Hezbollah* est impliqué dans l'affaire du *Karine-A*, un cargo chargé d'armes intercepté par la marine israélienne au large de la bande de Gaza en janvier 2002²⁶¹. Enfin, un troisième moyen a trait aux médias, la chaîne de télévision du *Hezbollah*, *Al Manar* se voulant un soutien ouvert aux combattants palestiniens. Par exemple, en décembre 2001, quand les Israéliens bombardent les locaux de la télévision palestinienne, *Al Manar* remplace son logo à l'antenne, pendant deux jours, par celui de la télévision palestinienne en signe de solidarité.

²⁵⁹ Palmer Harik, *Hezbollah: The Changing Face of Terrorism*, pp. 70-72.

²⁶⁰ Norton, *Hezbollah: A Short History*, pp. 91-92.

²⁶¹ *Ibid.*, p. 93.

Cette rapide présentation du *Hezbollah* a permis de montrer que le mouvement a beaucoup évolué depuis sa création. Sa raison d'être, au début des années 1980, était l'opposition à Israël et cette fonction de « résistance » demeure centrale dans la définition du mouvement. Peu à peu, toutefois, l'organisation s'est complexifiée et le *Hezbollah* n'est plus uniquement un simple mouvement de guérilla. Le *parti de Dieu* est également devenu un acteur social central dans les zones à forte population chiite puis un parti politique en bonne et due forme avec ses programmes électoraux et ses élus. La communication du mouvement s'est aussi professionnalisée. De la lettre ouverte de 1985, premier acte majeur de communication du *Hezbollah* à la diffusion d'*Al Manar* par satellite, un chemin considérable a été parcouru.

La diversité des supports de communication du Hezbollah

La première chose qui frappe dans la communication du *parti de Dieu* est la diversité des supports utilisés. Le *Hezbollah* gère des journaux, des radios, une chaîne de télévision, des sites internet et a même développé un jeu vidéo vantant les exploits de ses combattants²⁶². Les outils de communication les plus modernes ne doivent pas faire oublier les supports moins technologiques de communication directe.

La communication directe du Hezbollah

La communication directe est définie ici comme une forme de communication susceptible d'atteindre un auditoire sans passer par l'intermédiaire d'une publication (journal, magazine, revue) ni d'un média analogique ou numérique. La communication directe est accessible à un public qui n'a effectué aucune démarche pro-active (acheter un journal, allumer la radio ou la télévision). Le produit de la communication directe fait en quelque sorte partie de l'environnement, à l'instar des portraits de combattants de l'IRA peints sur certaines maisons des quartiers catholiques de Belfast.

Un exemple de communication directe du *Hezbollah* est la distribution gratuite ou la vente de différents objets aux couleurs du parti – drapeaux, fanions, posters, autocollants, tee-shirts, briquets²⁶³, etc. Exposés sur des étals

²⁶² Des extraits de ce jeu peuvent être visionnés à l'adresse suivante : <http://www.specialforce2.org/support.htm>. Voir également l'article suivant: Riba Kebara, « Le *Hezbollah* dans le monde des jeux vidéo » [Hizb Allah fi 'Àlam Al'Àb al Fidiou], *Middle East Online*, 3 septembre 2007.

²⁶³ Adrien Jaulmes, « Au Liban, le Hezbollah accentue sa propagande », *Le Figaro*, 23 août 2006.

de marchands ou accrochés aux fenêtres des appartements, ces objets contribuent à rendre le parti plus visible au quotidien. Une journaliste qui a eu l'opportunité de visiter la prison de Khiam – un lieu symbolique de l'occupation israélienne, transformé en lieu de mémoire après le retrait de 2000, où furent emprisonnées des figures marquantes de la guérilla comme Souha Bechara – raconte que dans la cour de la prison se trouvait une échoppe dans laquelle les visiteurs pouvaient acheter des casquettes de *base-ball* jaunes portant le sigle du *parti de Dieu*²⁶⁴.

De manière plus significative, l'iconographie du *Hezbollah* est omniprésente dans les paysages urbains et ruraux du Liban, dans les zones chiïtes essentiellement. L'organisation dispose d'un « bureau de conception artistique » divisé en trois branches régionales : une à Beyrouth, une dans la vallée de la Bekaa et une dans le sud du Liban²⁶⁵. Ce bureau est chargé de concevoir – avec l'accord des instances politiques du mouvement – et de réaliser les peintures et montages photographiques exposés au quotidien et ceux fabriqués pour des événements spécifiques (*Achoura*, *Yom Al Qods*, jour du martyr, etc.). Au lendemain du retrait israélien du sud du Liban, par exemple, des panneaux avaient été spécialement conçus pour célébrer l'événement. Certains d'entre eux portaient la mention « 1742 », en référence au nombre de « martyrs » du *Hezbollah*, l'idée sous-jacente étant que les Israéliens n'étaient pas parti de leur plein gré mais avaient été contraints de quitter le pays en raison de l'action de ces « martyrs »²⁶⁶.

Le thème du « martyr » est, d'une manière générale, prépondérant dans l'iconographie du *parti de Dieu*. Le seul membre du *Hezbollah* à être représenté de son vivant est son secrétaire général, en l'occurrence Hassan Nasrallah²⁶⁷. Les autres portraits de membres du parti sont ceux de « martyrs », à l'instar de l'ancien secrétaire général Abbas Moussaoui, tué lors d'une opération israélienne en février 1992, ou de simples combattants morts dans des actions de guérilla. Kinda Chaïb, auteur d'une étude sur « la représentation du martyr »²⁶⁸ a eu accès aux archives iconographiques de la fondation *al-chahid* du *Hezbollah*. Il ressort de cette étude que les motifs picturaux les plus représentés dans les images de martyrs sont la terre, les fleurs et le sang. La terre, présente dans 41% des images, « symbolise la nation au sens religieux de nation musulmane ou, plus laïque, de nation ou de patrie ». Cette affirmation est étayée

²⁶⁴ Helena Cobban, « Hizbullah's New Face », *Boston Review*, April-May 2005.

²⁶⁵ Kinda Chaïb in Sabrina Mervin (dir.), *Les mondes chiïtes et l'Iran*, Paris, Karthala, 2007, p. 115.

²⁶⁶ Charby, *Porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie*, p. 56.

²⁶⁷ Ibid., p. 57.

²⁶⁸ Kinda Chaïb, in Sabrina Mervin (dir.), *Les mondes chiïtes et l'Iran*, Paris, Karthala, 2007, pp. 113-131.

par les testaments des « martyrs » que Kinda Chaïb a également pu consulter. Penser que les combattants du *parti de Dieu* y font uniquement référence à l'*oumma* – la nation musulmane – serait une erreur. En réalité, le terme *watan* – la patrie – est mentionné dans chaque testament.

Dans l'iconographie des « martyrs », le sol est généralement craquelé, représentation allégorique d'une « terre asséchée qui n'attend que le sang du martyr pour la ressusciter ». Sur le sol craquelé poussent des fleurs, présentes dans 40% des images. Ces fleurs, bien souvent de couleur rouge, incarnent le « martyr ». Elles symbolisent les combattants morts au combat qui par leur « sacrifice nourri[ssent] la terre, la [font] revivre ». Le sang, présent dans 38% des images, est représenté soit de manière crue, coulant du corps du combattant, soit, plus fréquemment, de manière symbolique, ruisselant d'une fleur. Les paysages qui figurent en arrière-plan des portraits des « martyrs » reflètent leur attachement à leur pays puisque les colonnes de Baalbek et les cèdres du Liban sont parfois représentés. La mosquée *Al Aqsa* de Jérusalem est également reproduite dans plus de deux tiers des images, signe que la lutte dépasse le cadre strictement national.

Trois éléments permettent de relativiser la portée de la communication directe du *Hezbollah*. Tout d'abord, le *parti de Dieu* ne dispose pas, dans l'environnement urbain et rural du Liban, du monopole de l'iconographie, même dans les zones chiïtes où les drapeaux verts et les portraits de Moussa Sadr estampillés *Amal* sont également bien visibles. La communication directe n'est ensuite pas systématiquement comprise par la population. Certains passants interrogés à Nabatiyeh pensaient ainsi que la mosquée *Al Aqsa* représentée sur les panneaux du *Hezbollah* était en fait l'ancienne *busayniyya* de la ville ou la mosquée *Bir'Abed* à Beyrouth²⁶⁹. Enfin, la communication directe est forcément limitée géographiquement, d'où la nécessité pour une organisation qui souhaite atteindre un public plus large d'utiliser d'autres modes de communication, en particulier audio-visuels.

Le Hezbollah sur les ondes

Avant de lancer sa propre chaîne de télévision, le *Hezbollah* était déjà présent à la radio. Une première station du *parti de Dieu* – « la voix des déshérités » (*sawt al-mustad'afin*) – a commencé à émettre dans la vallée de la Bekaa en 1986 puis « la voix de la foi » (*sawt al-iman*) a vu le jour à Beyrouth un

²⁶⁹ Kinda Chaïb, in Sabrina Mervin (dir.), *Les mondes chiïtes et l'Iran*, Paris, Karthala, 2007, p. 121.

an plus tard²⁷⁰. La station *Al Nour* a quant à elle été créée en mai 1988. *Al Nour* est une radio professionnelle qui a aidé le *Hezbollah* à se faire connaître dans le monde arabe. Cette station de radio a été primée à plusieurs reprises, notamment au huitième festival de radio et de télévision du Caire, en 2002, où elle a obtenu neuf récompenses²⁷¹.

Le *Hezbollah* a rapidement compris que le pouvoir des images était supérieur à celui du son. Il a donc lancé, dès le mois de juin 1991 une chaîne de télévision, *Al Manar*, qui signifie le « phare ». Conçue comme « une arme politique, une arme sociale et une arme culturelle »²⁷², pour reprendre les termes employés par son ancien directeur Nayef Krayem, *Al Manar* se veut la « chaîne de la résistance ».

Al Manar a connu une expansion rapide. Elle ne diffusait que quatre heures par jour à ses débuts, sept heures en 1993, année au cours de laquelle les habitants du sud de la vallée de la Bekaa ont également eu la possibilité technique de capter *Al Manar*. Les programmes ont été étendus à douze heures en 1998 puis dix-huit en 2000, année où *Al Manar* est devenue une chaîne satellitaire capable d'atteindre une audience globale. Initialement prévu pour le deuxième semestre de l'année 2000, le passage au satellite a été avancé de quelques mois afin de pouvoir rendre compte plus largement du retrait de l'armée israélienne. Début 2001, enfin, la chaîne a commencé à émettre en continu, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept²⁷³.

L'expansion d'*Al Manar* est également mesurable à l'aune d'autres critères. L'audience varie selon les sources de dix millions²⁷⁴ de téléspectateurs par jour à deux cents millions de téléspectateurs occasionnels²⁷⁵. En 2000, 20%

²⁷⁰ Judith Palmer Harik, in H.E. Chehabi (dir.), *Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 Years*. New York: I. B. Tauris, 2006, p. 282. La station de radio « La voix de l'islam » (*sawt al-islam*) aurait également pu être citée. Voir Waddah Charara, *Dawlat Hizb Allah : Loubnan Mojtama'an Islamiyan* [L'Etat du Hezbollah : le Liban, société islamique], Dar Al-Nahar, 2^{ème} Ed., Beyrouth, 1997, pp. 225-251.

²⁷¹ « Hizbullah's broadcasting arms garner awards », *Lebanon Brief News*, 12 juillet 2002. Cet article est disponible sur le site www.lebanonwire.com.

²⁷² Nicholas Blanford, « Hizbullah sharpens its weapons in propaganda war », *The Christian Science Monitor*, 28 décembre 2001.

²⁷³ Avi Jorisch, « Al Manar: Hizbullah TV, 24/7 », *Middle East Quarterly*, Winter 2004.

²⁷⁴ Kim Ghattas, « Al Manar network feels world's heat », *The Boston Globe*, 21 décembre 2004.

²⁷⁵ Daniel McGrory, « The underground voice of Hezbollah that Israel is still unable to silence », *The Times*, 5 août 2006 et Trish Schuh, « Lebanon's Al Manar 'Marked for Death' », *International Middle East Media Center*, 17 juillet 2006.

des Libanais regardaient *Al Manar*²⁷⁶ et, à l'échelle du monde arabe, la chaîne du *Hezbollah* serait aujourd'hui une des quatre chaînes d'informations les plus populaires²⁷⁷, la deuxième après *Al Jazeera* selon certaines sources²⁷⁸. Le budget d'*Al Manar* est en constante augmentation. En 2001, il s'élevait à environ dix millions de dollars par an, soit dix fois plus que le budget de la chaîne en 1991 mais toujours deux à trois fois moins qu'*Al Jazeera*²⁷⁹. Il aurait continué à augmenter depuis lors, atteignant désormais près de quinze millions de dollars. Autre critère permettant de mesurer le développement de la chaîne : le nombre d'employés qui serait passé de 250 en 2000 (150 à temps plein et 100 à temps partiel)²⁸⁰ à 350 en 2006²⁸¹.

Au départ, *Al Manar* émettait uniquement en arabe mais des programmes ont progressivement été développés en langues étrangères. La décision de diffuser des clips en hébreu a été prise en 1996, au moment de l'opération israélienne « Raisins de la colère »²⁸². Un bureau spécial a été chargé de suivre l'actualité israélienne et de créer des programmes très courts susceptibles de peser sur le moral des Israéliens. Dans un clip, par exemple, sont montrés des soldats israéliens tués au combat avec la mention, en hébreu : « Qui sera le prochain ? ». Le bureau chargé de réaliser ces clips est dirigé par un ancien combattant du *Hezbollah*, emprisonné par les Israéliens au cours de l'occupation du sud-Liban et qui a appris l'hébreu au contact de ses geôliers²⁸³. Peu d'Israéliens captent toutefois directement les images diffusées par *Al Manar*. Ceux qui résident à proximité de la frontière israélo-libanaise peuvent techniquement recevoir la chaîne du *Hezbollah* par l'intermédiaire d'une simple antenne hertzienne. Les autres doivent être abonnés à un bouquet satellite intégrant *Al Manar*. Or ni *Yes* – nom de l'unique fournisseur israélien de bouquets satellitaires dont l'actionnaire principal est l'entreprise de télécommunications *Bezeq* – ni les réseaux câblés ne diffusent cette chaîne²⁸⁴.

²⁷⁶ José-Alain Fralon, « 48 heures pour faire cesser les hostilités entre Israéliens et Palestiniens. Les défis de la télévision du Hezbollah libanais », *Le Monde*, 20 octobre 2000.

²⁷⁷ Anne-Marie Baylouny, « Al-Manar and Alhurra: Competing Satellite Stations and Ideologies », CSRC discussion paper 05/49, September 2005.

²⁷⁸ Charby, *Porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie*

²⁷⁹ Nicholas Blanford, « Hizbullah sharpens its weapons in propaganda war », *The Christian Science Monitor*, 28 décembre 2001.

²⁸⁰ « Lebanon : Hezbollah satellite channel carried via Arabsat 3A », *Communication Law in Transition Newsletter*, vol.1, n°6, 10 juin 2000. <http://pcmlp.socleg.ox.ac.uk/issue06/othernews.htm>.

²⁸¹ Daniel McGrory, « The underground voice of Hezbollah that Israel is still unable to silence », *The Times*, 5 août 2006.

²⁸² Fontan, « Le discours d'Al-Manar, vecteur de "glasnost" du Hezbollah », p. 56.

²⁸³ Palmer Harik, *Hezbollah: The Changing Face of Terrorism*, p. 161.

²⁸⁴ Avi Jorisch, *Beacon of Hatred. Inside Hizballab's Al Manar Television*, Washington, Washington Institute for Near East Policy, 2004.

Outre les programmes en hébreu, la chaîne du *Hezbollah* a également commencé à diffuser en 2001 des flashs d'informations en anglais²⁸⁵ et, en 2002, un journal en français de 25 minutes qu'il était possible de visionner en France jusqu'en 2004 par l'intermédiaire du réseau de satellites *Hot Bird* géré par la société *Eutelsat*²⁸⁶.

Le contenu des programmes d'Al Manar

Al Manar s'est fait connaître, au moment de l'occupation israélienne, par ses reportages de guerre. Le but de ces reportages n'était pas de donner une information équilibrée mais de montrer les opérations de guérilla contre Israël du point de vue des combattants du *Hezbollah*. Certains journalistes et cameramen présents sur le terrain étaient d'ailleurs eux-mêmes d'anciens combattants²⁸⁷. Pour filmer au plus près de l'action, les employés d'*Al Manar* ont pris des risques importants, deux d'entre eux – dont les portraits étaient exposés dans le hall de l'immeuble abritant les studios de la chaîne jusqu'à la destruction de cet immeuble pendant la guerre de l'été 2006 – ayant notamment perdu la vie en juillet 1993²⁸⁸. Les reportages de guerre du *Hezbollah* insistaient sur les coups portés aux Israéliens, entre autres en 1997 quand un commando israélien fut décimé par un groupe de *monjabidines*. Les images de l'attaque furent diffusées en boucle sur *Al Manar* et reprises par les médias israéliens, ce qui eut un effet d'autant plus fort sur l'opinion publique que les images tournées par les reporters de guerre israéliens avaient été largement expurgées par l'armée avant leur diffusion²⁸⁹. D'autres opérations spectaculaires menées par les combattants du *parti de Dieu* furent filmées et diffusées sur *Al Manar*, à l'instar de l'attentat contre le général Erez Gerstein en février 1999 ou celui contre le Colonel Akel Hachem, numéro 2 de l'Armée du Liban Sud, en janvier 2000.

Peu après le déclenchement de la deuxième *Intifada*, *Al Manar* a mis en pratique dans les territoires palestiniens son savoir-faire accumulé en matière de reportage de guerre. Là encore, il ne s'agissait pas d'être objectif mais de se servir de la télévision comme d'une arme de guerre psychologique. Hassan Nasrallah s'est exprimé en personne à plusieurs reprises sur le rôle des médias dans un conflit asymétrique. Le 17 novembre 2000, dans un entretien accordé à la télévision syrienne, il déclarait : « Le *Hezbollah* comprend l'importance de la

²⁸⁵ Palmer Harik, *Hezbollah: The Changing Face of Terrorism*, p. 161.

²⁸⁶ « Al Manar récompensée en Europe », *LBV*, 22 octobre 2002. www.libanvision.com.

²⁸⁷ Robert Fisk, "Television news is secret weapon of the Intifada", *The Independent*, 2 décembre 2000.

²⁸⁸ Avi Jorisch, *Beacon of Hatred. Inside Hizballab's Al Manar Television*, Washington, Washington Institute for Near East Policy, 2004.

²⁸⁹ Palmer Harik, *Hezbollah: The Changing Face of Terrorism*, p. 131.

télévision pour la résistance au Liban et [pour les Palestiniens impliqué dans] l'*Intifada*. Il y a donc des émissions consacrées à la question palestinienne sur *Al Manar* du matin jusqu'à minuit »²⁹⁰. Lors de la deuxième conférence internationale des médias arabes et islamiques pour le soutien au peuple palestinien, qui s'est déroulée le 22 septembre 2003, Hassan Nasrallah affirmait : « S'agissant du lien entre médias et résistance, je puis vous assurer par expérience, qu'il est profond et étroit. D'aucuns soutiennent que l'aspect médiatique représente la moitié de la bataille, voire les trois-quarts ou les deux-tiers. Cela manque de précision mais nul doute que les médias constituent une arme cruciale de combat et de résistance, tant leurs effets sont considérables sur l'ennemi, l'allié et le moral de la résistance. Nous avons nous-mêmes vécu cette expérience et nous avons constaté que la performance médiatique changeait, dans certains cas, le cours de la bataille, de l'affrontement, faisant ainsi passer les combattants présents sur le terrain d'un état de frustration, de flaccidité et de désespoir à un état de vigueur, d'espoir et d'enthousiasme. En somme, elle change le cours de la bataille sur le terrain »²⁹¹.

Après ces propos généraux, le secrétaire général du *Hezbollah* en venait plus précisément au cas de la deuxième *Intifada* et donnait des conseils aux médias arabes sur la manière de traiter les événements dans les territoires palestiniens. Le premier conseil consistait à adapter le discours en fonction de l'auditoire. A destination d'un public occidental, les images d'oppression doivent dominer pour montrer que les droits des Palestiniens sont bafoués. En revanche, pour des téléspectateurs du monde arabe, les images d'oppression risquent d'entraîner le découragement ; elles doivent donc être contrebalancées par des images d'héroïsme. Le deuxième conseil prodigué par le secrétaire général du *Hezbollah* visait à démontrer l'utilité de la militarisation de l'*Intifada*. « Il faut que nous soutenions cette idée, non par des slogans et des discours zélés, mais par des chiffres, brièvement et sans exagération. Ce que la résistance palestinienne a réussi à accomplir en seulement trois ans, avec ses moyens matériels et militaires modestes mais ses capacités extraordinaires tant au niveau humain et qu'en termes de foi, est bien plus important que ce que les Arabes et les Musulmans ont pu faire en cinquante années de conflit avec "Israël" », martelait Hassan Nasrallah. Ce dernier conseillait ensuite aux médias arabes de

²⁹⁰ Avi Jorisch, *Beacon of Hatred. Inside Hizballah's Al Manar Television*, Washington, Washington Institute for Near East Policy, 2004.

²⁹¹ L'intégralité du discours prononcé par Hassan Nasrallah le 22 septembre 2003 a été publiée dans la revue *Al Intiqad* et peut-être consulté, en arabe, à l'adresse suivante : <http://www.alwihdah.com/view.php?cat=2&id=33>. Les recommandations faites par le secrétaire général du Hezbollah ont été partiellement reprises dans le communiqué final de la conférence. Cf. *Al Intiqad*, 26 septembre 2003 disponible à l'adresse suivante : <http://www.alwihdah.com/print.php?cat=5&id=14>.

bien choisir les termes employés dans les reportages. Il critiquait les journalistes qui utilisaient des expressions comme « un Palestinien a été tué » plutôt que « un Palestinien est mort en martyr ». Il recommandait aussi aux médias d'insister sur l'unité nationale palestinienne : « Que nos médias ne se transforment donc pas en tribune où les Palestiniens se déchirent et se battent. Certes, nous prônons la liberté des médias mais nous appelons également à leur responsabilité. C'est la bataille pour le sort d'un pays, d'un peuple et d'une nation que nous livrons ». Enfin, le secrétaire général du *Hezbollah* appelait « les médias arabes et musulmans à mettre de côté leurs différends politiques et à adopter un front uni quant au traitement de la question palestinienne » afin de mieux « résister face aux pressions politiques, psychologiques et médiatiques américaines ».

L'attention portée par *Al Manar* à la lutte des Palestiniens aurait rendu la chaîne très populaire dans les territoires palestiniens²⁹², plus populaire même qu'*Al Jazeera*, selon certaines sources du moins²⁹³. D'aucuns reprocheraient en effet à la chaîne qatarie d'avoir diffusé un message d'Oussama Ben Laden pendant les opérations israéliennes à Jénine en avril 2002, détournant ainsi l'attention des téléspectateurs du conflit israélo-palestinien²⁹⁴.

Al Manar n'est pas qu'une chaîne d'informations. Elle diffuse également des documentaires, des programmes religieux, des séries, des jeux, des clips, etc. Tous les types d'émission peuvent servir de support à la diffusion de messages politiques. Au moment de l'*Intifada*, plusieurs dizaines de clips ont été créés pour soutenir la lutte des Palestiniens²⁹⁵. Autre exemple, un jeu télévisé diffusé le samedi soir sur *Al Manar* s'intitule *al-Muhemma* (« la mission »). Les candidats doivent répondre à des questions portant sur l'histoire du *Hezbollah* (date des opérations de guérilla contre l'armée israélienne et nom des « martyrs », par exemple), du monde arabe, de l'islam, etc. Celui qui répond au plus de questions entre le premier dans l'enceinte de Jérusalem et gagne le jeu. Le vainqueur remporte une somme d'argent dont il doit reverser 20 % à la « résistance » palestinienne²⁹⁶. Enfin, dernier exemple, durant le ramadan de l'année 2001, *Al Manar* a diffusé une série historique sur Ezzedine al-Qassam,

²⁹² Islah Jad, « A road littered with disappointment », *Bitterlemons*, 29 avril 2002.

²⁹³ Selon d'autres sources, citées dans le chapitre sur le *Hamas*, *Al Jazeera* serait, et de loin, la chaîne favorite des Palestiniens. Cf. "Poll: Palestinians view Al-Jazeera TV, Al-Quds Newspaper and Voice of Al-Aqsa Radio as the most reliable sources of news", Jerusalem Media and Communications Center, 3 avril 2007, www.imra.org.il/story.php?id=33743.

²⁹⁴ Fontan, "Le discours d'Al-Manar, vecteur de "glasnost" du Hezbollah", p. 59.

²⁹⁵ Robert Fisk, "Television news is secret weapon of the Intifada", *The Independent*, 2 décembre 2000.

²⁹⁶ Charby, *Porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie*.

un des fers de lance de la révolte des arabes de Palestine dans l'entre-deux-guerres qui a par la suite donné son nom à la branche armée du *Hamas*. Cette série – dont le titre complet était « Ezzedine al-Qassam : une histoire de jihad et de résistance » – était jusqu'alors la plus importante jamais produite par la chaîne, le montant du projet étant estimé à 100 000 dollars²⁹⁷.

Alors que l'Intifada palestinienne faisait encore rage, *Al Manar* a été secouée successivement par deux affaires. La première a eu peu d'écho dans les pays occidentaux, la seconde, au contraire, a entraîné des réactions en chaîne dans ces pays.

L'affaire Krayem

Nayef Krayem, ingénieur agronome de formation devenu journaliste au début des années 1990²⁹⁸, a rapidement gravi les échelons du *Hezbollah* et d'*Al Manar*, occupant des fonctions importantes telles que président du Conseil d'administration du *Lebanese Communication Group* – entreprise regroupant la radio *Al Nour* et la télévision *Al Manar*²⁹⁹ –, directeur général d'*Al Manar*, responsable de la communication centrale du *Hezbollah* ou encore membre du bureau politique du mouvement.

Le 5 mars 2003, il déclenche un véritable scandale au sein du *parti de Dieu* en publiant dans *As Safir* un article intitulé « Boycottez les faiseurs de légendes » – *Qâti'ou Sonnâ' al Asâtîr* – contenant des extraits de l'ouvrage, *L'épopée husseinite*, de feu le Cheikh Moqtada al-Motahari. Si cet article suscite un tel tollé, c'est que l'auteur de *L'épopée husseinite* n'est pas en odeur sainteté au sein du *Hezbollah* pour avoir notamment remis en question les interprétations faites de l'histoire de l'*Achoura*.

Suspecté d'être un partisan du Cheikh Fadlallah et de Mohammad Khatami, Nayef Krayem est suspendu de ses fonctions pendant un an³⁰⁰.

²⁹⁷ Nicholas Blanford, "Hizbullah sharpens its weapons in propaganda war", *The Christian Science Monitor*, 28 décembre 2001.

²⁹⁸ José-Alain Fralon, « 48 heures pour faire cesser les hostilités entre Israéliens et Palestiniens. Les défis de la télévision du Hezbollah libanais », *Le Monde*, 20 octobre 2000.

²⁹⁹ Elise Labott and Henry Schuster, "Lebanese media outlets' assets blocked", *CNN*, 24 mars 2006, www.cnn.com/2006/WORLD/meast/03/23/hezbollah.tv/index.html.

³⁰⁰ Hazem Saghyya, « Histoire du Hezbollah libanais (4^{ème} partie) : Discorde et désintégration au sein d'une structure (prétendument) unie » [Fosoul min Qissat Hizb Allah al Loubnâni (4) : Al Nizâ' wa al Tafattot Dâkhil Bonya Taqoum 'alâ al Wehda aou Tasif Nafsahâ Kadhâlik], *Al Hayat*, 7 janvier 2005.

Jugeant cette sanction disproportionnée, il publie un article dans *An Nahar*³⁰¹, pour protester contre la décision du bureau politique du *Hezbollah*. Le 12 mai 2003, jour de la visite du président Khatami à Beyrouth, il présente sa démission du *Hezbollah*, toujours par voie de presse³⁰².

Voici un extrait éloquent de sa lettre de démission : « Considérant que les efforts que j'ai déployés pendant seize années au service du développement et de l'efficacité de certaines institutions du parti ont été balayés d'un revers de la main pour la simple raison que j'ai publié une vision critique de certains phénomènes culturels généraux qui ne sont pas exclusivement liés au parti et sur la base d'opinions d'oulémas éclairés ; considérant l'ampleur de la répression intellectuelle et culturelle que traduisent cette décision et sa généralisation humiliante ; j'ai le regret d'annoncer ma démission du *Hezbollah* et je prie le Seigneur de le préserver du salafisme chiite et des attaques américano-sionistes. Je souhaite également aux dirigeants de poursuivre leur avancée sur la voie de l'ouverture politique et du progrès militant dans un esprit de tolérance et d'élévation culturelle réhabilitant la religion dans son rôle "d'exaltation des trésors enfouis de l'esprit", pour reprendre une formule de l'Imam Ali Ibn Abi Tâleb, que la Paix soit sur Lui, plutôt que de le brider et le réprimer »³⁰³.

Le choc de l'affaire Krayem à peine absorbé, *Al Manar* a été confrontée à un scandale aux conséquences bien plus lourdes pour la chaîne.

L'affaire al-Shatat

Al-Shatat – « la diaspora » – est une série diffusée par *Al Manar* au cours du ramadan de l'année 2003. Cette série retrace l'histoire du peuple juif et propage sans ambages des poncifs antisémites. Les juifs sont par exemple accusés de vouloir régner sur le monde ou encore d'égorger des enfants chrétiens pendant la Pâque juive afin de confectionner du pain azyne. En somme, une version moderne du *Protocole des sages de Sion*.

³⁰¹ Nayef Krayem, « Texte de protestation contre la "sanction" décidée par le bureau politique » [*Nass al 'Itirâd 'alâ « al 'Ouqouba » al Tanzîmiyya*], *An-Nahar*, 12 mai 2003.

³⁰² « Nayef Krayem présente sa démission du Hezbollah simultanément avec la visite de Khatami » [Nâyef Krayem Qaddama Istiqâlatouh min Hizb Allah Tazâmounan ma'a Ziyârat Khâtami], *Al Rai*, 13 mai 2003.

³⁰³ Nayef Krayem, « Démission ouverte du Hezbollah » [Istiqâla Maftouha min Hizb Allah], *An-Nahar*, 12 mai 2003.

Le patron de la chaîne, Mohammad Haïdar a beau tenter de se justifier en expliquant que les responsables d'*Al Manar* avaient acheté la série sans l'avoir visionnée et qu'ils regrettaient la diffusion de certaines « séquences inacceptables »³⁰⁴, le mal est fait. *Al-Shatat* apporte des arguments supplémentaires à ceux qui cherchent depuis quelque temps déjà à alerter l'opinion sur la nature des programmes d'*Al Manar*.

La campagne contre la chaîne du *Hezbollah* a véritablement pris son essor aux Etats-Unis en octobre 2002 avec la publication d'un article dans le *Los Angeles Times* intitulé « Hezbollah Hate with a U.S. Link ». Son auteur, Avi Jorisch, accuse de grandes entreprises – *PepsiCo*, *Procter & Gamble* et *Western Union* sont citées – de diffuser des publicités sur *Al Manar*, contribuant ainsi à financer une chaîne se livrant régulièrement à une « apologie du terrorisme ». Il affirme que cette forme de financement est non seulement de nature à choquer les actionnaires des entreprises concernées mais pourrait également se révéler illégale, le *Hezbollah* étant qualifié par le *Executive Order* 13224 de « specially designated terrorist group »³⁰⁵. Suite à la publication de cet article, d'autres actions sont entreprises comme l'envoi d'une lettre au Congrès. L'affaire prenant de l'ampleur, les entreprises mises en cause décident de retirer leurs annonces publicitaires³⁰⁶.

En France, le véritable déclencheur de la campagne contre *Al Manar* est la diffusion de la série *Al-Shatat*. Le 31 janvier 2004, lors du dîner annuel du *Congrès représentatif des institutions juives de France* (Crif), le président du Crif, Roger Cukierman, mentionne *Al Manar* et *Al Shatat*. Il s'adresse directement au Premier Ministre, présent dans la salle : « Monsieur le Premier Ministre, j'ai remis à vos services une cassette. Il faut la regarder pour comprendre la barbarie de ces ennemis de la démocratie. Il faut tout faire pour empêcher la propagation de ces mensonges abjects. Une coordination étroite doit être mise en œuvre avec les chancelleries, celles de l'Orient, qui émet, et reçoit, et celles de l'Occident, qui reçoit. Cette tâche devrait être prioritaire pour le Quai d'Orsay et le CSA [Conseil supérieur de l'audiovisuel] »³⁰⁷. Dans sa réponse, le

³⁰⁴ Walid Charara et Frédéric Domont, *Le Hezbollah. Un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Fayard, 2004, p. 171. Voir également l'entretien réalisé par Chris Den Hond, Mireille Court et Nicolas Qualander avec Leïla Mazboudi, « Leïla Mazboudi (rédactrice en chef de la télévision Al Manar) : « ça fait 60 ans qu'Israël dépasse les bornes » », *alterinfo.net*, 26 septembre 2007.

³⁰⁵ Avi Jorisch, "Hezbollah Hate with a U.S. Link", *Los Angeles Times*, 13 octobre 2002.

³⁰⁶ Anne-Marie Baylouny, "Al-Manar and Alhurra: Competing Satellite Stations and Ideologies", CSRC discussion paper 05/49, September 2005.

³⁰⁷ Le discours de Roger Cukierman est consultable à l'adresse suivante : [http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=2352&returnto=dossier/detail_doss_ty](http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=2352&returnto=dossier/detail_doss_type&dossyd=34&artyd=56%20&tg_id=6)

chef du gouvernement rassure l'auditoire : « Les nouvelles dispositions législatives qui seront proposées au Parlement permettront au CSA d'intenter une action devant le juge des référés administratifs pour faire cesser la diffusion d'une chaîne non conventionnée dont les programmes porteraient atteinte aux grands principes au nom desquels la liberté de communication peut être limitée au nombre desquels figure à l'évidence l'antisémitisme »³⁰⁸. S'engage alors un processus politique, administratif et judiciaire de plusieurs mois au bout duquel la chaîne du *Hezbollah* est officiellement interdite d'émission en France.

Al Manar est également interdite dans d'autres pays, notamment aux Pays-Bas et en Espagne, l'Espagne suspendant également la diffusion de la chaîne vers l'Amérique latine via son satellite *Hispasat*³⁰⁹. Toutefois, ces interdictions n'ont, en pratique, qu'un impact limité puisque la chaîne *Al Manar* reste disponible sur internet. Tout internaute peut par exemple se rendre sur le site www.manar-fr.com, présenté comme « le site d'informations non officiel de la chaîne de télévision internationale Al Manar » et visionner toutes les émissions en direct.

Pendant la guerre de l'été 2006, les Israéliens ont essayé une autre méthode, plus violente, pour faire cesser la diffusion d'*Al Manar*.

Le bombardement d'Al Manar

Dès le deuxième jour des hostilités, les locaux de la chaîne du *Hezbollah* ont été bombardés par l'aviation israélienne qui a par ailleurs visé l'immeuble abritant la radio *Al Nour*. Les locaux d'*Al Manar* ont effectivement été détruits mais la chaîne a continué à émettre pendant toute la durée du conflit, les responsables de la chaîne ayant anticipé le bombardement éventuel de leurs studios.

Si les hypothèses les plus variées ont été évoquées sur la localisation des installations « de rechange » de la chaîne – certains parlant même d'une délocalisation de ses installations hors des frontières du Liban – il semblerait en fait que la chaîne ait continué d'émettre depuis la banlieue sud de Beyrouth.

³⁰⁸ Le discours de Jean-Pierre Raffarin est consultable sur le site du Crif : http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=2359&returnto=dossier/detail_doss_type&dossyd=34&artyd=56%20&tg_id=6.

³⁰⁹ Voir le rapport annuel 2005 du *Stephen Roth Institute for the Study of Contemporary Antisemitism and Racism*, Tel Aviv University.

C'est du moins ce qu'affirme Marwan Abd Assater, journaliste à *Al Manar*, dans une émission diffusée sur *Al Jazira* en juillet 2007³¹⁰.

Pour éviter d'être repérés par les Israéliens, les journalistes et techniciens de la chaîne du *Hezbollah* ont déployé toute une série de précautions : déplacements en motos ou voitures de locations, utilisation de téléphones munis de cartes prépayées, changement de style vestimentaire, rasage de barbes, etc³¹¹. Batul Ayyub, qui présentait certains journaux d'*Al Manar* pendant la guerre, raconte qu'elle était obligée d'habiter dans différents hôtels pendant toute la durée du conflit et qu'elle se rendait au travail vêtue d'un *niqab* – voile recouvrant la totalité du corps à l'exception des yeux – afin de ne pas être reconnue³¹².

Al Manar a bien sûr bouleversé ses programmes pendant cette période, des images exclusives des combats étant notamment tournées et diffusées par une *task force* spécialement mise sur pied, « l'équipe 24h/24 »³¹³. Autres moments forts des programmes de la chaîne durant l'été 2006 : les discours d'Hassan Nasrallah.

Hassan Nasrallah : expert ès communication

Il serait trop long de présenter les principaux « communicants » du *Hezbollah* dont une liste non exhaustive est fournie en annexes. Il n'est toutefois pas envisageable d'étudier la stratégie de communication du *parti de Dieu* sans évoquer – même brièvement – la personnalité du *Hezbollah* la plus présente dans les médias, son secrétaire général, Hassan Nasrallah.

Avant de parler de la communication de ce dernier, trois éléments biographiques méritent d'être rappelés car ils contribuent à expliquer la légitimité dont il jouit auprès de ses partisans. Le premier est qu'Hassan

³¹⁰ « Les défis de l'information en temps de guerre » [Al l'âm Zaman al Houroub wa al-Tahadiyyât], *Al Jazira*, 16 juillet 2007.

³¹¹ Adellat Bitar, « Comment la chaîne du *Hezbollah* a pu continuer d'émettre durant l'agression » [Kayfa Istatâ'a l'lâm Hizballâh Ta'mîn Istimrâriyat al-'Amal fi Marhalat al-'Odwân], *Al Dîyar*, 22 septembre 2006.

³¹² Fatima Al Aissaoui, « Batul Ayyub: un niqab pour passer inaperçue » (Batul Ayyub: Kontou Artadî 'Ibâ'a Khalijiya kay lâ Ya'rifounani), *As-Sharq Al Ansat*, 18 juillet 2007.

³¹³ Adellat Bitar, « Comment la chaîne du *Hezbollah* a pu continuer d'émettre durant l'agression » [Kayfa Istatâ'a l'lâm Hizballâh Ta'mîn Istimrâriyat al-'Amal fi Marhalat al-'Odwân], *Al Dîyar*, 22 septembre 2006.

Nasrallah s'est engagé dès son plus jeune âge dans des activités politiques et que ses qualités – oratoires notamment – lui ont permis de gravir rapidement les échelons d'*Amal* puis du *Hezbollah*. Dès l'âge de quinze ans, il a été nommé responsable d'*Amal* à Bazouriyeh, une petite ville située à une soixantaine de kilomètres au sud de Beyrouth que la famille Nasrallah avait rejointe suite au déclenchement de la guerre civile. Le deuxième est qu'Hassan Nasrallah dispose de la légitimité d'un théologien accompli. Il s'est notamment rendu à Nadjaf en Irak de 1976 à 1978 où il a étudié dans la *hawza* de Baqr al-Sadr. Il aurait en outre reçu, dès 1986, le soutien personnel de l'imam Khomeini³¹⁴. Le troisième élément, enfin, réside dans son image d'homme prêt à se sacrifier pour la cause qu'il défend et refusant les passe-droits. Cette image a été renforcée par la mort de son fils de dix-huit ans, Hadi Nasrallah, tué au combat le 13 septembre 1997³¹⁵.

Hassan Nasrallah a pris de l'ampleur sur la scène médiatique à partir de 1987 quand il est entré au Conseil exécutif consultatif – *Majlis ach-Choura al-Qarar* –, organe suprême du *parti de Dieu* puis, surtout, quand il est devenu secrétaire général du *Hezbollah* suite à l'assassinat d'Abbas Moussaoui³¹⁶. Depuis lors, il a prononcé des centaines de discours. En 2007 est paru en arabe un des ouvrages les plus complets jamais écrits sur la rhétorique de Hassan Nasrallah³¹⁷. Son auteur, Ahmed Majed, analyse plus de 120 discours prononcés entre mai 2000 et juillet 2006. Il ressort de ce travail qu'Hassan Nasrallah se positionne à la fois comme chef de guerre, leader politique et référent religieux. Le thème de prédilection du chef du *Hezbollah* est, sans grande surprise, la « résistance ». Le terme « résistance » (*môqawama*) est dénombré près de 2 470 fois dans l'échantillon de discours. D'autres termes liés à ce thème reviennent également fréquemment : « martyr » (*chahid*), 900 fois ; « affrontement » (*moujaba*), 689 fois ; « combat » (*jihad*), 476 fois ; « combattants » (*monjahidine / monjahidoun*), 423 fois ; « bataille » (*ma'raka*), 374 fois. L'expression « résistance islamique » (*môqawama islamiyya*) est quant à elle employée 250 fois. La religion est le deuxième thème le plus présent dans les discours étudiés. Le terme « Islam » est employé à 1 700 reprises. Hassan Nasrallah insiste notamment sur les dangers qui menacent l'Islam, en mettant en avant le rôle néfaste des Etats-

³¹⁴ Marilyn Khalife, « Le mode de pensée du public du Hezbollah et le secret de Hassan Nasrallah » [Kayfa Youfakkir Jomhour Hiz Allah ? Wa Mâ Housa Sirr Hassan Nasrallah ?], *An Nahar*, 2 septembre 2006.

³¹⁵ Eqbal Ahmad, « Encounter with a fighter », *Al Ahrâm Weekly*, 30 juillet 1998.

³¹⁶ Nicholas Blanford, in Noe (ed.) *Voice of Hezbollah: The statements of Sayyed Hassan Nasrallah*.

³¹⁷ Ahmed Majed, *Al Khtâb 'Inda as-Sayyed Hassan Nasrallah : Dirâsa fî al Bonyâ al-Chakliyya, al Madâmîn, al Nûdâm, al Marja'iyât* [Le discours chez Sayyed Hassan Nasrallah : Etude de la structure formelle, des contenus, de l'organisation et des références], Collection Adabiyât al Nouhoud, The Sapiential Knowledge Institute for Religious and Philosophical Studies, Dar Shurouk, 1^{ère} édition, janvier 2007, Beyrouth.

Unis³¹⁸. Entre religion et politique, la frontière est parfois mince, notamment lorsque le secrétaire général s'en prend au « confessionnalisme », terme dont Ahmed Majed relève 340 occurrences. Le terme « oumma » est quant à lui employé près de 900 fois.

Pendant la guerre de l'été 2006, Hassan Nasrallah a prononcé huit discours, d'une durée variant de 14 à 46 minutes³¹⁹ et a également accordé un entretien à *Al Jazeera*. A l'exception de deux d'entre eux, ces discours commencent par un point sur les opérations armées puis abordent des questions plus politiques. Le premier discours a été diffusé le 16 juillet. Les mots « victoire », « patience », « résistance », « ténacité », « humiliation » y sont mentionnés, termes qu'on retrouve dans les autres allocutions. Hassan Nasrallah se veut encourageant. Il rappelle les expériences douloureuses de 1982 et 1996 et affirme que le *Hezbollah* est plus fort qu'avant. Il fait également des références religieuses et s'adresse directement aux Israéliens, bien conscient que ses paroles allaient être reprises par les médias israéliens : « Vous ignorez qui vous combattez aujourd'hui. Vous combattez les descendants de Mohamed, d'Ali, de Hassan, de Hussein, des proches du Prophète et des compagnons du Prophète. Vous combattez une nation à la foi inégalée sur cette Terre ».

Dans le troisième discours prononcé deux semaines après le déclenchement des hostilités, le secrétaire général du *Hezbollah* parle notamment de « guerre psychologique ». Il affirme être « transparent et clair » et accuse au contraire les Israéliens de mensonges.

Dans la quatrième allocution, Hassan Nasrallah appelle les différentes forces politiques libanaises à l'unité et à la solidarité « afin que tous ces sacrifices ne soient pas vains ». Il demande aux Libanais de « ne pas craindre la victoire de la résistance mais bien sa défaite ». Ce discours marque aussi une inflexion du ton, à l'égard des autres pays du Moyen-Orient, critiqués auparavant pour leur inaction. Hassan Nasrallah déclare ainsi : « Lorsqu'il y aura un changement dans le bon sens dans la position de n'importe quel pays arabe à l'égard du Liban et qu'il offrira son aide, son soutien et déploiera les efforts nécessaires pour faire cesser la guerre, nous les accueillerons avec affection, remerciement et respect ». La Syrie et l'Iran n'entrent bien sûr pas dans la même catégorie puisqu'ils « mettent actuellement tout en œuvre [...] pour stopper l'agression sioniste sur le Liban ».

³¹⁸ Voir par exemple le discours prononcé à l'occasion du douzième anniversaire de la mort de Ruhollah Khomeini, le 5 juin 2001.

³¹⁹ Les extraits cités ont été traduits par Meriam Daadouche.

Le cinquième discours est prononcé après le bombardement de Qana. Hassan Nasrallah, moins calme que dans les précédentes allocutions, s'emporte contre les dirigeants israéliens qu'il accuse une nouvelle fois de mensonges et qu'il n'hésite pas à insulter en insistant sur leur « stupidité », leur « sénilité », leur « arrogance » et leur « ignorance ». Dans cette allocution, le secrétaire général du *Hezbollah* parle à six reprises de « résistance islamique » alors que dans les précédents discours, il avait davantage tendance à employer le simple terme « résistance ». Pour la première fois depuis le début de la guerre, Hassan Nasrallah fait référence à l'Afghanistan et à l'Irak en parlant des « combattants qui défendent le Liban et l'*oumma*, cette *oumma* que les Etats-Unis et Israël cherchent à partager de nouveau en commençant par le Liban, l'Irak, l'Afghanistan et autres ».

Dans le sixième discours, prononcé le 9 août, Hassan Nasrallah parle de « miracles » – un terme déjà employé dans certains discours précédents – à propos des succès de la « résistance ». Il emploie à deux reprises l'expression « victoire divine » (*nasr min allah*), une expression qui demeure depuis un véritable *leitmotiv* dans la rhétorique du *Hezbollah*. Visiblement mis en confiance par le déroulement de la guerre, il met en garde les Israéliens, en citant Abbas Moussaoui : « Je dirai à l'ennemi, pour reprendre une formule du père de nos martyrs et notre leader, Sayyed Abbas Moussaoui, “jusqu'à présent, vous n'avez vu qu'une partie de notre puissance”. Alors bienvenue à l'opération terrestre de grande envergure et vous verrez, *Inchâ' Allah*, toute l'étendue de notre puissance ».

Dans les deux dernières allocutions, datant respectivement du 12 et du 14 août, Hassan Nasrallah prépare visiblement l'après-guerre. Il remercie non seulement les combattants du *Hezbollah* mais aussi le peuple libanais dans son ensemble. Il lance un appel à l'unité et à la « solidarité nationale ». Il s'adresse également à la communauté internationale, critiquant la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU jugée « injuste et inique ». Il précise toutefois que « le contenu de la résolution internationale aurait pu être bien pire » et se montre conciliant à l'égard de la Finul.

Il est intéressant de noter que les discours d'Hassan Nasrallah ont été diffusés via les médias traditionnels – notamment *Al Manar* – mais qu'ils ont également circulé à une vitesse vertigineuse par l'intermédiaire des nouveaux médias. Les sites Internet du *Hezbollah* ou proches du *parti de Dieu* – dont une liste non exhaustive figure en annexes – ont bien sûr relayé le contenu des allocutions du chef du mouvement mais la diffusion dans le cyberspace ne s'est pas arrêtée là. Voici un exemple parmi tant d'autres : quelques heures à

peine après avoir été prononcés, les discours du leader du *Hezbollah* ont été retranscrits sur le forum www.shiachat.com. Un internaute se faisant appeler « ya imam mehdi », ne parlant pas parfaitement l'arabe, a demandé s'il était possible qu'on lui traduise certains discours en anglais. Peu de temps après, un autre internaute répondant au pseudonyme de « wilayah » mettait en ligne sa propre traduction de la dernière allocution d'Hassan Nasrallah.

Conclusions : professionnalisme et souplesse

Le premier terme qui vient à l'esprit pour évoquer la communication du *Hezbollah* est « professionnalisme », même si ce terme ne rime pas ici avec impartialité. Le professionnalisme se traduit notamment par une division du travail et une structure hiérarchique précises qui ne semblent toutefois pas altérer significativement la capacité d'adaptation et d'innovation du *parti de Dieu*. Rigueur professionnelle n'est pas forcément synonyme de rigidité, bien au contraire.

L'aisance avec laquelle le *Hezbollah* a géré, en termes de communication, la transition de la guerre de l'été 2006 à la phase post-conflit a été étonnante. Trois exemples permettent d'illustrer la manière dont le *parti de Dieu* a cherché à exploiter les résultats du conflit en matière de communication. Pendant les hostilités et dans l'immédiat après-guerre, le *Hezbollah* a organisé des visites guidées des zones bombardées à destination des journalistes étrangers. Ces visites étaient l'occasion de dénoncer la disproportion des bombardements : « Trente-cinq bâtiments se sont totalement effondrés dans le carré sécuritaire, pour l'essentiel des immeubles d'habitation et des institutions médicales et commerciales. Le *Hezbollah* ne possédait qu'un appartement ou deux. Est-ce normal qu'ils bombardent et démolissent la rue entière pour cette raison ? », commentait Ghassan Darwich – Directeur du *Centre de diffusion d'informations* du *Hezbollah* – au cours d'une de ces visites³²⁰.

Les deux autres exemples concernent des projets originaux développés dans les mois qui ont suivi la guerre. Le premier a consisté à mettre sur pied une vaste exposition gratuite présentant les principales « prises de guerre » des

³²⁰ Sana Al Jak, A l'intérieur du 'carré sécuritaire' du Hezbollah : une odeur de poudre, des décombres... et des motocyclettes pour moyen de locomotion [Dâkhil al Mourabba' al Amnî li Hizb Allah : Râ4ihat Bâroud wa Anqâd Manâzel...wa al Darrâjat al Nâriyya Wasîlat al Tanaqqol al Wahîda], *Asbarq al Awsat*, 23 juillet 2006.

combattants du *Hezbollah*³²¹. Un chiffre permet de comprendre que ce projet n'est pas aussi anecdotique qu'il y paraît : un million, soit le nombre de spectateurs attendus, dans un pays qui ne compte que quatre à cinq millions d'habitants. Le deuxième exemple relève quant à lui de la communication *high tech* et vise plutôt un public d'adolescents et de jeunes adultes. Il s'agit d'un jeu vidéo – *special force 2*. Les joueurs incarnent des combattants du *Hezbollah* dont la mission consiste à vaincre les troupes israéliennes. Une première version du jeu, lancée en 2003, avait connu un succès retentissant : les 8 000 exemplaires produits auraient été vendus en une semaine³²².

³²¹ Jihad Bezzi, « Exposition “la Toile d'araignée” : l'histoire de juillet... du poste d'observation de la résistance au Merkava “enfoncé dans l'impasse” » [Ma'rad Bayt al 'Ankabout: Hikâyat Tammouz... Min Marsad al Moqâwama Ilâ al Mirkâfâ "al Ghâriqa fî Ma'zqihâ], *As Safir*, 25 juillet 2007.

³²² « Hezbollah computer game takes propaganda war on Israel to virtual battlefield », *Associated Press*, 25 mai 2003. <http://www.newstribune.com/articles/2003/05/25/export16774.prt>.

CHAPITRE IV

LE HAMAS : ENTRE RADICALITE ET QUETE DE RESPECTABILITE

Le *Hamas* est parfois classé dans la même catégorie que le *Hezbollah*, celle des mouvements « islamo-nationalistes »³²³. Ceci est lié au fait que ces deux groupes développent une rhétorique fondée à la fois sur la religion et sur la volonté de « libérer » leur terre. La comparaison va même plus loin puisque le *Hamas* semble sporadiquement s'inspirer du *Hezbollah*. Cela vaut en matière de tactiques – la branche armée du *Hamas* n'ayant fait qu'emboîter le pas au *Hezbollah* dans la pratique des attentats-suicides et des tirs de roquettes – mais aussi dans le domaine de la communication. Ainsi, probablement encouragés par le succès d'*Al Manar*, les dirigeants du *Hamas* ont décidé à leur tour de lancer une télévision, *Al Aqsa TV*, en janvier 2006. D'une manière générale, la communication du *Hamas* est toutefois bien moins sophistiquée et efficace que celle du *parti de Dieu*.

L'étude de la communication du *Hamas* nécessite, encore plus que celle du parti de Dieu, un retour aux origines du mouvement. La charte du *Hamas*, dont la publication fut l'un des premiers actes de communication majeurs du groupe, n'a en effet toujours pas été abrogée depuis sa diffusion il y a vingt ans. Pourtant, les dirigeants du mouvement – du moins certains d'entre eux – ont considérablement modéré leur discours depuis lors, surtout lorsqu'ils se sont retrouvés en porte-à-faux avec la « communauté internationale ». Ainsi, après avoir analysé la charte du mouvement, des développements plus récents seront étudiés, en particulier les changements de stratégie de communication intervenus avant et après les élections de 2006. Enfin, les conséquences des affrontements entre le *Hamas* et le *Fatah* en matière de communication seront évaluées.

³²³ Cette expression fait notamment office de sous-titre au livre de Walid Charara et Frédéric Domont, *Le Hezbollah. Un mouvement islamo-nationaliste*, Paris, Fayard, 2004.

Aux origines du Hamas

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la date de création du *Hezbollah* est incertaine et plusieurs actions commises au début des années 1980 n'ont été revendiquées par le *parti de Dieu* que bien des années après les faits. Pour le *Hamas* – dont les origines lointaines remontent à l'implantation des frères musulmans en Palestine mandataire³²⁴ –, les choses sont beaucoup plus claires. Le mouvement est né formellement en décembre 1987, au début de la première *Intifada*. Le premier communiqué du *Hamas* est distribué dans les rues de Gaza les 11 et 12 décembre³²⁵ – ou le 14 selon les sources³²⁶. On y trouve déjà les deux thèmes de prédilection du *Hamas* : la lutte contre l'occupant et l'importance de la foi pour venir à bout des « sionistes ». Voici un extrait de ce communiqué :

« Le soulèvement (*Intifada*) de notre vigilant peuple des Territoires occupés arrive comme un retentissant rejet de l'occupation et de l'oppression, des confiscations de terres et de la colonisation, ainsi que de la politique d'intimidation des sionistes. Elle vient aussi éveiller la conscience de ceux qui, parmi nous, courent après une paix bancalée, des conférences internationales qui n'aboutissent à rien, des règlements honteux [...]. L'*Intifada* est là pour les convaincre que l'islam est la solution et l'alternative. Que les colons imprudents sachent que : notre peuple connaît la voie du sacrifice et du martyr et qu'il est généreux envers elle ; la politique de répression et de colonisation n'aura aucun effet sur lui ; toutes leurs tentatives pour dissoudre et exterminer notre peuple s'effondreront en dépit de leurs balles, de leur argent et de leur infamie. Qu'ils sachent que la violence n'accouche de rien d'autre que de la violence et que la mort n'apporte rien d'autre que la mort. Comme il est vrai cet adage qui dit : "Je me noie, pourquoi devrais-je avoir peur de me mouiller ?". Retirez votre poigne de notre peuple, de nos villes, de nos camps de réfugiés et de nos villages. Notre combat contre vous est un combat de la foi, un combat de l'existence, un combat pour l'avenir »³²⁷.

Si ce premier communiqué n'a vraisemblablement pas été distribué en Cisjordanie, d'autres l'ont été à partir de janvier 1988, Jamil Hamami

³²⁴ Khaled Hroub, *Le Hamas*, Paris : Demopolis, 2008, p. 39.

³²⁵ Aude Signoles, *Le Hamas au pouvoir : et après ?*, Toulouse, Editions Milan, 2006, p. 20.

³²⁶ Shaul Mishal et Avraham Sela, *The Palestinian Hamas*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 36. Au sujet de la date de diffusion du premier communiqué du *Hamas*, voir aussi Jean-François Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien 1987-1988*, Le Caire: Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale (CEDEJ), 1991, p. 15.

³²⁷ Aude Signoles, *Le Hamas au pouvoir : et après ?*, Toulouse, Editions Milan, pp. 21-22.

supervisant semble-t-il leur diffusion³²⁸. La communication du *Hamas* ne se limite toutefois pas aux tracts. Trois autres modes de communication peu sophistiqués mais efficaces sont employés dès le départ :

1) les graffitis et autres peintures murales³²⁹. Ce mode d'expression, utilisé d'abord par les mouvements appartenant à l'OLP, s'est étendu pendant l'*Intifada* aux groupes islamistes, que ce soit le *Hamas* ou le *Jihad islamique*. Les slogans inscrits sur les murs s'adressaient soit à la population palestinienne dans son ensemble soit à des catégories plus précises : combattants, personnes soupçonnées d'aider les israéliens, travailleurs invités à participer aux grèves, étudiants, familles de « martyrs », etc. Des slogans en hébreu et en anglais étaient également destinés aux soldats israéliens et aux observateurs étrangers. Certains slogans du *Hamas* utilisaient des références religieuses, à l'instar de cette inscription murale, destinée aux Palestiniens « collaborant » avec les Israéliens : « Ô collaborateurs, entrez dans vos demeures de peur que le Hamas et ses armées ne vous écrasent ». Ce slogan fait allusion à la sourate *An-Naml* [Les fourmis] : « Ô fourmis, entrez dans vos demeures, de peur que Salomon et ses armées ne vous écrasent sous leurs pieds ». Les graffitis du *Hamas* et du *Jihad Islamique* s'inspirent sporadiquement de titres d'ouvrages comme : « La disparition d'Israël : un impératif coranique » (par le Cheikh Asaad Bayoud Al Tamimi), « Allah ou le ravage » (par Saad Joma'a) ou « Le communisme, enfant du sionisme » (par Ahmed Abd El Ghaffour Al Attar). Certains slogans s'apparentent davantage à ceux utilisés par les groupes laïques comme « Non à la capitulation ! » ou « Oui à la libération de la Palestine ! ». Parmi les symboles les plus couramment utilisés par le *Hamas* figuraient la carte de la Palestine historique, le drapeau palestinien parfois frappé d'inscriptions telles que « Allah est grand » ou « Il n'y a d'autre Dieu qu'Allah ». La mosquée *Al Aqsa* était – et demeure – le bâtiment le plus présent dans l'iconographie du *Hamas*, la mosquée figurant parfois entourée de fils barbelés, de flammes ou d'un serpent représentant Israël.

2) Un autre moyen de communication utilisé par le *Hamas* était la mobilisation dans les mosquées³³⁰. Cela peut passer par des prêches ou par

³²⁸ Shaul Mishal et Avraham Sela, *The Palestinian Hamas*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 36.

³²⁹ Les informations qui figurent dans ce paragraphe proviennent en partie de Ibrahim Mohamed, Tareq Mohamed, *Chi'ârât al Intifâda [Les slogans de l'Intifada]*, <http://www.palestine-info.com/arabic/books/shearat/shearat.pdf>.

³³⁰ Matthew Levitt, *Hamas. Politics, Charity and Terrorism in the Service of Jihad*, Washington, DC: Institute for Near East Policy, 2006, pp. 100-101.

l'accrochage de « journaux muraux » à l'intérieur même des lieux de culte³³¹. Le développement des mosquées a été toléré par les Israéliens qui voyaient peut-être là une opportunité de contrer l'influence des mouvements palestiniens laïques comme le *Fatah*. Le nombre de mosquées dans la bande de Gaza a ainsi doublé de 1967 à 1986, passant de 77 à 150 puis à 200 en 1989³³². Parmi les lieux de culte construits figure la mosquée *al-Shamali*, bâtie à l'initiative du Cheikh Yassine, financée en partie sur ses fonds propres et qui lui a permis de diffuser son message auprès de nombreux fidèles³³³. Les mosquées restent aujourd'hui un important vecteur de communication pour le *Hamas*. Certains n'hésitent pas à affirmer qu'il s'agit même du vecteur le plus efficace de l'organisation pour s'adresser aux Palestiniens, que ce soit dans la bande de Gaza ou en Cisjordanie³³⁴.

3) Un troisième moyen consistait à jouer sur la communication directe, *de visu*, que ce soit lors de grands rassemblements populaires, lors de rencontres organisées dans les centres sociaux ou culturels gérés par le mouvement, ou encore lors de discussions dans les bureaux d'informations du *Hamas* ouverts dès le début de la première *Intifada*³³⁵. Parmi les premiers centres sociaux et culturels du mouvement, il convient de mentionner le Centre islamique de Gaza (*al-Mujamma' al-islami*) créé – lui aussi par le Cheikh Yassine – dans les années 1970³³⁶. Quant aux grands rassemblements populaires, ils ne se limitent pas uniquement aux manifestations explicitement politiques. Le *Hamas* a par exemple organisé – et organise toujours – des célébrations collectives de mariages qui peuvent regrouper plusieurs milliers de convives³³⁷. Cette pratique permet aux couples de faire des économies puisque tous les frais sont pris en charge par le *Hamas*. Ce dernier – en plus de passer pour un mouvement généreux venant en aide aux moins riches – dispose également à cette occasion d'une tribune pour faire passer certains messages.

³³¹ Moheeb Al Nawaty, *Salman Ahmad, Hamas min al-dâkibil* [Hamas, vu de l'intérieur], Dar Al-Chourouq, Gaza, 2002, pp. 99-109.

³³² Shaul Mishal et Avraham Sela, *The Palestinian Hamas*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 21.

³³³ Atef Adwan, *Al Cheikh Ahmad Yassine : Hayâtouh wa Jihâdouh* [Le Cheikh Ahmad Yassine : Sa Vie, Son Combat], Gaza, 1991, pp. 37-40.

³³⁴ Moeen Koa, *Communicating the Hamas Message : Strategy, Tactics, Channels, and Effectiveness*, Mémoire de Master, Londres, University of Westminster, 2007, p. 16.

³³⁵ Moheeb Al Nawaty, *Salman Ahmad, Hamas min al-dâkibil* [Hamas, vu de l'intérieur], Dar Al-Chourouq, Gaza, 2002, pp. 99-109.

³³⁶ Shaul Mishal et Avraham Sela, *The Palestinian Hamas*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 16.

³³⁷ Khaled Abu Toameh, « Hamas Mass Wedding », www.ocnus.net/artman/publish/printer_19404.shtml et « Hamas sponsors mass wedding in Palestinian camp in Syria », *Haaretz*, 4 août 2007.

Le point commun de ces trois modes de communication est qu'ils permettent de s'adresser uniquement à une audience locale. Le *Hamas* a véritablement commencé à faire parler de lui sur le plan international avec la traduction et la diffusion de sa charte. Cette charte – adoptée en août 1988 – continue à faire couler beaucoup d'encre car elle traduit la radicalité des créateurs du mouvement. Un doute persiste aujourd'hui sur l'identité du ou des rédacteur(s) de ce document. Certains affirment qu'il aurait été rédigé à la hâte par une personnalité de la bande de Gaza et distribué « sans consultation préalable »³³⁸. Toujours est-il que la charte reste en vigueur aujourd'hui et qu'il n'est pas question, à l'heure actuelle, de la déclarer caduque³³⁹. Aussi convient-il d'en examiner les principaux points.

La charte du Hamas

D'une manière générale, ce qui frappe dans ce texte est l'omniprésence des références religieuses, la multiplication de citations tirées du Coran ou de hadiths – contraste d'autant plus saisissant lorsqu'on compare la charte du *Hamas* à celle de l'OLP où les références religieuses sont pratiquement absentes. Le *Hamas* confirme ainsi son statut de « mouvement de la résistance islamique », pour reprendre la déclinaison de l'acronyme *Hamas* en arabe (*harakat al-muqâwama al-'islâmiya*).

Dès le préambule de la charte, le *Hamas* se place dans la lignée intellectuelle des *Frères musulmans* en reprenant une phrase sans équivoque de son fondateur Hassan al Banna : « Israël existera et continuera d'exister jusqu'à ce que l'islam l'abroge comme il a abrogé ce qui l'a précédé »³⁴⁰. Le lien avec les Frères musulmans est affirmé de manière encore plus nette à l'article 2 : « le Mouvement de la Résistance Islamique est l'une des ailes des Frères musulmans en Palestine ».

La charte se compose en tout de cinq chapitres subdivisés en trente-six articles. Le premier chapitre – intitulé « Définition du mouvement » – insiste longuement sur l'identité islamique du *Hamas* et tente d'établir une filiation avec des opposants historiques au sionisme à l'instar du « martyr Ezzedine al-

³³⁸ Khaled Hroub, *Le Hamas*, Paris : Demopolis, 2008, p. 56.

³³⁹ Menachem Klein, « Hamas in Power », *The Middle East Journal*, vol. 61, n° 3, été 2007, p. 453.

³⁴⁰ La traduction retenue ici est celle de Jean-François Legrain in, Jean-François Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien 1987-1988*, Le Caire, Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale (CEDEJ), 1991. La version électronique est consultable à l'adresse suivante : <http://www.gremmo.mom.fr/legrain/voix15.htm#heading004>.

Qassam ». Se placer dans une lignée historique permet au *Hamas* de contrer l'argument des mouvements laïques qui reprochaient aux islamistes de s'être joints trop tardivement à la lutte armée contre les Israéliens, la création du *Jihad islamique* et du *Hamas* n'intervenant qu'une vingtaine d'années après celle des principales organisations laïques.

Le deuxième chapitre – le plus court de la charte – est consacré aux objectifs du mouvement. Ces objectifs sont définis en termes très généraux en une phrase : « Combattre le Mensonge, le défaire et le détruire pour que règne la Vérité, que les patries soient restituées, que l'appel à la prière annonçant l'établissement de l'Etat de l'islam soit lancé du haut de leurs mosquées, que les gens rentrent chez eux et que toute chose retrouve sa juste place ! ».

Le troisième chapitre est dédié à « la stratégie et [aux] moyens ». La totalité de la Palestine historique y est considérée comme un *waqf* pour « toutes les générations de musulmans ». Il est en conséquence « illicite d'y renoncer en tout ou en partie, de s'en séparer en tout ou en partie ». L'article 12 est particulièrement intéressant. Il y est affirmé, d'une part, que le patriotisme (*al wataniyya*) est considéré comme « un article de la profession de foi religieuse » et, d'autre part, que le *jihad* contre les Israéliens est une « obligation individuelle ». On retrouve ici la distinction établie, entre autres, par Abdallah Azzam entre *jihad* offensif et *jihad* défensif, le premier étant une « obligation collective » et le second une « obligation individuelle ». Pour Abdallah Azzam – lui-même d'origine palestinienne –, l'obligation devient individuelle notamment quand « les infidèles pénètrent dans l'un des territoires musulmans »³⁴¹. La notion d'« obligation individuelle » revient dans la charte aux articles 14 et 15 : « Face à l'usurpation de la Palestine par les Juifs, il faut brandir l'étendard du *jihad* et cela nécessite la diffusion de la conscience islamique parmi les masses locales, arabes, et islamiques. Il faut propager l'esprit du *jihad* dans la nation, l'engagement face aux ennemis et l'adhésion aux rangs des combattants du *jihad* ». L'obligation individuelle en question ne s'applique pas qu'aux Palestiniens mais à tout musulman. Ainsi, le *Hamas* considère que les cercles palestinien, arabe et islamique ont « un rôle propre à jouer dans la lutte contre le sionisme ».

Dans ce troisième chapitre est établie une lignée historique allant des croisades au sionisme. L'héritage de Saladin est revendiqué. La lutte, toutefois, n'est pas perçue uniquement sur le plan militaire. La « libération » se joue aussi,

³⁴¹ Abdallah Azzam, « La défense des territoires musulman constitue le principal devoir individuel » in Gilles Kepel et Jean-Pierre Milelli (dir.), *Al Qaïda dans le texte*, Paris, PUF, 2005, p. 147.

selon le(s) rédacteur(s) de la charte, sur le plan social, culturel, éducatif et médiatique. Si la « libération » s'applique à tous ces domaines, c'est que les « sionistes » les ont investis. Plus de précisions sont données à ce sujet à l'article 22 consacré aux « forces qui soutiennent l'ennemi ». Cet article est souvent présenté comme une preuve de l'antisémitisme du *Hamas*, certains passages relevant de la théorie du complot : « Grâce à l'argent, ils [« les ennemis »] règnent sur les médias mondiaux, les agences d'informations, la presse, les maisons d'édition, les radios, etc. Grâce à l'argent, ils ont fait éclater des révolutions dans différentes régions du monde pour réaliser leurs intérêts et les faire fructifier. Ce sont eux qui étaient derrière la révolution française, la révolution communiste et la plupart des révolutions dont nous avons entendu et entendons parler de-ci de-là. Grâce à l'argent, ils ont créé des organisations secrètes qui étendent leur présence dans toutes les parties du monde pour détruire les sociétés et réaliser les intérêts du sionisme, comme la franc-maçonnerie, les clubs Rotary et Lions, le B'nai B'rith, etc. Ce sont toutes des organisations qui se livrent à l'espionnage et au sabotage. Grâce à l'argent, ils sont parvenus à prendre le contrôle des Etats colonialistes et ce sont eux qui les ont poussés à coloniser de nombreuses régions pour en exploiter les richesses et y répandre leur corruption ». Les accusations d'antisémitisme sont renforcées par l'article 32 qui fait référence aux vellétés expansionnistes des « sionistes », rêvant de conquérir les territoires s'étendant « du Nil jusqu'à l'Euphrate » et cite comme source *Les protocoles des sages de Sion*. Jean-François Legrain – un des meilleurs connaisseurs de la scène politique palestinienne – n'hésite pas à affirmer que le combat du *Hamas* se « situe au niveau de l'eschatologie »³⁴². Pour appuyer ses dires, il cite un extrait de l'article 28 de la charte : « Israël, par sa judéité et ses juifs, constitue un défi pour l'islam et les musulmans » puis un extrait d'un tract du *Hamas* : « [il faut] extirper ce cancer qui mine la terre du voyage nocturne et de l'ascension du Prophète et menace l'ensemble du monde islamique ».

Le quatrième chapitre s'intitule sobrement « Nos positions sur... ». S'ensuivent six sous-sections : « les mouvements islamiques », « les mouvements nationalistes sur la scène palestinienne », « l'Organisation de Libération de la Palestine », « les Etats arabes et gouvernements islamiques », « les rassemblements nationalistes et religieux, les institutions, les intellectuels, le monde arabe et islamique » et « les fidèles des autres religions ». La sous-section sur les « mouvements nationalistes sur la scène palestinienne » est particulièrement intéressante, au vu des affrontements qui ont opposé le *Fatab* et le *Hamas* à partir de l'année 2006 et sur lesquels nous reviendrons

³⁴² Jean-François Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien 1987-1988*, Le Caire : Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale, 1991, p. 60.

ultérieurement. L'article 25, notamment, accorde des garanties aux mouvements laïques : « [Le *Hamas*] tient à rassurer toutes les tendances opérant sur la scène nationaliste [*wataniyya*] palestinienne pour la libération de la Palestine qu'il se tient à leurs côtés comme soutien et appui. Il n'en sera jamais autrement, en parole comme en acte, au présent comme dans le futur. [Le « mouvement de la résistance islamique »] rassemble et ne divise pas, il protège et ne dilapide pas, il unifie et ne fractionne pas ». Dans l'article 27, le Hamas exprime néanmoins sa méfiance à l'égard de l'OLP à laquelle appartiennent les mouvements en question : « malgré toute notre estime pour l'Organisation de Libération de la Palestine – et pour tout ce qui pourrait s'y développer –, et sans vouloir minimiser son rôle dans le conflit arabo-israélien, il nous est impossible de troquer l'islamité actuelle et future de la Palestine pour l'adoption de l'idée laïque ».

Le cinquième chapitre, l'un des plus courts, s'intitule « Le témoignage de l'histoire ». Le *Hamas* se place là dans une lignée historique de combats face à des agressions externes. Il est à nouveau fait référence à Saladin, à la fois à l'article 34 et à l'article 35. Le sionisme est perçu comme une nouvelle tentative d'envahir le monde musulman : « L'invasion sioniste présente a été précédée des invasions croisées de l'Occident et des invasions tatares de l'Orient. De même que les musulmans ont su faire face à ces invasions, planifier leurs réactions et les défaire, de même sont-ils en mesure de faire face à l'invasion sioniste et de la défaire. Cela n'est pas difficile à Dieu si les intentions sont pures, si la détermination est honnête et si les musulmans savent tirer bénéfice des expériences du passé, se libèrent des effets de l'invasion intellectuelle et suivent les traditions de leurs ancêtres ».

Pour finir, la charte comporte une conclusion qui rappelle que la raison d'être du *Hamas* est le combat contre « l'ennemi sioniste » et le respect des valeurs de l'islam. Un dernier point mérite d'être rappelé dans le cadre d'une étude sur la communication des belligérants non étatiques. Dans la charte sont mentionnés à quatre reprises les médias, identifiés par le *Hamas* – dès l'origine du mouvement – comme un facteur important dans la lutte. La première mention se trouve à l'article 15 : « Il faut propager l'esprit du jihad dans la nation, l'engagement face aux ennemis et l'adhésion aux rangs des combattants du jihad. Il faut que les ulémas, les éducateurs et les enseignants, les hommes de médias et de communication, les masses d'intellectuels et tout particulièrement les jeunes des mouvements islamiques et leurs aînés s'associent à cette opération de conscientisation ». A l'article 17, est dénoncé le contrôle des médias par « les ennemis ». De même à l'article 22 est affirmé que « grâce à l'argent, ils [les ennemis] règnent sur les médias mondiaux, les agences

d'informations, la presse, les maisons d'édition, les radios, etc.». Enfin, à l'article 30 est lancé un appel aux « lettrés, intellectuels, hommes de médias, prêcheurs et enseignants [...] du monde arabe et islamique » afin qu'ils s'opposent, entre autres, à « l'hégémonie matérielle et médiatique » des sionistes.

L'importance accordée aux médias et à la communication transparait également au travers de l'organisation du *Hamas*. Le *Hamas* était en effet, dans les premières années de son existence, divisé en quatre branches et en sections géographiques. Une de ces branches était semble-t-il dédiée aux publications et aux médias, les trois autres étant consacrées respectivement aux questions sociales et administratives, aux actions armées (*Al-Mujabidin al-Filastini*) et au renseignement (*Jehaz Aman*)³⁴³.

Depuis la publication de la charte en 1988, la rhétorique du *Hamas* a évolué mais avant d'étudier cette évolution, il convient d'analyser la diversification des outils de communication utilisés par le mouvement.

La diversification des outils de communication du Hamas

Le point commun des vecteurs de communication abordés jusqu'à présent – graffitis, tracts, communiqués, etc. – est leur faible degré de sophistication technologique. Il s'agit en effet pour l'essentiel de vecteurs de « communication directe ». Dans les années 1990 et surtout dans les années 2000, la communication du *Hamas* s'est transformée, le groupe développant ses propres médias permettant de toucher un auditoire beaucoup plus large.

Le développement de médias propres au *Hamas* ou proches du mouvement n'est pas allée sans encombres. L'hebdomadaire *Al Watan*, créé le 28 avril 1995 en est un bon exemple³⁴⁴. Opposé aux accords d'Oslo et donc à l'Autorité palestinienne – considérée comme un produit desdits accords – l'hebdomadaire a été interdit par cette même Autorité. L'interdiction initiale se limitait à une période de deux mois et demi. A l'issue d'âpres négociations, le journal a été autorisé à paraître à nouveau. Néanmoins, quelques jours à peine après sa réouverture – au début du mois d'août 1995 – *Al Watan* a fait l'objet

³⁴³ Matthew Levitt, *Hamas. Politics, Charity and Terrorism in the Service of Jihad*, p. 10.

³⁴⁴ Amal Jamal, *Media politics and democracy in Palestine : political culture, pluralism, and the Palestinian Authority* Sussex Academic Press, 2005, pp. 143-144. Voir également *The Palestinian Human Rights Monitor*, novembre 1999, <http://www.phrmg.org/monitor1999/nov99-written.htm>.

d'une nouvelle interdiction, et ce pour une durée indéterminée. Cette décision aurait fait suite à la publication d'un article critiquant personnellement Yasser Arafat. Après une courte réouverture, le journal fut définitivement fermé le 25 décembre 1995.

Une nouvelle expérience – plus durable cette fois-ci – fut tentée dans le domaine de la presse écrite avec le lancement de l'hebdomadaire *Al-Risalah* le 1^{er} janvier 1997³⁴⁵. Ce journal n'est, à l'origine, pas lié directement au *Hamas* mais à un mouvement très proche, *Khalas*. La principale différence entre le *Hamas* et *Khalas* n'était pas tant idéologique que pratique : le *Hamas* a refusé de participer aux élections de 1996 – considérées comme une conséquence des accords d'Oslo – tandis que *Khalas*, lui, y a pris part. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à dire que tant que le *Hamas* refusait de participer aux élections, *Khalas* était en quelque sorte la branche électorale officieuse du *Hamas*³⁴⁶. En novembre 1997, le Cheikh Ismaïl Abu Shanab, un des fondateurs du *Hamas*, a déclaré : « Officiellement, *Al-Risalah* appartient à *Al-Khalas*. Mais les personnes qui appartiennent actuellement à *Al-Khalas* étaient originellement au *Hamas*. Les deux organisations ont la même approche générale qui consiste à penser que la question palestinienne est fondée sur l'islam »³⁴⁷. La proximité entre le *Hamas* et *Khalas* s'incarne notamment dans la personne du rédacteur en chef d'*Al-Risalah*, Ghazi Hamad. Ce dernier a en effet alterné les postes importants dans les deux organisations. Il a notamment été chef du parti *Khalas* puis porte-parole du *Hamas*. En outre, Ghazi Hamad était déjà rédacteur en chef d'*Al-Watan*. D'autres organes de presse sont réputés proches du *Hamas* comme le quotidien *Filastîn*, créé à Gaza en mai 2007 et dont le rédacteur en chef est Mustapha al-Sawaf³⁴⁸, le mensuel *Palestine Times* dont la rédaction est basée à Londres et *Filastîn al-Muslima* publiée depuis 1980 par l'*Union islamique de la jeunesse palestinienne au Royaume-Uni* et présenté par certains, depuis la création du *Hamas*, comme un « porte-parole officieux du mouvement »³⁴⁹. Le magazine pour enfants *Al-Fateh* est lui aussi publié au Royaume-Uni.

Le *Hamas* a également développé ses propres programmes de radio et de télévision. Plus de 80 stations de radio et chaînes de télévision existaient

³⁴⁵ *Ibid.*, p. 145.

³⁴⁶ Laila el-Haddad, "Ghazi Hammad : Hamas has become more pragmatic", *Al Jazeera*, 14 octobre 2004, <http://english.aljazeera.net/English/archive/archive?ArchiveId=6879>.

³⁴⁷ Roger Gaess, "Interview with Ismaïl Abu Shanab", *Middle East Policy*, juin 1998. http://findarticles.com/p/articles/mi_qa5400/is_199806/ai_n21423642

³⁴⁸ Voir le guide *Palestine : les médias* disponible sur le site de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée de l'Université Lyon 2, www.mom.fr/guides/palestine/palestine-Palestin-3.html.

³⁴⁹ Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien 1987-1988*, op. cit., p. 10.

dans la bande de Gaza et en Cisjordanie³⁵⁰. Parmi elles se trouve *Sawt al-Aqsa – la voix d’Al Aqsa* – dont les émissions furent interrompues temporairement en mai 2004 suite à un bombardement de ses locaux par l’armée israélienne. D’après un sondage réalisé en avril 2007 dans les territoires palestiniens, *Sawt al-Aqsa* serait la radio dont les informations seraient considérées comme les plus fiables par les Palestiniens³⁵¹. Cette affirmation mérite toutefois d’être tempérée puisque les résultats sont très éclatés du fait du nombre important de stations de radios. Ainsi, seuls 13,4% des sondés ont choisi la radio du *Hamas* comme station la plus fiable, ce qui lui assure tout de même la première place. La deuxième place est revenue à la *voix de la Palestine* – considérée comme la radio officielle de l’Autorité palestinienne – avec 12,2%.

Le même sondage a été réalisé pour les télévisions³⁵². La chaîne considérée de loin comme la plus fiable par les Palestiniens est *Al Jazeera*, choisie par 48,4% des sondés. *Al Aqsa TV*, la télévision du *Hamas* arrive en cinquième position avec seulement 4,4%. Il faut dire qu’au moment où a été réalisé ce sondage, la chaîne du *Hamas* venait à peine de fêter sa première année d’existence. Cette chaîne a en effet été créée en janvier 2006, quelques semaines avant les élections législatives palestiniennes. D’après Raed Abu Deir, premier directeur d’*Al Aqsa TV*, la chaîne a permis aux candidats du *Hamas* de s’exprimer librement : « à la télévision publique, chaque candidat a le droit à quelques minutes pour parler mais nous, nous avons notre propre station de télévision »³⁵³. Et d’ajouter : « nous axons actuellement nos programmes sur la liste du Changement et des réformes [la liste du Hamas] et avec cette télévision, nous espérons atteindre plus de monde »³⁵⁴. Malgré les tentatives de l’Autorité palestinienne d’interrompre *Al Aqsa TV* – au motif qu’elle n’aurait pas reçu de licence pour émettre – la chaîne a poursuivi ses activités et s’est même développée³⁵⁵. Au départ, elle ne diffusait que quelques heures par jour³⁵⁶. Cette durée a progressivement augmenté. Surtout, en octobre 2006, *Al Aqsa* est passée du statut de simple chaîne hertzienne à celui de chaîne satellitaire – sous le nom *Siraj Al-Aqsa*, « la lumière d’Al Aqsa ». Notons que cette chaîne figurait en février 2007 sur la liste – estampillée par le CSA – des chaînes diffusées par

³⁵⁰ Vivian Salama, « Hamas TV: Palestinian Media in Transition », *TBS Journal*, 2006.

³⁵¹ « Poll: Palestinians view Al-Jazeera TV, Al-Quds Newspaper and Voice of Al-Aqsa Radio as the most reliable sources of news », Jerusalem Media and Communications Center, 3 avril 2007, www.imra.org.il/story.php3?id=33743.

³⁵² Ibid.

³⁵³ Mehdi Lebouahera, « TV New Weapon in Hamas Arsenal », *Lebanon Wire*, 13 janvier 2006.

³⁵⁴ « Le Hamas a une chaîne de télévision, Al-Aqsa », *Palestine-Solidarité. Le journal des Palestiniens*, n°159, 13 au 18 janvier 2006, p. 18.

³⁵⁵ « Hamas plans own satellite TV channel, increased newspaper publication », *Transnational Broadcasting Studies Journal*, www.tbsjournal.com/Chronicles%20V.htm.

³⁵⁶ Erik Westervelt, « Hamas Launches Television Network », *NPR*, 3 février 2006.

l'opérateur satellitaire *Eutelsat*³⁵⁷. Plus d'un an plus tard, au moment de l'écriture de la présente étude, elle était toujours visible par les téléspectateurs français. La différence de traitement avec la chaîne *Al Manar* est à ce titre surprenante, d'autant que le *Hamas* se trouve sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, ce qui n'est pas le cas du *Hezbollah*³⁵⁸. Dernier point concernant *Al Aqsa TV*, son budget. Celui-ci est très largement inférieur à celui d'*Al Manar* puisqu'il se monterait à 90 000 dollars par mois. D'après Fathi Hammad, responsable de la holding audiovisuelle *Ribat* qui regroupe *Sawt al-Aqsa* et *Al Aqsa TV*, ce budget est alimenté « par les caisses du parti et par des mécènes étrangers et locaux »³⁵⁹.

La stratégie médiatique du *Hamas* ne s'est pas limitée au développement de nouveaux supports médiatiques. Elle s'est également traduite par la présence de plus en plus fréquente de responsables du mouvement dans les grands médias internationaux. Depuis la victoire du *Hamas* aux élections de 2006, les médias occidentaux ont largement ouvert leurs colonnes aux différents chefs de l'organisation. Par exemple, Mahmoud al-Zahar a accordé une interview à Didier François de *Libération* le 2 février 2006³⁶⁰ ; le 20 juin 2007, Ahmed Youssef, conseiller politique d'Ismail Haniyeh, a signé un *op-ed* dans le *New York Times*³⁶¹ ; Mousa Abu Marzook a signé des articles dans le *Los Angeles Times*³⁶² et le *Guardian*³⁶³, etc. Les leaders du *Hamas* s'expriment bien plus régulièrement encore dans les médias arabophones, notamment sur *Al Jazeera* considérée par certains comme le principal vecteur de communication internationale du groupe³⁶⁴. Les relations entre le *Hamas* et la chaîne qatarie remontent aux années 1990. Ainsi, en avril 1998, le Cheikh Yassine a profité d'un séjour au Qatar pour enregistrer une longue interview dans les locaux d'*Al Jazeera*. Cette interview a été diffusée du 17 avril au 5 juin 1999 sous la forme de huit épisodes de l'émission *Testimony*³⁶⁵. Juste avant l'ouverture de la chaîne *Al Aqsa TV*, une trentaine de journalistes auraient été envoyés à Doha pour être

³⁵⁷ www.csa.fr/infos/operateurs/operateurs_cable_Eutelsat.php consulté le 15 mai 2008.

³⁵⁸ Cette liste est consultable à l'adresse suivante :

http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/oj/2006/L_082/L_08220060321fr00200024.pdf.

³⁵⁹ Benjamin Barthe, « Al Aqsa TV, le Hamas fait sa télé », *Le Monde*, 21 août 2007.

³⁶⁰ Didier François, « Mahmoud Al-Zahar, leader historique du Hamas : "Le but de notre vie n'est pas de porter des armes" », *Libération*, 2 février 2006.

³⁶¹ Ahmed Youssef, "What Hamas Wants", *The New York Times*, 20 juin 2007.

³⁶² Mousa Abu Marzook, "Hamas' stand", *Los Angeles Times*, 10 juillet 2007.

³⁶³ Mousa Abu Marzook, "Hamas is ready to talk", *The Guardian*, 16 août 2007, p. 34.

³⁶⁴ Moeen Koa, *Communicating the Hamas Message : Strategy, Tactics, Channels, and Effectiveness*, Mémoire de Master, University of Westminster, London, 2007, p. 51.

³⁶⁵ Azzam Tamimi, *Hamas: a history from within*, Olive Branch Press, Northampton, 2007, p. 112 et p. 152.

formés par les professionnels d'*Al Jazira*³⁶⁶. Plus récemment, les officiels israéliens ont accusé *Al Jazira* de soutenir le *Hamas* et ont compliqué le travail des reporters de la chaîne, certains allant jusqu'à employer le terme de « boycott »³⁶⁷. Yigal Palmor, haut fonctionnaire au ministère israélien des Affaires étrangères n'hésitait pas à user d'un langage fort peu diplomatique : « *Al-Jazira* a franchi la ligne rouge. On comprend qu'une chaîne arabe soit pro-palestinienne, mais on s'attend à un certain niveau d'éthique professionnelle. Or, cette chaîne a choisi son camp, qui n'est pas celui des Palestiniens, mais du *Hamas*. Ses journalistes ne sont plus des observateurs mais des acteurs. A ce titre, ils doivent être soumis à d'autres règles »³⁶⁸.

Outre les médias télévisuels, le *Hamas* a aussi investi le champ des nouveaux médias. Internet est utilisé à des fins de communication interne par la branche armée du *Hamas*, les *Brigades Ezzedine al-Qassam*. Celles-ci auraient ainsi utilisé pendant un temps un simple groupe *Yahoo !* pour transmettre des ordres et des données³⁶⁹. La communication externe nous intéresse davantage ici. Le *Hamas* et les *Brigades Ezzedine al-Qassam* disposent à cette fin de plusieurs sites *web* dont une liste non exhaustive est fournie en annexes. Le site affilié au *Hamas* le plus développé est probablement celui du « Centre palestinien d'information », www.palestine-info.com. Ce qui frappe d'emblée sur ce site est la diversité des langues proposées. La langue d'origine est bien sûr l'arabe ; des traductions sont par ailleurs proposées en anglais, français, russe, persan, ourdou, turc et en indonésien (bahasa). Plusieurs autres sites sont disponibles en anglais, notamment celui de la branche armée du *Hamas*, www.alqassam.ps/english/ qui présente, entre autres, des portraits hagiographiques des « martyrs » du groupe.

Ces différents vecteurs de communication développés par le *Hamas* au fil du temps lui permettent de diffuser ses messages à un public de plus en plus étendu. Les vecteurs de communication ne sont pas les seuls à avoir évolué. Le discours lui-même n'est plus tout à fait le même aujourd'hui qu'il y a vingt ans.

³⁶⁶ Benjamin Barthe, « Al Aqsa TV, le Hamas fait sa télé », *Le Monde*, 21 août 2007.

³⁶⁷ Roni Sofer, « Israeli Foreign Ministry to boycott al-Jazeera », *Yediot Aharonot*, 12 mars 2008.

³⁶⁸ Benjamin Barthe, « Guerre médiatique entre Al Jazira et Israël », *Le Monde*, 15 mars 2008.

³⁶⁹ Gabriel Weimann, *Terror on the Internet: The New Arena, the New Challenges*, Washington, DC: The United States Institute of Peace, 2006, p. 228.

Le Hamas à l'épreuve du pouvoir

En 2006, le *Hamas* a décidé de participer aux élections législatives. Comme tout mouvement prenant part à un processus électoral, il a élaboré un programme connu sous le nom : « plateforme électorale Changement et Réforme »³⁷⁰. Cette plateforme débute par une explication de la participation du *Hamas* aux élections. Le but politique recherché est rappelé d'emblée : « la liste Changement et Réforme [s'inscrit] dans son programme général pour la libération de la Palestine, le retour du peuple palestinien dans sa patrie et l'établissement d'un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale ». Et d'ajouter : « cette participation sera un moyen de soutenir la résistance et le programme de l'*Intifada*, que le peuple palestinien a approuvé comme option stratégique pour mettre fin à l'occupation ». En 1996, le *Hamas* avait refusé de participer aux élections au motif que le conseil législatif palestinien était un produit des accords d'Oslo. Pour justifier le changement de position du mouvement, la plateforme explique : « l'*Intifada* al-Aqsa a créé de nouvelles réalités sur le terrain. Elle a fait du programme d'Oslo une chose du passé ».

La plateforme se divise en dix-sept articles, très majoritairement tournés vers les problèmes économiques et sociaux des Palestiniens et la dénonciation des dirigeants en place – notamment, pour ce dernier aspect, dans un article intitulé « réforme administrative et lutte contre la corruption ». En outre, une section complète est consacrée aux « principes » défendus par la liste Changement et Réforme. Cette section tient en sept points : 1) importance de l'islam comme « cadre de référence » et « mode de vie », 2) réaffirmation du statut « arabe et islamique » de la Palestine historique 3) légitimité de la lutte armée dans le cadre du processus de « libération nationale », 4) droit de retour des réfugiés palestiniens, 5) Jérusalem, capitale du futur Etat palestinien, 6) nécessité de « renforcer et sauvegarder l'unité nationale palestinienne » et 7) mise en avant du « problème des prisonniers ». Il est à noter que le troisième point constitue la seule mention explicite de la « lutte armée » dans tout le programme. A noter également l'absence des références antisémites relevant de la théorie du complot que l'on retrouvait dans la charte du *Hamas*. La plateforme électorale comprend également bien moins de références religieuses que la charte : elles représentent, « en comptant les cinq versets coraniques, [...] une page et demie sur les quatorze que comporte le document »³⁷¹. Remarquons enfin que l'importance accordée par le *Hamas* à la communication transparait

³⁷⁰ Pour une analyse plus complète de cette plateforme électorale, voir Khaled Hroub, « Un Hamas nouveau ? », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n° 102, hiver 2007.

³⁷¹ Khaled Hroub, *Le Hamas*, Paris : Demopolis, 2008, p. 12.

également dans son programme électoral puisqu'un article de ce document est consacré à la « politique culturelle [et aux] médias ».

A la surprise générale – au grand étonnement, semble-t-il, des dirigeants du *Hamas* eux-mêmes³⁷² – le « mouvement de la résistance islamique » a remporté les élections législatives du mois de janvier 2006. Il s'est alors trouvé en situation de gouverner. Peu préparé à une telle éventualité, il a cherché à constituer une coalition avec les partis laïques. Pour tenter de convaincre ces derniers de participer à un gouvernement d'union nationale, un texte a été développé. Ce texte – qui est sensiblement différent à la fois de la plateforme électorale et du programme gouvernemental finalement présenté suite au refus des groupes laïques de participer au gouvernement d'union nationale – démontre la capacité du *Hamas* à adapter son discours en fonction de l'auditoire et des situations. Cela transparaît notamment dans la quasi-absence de références religieuses. Le texte commence par un préambule qui établit les objectifs du possible gouvernement d'unité nationale : « protéger les droits et les intérêts du peuple palestinien, [...] mettre fin à l'occupation, préserver le droit au retour des réfugiés et le droit à la résistance, [...] et bâtir un Etat palestinien indépendant totalement souverain, avec Jérusalem pour capitale »³⁷³. Trente-neuf articles suivent ce préambule, notamment des articles visant à rassurer la « communauté internationale ». C'est le cas de l'article 5 qui évoque la « coopération avec la communauté internationale dans le but de mettre fin à l'occupation et aux colonies, et de parvenir à un retrait complet des terres occupées en 1967, y compris Jérusalem, de sorte que la région connaisse le calme et la stabilité durant cette phase ». L'article 9 souligne quant à lui que « le gouvernement traitera en toute responsabilité les accords signés [par les précédents dirigeants palestiniens avec Israël] ». L'article suivant précise quant à lui que « le gouvernement traitera des résolutions internationales avec responsabilité et conformément à la protection des droits immuables du peuple [palestinien] ». Il n'est plus question ici de la « libération de la Palestine historique » ni de l'« abrogation » – pour ne pas dire « destruction » – de l'Etat d'Israël. Néanmoins, le texte ne va pas jusqu'à évoquer la possible « reconnaissance » de cet Etat. Tout comme il ne reconnaît pas l'OLP comme représentant unique des Palestiniens. Certains thèmes de la plateforme électorale sont repris dans le document d'union nationale. C'est le cas de la thématique de la réforme, de la lutte contre la corruption et des questions sociales. Notons aussi un article où sont mentionnés les médias, démontrant une nouvelle fois l'importance accordée par le *Hamas* à la communication. Il s'agit de l'article 38 qui prévoit de « renforcer le rôle et l'indépendance des

³⁷² Aude Signoles, *Le Hamas au pouvoir : et après ?*, Toulouse, Editions Milan, 2006, p. 67.

³⁷³ Khaled Hroub, *Le Hamas*, Paris : Demopolis, 2008, p. 15.

institutions médiatiques, et de protéger les droits et la liberté de la presse et des journalistes ».

La proposition de créer un gouvernement ayant été rejetée par les principales organisations laïques, le *Hamas* a fini par former son propre gouvernement. Le 27 mars 2006, le Premier ministre Ismaïl Haniyeh a prononcé un discours important devant les députés palestiniens nouvellement élus. Ce discours – connu sous le nom de « plateforme gouvernementale » – visait à présenter le programme de la nouvelle équipe dirigeante. Les paroles du chef du nouveau gouvernement palestinien sont marquées du sceau du pragmatisme. Cela concerne notamment les relations avec Israël : « les ministres devront prendre en considération les intérêts et les besoins de notre peuple et les mécanismes de la vie de tous les jours, donc établir les nécessaires contacts avec l'occupation pour toutes les questions concernant le quotidien : affaires, commerce, santé et travail ». Le même pragmatisme est présent dans les appels qu'Ismaïl Haniyeh lance aux Etats ayant décidé de boycotter le gouvernement du *Hamas*. Il demande ainsi à « la communauté internationale de reconsidérer sa position et de respecter le choix démocratique du peuple palestinien ». Un ton conciliant est adopté à l'égard du Quartette : « notre gouvernement est prêt pour le dialogue avec le Quartette afin d'explorer toutes les voies pouvant conduire à la fin de l'état de guerre dans la région et pouvant y apporter la paix ». L'approche terre-à-terre du Premier ministre palestinien transparait enfin dans les paroles chaleureuses adressées à certains dirigeants historiques du *Fatah*, notamment Mahmoud Abbas et Ahmed Qoreï et dans les signes d'ouverture adressés aux partis laïques : « nous continuerons à travailler à renforcer notre unité nationale et à mettre de l'ordre dans la maison Palestine afin de la rendre intérieurement plus solide. Nos mains demeureront tendues vers tous. Consulter et dialoguer sur l'ensemble des questions qui nous préoccupent tous demeurera aussi notre politique pour garantir les intérêts suprêmes de notre peuple et de notre nation. La porte de la participation au gouvernement restera ouverte. Cette patrie est pour tous, elle est le destin et l'avenir de tous ». Ces propos tranchent avec ceux prononcés quelques mois plus tard, au moment des affrontements opposant le *Hamas* au *Fatah*.

L'impact des affrontements inter-palestiniens sur la communication du Hamas

Les médias ont été au cœur des tensions entre le *Hamas* et le *Fatah* qui ont émergé quelques mois après les élections de janvier 2006 et se poursuivent sporadiquement depuis lors. Ces tensions se sont traduites par une exacerbation

de la rhétorique anti-*Fatah* d'un côté et anti-*Hamas* de l'autre, les médias étant dès lors accusés de contribuer à la radicalisation des uns et des autres³⁷⁴. Les membres du *Fatah*, notamment Mohammed Dahlan, ont été traités de putschistes chargés « d'exécuter les desseins américains et sionistes »³⁷⁵. Dans un dessin animé diffusé sur *Al Aqsa TV* au cours de l'été 2007 et intitulé « un message aux gangs criminels de Cisjordanie occupée », les membres du *Fatah* étaient représentés comme des rats armés et cupides³⁷⁶. Un lion majestueux y incarnait le *Hamas*. A la fin du dessin animé, le lion chassait les rats et rétablissait le calme parmi la population. Ce dessin animé a été conçu comme une métaphore de la prise de contrôle de la bande de Gaza par le *Hamas* au cours du mois de juin 2007. Un des rats s'exprime d'ailleurs avec la voix de Mohammed Dahlan qui a fui vers l'Égypte pendant les événements en question.

Les médias ont également été impliqués physiquement dans les heurts entre le *Hamas* et le *Fatah*. Des raids armés ont été menés dans différentes rédactions, du matériel a été volé ou dégradé et des journalistes se sont fait menacer. Plusieurs communiqués de l'ONG *Reporters Sans Frontières* ont mis en avant le danger croissant pour les journalistes exerçant leur métier dans les territoires palestiniens, à l'instar de celui du 2 février 2007 : « depuis l'arrivée du Hamas au pouvoir en janvier 2006, des dizaines de journalistes palestiniens ont été agressés. Des reporters des médias publics ont été, par exemple, attaqués alors qu'ils couvraient des événements organisés par le *Hamas*. Par ailleurs, six journalistes étrangers ont été enlevés depuis cette date. Le 2 février, des membres des *Brigades al-Qassam*, branche armée du *Hamas*, et des agents de la Force exécutive, contrôlée par le gouvernement du parti islamiste, ont attaqué les locaux de la radio *Al Aamal* dans le quartier Abderrahmane au nord de Gaza. Selon les informations recueillies par *Reporters sans frontières*, des roquettes de type RPG auraient été tirées sur le bâtiment de la radio, interrompant la transmission des programmes. Des individus armés ont fait irruption dans les

³⁷⁴ Voir, entre autres, la retranscription de l'émission de télévision « Mokhtar al Baramij Al Alam » diffusée sur la chaîne satellitaire iranienne Alalam diffusée le 10 juillet 2007. Le titre de l'épisode est « L'expérience médiatique palestinienne au cours des affrontements survenus dans la bande de Gaza » [At-Tajriba al P'lamiyya lil P'am al Filastini Khilâl al Sirâ'at al-lati Chahidathâ Qitâ' Ghazza]. L'émission en question faisait débattre Fathi Hamad, Bassem Abou Samiyya et Ahmed Rafiq Awad. Voir aussi Badia Zaydan, « Pour ou contre la chaîne du Hamas : Al Aqsa diffuse des images inédites [Al Qanât al'Tâbi'a li Harakat Hamas bayna Mou'ayyid wa Râfed... Fadâ'iyyat al Aqsâ Tabouthou mâ lâ Yabouthouh al Akharoun], *Al Hayat*, 23 juin 2007.

³⁷⁵ Sobhi Assila, « La guerre médiatique entre le Fatah et le Hamas » [As-Sirâ'al P'lâmî bayna Fath wa Hamâs], article disponible en arabe sur le site du Centre des études politiques et stratégiques d'Al Ahrâm à l'adresse suivante : <http://acpss.ahrâm.org.eg/ahrâm/2001/1/1/FILE28.HTM>. Voir aussi Diaa Hadid et Ibrahim Barzak, « Gazans Fear Radio Rhetoric May Cause War », *The Associated Press*, 31 décembre 2006.

³⁷⁶ Sarah El Deeb, « Hamas TV Airs Lion King Cartoon Hero », *The Associated Press*, 24 août 2007.

locaux, détruit le matériel et rendu les antennes de transmission inutilisables »³⁷⁷. Le *Fatah* n'a pas été en reste. Des membres présumés des *Brigades des martyrs Al Aqsa* ont par exemple mis le feu, en juin 2007, à la maison d'Hassan al-Titi, correspondant d'*Al Jazeera* à Naplouse. La chaîne qatarie était accusée par le *Fatah* d'être trop favorable au *Hamas*³⁷⁸. Cet exemple montre que les conséquences des affrontements inter-palestiniens sur le travail des journalistes ne se sont pas limitées à la bande de Gaza mais se sont également propagées à la Cisjordanie³⁷⁹. Les journalistes occidentaux n'ont pas été épargnés par la dégradation de la situation sécuritaire dans les territoires palestiniens. Ainsi, le journaliste britannique Alan Johnston a été retenu en otage pendant près de quatre mois dans la bande de Gaza. A sa libération, ses ravisseurs l'ont remis à des officiels du *Hamas*. Après une rencontre fortement médiatisée avec Ismaïl Haniyeh puis avec Mahmoud Abbas, Alan Johnston est rentré au Royaume-Uni le 7 juillet 2007. D'autres journalistes ont été blessés, à l'instar du Français Didier François³⁸⁰.

Après le coup de force du *Hamas* dans la bande de Gaza, le « mouvement de la résistance islamique » a tenté de renforcer son emprise sur les médias. Le 3 septembre 2007, les dirigeants du *Hamas* ont par exemple pris la décision de « dissoudre la branche du Syndicat des journalistes palestiniens à Gaza » réputé proche du *Fatah*³⁸¹. En outre, d'après *Reporters sans frontières*, « au moins neuf organes de presse ont été obligés de cesser leurs activités dans la bande de Gaza » suite aux événements de juin 2007 : « la télévision publique palestinienne (*Public Broadcasting Corporation*), la *Voix de la Palestine* (radio publique), l'agence de presse *Wafa* (publique), *Sawt Al Chabab* (privée), *Sawt Al Hurriya* (privée), *Sawt Al Aamal* (privée), *Sawt Al Chaâb* (privée) et les hebdomadaires *Al Karama* et *Al Sabab* (privés) »³⁸². Enfin, en novembre 2007, le *Hamas* a décidé d'émettre une nouvelle carte de presse, les journalistes ne détenant pas le précieux sésame n'étant pas autorisés à poursuivre leurs activités professionnelles. Cette décision faisait suite à la diffusion d'images d'une

³⁷⁷ « Deuxième attaque en l'espace de six mois contre les locaux d'une radio affiliée au Fatah », communiqué de *Reporters sans frontières*, 2 février 2007.

³⁷⁸ Khaled Abu Toameh, "Top Palestinian Journalist Seeks Asylum in Norway", *The Jerusalem Post*, 1^{er} juillet 2007. Voir également, Benjamin Barthe, « Le Hamas et le Fatah se livrent une guerre des mots à travers leurs médias », *Le Monde*, 31 octobre 2006.

³⁷⁹ Pour d'autres exemples, voir notamment le communiqué de *Reporters sans frontières* intitulé « Multiplication des agressions contre les journalistes en Cisjordanie », 29 novembre 2007.

³⁸⁰ François Sergent, « Le correspondant de Libération en Israël blessé par balle », *Libération*, 22 décembre 2006.

³⁸¹ « Le Hamas dissout le syndicat des journalistes alors que les incidents se multiplient », Communiqué de *Reporters sans frontières*, 6 septembre 2007.

³⁸² « Le pluralisme de l'information en péril dans la bande de Gaza et en Cisjordanie », Communiqué de *Reporters sans frontières*, 27 juillet 2007.

manifestation du *Fatah* au cours de laquelle des hommes armés – appartenant vraisemblablement au *Hamas* – avaient ouvert le feu sur les manifestants³⁸³. Un cameraman travaillant pour la chaîne de télévision allemande ARD aurait notamment été interpellé car il ne possédait pas la nouvelle carte de presse³⁸⁴.

Si les médias sont considérés comme un facteur potentiel de radicalisation, le corollaire est qu'un changement de rhétorique peut aussi avoir un effet apaisant sur des belligérants. Ainsi, en avril 2008, un collectif de journalistes palestiniens indépendants a fait plusieurs propositions visant à améliorer la liberté de la presse dans les territoires palestiniens. Parmi ces propositions figuraient l'abandon de certaines expressions péjoratives telles que « les mutins de Gaza » ou « les gangs d'Abbas ». Un autre point avait pour objectif de permettre aux journalistes de la chaîne de télévision *Palestine TV* de travailler librement dans la bande de Gaza en échange de quoi *Al Aqsa TV* pourrait couvrir tous les événements en Cisjordanie³⁸⁵.

La communication du *Hamas* a été présentée jusqu'ici de manière monolithique. La réalité est plus complexe. Le *Hamas* a en effet plus de difficultés que d'autres belligérants non étatiques à faire respecter une ligne de communication plus ou moins uniforme.

Une communication à plusieurs voix

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, la communication du *Hezbollah* est dominée par son secrétaire général, Hassan Nasrallah. Le cas du *Hamas* est, à cet égard, bien différent. Aucune personnalité ne parvient en effet à assurer une véritable cohérence à la communication du « mouvement de la résistance islamique ». Cela est dû à au moins deux facteurs. Le premier est l'absence de chef ayant un charisme comparable à celui de Hassan Nasrallah. Cette absence de chef est liée, entre autres, à la politique israélienne d'éliminations ciblées qui a coûté la vie à plusieurs responsables du *Hamas* dont le Cheikh Yassine et Abdel Aziz al-Rantissi. Une autre raison du manque

³⁸³ “Hamas tightens restrictions on Gaza journalists following Fatah rally”, dépêche d'*Associated Press* reprise dans le *Jerusalem Post*, 14 novembre 2007. L'idée de créer une nouvelle carte de presse circulait toutefois déjà depuis plusieurs semaines. Cf. Khaled Abu Toameh, “Palestinian journalists say Hamas's decision to issue its own press cards is ‘a dangerous step’”, *Jerusalem Post*, 17 octobre 2007.

³⁸⁴ “Hamas widens crackdown on journalists in Gaza”, dépêche d'*Associated Press* reprise dans *Haaretz*, 15 novembre 2007.

³⁸⁵ “Journalists urge Palestinian Hamas and Fatah to allow media to operate freely”, *BBC Monitoring Middle East*, 8 avril 2008. Source initiale: *Ma'an News Agency*, Bethlehem.

d'unité de la communication du *Hamas* réside dans la distinction historique entre la branche intérieure et la branche extérieure du *Hamas*. La première, centrée sur Gaza, est représentée par des personnalités comme Mahmoud al-Zahar et Ismaïl Haniyeh ; la seconde, basée d'abord en Jordanie puis en Syrie est dominée par Khaled Meshaal. Chacune de ces branches n'est d'ailleurs pas non plus monolithique, des voix divergentes se faisant entendre sur des sujets aussi essentiels que l'opportunité de « libérer » l'intégralité de la Palestine historique, la légitimité des attentats-suicides contre les civils ou encore la possibilité de pratiquer une trêve dans la lutte contre Israël. Si on ajoute à cela que les *Brigades Ezzedine al-Qassam* produisent leurs propres communiqués qu'elles diffusent, notamment, sur leur site Internet, il est parfois difficile de voir clair dans la communication du *Hamas*.

Plus récemment, le coup de force du *Hamas* dans la bande de Gaza n'a pas fait l'unanimité au sein des membres du mouvement. Un des communicants du *Hamas*, Ghazi Hamad, ancien rédacteur en chef de la revue *Al-Risalah* et porte-parole du premier gouvernement mené par Ismaïl Haniyeh a dénoncé ce coup de force dans une lettre adressée aux dignitaires du parti, lettre dont de larges extraits se sont ensuite retrouvés dans la presse arabophone. L'auteur de la missive estime ainsi que « le Hamas a perdu une occasion en or de promouvoir la notion d'Islam politique [...] et n'avait pas à entrer en conflit avec les autres mais aurait dû s'inspirer de l'expérience d'Erdogan en Turquie qui est arrivé au pouvoir, au gouvernement, au parlement et à la présidence sans heurts, violence ou effusion de sang ». Et d'ajouter : « la prise de contrôle militaire de la bande de Gaza par le Hamas est injustifiée. [...] Il s'agit d'une erreur stratégique grave nuisant profondément au mouvement. [...] Il aurait mieux fait de renforcer ses relations, à l'échelle arabe et internationale, amorcées sous le gouvernement d'union nationale. Au lieu de cela, il se retrouve isolé et encerclé dans une bande exiguë [...] et a raté sa seule chance d'accéder au partenariat national, à savoir le gouvernement d'union ». Le reproche essentiel fait par Ghazi Hamad aux dirigeants du *Hamas* est de manquer de vision stratégique. Ainsi accuse-t-il ces dirigeants de croire que « la résistance est un choix stratégique alors qu'en réalité, elle est un outil au service d'un dessein politique et non une stratégie en tant que telle »³⁸⁶.

³⁸⁶ « Ghazi Hamad : le Hamas a commis une erreur stratégique en prenant le contrôle de la bande de Gaza » [Ghâzi Hamad : Hamâs Irtakabat Khata'an Istrâtijiyyan bi al-Loujou'ilâ al Hasm al 'Askarî], article disponible sur le site de la revue *Al Houriah*, www.alhourriah.org. Voir aussi « Le Hamas suspend Ghazi Hamad et Ahmed Youssef de leurs fonctions » [Hamâs Toujammid Ghâzi Hamad wa Ahmed Youssef], article disponible sur le site *Palestine Voice* affilié au *Fatab* à l'adresse suivante : www.palvoice.com/index.php?id=4386.

Cette dernière phrase est extrêmement importante car elle renvoie à une réalité qui vaut aussi bien pour les belligérants non étatiques que pour les Etats : avoir une stratégie claire et précise est un facteur essentiel de réussite. En outre, sans stratégie générale claire et précise, il est illusoire de vouloir développer une stratégie de communication cohérente et efficace.

CONCLUSION GENERALE

Cette étude visait à étudier les stratégies de communication des belligérants non étatiques à l'heure où, d'une part, les conflits irréguliers dominent le champ de la conflictualité et, d'autre part, les technologies de l'information et de la communication connaissent des transformations majeures.

Un double constat s'impose :

- En premier lieu, il n'existe pas de profil type du belligérant non étatique. L'introduction de la présente étude visait à établir quelques grandes caractéristiques communes à tous les adversaires irréguliers mais les chapitres présentant les différents groupes analysés ont montré qu'au-delà d'une logique stratégique générale commune à la plupart des belligérants non étatiques, les différences de pratiques sont nombreuses. Chaque adversaire irrégulier a ses spécificités et il est impossible – voire dangereux – de vouloir créer une doctrine rigide qui permettrait de contrer la communication de tous les belligérants non étatiques. En matière de contre-insurrection une leçon s'impose, y compris dans le domaine de la communication : faire preuve de flexibilité et savoir s'adapter à différents cas d'espèce. Cette leçon doit rester à l'esprit lorsque seront formulées, plus loin, des recommandations susceptibles d'améliorer la communication des Etats engagés dans des conflits irréguliers.
- En second lieu, l'attrait pour les innovations technologiques fait que l'on insiste souvent sur l'usage d'Internet par les belligérants non étatiques. Or, l'utilisation du *web* est variable selon les adversaires irréguliers et ne constitue, dans tous les cas, qu'un vecteur de communication parmi d'autres. Les groupes à forte implantation locale ont tendance à utiliser davantage des outils de communication traditionnels que les mouvements transnationaux qui, à l'instar de la « mouvance internationale jihadiste », est de plus

en plus présente sur Internet³⁸⁷. Certains mouvements, comme le *Hezbollah*, impressionnent par leur capacité à manier une large palette d'outils de communication, des plus rudimentaires aux plus sophistiqués. Pour les groupes à forte implantation locale – comme les Talibans, le *Hamas* ou le *Hezbollah* – Internet sert surtout à toucher une audience lointaine. Cela se traduit notamment par les efforts déployés pour traduire certaines pages *web* en anglais voire d'autres langues. Pour atteindre le public local, en revanche, des vecteurs de communication bien plus *low tech* sont utilisés : discours publics, prêches, tracts, affiches, peintures murales, lettres nocturnes, radio, etc.

D'une manière générale, la communication est considérée comme un élément essentiel par tous les groupes étudiés. Ceci constitue une différence notable avec les armées classiques qui n'ont pris conscience que récemment de l'importance des relations publiques. L'intérêt porté par les belligérants non étatiques à la communication s'accompagne d'avantages structurels dans ce domaine. Un de ces avantages – et non des moindres – consiste à pouvoir jouer sur leur faiblesse matérielle et sur ce qu'on pourrait appeler le « syndrome de David contre Goliath ». Cela passe par une instrumentalisation des « dommages collatéraux » et des déclarations stéréotypées visant à justifier le recours au terrorisme, par exemple : « si nous possédions des avions de chasse et des chars, nous ne serions pas obligés de commettre des attentats ». Un autre avantage structurel des belligérants non étatiques en matière de communication réside dans le fait que les actions qu'ils mènent – enlèvements, prises d'otages, attentats, etc. – sont souvent spectaculaires et médiatiques tandis que le travail de stabilisation des armées classiques est long, laborieux et en définitif peu attractif pour les médias.

Pour tous les belligérants non étatiques étudiés, la communication publique remplit des fonctions plus larges que la simple diffusion de messages politiques. Elle permet d'attirer de nouvelles recrues, de trouver des financements et peut aussi faciliter la transmission d'ordres. C'est bien là une particularité des belligérants non étatiques qui – à des degrés divers selon les groupes – utilisent des vecteurs de communication ouverts à tous (radio, télévision, Internet, etc.) à des fins de *command and control*. En septembre 2007, par exemple, Ayman Al Zawahiri appelle, par l'intermédiaire d'une vidéo produite par *As-Sahab*, à « débarrasser le Maghreb islamique des fils de France et d'Espagne ». Le lendemain, un attentat revendiqué par *Al Qaïda au Maghreb*

³⁸⁷ Craig Whitlock, "Al Qaeda's Growing Online Offensive", *The Washington Post*, 24 juin 2008. Voir aussi Weimann, *Terror on the Internet*.

Islamique – nouveau nom du *Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat* (GSPC) – vise une entreprise française de travaux publics³⁸⁸. Il pourrait certes s'agir d'un hasard mais l'enchaînement chronologique est pour le moins troublant. Autre exemple, ayant trait au *Hamas* cette fois. En novembre 2006, l'armée israélienne prévient qu'elle s'apprête à bombarder la maison d'un chef du groupe et que les habitants disposent de quinze minutes pour évacuer les lieux. Immédiatement, un appel est lancé sur la radio *Sawt al Aqsa* appelant les partisans du *Hamas*, non pas à évacuer la zone, mais au contraire à affluer en masse vers la maison visée. Voyant des dizaines de personnes arriver, l'armée israélienne doit se résoudre à annuler l'opération³⁸⁹.

Ainsi, les belligérants non étatiques profitent des médias pour contrebalancer l'asymétrie matérielle initiale qui joue en faveur des armées classiques. Toutefois, des variations substantielles existent dans la maîtrise de la communication en fonction des groupes observés. Le *Hezbollah*, par exemple, est bien plus professionnel et efficace dans sa gestion des médias que le *Hamas*, même si ce dernier a substantiellement progressé au cours des dernières années. Hassan Nasrallah est un maître de la communication et aucun dirigeant du *Hamas* ne parvient à l'égaliser. Il a réussi – du moins pendant la guerre de l'été 2006 – à imposer une ligne de communication à l'ensemble du *Hezbollah*, tandis que, précisément, le *Hamas* pêche souvent par manque d'homogénéité des discours produits.

Face aux belligérants non étatiques, les Etats souffrent de certains maux liés à leur qualité même d'acteurs étatiques. Les Etats s'incarnent dans des institutions bureaucratiques qui induisent notamment une certaine lenteur. En cas d'événement externe, l'élaboration de la réaction nécessite le passage par différents échelons administratifs et, parfois, une validation par d'autres ministères. Des mesures ont pu, dans certains cas, être prises pour simplifier les procédures et améliorer la réactivité des différents services. Un décalage substantiel demeure toutefois entre le temps de l'Etat et le temps des médias. En janvier 2008, par exemple, le *Hamas* accuse Israël d'avoir coupé le courant alimentant la bande de Gaza. A la nuit tombée, le *Hamas* organise une manifestation réunissant plusieurs milliers de personnes tenant des chandelles, en signe de protestation contre les coupures de courant. Le ministère israélien des Affaires étrangères réagit alors en voulant envoyer une équipe de télévision dans la centrale électrique d'Ashkelon pour montrer que les générateurs

³⁸⁸ « Deux Français blessés dans un attentat en Algérie », dépêche de l'AFP, 21 septembre 2007.

³⁸⁹ Dīaa Hadīd et Ibrahim Barzak, "Gazans Fear Radio Rhetoric May Cause War", *The Washington Post*, 31 décembre 2006 et Patrick Saint-Paul, « A Gaza, le Hamas et le Fatah s'affrontent aussi sur les ondes », *Le Figaro*, 30 janvier 2007.

alimentant la bande de Gaza fonctionnent encore. La compagnie israélienne d'électricité fait savoir au ministère israélien des Affaires étrangères qu'elle ne peut lui donner l'autorisation de filmer et qu'il faut en référer au ministère des infrastructures nationales. Du côté de ce ministère, la réponse est identique : impossible de donner l'autorisation car la centrale est considérée comme une infrastructure stratégique ; un feu vert du ministère de la Défense doit être obtenu. Finalement, le ministère des Affaires étrangères obtient tous les accords nécessaires pour envoyer des équipes de télévision à l'intérieur de la centrale mais plusieurs heures se sont écoulées depuis le rassemblement organisé par le *Hamas*³⁹⁰. A une époque où les chaînes satellitaires diffusent en direct continuent d'occuper une place centrale dans l'offre d'information, chaque heure compte.

Autre caractéristique récurrente des institutions bureaucratiques : elles sont plus faciles à créer qu'à faire évoluer voire disparaître. Les évolutions structurelles des différentes institutions se font lentement et les réformes sont souvent longues et coûteuses. Par exemple, alors qu'avec l'avènement des chaînes satellitaires et d'Internet, il est de plus en plus difficile de segmenter les opinions publiques nationales, internationales et amies, la division entre *media ops* et *info ops* demeure. Des services (et des personnes) différents peuvent être chargés de ces deux domaines, ce qui n'est peut-être plus la manière optimale de fonctionner. Dans le cas israélien, l'exemple de la censure militaire illustre les difficultés d'adaptation des institutions aux changements externes. Le paysage médiatique israélien s'est métamorphosé au cours des vingt dernières années et, pourtant, la censure militaire n'a pas tant évolué. Dans une interview récente, la responsable de la censure militaire affirmait vouloir se concentrer sur les médias traditionnels et accorder une importance très réduite à Internet. L'explication avancée est que les informations produites sur le *web* ne seraient, par définition, pas fiables³⁹¹. Il faut dire aussi que vouloir appliquer à Internet les mêmes procédures de censure que celles qui sont en vigueur pour les médias classiques serait sans doute impossible à mettre en œuvre. Plutôt que de se demander si la censure devrait ou non se pencher sur les sites *web* et autres *blogs*, peut-être serait-il pertinent de se demander si, à l'heure d'Internet, une réforme en profondeur du système de censure n'est pas nécessaire.

Enfin, un dernier point mérite d'être mentionné à propos du système bureaucratique. Les agents de l'Etat tendent à perdre de vue les objectifs stratégiques de l'Etat pour se concentrer sur des logiques de compétitions

³⁹⁰ Joel Leyden, "Gaza in the Dark while Israel Lacks Candles", *Israel News Agency*, 25 janvier 2008.

³⁹¹ Nir Noiman et Naama Peri, "The Secrets of Sima. Part One", *Bamahane*, février 2008.

institutionnelles ou de carrière. Il est fréquent, par exemple, qu'une armée cherche à se mettre en avant par rapport aux autres armées, surtout quand des arbitrages budgétaires se préparent. Les tentatives d'unifier la communication de défense et la communication opérationnelle sont ainsi susceptibles de se heurter à de fortes résistances internes. Les officiers issus, par exemple, des forces terrestres et qui n'effectuent qu'un passage de quelques années dans des départements interarmées chargés de communication peuvent avoir intérêt, en termes de carrière, à suivre la ligne directrice établie par l'état-major de leur armée d'origine plutôt que de respecter les consignes émises par la structure de communication interarmées ou du ministère de la Défense (souvent dirigée, de surcroît, par un civil).

Par ailleurs, certains Etats engagés contre des belligérants non étatiques ont une qualité essentielle qui, en contre-insurrection, peut se révéler être une faiblesse potentielle : le fait d'être des démocraties. Le caractère démocratique a un triple impact en matière de communication.

Tout d'abord, les dirigeants ont des comptes à rendre à leur population. Ils ont, en quelque sorte, un « devoir de communication ». Une démocratie en guerre ne peut pas totalement s'abstenir de communiquer sur des opérations en cours, hormis pour une durée limitée – la raison avancée étant généralement la sécurité opérationnelle. En Israël, pour contourner les *black outs* imposés sur certains sujets particulièrement sensibles, les journalistes emploient généralement l'expression « selon des sources étrangères » qui leur permet d'éviter de passer sous les fourches caudines de la censure.

En outre, les citoyens d'une démocratie attendent de leurs dirigeants qu'ils disent la vérité. Mentir n'est pas une attitude démocratique et certains responsables politiques en ont fait les frais. Après les attentats de Madrid en mars 2004, les électeurs espagnols ont eu le sentiment d'avoir été trompés par José Maria Aznar et ont en conséquence sanctionné le Parti populaire espagnol. Un autre exemple a trait au Royaume-Uni. Au moment de « l'affaire Kelly », les allégations selon lesquelles le gouvernement britannique aurait pu artificiellement exagérer la menace représentée par Saddam Hussein ont considérablement terni l'image de Tony Blair et de son conseiller en communication Alastair Campbell qui démissionna d'ailleurs quelques semaines plus tard.

Enfin, la démocratie a pour attribut essentiel la liberté d'expression. Celle-ci entraîne non seulement des critiques du discours officiel dans certains médias mais peut également engendrer un manque d'unité du discours officiel.

Les communicants peuvent avoir du mal à faire respecter une ligne, même au sein des armées. Les journalistes ne se privent pas d'appeler, sur leur téléphone portable, des militaires qui ne devraient pourtant pas communiquer sans autorisation. Quant aux applications du *web 2.0*, elles n'échappent pas aux jeunes soldats qui alimentent les sites d'échanges de photos et de vidéos, tiennent des « milblogs » et *postent* des messages sur différents forums. Quand des militaires mettent en ligne des vidéos ou des photos donnant une mauvaise image de leur armée – en particulier des photos de sévices – cela contribue à ternir la réputation de l'ensemble de l'armée, et ce même si uniquement quelques soldats sont en réalité concernés. Les belligérants non étatiques, qui s'évertuent précisément à démontrer que leurs adversaires sont moralement corrompus, en sont les premiers bénéficiaires. Une des conséquences – et non des moindres – de la publication d'images montrant des militaires commettant des actes répréhensibles est qu'elles risquent de créer, dans toute société démocratique, un mouvement d'opposition aux opérations armées en cours voire, parfois, de déclencher un mouvement de soutien en faveur des belligérants non étatiques³⁹².

Toutefois, si les Etats démocratiques souffrent de désavantages structurels qui les handicapent, la bataille de la communication n'est pas pour autant perdue d'avance. Plusieurs recommandations peuvent être faites en vue d'améliorer la communication des Etats engagés dans des guerres face à des belligérants non étatiques.

Recommandations

Recommandations générales

a) La première recommandation n'a pas uniquement trait à la communication mais est fondamentale.

Avant de s'engager dans une opération extérieure, sa nature et son enjeu doivent être correctement évalués. Pour développer une stratégie – et donc une stratégie de communication – cohérente et efficace face à des belligérants non étatiques, encore faut-il comprendre que la guerre que l'on mène est un conflit asymétrique. Les dirigeants américains ont par exemple mis plusieurs mois à comprendre qu'ils avaient affaire à une insurrection en Irak et que les attaques qui visaient les troupes et les symboles de la présence

³⁹² Marc Hecker, « Du bon usage de la terreur », *Focus stratégique*, Paris, Ifri, avril 2008.

internationale n'étaient pas seulement à mettre sur le compte des forces résiduelles baasistes.

Au niveau de l'enjeu, si la population nationale ne perçoit pas l'opération comme importante, il y a de fortes chances pour que les premières pertes conséquentes (que ce soit parmi les troupes nationales ou parmi les civils sur le théâtre) engendrent une réaction épidermique de la population et encouragent les responsables politiques à mettre fin à l'opération dans des conditions sous-optimales. Cette remarque s'applique plus particulièrement aux conflits asymétriques où le risque de médiatisation des « dommages collatéraux » – particulièrement impopulaires – est accru.

Si les responsables politiques perçoivent réellement la nécessité d'employer des troupes dans un conflit asymétrique, leur premier objectif de communication doit donc être de faire comprendre pourquoi il est nécessaire de prendre part aux opérations. Les chances de réussite se trouvent diminuées quand la population ne perçoit pas les raisons de la guerre. Relevons d'ailleurs à ce sujet qu'au début de l'année 2008, quand la question de l'augmentation éventuelle des troupes françaises en Afghanistan a été évoquée, les motifs de la présence française en Afghanistan sont largement passés au second plan, éclipsés par le débat sur la place de la France au sein de l'OTAN.

b) La stratégie de communication découle de la stratégie générale. Si cette dernière n'est pas clairement définie, la stratégie de communication sera elle aussi chancelante. Elaborer une stratégie précise et intégrer la communication aux opérations dès la phase de planification sont donc essentiels.

c) Si les objectifs stratégiques annoncés dès le départ sont trop ambitieux, un fossé risque d'apparaître rapidement entre le discours et la réalité. Les Américains ont commis cette erreur en Afghanistan et en Irak en annonçant d'emblée un objectif aussi élevé que l'instauration de la démocratie. Autrement dit, afficher des objectifs très ambitieux ou utiliser des méthodes particulièrement brutales relèvent davantage de la guerre totale que de la guerre limitée. Un pays engagé dans une guerre limitée devra s'en tenir à des objectifs et des méthodes en rapport avec les intérêts en jeu : il aura donc d'autant moins de chances d'atteindre des objectifs élevés que les méthodes employées rentreront en contradiction avec les principes affichés et contribueront donc à

ruiner la légitimité de son action³⁹³. Ceci est d'autant plus vrai que les belligérants non étatiques sauront mettre en avant le moindre dérapage commis par les armées chargées de la contre-insurrection.

Recommandations institutionnelles

a) L'architecture institutionnelle de communication des Etats doit rester simple. Plus il y a de structures chargées de communication, plus le message risque d'être brouillé. La simplicité devrait également permettre de communiquer plus rapidement. En France, la possibilité de regrouper les différentes structures existantes en une grande plateforme s'occupant à la fois de communication de défense et de communication opérationnelle pourrait être étudiée plus en avant.

b) Les différentes structures doivent être coordonnées. Pour imposer une ligne de communication, le coordinateur doit être une figure respectée.

c) Avoir un coordinateur respecté ne doit pas être synonyme de centralisation excessive. Au contraire, dans les conflits asymétriques, la décentralisation, gage de flexibilité, peut être une clé de la réussite. Trouver le juste équilibre entre la centralisation – qui permet une certaine unification du message – et la décentralisation – qui permet de communiquer plus vite – n'est pas évident. Une bonne formule pourrait consister à pratiquer une forme d'*Auftragstaktik* dans le domaine de la communication.

d) Le chef d'un organe de communication ne doit pas nécessairement être un porte-parole. Elaborer une stratégie de communication et communiquer sont deux choses différentes.

e) Bien souvent, les démocraties ont tendance à confier la fonction de porte-parole de la Défense à un civil, l'idée étant qu'un civil « passera » mieux auprès de la population. Le problème est que, institutionnellement, le porte-parole est souvent, aussi, le responsable du département de communication du ministère de la Défense voire des armées. Or, il est difficile pour un civil de se faire respecter par les militaires. Seul un militaire d'envergure – un « combattant » plutôt qu'un « communicant » – peut avoir le poids suffisant pour obtenir les informations dont il a besoin de la part de l'état-major des

³⁹³ “We had to destroy the village in order to save it” demeure une des phrases les plus célèbres prononcées pendant la guerre du Vietnam. Voir aussi Etienne de Durand, « La démocraties face aux relations civils-militaires », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 15, n° 1, 2008.

armées³⁹⁴ et mettre bon ordre dans les luttes intestines opposant les différentes armées. Pour éviter que, dans un département de communication, les représentants de l'armée de Terre, de l'armée de l'Air ou de la Marine suivent davantage les consignes du chef d'état-major de leur armée que celles du responsable de la communication, ce dernier pourrait être un officier général respecté en interarmées. Conformément à la recommandation précédente, le poste de responsable du service de communication serait dissocié de celui de porte-parole. Ce dernier serait un civil – spécialiste de la communication – et travaillerait en étroite collaboration avec l'officier général responsable du service de communication.

f) Le poste de responsable du service de communication du ministère de la Défense et / ou des armées doit être revalorisé. La communication externe a acquis – du fait du nouvel environnement médiatique et de la prédominance des conflits asymétriques – une importance qu'elle n'avait pas auparavant. La communication ne sera toutefois pas prise davantage en considération par les officiers des forces si les communicants eux-mêmes ne sont pas pris au sérieux.

g) Si le message diffusé par les organes de communication ne peut pas être fondamentalement différent selon les audiences ciblées, il doit en revanche être adapté. La maîtrise de la langue et de la culture des différents publics ciblés est un élément essentiel pour bien faire passer un message. Un porte-parole amené à s'exprimer, par exemple, devant les télévisions américaines ne parlera pas tout à fait de la même manière devant les caméras de PBS et celles de *Fox News*. Pendant la deuxième *Intifada*, le service de communication des armées israéliennes disposait de dix-neuf bureaux géographiques, dont un dédié au public arabophone³⁹⁵. Les porte-parole travaillant dans ces bureaux étaient spécialistes à la fois des questions militaires, de la communication et de la zone couverte. Un tel degré de spécialisation découle de l'idée suivante : plus le téléspectateur se sent proche du porte-parole, plus il a de chances d'adhérer à son discours. S'il n'est pas possible de disposer de spécialistes nationaux d'une langue et d'une culture, il est alors envisageable de faire appel à des porte-parole locaux. La France l'a déjà fait au cours de précédentes opérations extérieures. Elle devrait continuer dans cette voie à condition, tout de même, d'avoir des moyens de traduction suffisants pour pouvoir contrôler ce que ces porte-parole disent.

³⁹⁴ Plusieurs anecdotes racontées lors d'entretiens informels réalisés en France témoignent du fait qu'il est parfois difficile pour le personnel civil de la Dicod d'obtenir les informations nécessaires de la part de l'état-major des armées.

³⁹⁵ Entretien avec Ruth Yaron, Jérusalem, 30 mars 2008.

h) L'équipement des unités combattantes avec des mini-caméras devrait être étendu. Si un incident survient et si les communicants ont besoin d'images pour appuyer leur discours, celles-ci seront disponibles. D'une manière plus générale, certaines images tournées par les militaires ou par des caméras embarquées à bord d'équipements militaires (des drones, par exemple) peuvent avoir un effet positif en matière de relations publiques. Les procédures de déclassification devraient alors être accélérées.

i) Les capacités de déploiement rapide des communicants du ministère de la Défense et des armées devraient être renforcées. La rapidité d'action et de réaction est une des clés des conflits asymétriques, ce qui peut d'ailleurs paraître paradoxal lorsqu'on sait que les guerres irrégulières se caractérisent aussi par leur longue durée. Les conflits asymétriques obligent donc les armées classiques à faire preuve à la fois de « patience stratégique »³⁹⁶ et de « rapidité tactique », et ce d'une manière générale comme dans le domaine plus précis de la communication.

Recommandations relatives aux relations défense / médias

a) La combinaison du nouvel environnement médiatique et de la prédominance des conflits asymétriques augmente considérablement les chances qu'une information sorte. Plutôt que de vouloir « cacher » le théâtre des opérations aux journalistes, mieux vaut opter pour l'ouverture. Ouverture ne signifie pas anarchie. Des règles précises doivent être établies. Le programme d'*embedded media* a produit des résultats convaincants. Tant les militaires que les journalistes semblent s'en être accommodés, ce qui n'était pas le cas avec le système des *pools* pendant la première guerre du Golfe. Le public paraît également y trouver son compte. Le système d'*embedded media* devrait donc servir, si ce n'est de modèle, du moins de source d'inspiration.

b) La principale limite apportée à l'ouverture doit être la sécurité opérationnelle. A partir du moment où la sécurité opérationnelle n'est pas mise en danger, il n'y a pas, *a priori*, de raison de ne pas diffuser des informations produites par des journalistes embarqués.

c) Les relations militaires / journalistes doivent être fondées sur la confiance et la responsabilisation plutôt que sur le contrôle. Un journaliste embarqué n'a aucun intérêt à compromettre la sécurité opérationnelle pour la

³⁹⁶ Anthony H. Cordesman, "The Tenuous Case for Strategic Patience in Iraq", Washington DC, CSIS, August 2007.

simple raison qu'il ne mettrait pas uniquement la vie des autres en danger mais également la sienne. Des mécanismes pourraient être imaginés pour créer plus de confiance entre militaires et journalistes : l'association des journalistes de défense pourrait être redynamisée et renforcée ; davantage de journalistes pourraient prendre part aux sessions de l'IHEDN ; une « Defense Fellowship » pourrait être créée pour les meilleurs jeunes journalistes afin de permettre à ces derniers de rencontrer des militaires de haut niveau.

d) Dans un conflit asymétrique, l'audience adverse est au moins aussi importante que l'audience nationale. Le principe de l'ouverture doit s'appliquer, dans une certaine mesure, aux journalistes étrangers. Quand, au début de la deuxième *Intifada*, la branche de communication de *Tsahal* a souhaité inviter les journalistes de différents médias arabes à un exercice de *Tsahal*, certaines voix dissonantes se sont fait entendre. Finalement, l'expérience a été jugée positive et renouvelée³⁹⁷.

e) Les médias locaux devraient également faire l'objet d'une attention particulière car ils sont parfois repris par la presse occidentale. Le cas du bombardement de Baghni évoqué dans le chapitre sur les Talibans est à cet égard intéressant : l'article de l'agence de presse afghane *Pajhwok* a été en partie repris par les plus grandes agences occidentales.

f) Les cours de sensibilisation et d'entraînement aux médias devraient être renforcés à tous les niveaux de l'armée. Quand l'opération extérieure inclut une mission de formation des forces armées locales, les problématiques de communication devraient aussi être abordées. Un acte commis au niveau le plus bas pouvant avoir des répercussions stratégiques – c'est le fameux « caporal stratégique » du général Krulak³⁹⁸ –, même les militaires du rang devraient faire l'objet d'une sensibilisation accrue.

g) Si des journalistes peuvent être « embedded » avec succès au sein d'unités combattantes, pourquoi des militaires ne pourraient-ils pas, eux aussi, être « embedded » au sein de rédactions ? La possibilité d'intégrer quelques jeunes officiers, à titre expérimental, dans la rédaction de grands médias – sur le modèle des partenariats civilo-militaires montés entre les armées et certains *think tanks* – pourrait être étudiée.

³⁹⁷ Entretien avec Ruth Yaron, Jérusalem, 30 mars 2008.

³⁹⁸ Charles C. Krulak, «The Strategic Corporal : Leadership in the Three Block War», *Marines Magazine*, janvier 1999.

h) Les communicants du ministère de la Défense et des armées ne devraient pas hésiter à dire quand ils ne savent pas quelque chose et à reconnaître quand ils se sont trompés. Ces deux points contribuent à créer de la crédibilité auprès des journalistes et du public.

Recommandations relatives aux modes de communication des « belligérants non étatiques »

a) La communication *low tech* (discours publics, affiches, peintures murales, lettres nocturnes, etc.) est utilisée par tous les belligérants non étatiques, notamment (mais pas uniquement) dans des pays où le taux d'illettrisme est important. Les armées chargées de la contre-insurrection n'ont dans ce domaine aucune chance d'être aussi efficaces que les belligérants non étatiques qui sont culturellement beaucoup plus proches de la population. Le champ de la communication *low tech* ne doit pas pour autant être délaissé et, en général, il ne l'est d'ailleurs pas. Un effort supplémentaire devrait être fait pour adapter les messages transmis aux populations locales en faisant appel à plus d'anthropologues et en consultant davantage les autochtones sur la pertinence de ces messages.

b) Dans bien des pays où se développent des insurrections, la radio est un vecteur médiatique plus répandu que la télévision. Les belligérants non étatiques ne se privent d'ailleurs pas d'utiliser cet outil. Cette étude n'a pas permis d'approfondir suffisamment l'usage de la radio pour pouvoir donner des recommandations concrètes mais l'expérience, par exemple, de la BBC en pashto paraît intéressante et mériterait d'être analysée plus précisément.

c) Certains belligérants non étatiques ont créé des chaînes de télévision satellitaires leur permettant de toucher une audience globale. C'est le cas notamment du *Hezbollah* avec *Al Manar* et du *Hamas* avec *Al Aqsa TV*. La tentation d'interdire ces chaînes est grande. Israël a cherché à empêcher physiquement *Al Manar* d'émettre en bombardant ses studios pendant la guerre de 2006 mais l'interruption des programmes n'a pas duré plus de quelques minutes. Plusieurs pays occidentaux ont opté pour une autre manière moins musclée de faire cesser la diffusion d'*Al Manar*. C'est le cas de la France où, au terme d'une affaire politico-administrative aux multiples rebondissements, la chaîne du *Hezbollah* a finalement été interdite. Il convient toutefois de noter que l'interdiction ne s'applique pas à Internet et que la chaîne est très facilement accessible sur le *web*. Dans ces conditions, en considérant le rapport coûts / bénéfices, il convient probablement de mener des recherches plus approfondies sur l'impact de telles interdictions. Il convient également de s'interroger sur la cohérence de la politique menée à cet égard en France. La

chaîne du *Hezbollah* – qui ne figure pas sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne – est interdite en France alors que la chaîne du *Hamas* – qui est inscrit sur la liste en question – est toujours distribuée. Cette dichotomie paraît pour le moins surprenante.

d) Les belligérants non étatiques ne sont pas monolithiques. Des divisions finissent inmanquablement par voir le jour au sein de tout mouvement de guérilla ou de tout groupe terroriste. Les dissensions au sein d'*Al Qaïda* entre le Dr Fadl et Zawahiri en sont un exemple. Les Etats devraient essayer de trouver les moyens de mieux exploiter ces divisions. Un moyen parmi d'autres consisterait à les mettre en avant, entre autres, dans les médias arabophones, persanophones et ourdouphones. Cela peut être fait de manière très transparente en encourageant par exemple les diplomates et experts parlant ces langues à s'exprimer davantage dans les médias en question.

e) Les principaux responsables de la « mouvance jihadiste internationale » revendiquent la marque *Al Qaïda*. Cette marque donne l'illusion d'un mouvement cohérent, poursuivant un but unique. Elle peut aussi devenir un enjeu social : un jeune musulman qui réussirait un attentat dans un pays occidental serait immédiatement qualifié dans la presse de « membre d'Al Qaïda », ce qui dans certains milieux confère un réel prestige. Plutôt que de simplifier la menace en utilisant le vocable *Al Qaïda* peut-être faudrait-il introduire de la nuance ? D'une manière plus générale, les responsables politiques, les médias et les experts ont parfois tendance à utiliser les termes choisis par les belligérants non-étatiques eux-mêmes. Or, ces termes ne sont pas toujours neutres. Certains responsables de la communication israélienne se plaignent par exemple du fait que les expressions « deuxième Intifada » ou « Intifada Al Aqsa » se soient généralisées dans la presse internationale. Ils estiment que ces expressions laissent à penser qu'il s'agit d'un soulèvement populaire spontané alors que, de leur point de vue, les événements qualifiés d'« Intifada » relèvent davantage d'une campagne de terrorisme mûrement planifiée.

f) Pour éviter que les belligérants non étatiques n'occupent trop de place dans l'espace médiatique, certains ont eu la tentation d'allumer des contre-feux. C'est le cas des Américains qui ont créé en 2004 une chaîne de télévision, *Al Hurra*, destinée au public arabophone. Cette chaîne n'a pas rencontré le succès escompté. Les projets de création de nouvelles chaînes de ce type ne devraient pas pour autant être abandonnés mais les causes de l'échec relatif d'*Al Hurra* devraient au préalable être précisément analysées.

Recommandations relatives aux nouveaux médias

a) Il est illusoire de vouloir contrôler les nouveaux médias. Il est impossible, par exemple, d'empêcher des soldats de *poster* des commentaires ou des images sur des *blogs*. De fait, la responsabilisation devrait primer sur l'interdiction.

b) Il est également impossible de vouloir interdire l'accès au *web* aux belligérants non étatiques. D'aucuns parlent d'ailleurs à ce sujet de « sanctuaire virtuel »³⁹⁹. De nombreuses initiatives – publiques comme privées – existent toutefois dans le but de surveiller l'activité des belligérants non étatiques sur Internet voire de supprimer purement et simplement les sites radicaux. Ces initiatives sont intéressantes mais il ne faut pas se leurrer sur leur portée. Traquer les sites extrémistes ressemble à un véritable travail de Sisyphe. À peine un site est-il supprimé qu'il réapparaît généralement sous une autre URL. À tout prendre, mieux vaut contrôler un site radical, tenter de savoir qui s'y connecte, s'imprégner des discussions sur les forums virtuels voire intervenir sur ces mêmes forums que de supprimer un site qui réapparaîtra quelques jours ou semaines plus tard sous une autre URL. Et ce d'autant qu'il risque de falloir un certain temps pour identifier la nouvelle adresse du site *web* en question.

c) Il est étonnant de constater que quand des insurgés *postent* des vidéos sur *YouTube* ou échangent des informations sur un forum, les officiels tendent à considérer cela comme un avantage pour l'insurrection alors que quand des soldats font de même, ceci est parfois considéré comme un danger pour l'armée. Les exemples de *CompanyCommand*, *PlatoonLeader* et du *SmallWarsJournal* montrent que les « communautés de pratique virtuelles » peuvent avoir des effets très positifs.

d) Les « communautés de pratique » virtuelles devraient en conséquence être au moins tolérées voire encouragées. Dans des conflits où la rapidité de l'apprentissage est une des clés du succès, ces « communautés de pratique » peuvent contribuer à l'accélération des processus d'apprentissage.

e) Le ministère de la Défense ne doit pas se priver d'intervenir officiellement sur les plateformes de discussion et, plus largement, sur Internet. Le MoD britannique dispose par exemple d'un identifiant sur *ARRSE*⁴⁰⁰ et sur

³⁹⁹ David Kilcullen, "Counter-Insurgency Redux", *Survival*, vol. 48, no. 4, hiver 2006-2007, p. 113.

⁴⁰⁰ Le *British Army Rumour Service* (ARRSE) est la « communauté de pratique » virtuelle la plus populaire parmi les militaires de l'armée de terre britannique.

YouTube. De même la *Multi National Force – Iraq* poste des vidéos sur le *web*. A ce propos, soulignons qu'une vidéo officielle sera beaucoup plus téléchargée sur *YouTube* que sur le site du ministère de la Défense.

f) Le phénomène des « milblogs » n'est pas plus contrôlable que le reste des activités qui se déroulent sur le *web*. Plutôt que de le voir comme une menace, autant essayer d'en tirer profit. Certains officiers motivés pourraient être encouragés à lancer un « milblog ». Le site du ministère de la Défense pourrait insérer, à titre expérimental, des liens vers les « milblogs » perçus favorablement. Il est possible que cette mesure se révèle contre-productive et que les « milblogs » en question soient délaissés par les internautes car perçus comme des vecteurs du discours officiel. Dans tous les cas, il convient de faire preuve de flexibilité à l'égard des nouveaux médias et de ne pas hésiter à faire des expérimentations et à revenir en arrière si celles-ci se révèlent négatives.

g) Tous les sites *web* et tous les *blogs* ne se valent pas. Certains ont une vraie influence. Si leurs auteurs sont identifiés, ils devraient se voir réserver le même traitement que les journalistes influents. Incorporer un *blogueur* au sein d'une unité pourrait être judicieux. La même remarque vaut pour la version électronique des grands journaux dont la rédaction est parfois différente de celle de la version papier.

h) Le *web* évolue extrêmement rapidement. Pour tirer le meilleur des nouvelles technologies de l'information et de la communication, il peut être profitable de surveiller les usages qui sont faits d'Internet dans des milieux très différents des forces armées que ce soit dans des domaines commerciaux (édition, recherche et développement, etc.) ou non (utilisation d'Internet pour les loisirs, notamment par les adolescents).

i) La recherche sur l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication devrait être renforcée, notamment en ce qui concerne des zones instables où le taux de pénétration d'Internet et du téléphone portable ne cesse d'augmenter. Au cours du dernier trimestre de l'année 2007, les quatre pays où le nombre d'utilisateurs de téléphones portables a le plus augmenté ont été l'Ouzbekistan avec une hausse de 96%, l'Iran (94,5%), l'Afghanistan (92,9%) et la Sierra Leone (89%)⁴⁰¹. Au Pakistan, rien que durant ces trois mois, le nombre de détenteurs de téléphones portables a augmenté de

⁴⁰¹ GSMA Press Release, 16 April 2008, London, UK. The GSM Association (GSMA) is a trade association representing more than 700 GSM mobile phone operators world wide.

5,5 millions, pratiquement deux fois plus qu'en Allemagne⁴⁰². Nous ne disposons pas, pour l'heure, de données suffisantes pour connaître les conséquences d'une telle augmentation du taux de pénétration des nouvelles technologies. En tout cas, la communication devra être adaptée aux évolutions futures des technologies de l'information et de la communication. Les « communicants » de demain devront être capables de diffuser des messages aussi bien sur des supports traditionnels (affiches, peintures murales, etc.) que sur des « smartphones » ou des ordinateurs de poche.

⁴⁰² GSMA fact sheet, Wireless Intelligence,
<http://www.gsmworld.com/news/statistics/index.shtml>.

ANNEXES

***ANNEXE 1 : LISTE DES PRINCIPAUX COMMUNICANTS DU HEZBOLLAH
..... 145***

***ANNEXE 2 : LISTE DES PRINCIPAUX SITES INTERNET DU HEZBOLLAH
OU AFFILIES AU HEZBOLLAH 149***

ANNEXE 3 : LISTE DES PRINCIPAUX COMMUNICANTS DU HAMAS . 153

***ANNEXE 4 : LISTE DES PRINCIPAUX SITES INTERNET DU HAMAS OU
AFFILIES AU HAMAS..... 157***

ANNEXE 1 :

Liste des principaux communicants du Hezbollah

Nom	Fonction	Informations diverses
Afif Mohamed	Directeur de l'information et des programmes politiques d' <i>Al Manar</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Ingénieur de formation - Ancien conseiller en communication du Secrétaire général du <i>Hezbollah</i>, Hassan Nasrallah, qu'il a très longtemps côtoyé
Darwich Ghassan	Directeur du centre de diffusion d'informations du <i>Hezbollah</i> à Beyrouth (Haret Hreik)	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnateur des délégations de journalistes durant la guerre - Un des responsables de l'opération de reconstruction de la banlieue sud de Beyrouth.
Dib Bilal	Responsable de l'émission satellitaire de la chaîne <i>Al Manar</i> , responsable de l'unité de l'information	
Ezzedine Hassan	<p>Responsable de la communication centrale</p> <p>Membre du conseil politique du parti (cumule les deux fonctions)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Né en 1953 - A occupé différentes fonctions au sein du Hezbollah : <ul style="list-style-type: none"> • Responsable de la communication centrale • Membre du conseil politique pour la région du sud • Responsable des relations extérieures • Membre du conseil de Planification - A étudié les sciences religieuses à la <i>Hawza</i> de Qom (centre théologique) - Licence en sciences politiques et administratives à la faculté de droit et sciences politiques de l'Université Libanaise - Diplôme supérieur en administration générale à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Libanaise - A participé à de nombreuses conférences arabes et islamiques au Liban et à l'étranger

Ezzine Youssef	Directeur général de la radio <i>Al Nour</i>	
Fadlallah Hassan	Président de la commission parlementaire de l'Information et des Télécommunications, Député	<ul style="list-style-type: none"> - Né en 1967 - Diplômé en communication et journalisme - Ancien directeur, dans les années 1990, du service politique des médias du <i>Hezbollah</i> (<i>Al Nour</i> et <i>Al Manar</i>) - 1998-2004 : Membre du conseil politique du parti - 2005 : Elu député chiite de Bent Jbeil - Figure clé du Bloc '<i>Al Wafâ' lil Moqâwama'</i> [Fidélité à la Résistance]
Farhat Ibrahim	Directeur des relations publiques d' <i>Al Manar</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Né au milieu des années 1960 - Ancien directeur d'un <i>Think Tank</i>
Haïdar Mohamad	Député de la Bekaa, membre du bloc parlementaire du <i>Hezbollah</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Ancien PDG d'<i>Al Manar</i>
Kadem Hatit Wafa	Adjointe du responsable de la communication centrale	<ul style="list-style-type: none"> - Membre du conseil municipal de Doueir (Nabatiyeh) - Directrice des programmes politiques de la radio <i>Al Nour</i> (2004) - A travaillé à l'agence de presse du Liban, la revue « <i>Al Webda al Islâmiya</i> » [L'unité islamique], la revue « <i>Al Bilâd</i> » [Le pays], la chaîne de télévision <i>Al Manar</i> - Licenciée en communication à l'Université Libanaise - Diplômée en éducation à l'Université St-Joseph
Kouthrani Mohamed	Responsable de la section des activités artistiques de l'unité de la communication centrale	<ul style="list-style-type: none"> - Ingénieur de formation, en charge de la supervision de l'exposition « Toile d'araignée » [<i>Ma'rad al 'Ankabout</i>] - Membre du conseil politique et du conseil municipal de Saïda - A travaillé au palais de justice de Saïda

Moussaoui Ibrahim	Rédacteur en chef de la revue <i>Al Intiqad</i>	- Ancien président d' <i>Al Manar</i>
Naboulsi Hassan	Porte-parole du <i>Hezbollah</i>	
Qassir Abdallah	Directeur général et Président du Conseil d'administration d' <i>Al Manar</i> (Arabe) Membre du Comité central	<ul style="list-style-type: none"> - Né en 1950, ami intime de Nasrallah depuis 1982 - Ancien député - 1994 : Diplômé en sciences sociales de l'Université Libanaise - 1999 : Magistère en sociologie politique de l'Université Libanaise - 1982 : Action culturelle et politique au sein du <i>Hezbollah</i> nouvellement formé - 1996-2000 : Elu député chiïte de Tyr pour la 1^{ère} circonscription du Sud et membre <i>du Majliss al Choura</i> (Conseil Consultatif, plus haute autorité du parti, composée de 7 membres et présidée par Nasrallah) - 2000-2005 : Réélu député chiïte de Tyr pour la 1^{ère} circonscription du Sud
Rahal Hussein	Responsable relations presse/communication (responsable de la communication centrale) Porte-parole officiel du <i>Hezbollah</i>	
Zalzali Ali	Directeur des programmes généraux d' <i>Al Manar</i>	- Ancien directeur administratif des programmes de société d' <i>Al Manar</i>

Tableau réalisé par Meriam Daadouche

Sources :

- *IslamOnline* :

<http://www.islamonline.net/livedialogue/arabic/Guestcv.asp?hGuestID=B8T33Y>

- Fatima Aissaoui, « Un an après la guerre de juillet : Hassan Nasrallah, entre le turban de l'homme religieux et le manteau de l'homme politique » [‘Am ‘ala Harb al Sayf: Hassan Nasrallah, bayna ‘Imâmat Rajoul al Dîn wa ‘Abâ’at Rajoul al Siyâssa], *Asharq al Amsat*, 13/07/2007 :

<http://www.aawsat.com/details.asp?section=4&issue=10454&article=427941>

- *Arab Decision* : Portail et base de données du monde arabe. CV complet du député Abdallah Qassir disponible à cette adresse :

http://www.arabdecision.org/show_cv_5_4_5_1_2_577726299.htm

- « Le Hezbollah présente la candidature de Wafa Hatit, spécialiste de la communication, pour les élections municipales de Doueir » [Hizb Allah Yourachih al Plâmiyya Wafa Hatit li ‘Odwiyyat Baladiyyat Doueir], *Al Moustaqbal*, 15/05/2004 :

http://www.bintjbeil.com/A/news/2004/0515_balelec_hteit.html ;

- *Al Moustaqbal* : Quotidien libanais appartenant à la famille Hariri

- *Bintjbeil.com* : Site de la ville de Bint Jbeil (Sud Liban).

ANNEXE 2 :
LISTE DES PRINCIPAUX SITES INTERNET DU HEZBOLLAH OU AFFILIÉS
AU HEZBOLLAH

	Nom du Site	URL	Notes
Sites d'information	<i>Moqawama</i>	http://www.hizbollah.org/index.php et http://english.hizbollah.org/index.php ou http://moqawama.org , http://www.ghaliboun.net/ , http://www.hizbollah.org/	Site d'information de la « résistance islamique au Liban » (disponible également en anglais)
	Bibliothèque sonore du site de la « résistance islamique du Liban »	http://www.moqawama.org/sound/index.php	
	Galerie de photos	http://www.moqawama.org/gallery/index.php	
	Site spécial consacré à « l'agression israélienne du Liban de 2006 »	http://www.moqawama.org/aggression/index.php	
	<i>Special Force 2</i>	http://www.specialforce2.org/support.htm	Site consacré à la version 2 du jeu vidéo <i>Special Force</i> vantant les exploits des combattants du Hezbollah durant la guerre de juillet 2006
	Forum consacré au jeu vidéo <i>Special Force</i>	http://www.specialforce2.org/forum/	

Sites d'information	<i>Shiaweb</i>	http://shiaweb.org/hizbulla/	Contient notamment une base de données audiovisuelle, accès à partir de l'adresse : www.shiaweb.org Egalement accessible à partir de l'ancienne adresse du site d'information Somod, http://www.somod.org
	<i>Somod</i>	http://www.sumood.com/site/2/	Site d'information et de soutien à la « résistance »
	<i>Waad</i>	http://www.wa3ad.org/ et http://english.wa3ad.org/	Disponible également en anglais et proposant un lien permettant de visionner en direct <i>Al Manar</i>
Médias	<i>Al Manar</i>	http://www.almanar.com.lb/NewsSite/News.aspx et http://www.almanar.com.lb/NewsSite/HomePage.aspx?language=en , accessible également à partir de l'adresse suivante : http://www.manartv.com.lb ,	Site de la chaîne satellitaire <i>Al Manar</i> (disponible également en anglais)
	<i>Al Nour</i>	http://www.alnour.com.lb/	Site de la radio <i>Al Nour</i> du <i>Hezbollah</i>
	<i>Al Intiqad</i>	http://www.alintiqad.com/ ou http://www.intiqadonline.com	Hebdomadaire du <i>Hezbollah</i> , disponible également en anglais

Sites de soutien	Islamic Digest	http://www.islamicdigest.net	Disponible uniquement en anglais
	Site d'information non officiel de la chaîne de télévision Al Manar	http://www.manar-fr.com/	
Institutions sociales et associations	El Emdad	http://www.alemddad.net/	Association caritative du <i>Hezbollah</i> (disponible aussi en anglais)
	Jihad al Bina	http://www.jihadbinaa.org/ ou http://www.jihadbinaa2006.org/	Organisation sociale du <i>Hezbollah</i> chargée de la reconstruction (disponible aussi en anglais)
	Al Shahid	http://www.alshahid.org/	Fondation sociale du « Martyr » du <i>Hezbollah</i>
	Jami'yyat Kacchâfat al Mahdi	http://www.almahdisco.uts.net/ ou http://www.almahdisco.uts.org/	Association des Scouts Al Mahdi
Sites locaux	Site de la ville de Bent Jbeil	http://www.bintjbeil.com	
	Site de la ville de Taybeh	http://www.altaybeh.net/	

Tableau réalisé par Meriam Daadouche

ANNEXE 3 :

LISTE DES PRINCIPAUX COMMUNICANTS DU HAMAS

Nom	Fonction	Informations diverses
Abou Dayer Raed	Directeur général de la radio et la télévision <i>Al Aqsa</i> à Gaza	
Abou Zouhri Sami	Porte-parole du <i>Hamas</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonnateur du Comité étudiant de l'Université Islamique - Membre du bureau politique du parti - Personnalité controversée : en 2006, au poste frontière de Rafah, entre l'Egypte et Gaza, il a été retrouvé avec plus de 600 000 euros en liquide (plus d'un million de \$ selon d'autres sources), arguant que l'argent était destiné à soutenir financièrement les Palestiniens et les prisonniers ; le <i>Fatah</i> a confisqué la somme estimant qu'elle était issue de la contrebande d'armes notamment et a ordonné l'ouverture d'une enquête. Cet incident a provoqué des heurts violents entre les deux factions. - Une vidéo (disponible sur <i>YouTube</i>) le montrerait également en train de percevoir de l'argent en liquide (500 shekels) d'un agent des services de sécurité préventive (affiliés au président Abbas) en échange de renseignements sur le <i>Hamas</i>. - D'autres rumeurs circulent également sur lui, selon lesquelles il aurait tenté de provoquer une querelle avec une jeune fille dans un taxi, et que son père aurait travaillé pour les Israéliens. A ce titre, il se serait vu attribuer un terrain en Israël et une certaine somme d'argent.

<p>Al Bardaouil Salah</p>	<p>Porte-parole du bloc parlementaire du <i>Hamas</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Né en 1959, écrivain et analyste politique - A interrompu ses études d'ingénieur à l'Université Al Azhar en Egypte - 1982 : Licencié en langue arabe de la faculté <i>Dar al 'Ouloum</i>, Université du Caire - 1987 : Maîtrise en littérature palestinienne, Institut des études et des recherches arabes, Le Caire - 2001 : Doctorat en littérature palestinienne - Fonctions antérieures : • Président de l'association nationale de la réflexion et de la culture • Membre de l'union des auteurs palestiniens à Gaza • 1990-1993 : Faculté étatique de l'éducation, Université Al Aqsa • 1993-2005 : Université Islamique • 1997-2001 : Rédacteur en chef de la revue hebdomadaire « <i>Ar-Risâla</i> » [Le message] • Maître de conférences à la section de langue arabe de l'Université Islamique • Un des fondateurs du parti « <i>Al Khalâs al Watani al Islâmi</i> » [Parti du Salut National Islamique], et ancien membre de son bureau politique et chef de son département de communication • Membre du Conseil National Palestinien et membre du Comité central de l'O.L.P en tant que représentant du parti précité • Porte-parole du Hamas à Khan Younès • 1993 : Détenu pendant 70 jours à la prison centrale de Gaza et à la prison <i>Al Majdal</i>, au motif qu'il dirigeait le Hamas à Khan Younès, accusation qu'il a toujours niée
----------------------------------	---	--

Al Misri Mouchir	Porte-parole du <i>Hamas</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Personnalité réputée pour son éloquence et la virulence de ses propos, souvent comparée à Abdel Aziz Al Rantissi - 30 ans, plus jeune député du Conseil législatif (Parlement palestinien), élu en 2005 - Secrétaire du bloc parlementaire '<i>Al Taghyr wa al Islâb</i>' [Changement et Réforme] - Formation : <ul style="list-style-type: none"> • 1999 : Licencié de la faculté de la <i>Charia</i>, Université Islamique • Master en <i>Charia</i>, son mémoire (« La participation à la vie politique sous les régimes contemporains ») a été tiré à 3000 exemplaires et distribué aux cadres du parti et à des personnalités politiques nationales et musulmanes • 1997-1999 : Elu vice-président du comité d'étudiants, le Bloc Islamique (branche étudiante du <i>Hamas</i> dont sont issus de nombreux dirigeants des <i>Brigades Al Qassam</i>), de l'Université Islamique
Al Murra Ra'fat	Responsable de la communication au Liban	
Ayech Mohamed	Directeur de la programmation à <i>Al Aqsa TV</i>	
Barhoum Faouzi	Porte-parole du <i>Hamas</i> (Bande de Gaza) depuis 2006	Un des dirigeants et cadres du parti expulsés à Marj al Zouhour au Liban lors de la campagne d'expulsion de 1992
Hamad Ahmad Mohamed Fathi	Président du Conseil d'Administration de la société audiovisuelle « <i>Ribât</i> » (Audiovisuel et production artistique)	<ul style="list-style-type: none"> - Natif de Beit Lahya - Député du Hamas au Conseil Législatif - Ancien membre de l'exécutif du Hamas - Détenu par Israël et l'Autorité palestinienne dans les années 1990

Nasser Jamal	Responsable des relations publiques	- Responsable provisoire de l'émission d' <i>Al Aqsa TV</i> à son lancement
Radwan Esmail	Porte-parole du <i>Hamas</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Formation : • 1985 : Licencié en préceptes religieux de l'Université Islamique, Gaza • 1988 : Diplôme d'aptitude à l'enseignement, Université jordanienne, Amman • 1991 : Master en sciences des <i>Hadiths</i> sacrés, Université jordanienne, Amman • 1995 : Doctorat en sciences des <i>Hadiths</i> sacrés, Université du Saint Coran et des sciences islamiques, Soudan - Fonctions antérieures : • 1990-2003 : Professeur à l'Université Islamique, Gaza • 1997-1999 : Responsable de la section des études supérieures à la faculté des préceptes religieux, Université Islamique • 1997-2001 : Président du syndicat des employés de l'Université Islamique • 1997-... : Président du Comité caritatif de la cité Ibad Al Rahmane • 1998 : Vice- président du Comité caritatif de la cité Ibad Al Rahmane • Conférencier au Ministère des <i>Anqaf</i> [Legs Pieux], Gaza • Depuis 2001 : Doyen des bibliothécaires de l'Université Islamique, Gaza
Zaqqout Imad	Directeur de la rédaction d' <i>Al Aqsa TV</i>	

Tableau réalisé par Meriam Daadouche

ANNEXE 4 :

**LISTE DES PRINCIPAUX SITES INTERNET DU HAMAS OU AFFILIÉS AU
HAMAS**

	Nom du Site	URL	Notes
Sites d'information	Palestine Information Center (PIC) :	http://www.palestine-info.info/ ou www.palestine-info.com	Site d'information multilingue (anglais, arabe, français, malais, persan, russe, turc, urdu)
	Palestinian forum (Chabakat Filastîn lil Hiwâr)	http://www.paldf.net/forum/index.php?	Forum
	Sabiroon	http://www.sabiroon.org/	Site disponible également en anglais
	Filastin al An (PalTimes)	http://www.paltimes.net/arabic/	
	Markaz al Bayân al I'lâmi	http://www.albian.ps/arportal/aada3f1b-6109-4e56-9b7d-46bc9bc72c2e.aspx	
	Associations et Syndicats	Bloc Islamique (Al Kutla al Islâmiyya)	http://www.islamic-block.net/site/index.php
Syndicat des ingénieurs du Bloc Islamique (Al Kutla al Islâmiyya),		http://islah.ps/main/index.php?id=home1	Site consacré, entre autres, aux élections de 2007-2010
Kutlat al-Taghyîr wa al-Islâh		http://islah.ps/main/index.php?id=home1	Bloc du changement et de la réforme affilié au <i>Hamas</i>
Jam'iyya al Islâmiyya (Association Islamique)		http://www.isocg.ps/ et http://www.isocg.org/index.php	En cours de construction

Médias	<i>Al Resalah</i>	http://www.alresalah.info/	Hebdomadaire
	<i>Filisteen al Muslima</i>	http://www.fm-m.com/2008/Jan2008/issue1-2008.htm	Mensuel pro-Hamas
	<i>Palestine Times</i>	http://www.ptimes.org/main/	Publication mensuelle anglophone du Hamas (avec liens vers le PIC)
	<i>Al Fateh</i>	http://www.al-fateh.net/	Revue pour enfants
	<i>Al Aqsa TV</i>	http://www.aqsatv.ps/new2/index.asp	Site de la chaîne satellitaire
	<i>Sawt Al Aqsa</i>	http://alaqsavoice.ps/arabic/index.php	Site de la radio du Hamas
	<i>Filastin Mubâchir</i>	http://livep.ps/portal/ada3f1b-6109-4e56-9b7d-46bc9bc72c2e	
	<i>Qassamion</i>	http://www.alqassam.ps/arabic/upload/qassamion.htm	Revue non périodique éditée par le service communication du site des Brigades Ezzedin Al Qassam, consacrée aux combattants martyrs
Site de soutien au Hamas	Hamasna	http://www.hamasna.com/	
	Yassen Day	http://www.yaseenday.com/	Site consacré au Cheikh Ahmed Yassine (disponible également en anglais)
Branche armée	Brigades Ezzedine Al Qassam	http://www.alqassam.ps/arabic/ et http://www.alqassam.ps/english/	Disponible aussi en version anglaise

Tableau réalisé par Meriam Daadouche

BIBLIOGRAPHIE

Insurrection et guérilla

Ouvrages

- Aron, Raymond, *La tragédie algérienne*, Paris, Plon, 1957.
- Bayo Giroud, Alberto, *One Hundred Fifty Questions to a Guerrilla*, Paladin Press, Boulder, Colorado, 1996 (1959).
- Beaufre, André, *La guerre révolutionnaire. Les formes nouvelles de la guerre*, Fayard, Paris, 1972.
- Blanqui, Auguste, *Instructions pour une prise d'armes. L'Éternité par les astres, hypothèse astronomique et autres textes*, Société encyclopédique française, Editions de la Tête de Feuilles, 1996 (1959).
- Chaliand, Gérard, *Stratégies de la guérilla. Guerres révolutionnaires et contre-insurrections. Anthologie historique de la longue marche à nos jours*, Gallimard, Paris, 1984 (1979).
- Dach, Hans von, *Total Resistance*, Paladin Press, Boulder, Colorado, 1992.
- Fanon, Frantz, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 (1961).
- Ferdi, Saïd, *Un enfant dans la guerre*, Seuil, Paris, 1981.
- Fraction armée rouge, *Sur la conception de la guérilla urbaine. La Bande à Baader : ou, La violence révolutionnaire*, Champ libre, Paris, 1972.
- Fraction armée rouge, *Sur la lutte armée en Europe occidentale. La Bande à Baader : ou, La violence révolutionnaire*, Champ libre, Paris, 1972.
- Giap, General V. N., *Guerre du peuple, armée du peuple*, Editions en langues étrangères, Hanoi, 1973 (1961).

- Hoffman, Bruce, *La mécanique terroriste*, Calmann-Lévy, Paris, 1999 (1998).
- Ibrahim, Aimee et Venzke, Ben, *Al Qaeda's Advice for Mujahideen: Lessons Learned in Afghanistan*, Intelcenter, <http://www.intelcenter.com/Qaeda-Guerilla-Iraq-v1-0.pdf>.
- Irish Republican Army, *Handbook For Volunteers Of The Irish Republican Army. Notes On Guerilla Warfare*, Irish Republican Army, Paladin Press, Boulder, Colorado, 1985 (1956).
- Laqueur, Walter, *Guerrilla. A Historical and Critical Study*, Volume 4, Little, Brown, Boston, 1976.
- Lavie, Louis, *Le drame algérien ou la dernière chance de la France*, Editions Baconnier, Alger, date non précisée, probablement 1956.
- Lawrence, T.E., *Seven Pillars of Wisdom*, 1926 (1922), <http://www.wesjones.com/lawrence1.htm>.
- Lenin, Vladimir Ilich, *Guerrilla Warfare*, Collected Works, 4th English Edition, Progress Publishers, Moscow, 1905, <http://www.bellum.nu/literature/lenin001.html>.
- Mao Tsé-Toung, *Ecrits militaires*, Editions en langues étrangères, Pékin, 1964.
- Marighella, Carlos, *Manual do Guerrilheiro Urbano*, 1969 (éditeur inconnu). Traduction française: *Le mini-manuel du guérillero rubain*, Paris, Seuil, 1973.
- Nechayev, Sergey Genadievich, *The Revolutionary Catechism*, Moscow, 1869, <http://www.bellum.nu/literature/nechayev001.html>.
- Poirier, Lucien, *T.E. Lawrence, stratège*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1997 (1960).
- Tacayán, *CIA Manual: Psychological Operations in Guerrilla Warfare*, Central Intelligence Agency, Langley, 1984, <http://www.freewebs.com/moeial/CIA's%20Psychological%20Operations%20in%20Guerrilla%20Warefare.pdf>
- Tito (Josip Broz), *Oeuvres militaires choisies*, Vojnoizdavacki Zavod, Belgrade, 1966.

Trotsky, Leon, *Guerilla-ism and the regular army*, Leon Trotsky's military writings, Volume 2: How the revolution armed – the organisation of the Red Army, 1919, <http://www.bellum.nu/literature/trotsky004.html>.

Charby, Jacques, *Porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie*, Paris : La Découverte, 2004.

Articles de revues

Laqueur, Walter, « The Origins of Guerilla Doctrine », *Journal of Contemporary History*, Vol. 10, N° 3, juillet 1975, pp. 341-382.

Lawrence, T.E., « The Evolution of a Revolt », *Army Quarterly and Defence Journal*, octobre 1920, <http://www-cgsc.army.mil/carl/resources/csi/Lawrence/lawrence.asp>.

Lawrence, T.E., « Science of Guerilla Warfare », *Encyclopaedia Britannica*, <http://www.bellum.nu/literature/lawrence001.html>.

Rusinow, Dennison, « La conception yougoslave de la guerre populaire », *Le monde diplomatique*, novembre 1971.

Articles de presse

Marx, Karl, « Revolutionary Spain: Part V, Guerilla Warfare », Part of an article series, *New York Daily Tribune*, 9 septembre jusqu'au 2 décembre 1854, <http://www.marxists.org/archive/marx/works/1854/revolutionary-spain/ch05.htm>.

Contre-insurrection

Documents officiels

U.S. Army/ U.S. Marine Corps, *Counterinsurgency*, FM 3-24, octobre 2006.

Ministère de la Défense, *Gagner la bataille. Conduire à la paix. Les forces terrestres dans les conflits aujourd'hui et demain*, Centre de doctrine d'emploi des forces, Armée de terre, Paris, janvier 2007.

Ministère de la Défense, *Doctrine d'emploi des forces terrestres en stabilisation*, Centre de doctrine d'emploi des forces, Armée de terre, Paris, novembre 2007.

Ouvrages

- Barberot, Roger, *Malaventure en Algérie*, Plon, Paris, 1957.
- Frederick, Ian et Beckett, William, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies*, London, Routledge, 2001.
- Gallieni, Joseph Simon, *Gallieni au Tonkin (1892-1896)*, Berger-Levrault, Paris, 1948 (1941).
- Galula, David, *Pacification in Algeria (1956-1958)*, Rand Corporation, Santa Monica, 2006 (1963).
- Galula, David, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Economica, Paris, 2006 (2008).
- Kitson, Frank, *Bunch fo Five*, Faber and Faber, London, 1977.
- Kitson, Frank, *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peacekeeping*, Faber and Faber, London, 1971.
- Lyautey, Hubert, *Du rôle colonial de l'armée*, Armand Colin, Paris, 1900.
- Lyautey, Hubert, *Lettres du Tonkin et de Madagascar (1894-1899)*, Armand Colin, Paris, 1946 (1920).
- Nagl, John A., *Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam: Learning to Eat Soup with a Knife*, Praeger, New York, 2002.
- Ramakrishna, Kum, *Emergency propaganda: the winning of Malayan hearts and minds, 1948-1958*, Routledge Curzon, Richmond, 2001.
- Smith, R., *The Utility of Force : The Art of War in the Modern World*, Allen Lane, 2005
- Stubbs, Richard, *Hearts and minds in guerrilla warfare: the Malayan emergency, 1948-1960*, Oxford University Press, Singapour, 1986.
- Trinquier, Roger, *La guerre*, Paris, Albin Michel, 1980, 288 p.

Articles de revues

- Abrahms, Max, « Why Terrorism Does Not Work », *International Security*, Vol. 31, N° 2, automne 2006, pp. 42-78.
- Arquilla, John, « The End of War as We Knew It? Insurgency, counterinsurgency and lessons from the forgotten history of early terror networks », *Third World Quarterly*, Vol. 28, N° 2, 2007, pp. 369-386.
- Baker, Jim, « Systems Thinking and Counterinsurgencies », *Parameters*, hiver 2006, pp. 26-43.
- Boyd, John, « Patterns of Conflict », Unpublished Presentation, décembre 1986.
- Bugeaud, Thomas Robert, « 1845 La bataille d'Isly », *La revue des deux mondes*, Vol. 9, N° 2, janvier 1957.
- Bureau, Jean-François, « Communiquer la défense », *Défense Nationale*, N° 5, 2003, pp. 156-167.
- Corum, James S., « Rethinking US Army Counter-insurgency Doctrine », *Contemporary Security Policy*, Vol. 28, N°1, avril 2007, pp. 127-142.
- Hammes, Thomas X., « Countering Evolved Insurgent Networks », *Military Review*, juillet/ août 2006, pp. 18-26.
- Hecker, Marc, « Du bon usage de la terreur », *Focus stratégique*, Ifri, Paris, avril 2008.
- Hoffman, Bruce, « From the War on Terror to Global Counterinsurgency », *Current History*, décembre 2007, pp. 423-429.
- IISS, « Complex irregular warfare the psychological component », *The Military Balance*, Vol. 107, N° 1, 2007, pp. 415-420.
- Jones, Seth G., « Fighting Networked Terrorist Groups: Lessons from Israel », *Studies in Conflict & Terrorism*, Vol. 30, N° 4, 2007, pp. 281-302.
- Kilcullen, David, « Counter-Insurgency Redux », *Survival*, Vol. 48, N° 4, 2006, pp. 111-30

- Kilcullen, David, « Twenty-Eight Articles. Fundamentals of Company-level Counterinsurgency », *smallwarsjournal.com*, 2006.
- Luttwak, Edward, « Les impasses de la contre-insurrection », *Politique étrangère*, N° 4, hiver 2006.
- Lyautey, Hubert, « Du rôle social de l'officier », *La revue des deux mondes*, Vol. 104, N° 3, 1891.
- Mack, Andrew, « Why Big Nations Lose Small Wars: The Politics of Asymmetric Conflict », *World Politics*, 27 janvier 1975.
- Mahnken, Thomas G., « The British Approach to Counter-Insurgency: An American View », *Defense & Security Analysis*, Vol. 23, N° 2, juin 2007, pp. 227-232.
- Metz, Steven, « Insurgency and Counterinsurgency in Iraq », *The Washington Quarterly*, Vol. 27, N° 1, hiver 2003-04, pp. 25-36.
- Metz, Steven, « La guerre asymétrique et l'avenir de l'Occident », *Politique étrangère*, N° 1, 2003.
- Mills, Greg et McNamee, Terence, « God, History and Countering Insurgency », *Defense & Security Analysis*, Vol. 23, N° 1, mars 2007, pp. 101-106.
- Murden, Simon, « Staying the Course in 'Fourth-Generation Warfare': Persuasion and Perseverance in the Era of the Asymmetric Bargaining War », *Contemporary Security Policy*, Vol. 28, N° 1, avril 2007, pp. 197-211.
- Reed, Brian, « A Social Network Approach to Understanding an Insurgency », *Parameters*, été 2007, pp. 19-30.

Articles de presse

- Brannon, Josh, « Panel : Hanit attack was preventable », *The Jerusalem Post*, 7 novembre 2006.
- Maass, Peter, « Professor Nagl's War », *New York Times*, 1 novembre 2004, <http://www.freerepublic.com/focus/f-news/1055947/posts>.

Ricks, Thomas, « Soldiers Record Lessons from Iraq », *Washington Post*, 7 février 2004, <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A22307-2004Feb7?language=printer>.

Medias

Ouvrages

Abramson A., *The History of Television, 1942 to 2000*, McFarland & Co Inc Pub, 2003

Allan, Stuart ; Zelizer, Barbie, *Reporting War: Journalism in Wartime*, New York, Routledge, 2004.

Carruthers, Susan, *The media at war : communication and conflict in the twentieth century*, New York, St. Martin's Press, 2002.

Charon, Jean-Marie ; Mercier, Arnaud, *Armes de communication massive. Informations de guerre en Irak 1991-2003*, Paris, CNRS Editions, 2004.

Durandin, Guy, *L'information, la désinformation et la réalité*, Paris, Presses universitaires de France, 1993.

El-Nawaway, Mohammed ; Iskandar, Adel, *Al Jazeera : How the free Arab news network scooped the world and changed the Middle East*, Boulder, Westview, 2002.

Ferro, Marc, *L'information en uniforme*, Paris, Ramsay, 1991.

Hammond, Philip ; Herman, Edward S., *Degraded Capability : the Media and the Kosovo Crisis*, London : Pluto Press, 2000.

Huurdeman, Anton A., *The Worldwide History of Telecommunications*, New York: J. Wiley, 2003

Jowett, Garth S. ; O'Donnell, Victoria, *Propaganda and Persuasion*, London, Sage Publications 1999.

Kamalipour, Yahya R. ; Snow, Nancy, *War, Media, and Propaganda : A Global Perspective*, Rowman & Littlefield Publishers, Inc, 2004.

- Knightley, Phillip, *The First Casualty. From the Crimea to Vietnam: The War Correspondent as Hero, Propagandist and Myth Maker*, New York: Harcourt Brace Jovanovich, 1975.
- Lamloum, Olfa, *Al-Jazira, miroir rebelle et ambigu du monde arabe*, Paris, La Découverte, 2004.
- Lamloum, Olfa, *Irak. Les médias en guerre*, Paris, Actes Sud, 2003.
- Mathien, Michel, *L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Miles, Hugh, *Al-Jazira, la chaîne qui défie l'Occident*, Paris, Buchet-Chastel, 2005.
- Moltke, Helmuth von, *Militärische Werke*, ed. Grossen Generalstab, Kriegsgeschichtliche Abteilung I (13 vols. In 4; Berlin, 1892-1912).
- Moore, Molly, *A Woman at War*, New York: Scribner's, 1993.
- Neuman, Johanna, *Lights, Camera, War*, New York: St. Martin's Press, 1996
- Oslin, George P., *The Story of Telecommunications*, Mercer University Press, 1992
- Rid, Thomas, *War and Media Operations. The US Military and the Press from Vietnam to Iraq*, London, Routledge, 2007.
- Tatham, Steve, *Losing Arab hearts and minds : the coalition, Al-Jazeera and Muslim public opinion*, London, C. Hurst & Co, 2004.
- Urbain, Ignace, Chappe, Jean, *Histoire de la télégraphie*, Paris, 1824.
- Wolton, Dominique, *War game. L'information à la guerre*, Paris, Flammarion, 1991.
- Young, Peter, *Defence and the media in time of limited wars*, London, Frank Cass, 1992.

Articles de revue

- Allen, Tim, « Civil War, Ethnicity and the Media », *Anthropology Today*, 11:6 December 1995, pp. 16-18.

- Al-Marashi, Ibrahim, « Iraq's Hostage Crisis: Kidnappings, Mass Media and the Iraqi Insurgency », *Middle East Review of International Affairs*, 8:4, 2004.
- Alterman, Jon B., « New Media, New Politics? From Satellite Television to the Internet in the Arab World », *Policy Papers*, The Washington Institute for Near East Policy, 1998.
- Belknap, Margaret, « The CNN Effect : Strategic Enabler or Operational Risk? », *Parameters*, Autumn 2002, pp. 100-114.
- Brown, Robin, « Clausewitz in the Age of Al-Jazeera : Rethinking the Military-Media Relationship », Paper Prepared for the Shorenstein Center/APSA Political Communications Division Workshop, *The Restless Searchlight: Terrorism, The Media and Public Life*, Harvard, 28 August 2002.
- Combelles Siegel, Pascale, « Opérations militaires et relations armées-médias : essai de typologie », *Champs de Mars*, Spring-Summer 1997, pp. 63-81.
- Da Lage, Olivier, « La communication, enjeu stratégique », *La revue internationale et stratégique*, 56 Winter 2004.
- Darley, William M., « War Policy, Public Support, and the Media », *Parameters*, Summer 2005, pp. 121-134.
- Fachot, Morand, *The media dimension in foreign interventions*, BBC World Service, Draft conference paper prepared for the “Challenges to Governance : Military Interventions Abroad and Consensus at Home”, organisé par l’Institute for Research on Public Policy (IRPP), Montréal, 17-18 November 2000.
- Giroud, E., « Journalistes et militaires : une cohabitation difficile », *Médiaspouvoirs*, juillet-septembre 1991, pp. 153-161.
- Henderson, Simon, « The ‘Al-Jazeera Effect’ : Arab satellite television and public opinion », *The Washington Institute for Near East Policy*, Policy Watch, 2000.
- Kent, Gregory ; Palmer, Jerry, « Mondes arabophones et médias », *Questions de communication*, 8, 2005, pp. 5-112.
- Laity, Mark, « The military and the media », *Brassey’s Defence Yearbook*, 1997, pp. 37-52.

- Laurence, J., « Embedding : A Military View », *Columbia Journalism Review*, May-June 2003.
- Limor, Yehiel, Nossek, Hillel, « The Military and the Media in the Twenty-First Century : Towards a New Model of Relations », *Israel Affairs*, vol. 12, 3, 2006.
- Mathien, Michel, « Crise du modèle anglo-saxon de l'information avec la guerre en Irak ? Les médias face à la propagande et au mensonge en démocratie », *Annuaire français des relations internationales*, Centre Thucydide, 5, 2004, pp. 922-942.
- Mercier, Arnaud, « Guerres et médias : permanences et mutations », *Raisons Politiques*, 13:2004 pp. 97-109.
- Miracle, Tammy, « The Army and Embedded Media », *Military Review*, October 2003, pp. 41-45.
- Morrison, D., « Journalists and the social construction of war », *Contemporary Record*, 8:1994, pp. 305-320.
- Payne, Kenneth, « The Media as an Instrument of War », *Parameters*, Spring 2005.
- Rid, Thomas, « War 2.0 », *Policy Review*, February 2007.
- Robinson, Piers, « The CNN Effect: Can the News Media Drive Foreign Policy? » *Review of International Studies*, vol. 25, 1999, pp. 301-309
- Shea, Jamie ; Bayle, Pierre, « La dimension médiatique des crises », *Défense Nationale*, 11:2001, pp. 145-155.
- Slone, Michelle, « Responses to Media Coverage of Terrorism », *The Journal of Conflict Resolution*, 44:4, August 2000, pp. 508-522.
- Speier, Hans, « International Political Communication : Elite vs. Mass », *World Politics*, 4/3 April 1952, pp. 305-317.
- Stech, Frank J., « Winning CNN Wars », *Parameters*, Autumn 1994, pp. 37-56
- Trainor, Bernhard, « The Military and the Media : A Troubled Embrace », *Parameters*, December 1990, pp. 2-11

Yalem, Ronald, « Controlled Communication and Conflict Resolution », *Journal of Peace Research*, 8:1971, pp. 263-272.

Articles de presse

« IDF spokeswoman : I thought of resigning after Dan Halutz gave me false information », 8/3/2005, www.news-israel.net

Grossman, Lev, « Time's Person of the Year : You », *Time*, 13 December 2006.

Labi, Nadya, « Jihad 2.0 », *The Atlantic Monthly*, July/August 2006.

Al-Qaïda et jihadisme

Documents officiels

Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst, *Jaarverslag AIVD 2007*, 2008.

Bundesministerium des Inneren (Autriche), *Verfassungsschutzbericht 2007*, 2008.

EUROPOL, *EU Terrorism Situation and Trend Report (TE-SAT)*, The Hague: European Police Office, 2007.

EUROPOL, *EU Terrorism Situation and Trend Report (TE-SAT)*, The Hague: European Police Office, 2008.

National Commission on Terrorist Attacks, *The 9/11 Commission Report*, 2004.

Ouvrages

Al-Suri, Abu Mus'ab, *The Call to Global Islamic Resistance*, 2005.

Amghar, Samir ; Boubekeur, Amel et Emerson, Michael, *European Islam. Challenges for Public Policy and Society*, Centre for European Policy Studies, Brussels, 2007.

Brettfeld, Katrin et Wetzels, Peter, *Muslims in Deutschland: Integration, Integrationsbarrieren, Religion sowie Einstellungen zu Demokratie, Rechtsstaat und politisch-religiös motivierter Gewalt*, Bundesministerium des Innern, Berlin, 2007.

- Coll, Steve, *The Bin Ladens : An Arabian Family in the American Century*, Penguin, New York, 2008.
- Gerges, Fawaz A., *The Far Enemy : Why Jihad Went Global*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005.
- Gompert, David et Gordon, John IV, *War by Other Means: Building Complete and Balanced Capabilities for Counterinsurgency*, Rand Corporation, Santa Monica, 2008.
- Grignard, Alain, « La littérature du GIA algérien des origines à Djamel Zitouni. Esquisse d'une analyse », *Facettes de l'islam belge*, Academia Bruylant, Louvain-la-Neuve, 1997, <http://www.droit.ulg.ac.be/~ogci/grignard%20article.html>.
- Kepel, Gilles et Milelli, Jean-Pierre (dir.), *Al Qaida dans le texte*, Presses Universitaires de France, Paris, 2005.
- Kepel, Gilles et Milelli, Jean-Pierre (eds.), *Al-Qaeda in its own Words*, Belknap Press, Cambridge MA, 2008.
- Khosrokhavar, Farhad, *Les nouveaux martyrs d'Allah*, Flammarion, Paris, 2003.
- Khosrokhavar, Farhad, *Quand Al-Qaïda parle. Témoignages derrière les barreaux*, Grasset, Paris, 2006.
- Lia, Brynjar, *Architect of Global Jihad: The Life of Al Qaeda Strategist Abu Mus'ab Al-Suri*, Columbia University Press, New York, 2008.
- Musharbash, Yassin, *Die neue Al-Qaida*, Kiepenheuer und Witsch Verlag, Köln, 2006.
- Nasiri, Omar, *Inside the Jihad: My Life with Al Qaeda : A Spy's Story*, Basic Books, 2008.
- Ranstorp, Magnus, « The Virtual Sanctuary of Al Qaeda and Terrorism in an Age of Globalisation », In Eriksson, Johan et Giacomello Giampiero, *International Relations and Security in the Digital Age*, Routledge, London, 2007.
- Sageman, Marc, *Leaderless Jihad: Terror Networks in the Twenty-First Century*, University of Pennsylvania Press, Pennsylvania, 2008.

Sageman, Marc, *Understanding Terror Networks*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 2004.

Slootman, Marieke et Tillie, Jean, *Processes of Radicalisation*, University of Amsterdam, Amsterdam, 2006.

Wright, Lawrence, *The Looming Tower. Al-Qaeda and the Road to 9/11*, Alfred A. Knopf, New York, 2006.

Articles de revues

Ahmad al-Salem, Mohammad bin, « 39 Ways to Serve and Participate in Jihad », *Islamic Web Community*, Online publication, 2003.

Arquilla, John ; Ronfeldt, David et Zanini, Michele, « Information Age Terrorism », *Current History*, avril 2000, pp. 179-185.

Biernatzki, William E., « Terrorism and Mass Media », *Communication Research Trends*, Vol. 21, N° 1, 2002.

Brachman, Jarret M., « High-tech terror: Al-Qaeda's use of new technology », *Fletcher Forum of World Affairs*, Vol. 30, N° 2, été 2006, pp. 149-164, <http://fletcher.tufts.edu/forum/archives/pdfs/30-2pdfs/brachman.pdf>.

Brachman, Jarret, « Leading Egyptian Jihadist Sayyid Imam Renounces Violence », *CTC Sentinel*, Vol. 1, N° 1, 2007, pp. 12-14.

Brachman, Jarret, Fishman, Brian et Felter, Joseph, « The Power Of Truth: Questions For Ayman Al-Zawahiri », *Counter Terrorism Center*, 2008.

Corman, Steven R. et Schiefelbein, Jill S., « Communication and media strategy in the Jihadi war of ideas », *Consortium for Strategic Communication*, 2007, www.asu.edu/clas/communication/about/terrorism/publications/jihad_comm_media.pdf.

Crelinsten, Ronald D., « Analysing Terrorism and Counter-terrorism : A Communication Model », *Terrorism and political violence*, Vol. 14, N° 2, été 2002 pp. 77-122.

- Cruickshank, Paul et Hage Ali, Mohannad, « Abu Musab Al Suri: Architect of the new Al Qaeda », *Studies in Conflict & Terrorism*, Vol. 30, N° 1, 2007, pp. 1-14.
- Davis, Spencer, « Incitement to terrorism in media coverage : solutions to Al-Jazeera after the Rwandan media trial », *George Washington International Law Review*, Vol. 38, N° 4, 2006, pp. 749-778.
- Hameed Bakier, Abdul, « Al-Qaeda's al-Zawahiri Repudiates Dr. Fadl's 'Rationalization of Jihad' », *Terrorism Focus*, Vol. 5, N° 17, 2008, pp. 3-4.
- Hoffman, Bruce, « The Myth of Grass-Roots Terrorism. Why Osama bin Laden Still Matters », *Foreign Affairs*, mai/ juin 2008.
- Hoffman, Bruce, « The Use of the Internet By Islamic Extremists », *Rand Corporation*, 2006, www.rand.org/pubs/testimonies/2006/RAND_CT262-1.pdf.
- Jane's Terrorism & Security Monitor, « UK Terrorism Convictions », *Jane's Terrorism & Security Monitor*, 2007.
- Katzman, Kenneth, « Al-Qaeda: Profile and Threat Assessment » *CRS Report for Congress*, Washington, DC, 2005.
- Kimmage, Daniel, « The al-Qaeda Media Nexus », *RFE/RL Special Report*, 2008.
- Lia, Brynjar, « Al-Suri's Doctrines for Decentralized Jihadi Training », *Terrorism Monitor*, Vol. 5, N° 1, 2007, pp. 1-4.
- Lynch, Marc, « Al-Qaeda's media strategy », *The National Interest*, N° 83, printemps 2006, pp. 50-56, <http://www.nationalinterest.org/PrinterFriendly.aspx?id=11524>.
- Nacos, Brigitte, « Terrorism/Counterterrorism and Media in the Age of Global Communication », *United Nations University Global Seminar*, Second Shimame-Yamaguchi Session on « Terrorism. A Global Challenge », 2006.
- Sageman, Marc et Hoffman, Bruce, « Does Osama Still Call the Shots? Debating the Containment of al-Qaeda's Leadership », *Foreign Affairs*, juillet/ août 2008.

Scheuer, Michael, « Al-Qaeda's Insurgency Doctrine: Aiming for a 'Long War' », *Terrorism Focus*, Vol. 3, N° 8, 2006, pp. 4-6.

Scheuer, Michael, « Al-Qaeda's Media Doctrine: Evolution from Cheerleader to Opinion-Shaper », *Terrorism Focus*, Vol. 4, N° 15, 2007.

Scheuer, Michael, « Rumor's of al-Qaeda's Death May be Highly Exaggerated », *Terrorism Focus*, Vol. 5, N° 21, 2008.

Soares, Mario (et. al.), « Report of the panel appointed by the Secretary-General of the United Nations to gather information on the situation in Algeria in order to provide the international community with greater clarity on that situation », *United Nations Report*, septembre 1998, <http://www.library.cornell.edu/colldev/mideast/algun.htm>.

Ulph, Steven, « A Guide to Jihad on the Web », *Terrorism Focus*, Jamestown Foundation, 2005.

Weimann, Gabriel, « How modern terrorism uses the internet », *United States Institute of Peace*, Special Report, N° 116, mars 2004.

Weimann, Gabriel, « Virtual disputes : the use of the internet for terrorist debates », *Studies in Conflict and Terrorism*, Vol. 29, N° 7, 2006, pp. 623-639.

Wilkinson, Paul, « The Media and Terrorism: A Reassessment », *Terrorism and Political Violence*, Vol. 9, N° 2, été 1997, pp. 51-64.

Articles de presse

Al-Zawahiri, Ayman, « The Open Meeting with Shaykh Ayman al-Zawahiri », *As-Sahab Media*, 2008.

Berger, Peter et Cruickshank, Paul, « The Unraveling », *The New Republic*, 2008.

Cullison, Alan, « Inside Al-Qaeda's Hard Drive », *Atlantic Monthly*, septembre 2004.

The Economist, « A world wide web of terror », *The Economist*, 12 juillet 2007.

- Evening Standard, « Crawley boy who kept bomb kit in a garage. Terror gang leader dreamed of carnage on the scale of 9/11 », *Evening Standard*, 30 avril 2007.
- Fattah, Hassan M., « Al Qaeda Increasingly Reliant on Media », *The New York Times*, 30 septembre 2006.
- Gardham, Duncan et Johnston, Philip, « 'Revenge' for Rushdie honour, boasts website », *The Daily Telegraph*, 30 juin 2007.
- Glassman, James K., « How To Win The War Of Ideas », *Wall Street Journal*, 24 juin 2008.
- Greenwood, Chris et Gammell, Caroline, « Terror car bomb was primed to cause carnage among revellers in late-night club », *The Western Mail*, 30 juin 2007.
- Kimmage, Daniel, « Fight Terror with YouTube », *The New York Times*, 26 juin 2008.
- Labi, Nadya, « Jihad 2.0 », *The Atlantic Monthly*, juillet/ août 2006.
- Sciolino, Elaine et Grey, Stephen, « British Terror Trial Traces a Path to Militant Islam », *The New York Times*, 25 novembre 2006.
- Sciolino, Elaine et Schmitt, Eric, « A Not Very Private Feud Over Terrorism », *The New York Times*, 8 juin 2008.
- Steinberg, Guido, « Die Islamische Jihad Union », *SWP-Aktuell*, 2008.
- Thomsen, Claus Blok et Skjoldager, Morten, « Fotografier Belaster Terrorsigtet », *Politiken*, 18 janvier 2008
- Wright, Lawrence, « The Master Plan », *The New Yorker*, 11 septembre 2006.
- Wright, Lawrence, « The Rebellion », *The New Yorker*, 2008.

Talibans

Ouvrages

- Buddenburg, Doris et Demirbuken, Hakan, *Afghanistan Opium Survey 2006*, United Nations Office on Drugs and Crime, Kabul, 2006.
- Foxley, Tim, *The Taliban's Propaganda Activities*, SIPRI, Stockholm, 2007.
- Gerges, Fawaz A., *The Far Enemy: Why Jihad Went Global*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005.
- Giustozzi, Antonio, *Koran, Kalashnikov, and Laptop. The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, Columbia University Press, New York, 2008.
- Gommans, Jos J. L., *The Rise of the Indo-Afghan Empire, C.1710-1780*, E.J. Brill, Leiden, 1995.
- Naylor, Sean, *Not a Good Day to Die*, Penguin, New York, 2005.
- Oguz, Christina et Ravan, Shirish, *Afghanistan Opium Survey 2007*, United Nations Office on Drugs and Crime, Kabul, 2007.
- Rashid, Ahmad, *Descent into Chaos*, Viking, New York, 2008.
- Rashid, Ahmad, *Taliban*, Yale University Press, New Haven, 2001.
- Steinberg, Guido, *Der nahe und der ferne Feind. Das Netzwerk des islamistischen Terrorismus*, Beck, München, 2005.
- Wright, Lawrence, *The Looming Tower. Al-Qaeda and the Road to 9/11*, Alfred A. Knopf, New York, 2006.

Articles de revues

- Jane's Terrorism & Security Monitor, « Taliban communications, old and new », *Jane's Terrorism & Security Monitor*, 12 novembre 2007.
- Johnson, Thomas H., « The Taliban Insurgency and an Analysis of Shabnamah (Night Letters) », *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 18, N° 3, 2007, pp. 317-44.

Naylor, Sean, « Insurgents in Afghanistan have mastered media manipulation », *Armed Forces Journal*, 2008.

Rahmani, Waliullah, « Combating the Ideology of Suicide Terrorism in Afghanistan », *Terrorism Monitor*, Vol. 4, N° 21, 2006.

Rashid, Ahmad, « Letter from Afghanistan: Are the Taliban Winning? », *Current History*, Janvier 2007, pp. 17-20.

Articles de presse

Gannon, Kathy, « Secret 'night letters' condemn Afghan government as traitors of Islam, urge war on U.S. », *Associated Press Worldstream*, 20 mars 2002.

Gee, Marcus, « Calling up a Brighter Future. The Cellphone Craze has Helped Seed the Hard Soil of Afghanistan's Economy », *The Globe and Mail*, 8 juin 2007.

Gehring, Urs, « Layeha (Regelbuch) für die Mudschaheddin », *Die Weltwoche*, Vol. 46, N° 6, 2006.

HRW, « Lessons in Terror. Attacks on Education in Afghanistan », *Human Rights Watch*, Vol. 18, N° 6(C), 2006.

Lampert, Allison, « In Kabul's Pul-e-Charkhi, cellphones can be deadly », *The Gazette (Montreal)*, 6 décembre 2007.

Landay, Jonathan, « Islamic militants' influence spreading », *The Seattle Times*, 3 février 2008.

Maurer, Kevin, « Taliban Show Media Savvy », *The Fayetteville Observer*, 12 janvier 2008.

Norton-Taylor, Richard, « Browne says BBC interview endangered lives of troops », *The Guardian*, 12 juillet 2006.

Nystedt, Dan, « Mobile Phone Use Grows in Afghanistan », *IDG News Service*, 23 juin 2008.

Perlez, Jane, « Frontier Years Give Might to Ex-Guerrilla's Words », *The New York Times*, 5 juillet 2008.

- Rubin, Elizabeth, « In the Land of the Taliban », *The New York Times Magazine*, 22 octobre 2006.
- Schmidle, Nicholas, « Next-Gen Taliban », *The New York Times Magazine*, 6 janvier 2008.
- Scott Tyson, Ann, « NATO's Not Winning in Afghanistan, Report Says », *Washington Post*, 31 janvier 2008.
- Shah, Taimoor, « Taliban Threatens Afghan Cellphone Companies », *The New York Times*, 26 février 2008.
- Smucker, Philip, « Taliban learns tactics, PR from al Qaeda », *Washington Times*, 30 mai 2007 2007.
- Waheed Wafa, Abdul et Taimoor, Shah, « U.S. Airstrike on 2 Taliban Commanders in South Wounds at Least 18 Civilians, Afghans Say », *The New York Times*, 4 août 2007.
- Walsh, Declan, « Headteacher Decapitated by Taliban », *Guardian*, 5 janvier 2006.
- Watson, Ivan, « Taliban Enlists Video in Fight for Afghanistan », *National Public Radio*, 2 novembre 2006.
- Yousafzai, Sami et Gehriger, Urs, « Der Kodex der Taliban », *Weltwoche*, Vol. 46, 2006,
- Yousafzai, Sami, « Afghanistan: Want to Meet the Taliban? No Prob », *Newsweek*, 25 décembre 2006.

Hezbollah

Ouvrages

- Alagha, Joseph Elie, *The Shifts in Hizbullah's Ideology*, Amsterdam University Press, 2006.
- Belkeziz, Abdallah, *Hizb Allah al Loubnâni: Min al Hawza al 'Imiyya ilâ al Jibha* [Le Hezbollah Libanais: de l'école coranique au front], Casablanca, 2000

- Charara, Waddah, *Dawlat Hizb Allâh, Loubanân Moujtama'an Islâmiyyan* [L'Etat du Hezbollah: Le Liban, une société islamique], Dar Al Nahar, Beyrouth, 1997.
- Charara, Walid et Domont, Frédéric, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste*, Fayard, Paris, 2004.
- Chehabi, Houchang E. (dir.), *Distant Relations. Distant Relations: Iran and Lebanon in the Last 500 Years*, New York : I. B. Tauris, 2006.
- Mervin, Sabrina, *Le Hezbollah. Etat des lieux*, Actes-Sud, Paris 2008.
- Mervin, Sabrina (dir.), *Les mondes chiïtes et l'Iran*, Karthala-IFPO, 2007.
- Noe, Nicolas, *Voice of Hezbollah: The statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, Verso, London, 2007.
- Norton, Augustus Richard, *Hezbollah: A short history*, Princeton University Press, 2007.
- Norton, Augustus Richard, *Amal and the Shi'a : struggle for the Soul of Lebanon*, Austin, University of Texas Press, 1987.
- Palmer Harik, Judith, *Hezbollah : the changing face of terrorism*, I.B. Tauris, New York, London, 2004.
- Patrie, Isabelle et Espanol, Emmanuel, *Qui veut détruire le Liban?*, Actes Sud, Sindbad, Paris, 2007.
- Qassem, Naim, *Hizbullab: The Story from Within*, London, Saqi Books, 2005.
- Richard, Yann, *L'islam chi'ite*, Fayard, Paris, 1991.
- Saad-Ghorayeb, Amal, *Hizbu'llah : politics and religion*, London, Pluto Press, 2002.
- Samaan, Jean-Loup, *Les métamorphoses du Hezbollah*, Karthala, Paris, 2007.

Articles de revues

- Baudot, Martial ; Delcroix, Etienne ; Guiot, Benoit ; Gouvello, Bric (le) et Osada, Matthieu, « Une illustration de la guerre de l'information : Le

conflit entre Israël et le Hezbollah de l'été 2006 », *Ecole de guerre économique*, février 2007.

Baylouny, Anne Marie, « Al-Manar and Alhurra : Competing Satellite Stations and Ideologies », *CSRC*, discussion paper 05/49, septembre 2005.

C.S.S., « Terrorism and Internet: Hezbollah's widespread use of the Internet as a means to distribute anti-Israeli, anti-Jewish, and anti-American incitement as part of the war for the hearts and minds », *Center for Special Studies*, 12 mars 2006.

Chadid, Maisa, « Bârîja Tahtariq...Mousîqa wa Alfa Lawha l'Îlâmiya : Al Anchita al 'Îlâmiya Tahkî al Intissâr bi Laoun al Hayât » [Un navire détruit...De la musique, des paysages médiatiques : Les activités médiatiques racontent la victoire avec la couleur de la vie], *Al Intiqad*, 2007, http://www.alahed.org/_print.php?filename=200707201108460.

Cobban, Helena, « Hizbullah's New Face », *Boston Review*, April-May 2005.

Fontan, Victoria, « Le discours d'Al-Manar, vecteur de 'glasnost' du Hezbollah », *Questions de communication*, N° 8, 2005, pp. 51-66.

Haddad, Simon, « The origins of popular support for Lebanon's Hezbollah », *Studies in Conflict and Terrorism*, Vol. 29, N° 1, janvier/ février 2006, pp. 21-34.

Hajjar, Sami G., « Hizballah, Terrorism, National Liberation, or Menace? », *Strategies Studies Institute*, août 2002.

Harb, Mona, « La banlieue du Hizb'allah : Images alternatives du Beyrouth d'après-guerre », *Annales de la Recherche Urbaine*, N° 96, 2004, pp. 53-61.

Jorisch, Avi et Nematt, Salameh, « Inside Hizballah's al-Manar Television », *Washington Institute for Near East Policy*, PolicyWatch N° 917, Special Forum Report, 2004.

Jorisch, Avi, « Al-Manar : Hizbullah TV 24/7 », *Middle East Quarterly*, Vol. 11, N° 1, hiver 2004, pp. 17-31.

Jorisch, Avi, « Beacon of hatred : inside Hizballah's Al-Manar Television », *Washington Institute for Near East Policy*, Washington D.C., 2004.

Kalb, Marvin, « The Israeli-Hezbollah War of 2006 : The Media As A Weapon in Asymmetrical Conflict », *Joan Shorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy Research Paper Series*, février 2007.

Krayem, Nayef, « Istiqâla Maftouha min Hizb Allah » [Démission ouverte du Hezbollah], *Centre de recherche et de documentation d'An-Nabar*, 12 mai 2003, <http://archives.annahar.com.lb/default.html>.

Krayem, Nayef, « Nass al P'tirâd 'alâ al 'Ouqouba al Tanzîmiyya » [Texte de protestation contre la « sanction » décidée par le bureau politique], *Centre de recherche et de documentation d'An-Nabar*, 12 mai 2003, <http://archives.annahar.com.lb/default.html>.

Majed, Ahmed, « Al Khitâb 'Inda as-Sayyed Hassan Nasrallah : Dirâsa fî al Bonya al-Chakliyya, al Madâmin, al Nidâm, al Marja'iyât » [Le discours chez Sayyed Hassan Nasrallah : Etude de la structure formelle, des contenus, de l'organisation et des références], *Collection Adabiyât al Nouboud : The Sapiential Knowledge Institute for Religious and Philosophical Studies*, Dar Shurok, Beirut, janvier 2007.

Palmer Harik, Judith, « Between Islam and the system: Popular support for Lebanon's Hizballah », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 40, N° 1, 1996, pp. 41-67.

Articles de presse

Al Aissaoui, Fatima, « Batul Ayyub : Kontou Artadî 'Ibâ' Khalîjiya kay lâ Ya'rifounani » [Batul Ayyub: 'Un niqab pour passer inaperçue'], *Al Sharq* *Al Ansat*, 2007, <http://wa3ad.org/index.php?show=news&action=article&id=10118>.

Al Intiqad, « Communiqué final de la 2ème Conférence internationale des médias arabes et islamiques pour le soutien du peuple palestinien » (Beyrouth), *Al Intiqad*, 26 septembre 2003, <http://www.alwihdah.com/print.php?cat=5&id=14>.

Al Jak, Sana, « Dâkhil al Mourabba' al Amnî li Hizb Allah : Râ'ihat Bâroud wa Anqâd Manâzel...wa al Darrâjat al Nâriyya Wasîlat al Tanaqqol al Wahîda » [A l'intérieur du 'carré sécuritaire' du Hezbollah : une odeur de poudre, des décombres... et des motocyclettes pour seul moyen de locomotion], *Asbarq al Ansat*, 2006,

<http://asharqalawsat.com/details.asp?section=4&article=374513&issue=10099>.

Al Rai, « Nâyef Krayem Qaddama Istiqâlatouh min Hizb Allah Tazâmounan ma'a Ziyârat Khâtami » [Nayef Krayem présente sa démission du Hezbollah simultanément avec la visite de Khatami], *Al Rai*, 13 mai 2003, <http://www.manaar.com/vb/showthread.php?t=254>.

Bitar, Adellat, « Kayfa Istatâ'a l'âm Hizballâh Ta'mîn Istimrâriyat al-'Amal fi Marhalat al-'Odwân » [Comment la chaîne du Hezbollah a pu continuer d'émettre durant l'agression], *Al Dîyar*, 2006, <http://www.somod.org/news/883.html>.

Blanford, Nicholas, « Hizbullah sharpens its weapons in propaganda war », *The Christian Science Monitor*, December 28, 2001.

Cancela-Kieffer, Michaela, « Shiites of south Lebanon seek fair share of reconstruction aid », *Agence France Presse*, <http://www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/TKAI-74X5PV?OpenDocument>.

Conger, George, « Study: Hizbullah won propaganda war », *Jerusalem Post*, 30 avril 2007.

Farij, Youssef, « Mas'oul al l'âm fi Hizb Allah LI Al Thawra : Khitâbounâ al l'âmî Imtidad li Intimâi'na al Arabî » [Le responsable de la communication du Hezbollah répond à Al Thawra : Notre discours médiatique est un prolongement naturel de notre identité arabe], *Al Thawra*, 29 août 2006, <http://thawra.alwehda.gov.sy/archive.asp?FileName=26088708420060828222812>.

Fox News, « Israel vs. Hezbollah: Who Is Winning the Media Battle? », *Fox News*, Edition of FOX News Watch, 8 mai 2006.

Fralon, José-Alain, « 48 heures pour faire cesser les hostilités entre Israéliens et Palestiniens. Les défis de la télévision du Hezbollah libanais », *Le Monde*, 20 octobre 2000.

Jorisch, Avi, « Hezbollah Hate with a U.S. Link », *Los Angeles Times*, October 13, 2002.

McClellan, Anthony, « Israel on the back foot in war of words », *The Australian*, 24 août 2006.

McGrory, Daniel, « The underground voice of Hezbollah that Israel is still unable to silence », *The Times*, August 5, 2006.

Pollak, Noah, « Video Made the Terrorist Star », *National Review*, 4 août 2006.

Putz, Ulrike, « Lasst Bilder sprechen - Medienbetreuung der Hisbollah », *Spiegel Online*, 28 juillet 2006, <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,428646,00.html>.

Saghiyya, Hazem, « Fosoul min Qissat Hizb Allah al Loubnâni (4) : Al Nizâ' wa al Tafattot Dâkhil Bonya Taqoum 'alâ al Wehda aou Tasif Nafsahâ Kadhâlik » [Histoire du Hezbollah libanais (4ème partie) : Discorde et désintégration au sein d'une structure (prétendument) unie], *Al Hayat*, 7 janvier 2005, <http://www.daralhayat.com/special/features/01-2005/Item-20050106-4915e740-c0a8-10ed-0060-14f77060bd49/story.html>.

Thaer, Abbas, « Moudîr Qanât al Manâr : Lasnâ Bouqan li Hizb Allah wa lâ 'Alâqa 'Odwiya Ma'ah » [Le directeur de la chaîne Al Manar : nous n'entretenons pas de lien organique avec le Hezbollah et nous n'en sommes pas le porte-voix], *Al Sharq al-Ansat*, 30 juin 2006, London, <http://www.aawsat.com/details.asp?section=37&article=375537&issue=10106>.

Hamas

Ouvrages

Adwan, Atef, *Al Cheikh Ahmad Yassine : Hayâtonh wa Jibâdoub* [Le Cheikh Ahmad Yassine : Sa Vie, Son Combat], Gaza, 1991, <http://www.palestine-info.com/arabic/books/yaseen/yaseen.htm>.

Al Nawaty, Moheeb, *Salman Ahmad, Hamas min al-dâkhal* [Hamis, vu de l'intérieur], Dar Al-Chourouq, Gaza, 2002.

Alalam, *At-Tajriba al 'lâmiyya lil 'lâm al Filastîni Khilâl al Sirâ'ât al-lati Chabidathâ Qitâ' Ghazza* [L'expérience médiatique palestinienne au cours des

- affrontements survenus dans la bande de Gaza], Mokhtarat Baramij Al Alam (émission TV), 10 juillet 2007.
- BBC, « Journalists urge Palestinian Hamas and Fatah to allow media to operate freely », *BBC Monitoring Middle East*, 8 avril 2008.
- Galloway, Chris, *Public Relations War between Israel and the Palestinians*, Conference, Sydney, Juillet 2004.
- Haaretz, « Hamas widens crackdown on journalists in Gaza », *Haaretz*, 15 novembre 2007.
- Hroub, Khaled, *Le Hamas*, Paris : Demopolis, 2008.
- Jamal, Amal, *Media politics and democracy in Palestine : political culture, pluralism, and the Palestinian Authority*, Sussex Academic Press, Portland, 2005.
- Jerusalem Post, « Hamas tightens restrictions on Gaza journalists following Fatah rally », *Jerusalem Post*, 14 novembre 2007.
- Kepel, Gilles et Milelli, Jean-Pierre (ed), *Al Qaïda dans le texte*, PUF, Paris, 2005.
- Koa, Moeen, *Communicating the Hamas Message : Strategy, Tactics, Channels, and Effectiveness*, Mémoire de Master, University of Westminster, London, 2007.
- Jean-François Legrain, *Les voix du soulèvement palestinien 1987-1988*, Le Caire : Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale, 1991.
- Levitt, Matthew, *Hamas. Politics, Charity and Terrorism in the Service of Jihad*, Washington Institute for Near East Policy, Yale University Press, Yale, 2006.
- Mishal, Shaul et Sela, Avraham, *The Palestinian Hamas*, Columbia University Press, New York, 2000.
- Mohamed, Ibrahim et Mohamed, Tareq, *Chi'arât al Intifâda* [Les slogans de l'Intifada], <http://www.palestine-info.com/arabic/books/shearat/shearat.pdf>.
- Nawaty, Mohib et Ahmad, Salman, *Hamâs min al Dâkbil* [Hamas, vu de l'intérieur], Dar Al Chourouq, Gaza, 2002.

Signoles, Aude, *Le Hamas au pouvoir : et après ?*, Toulouse : Editions Milan, 2006.

Tamimi, Azzam, *Hamas : a history from within*, Olive Branch Press, Northampton, 2007.

Articles de revues

Assila, Sobhi, « La guerre médiatique entre le Fatah et le Hamas » [As-Sirâ'al I'lâmî bayna Fath wa Hamâs], *Centre des Etudes Politiques et Stratégiques d'Al Abram*,
<http://acpss.ahram.org.eg/ahram/2001/1/1/FILE28.HTM>.

Center for Special Studies, « Marketing terrorism by Internet: the Hamas terrorist movement continues using Internet Service Providers in Eastern Europe and South East Asia to operate its leading sites », *C.S.S.*, octobre 2005.

Center for Special Studies, « Terrorism and Internet: an examination of Hamas's websites and the hosting providers used by them », *C.S.S.*, janvier 2006.

Gaess, Roger, « Interview with Ismaïl Abu Shanab », *Middle East Policy*, juin 1998.

Hajjat, Abdelalli, « Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France », *Revue d'études palestiniennes*, n° 98, Hiver 2006.

Hoerter, Michael, « Das ambivalente Konfliktverhalten islamischer Bewegungen – Ein Vergleich zwischen den Khudai Khidmatgers und der Hamas », *Tuebingen Arbeitspapiere zur internationalen Politik und Friedensforschung*, 2007.

Hroub, Khaled, « Un Hamas nouveau ? », *Revue d'Etudes Palestiniennes*, n° 102, hiver 2007, pp. 6-27.

IICC, « Filastin al-Muslimah, manuel du Hamas », *Institut du Renseignement*, Centre d'Etudes du Terrorisme (Israël), février 2006.

IICC, « Lancement par le Hamas de la chaîne expérimentale "Al-Aqsa", supposée développer les capacités d'endoctrinement de l'organisation »,

Institut du Renseignement, Centre d'Etudes du Terrorisme (Israël), janvier 2006.

Jerusalem Media and Communications Center, « Poll: Palestinians view Al-Jazeera TV, Al-Quds Newspaper and Voice of Al-Aqsa Radio as the most reliable sources of news », *Jerusalem Media and Communications Center*, 3 avril 2007.

Karmon, Ely, « Hamas Terrorism Strategy - Operational Limitations and Political Constraints », *International Institute for Counter-Terrorism*, 19 novembre 1999, www.ict.org.il/apage/printv/5389.php.

Klein, Menachem, « Hamas in Power », *The Middle East Journal*, Vol. 61, N° 3, été 2007.

Kurz, Anat et Nahman, Tal, « Hamas: Radical Islam in a National Struggle », *Jaffee Center for Strategic Studies*, Memoranda, juillet 1997, <http://www.tau.ac.il/jcss/memoranda/memo48su.html>.

Legrain, Jean-François, « Les voix du soulèvement palestinien 1987-1988 », *Centre d'Etudes et de Documentation Economique, Juridique et Sociale*, Le Caire, 1991.

Lesquen, Bertrand (de) et François, Didier, « La voix du Hamas. Entretien avec Mahmoud az-Zahar, conduit par Bertrand de Lesquen et Didier François », *Politique Internationale*, N° 117, automne 2007, pp. 319-329.

Levitt, Matthew, « Teaching Terror: How Hamas Radicalizes Palestinian Society », *Washington Institute for Near East Policy*, 2 décembre 2007.

Maison de l'Orient et de la Méditerranée, « Palestine : les médias », *Maison de l'Orient et de la Méditerranée*, 04 mai 2008, www.mom.fr/guides/palestine/palestine-Palestin-3.html.

Muslih, Muhammad, « The Foreign Policy of Hamas », *Council on Foreign Relations*, février 1999, http://www.cfr.org/publication/8610/foreign_policy_of_hamas_a_paper_for_the_muslim_politics_project.html.

Palestine-Solidarité, « Le Hamas a une chaîne de télévision, Al-Aqsa », *Palestine-Solidarité. Le journal des Palestiniens*, janvier 2006.

Pelletiere, Stephen C., « Hamas and Hizbollah: The Radical Challenge to Israel in the Occupied Territories », *Strategies Studies Institute*, 11 octobre 1994.

Simon Wiesenthal Center, « Unmasking Hamas' Hydra of Terror », *Simon Wiesenthal Center*, Snider Social Action Institute Report, août 2003.

The Palestinian Human Rights Monitor, « Publications and Reports 1999 », *The Palestinian Human Rights Monitor*, novembre 1999, <http://www.phrmg.org/monitor1999/nov99-written.htm>.

Transnational Broadcasting Studies Journal, « Hamas plans own satellite TV channel, increased newspaper publication », *Transnational Broadcasting Studies Journal*, avril 2006.

Articles de presse

Al Samman, Ahmad, « Khitâb Hamâs al I'lâmi : Machrout Dhâtiyyan wa Maoudou'iyân » [Hamas : Un discours médiatique conditionnel], *Islamonline*, 11 avril 2007, http://www.islamonline.net/servlet/Satellite?c=ArticleA_C&cid=1172571583031&pagename=Zone-Arabic-News%2FNWALayout.

Barthe, Benjamin, « Le Hamas et le Fatah se livrent une guerre des mots à travers leurs médias », *Le Monde*, 31 octobre 2006.

Barthe, Benjamin, « Al Aqsa TV : le Hamas fait sa télé », *Le Monde*, 21 août 2007.

Barthe, Benjamin, « Guerre médiatique entre Al Jazira et Israël », *Le Monde*, 15 mars 2008.

El Deeb Sarah, « Hamas TV Airs Lion King Cartoon Hero », *The Associated Press*, 24 août 2007.

El-Haddad, Laila, « Ghazi Hammad : Hamas has become more pragmatic », *Al Jazeera*, 14 octobre 2004, <http://english.aljazeera.net/English/archive/archive?ArchiveId=6879>.

Fatah Media, « Moudhakkira Dâkhiliya li Hamâs : I'lâm Hamâs mohtâr wa Mortabik wa Ya'ich Hâlat Ightirâb ba'da al Inqilâb wa Yalja' ilâ al Fabraka wa al Kadhib li Tamrîr al Mou'âmara » [Un mémorandum

interne au Hamas : Mensonges, théorie du complot, la communication du Parti en déroute après le coup d'état], *Fatab media*, 18 juin 2007.

Fisk, Robert, « Television news is secret weapon of the Intifada », *The Independent*, December 2, 2000.

François, Didier, « Mahmoud Al-Zahar, leader historique du Hamas : «Le but de notre vie n'est pas de porter des armes », *Libération*, 2 février 2006.

Ghazi, Hamad, Hamâs Irtakabat Khata'an Istrâtijiyyan bi al-Loujou'ilâ al Hasm al 'Askarî [Le Hamas a commis une erreur stratégique en prenant le contrôle militaire de Gaza], *Al Hourriab*, 28 octobre 2007.

Hadid, Diaa et Barzak, Ibrahim, « Gazans Fear Radio Rhetoric Mai Cause War », *The Associated Press*, 30 décembre 2006.

Lebouahera, Mehdi, « TV New Weapon in Hamas Arsenal », *Lebanon Wire*, 13 janvier 2006.

Marzook, Mousa Abu, « ,Hamas' stand », *Los Angeles Times*, 10 juillet 2007.

Marzook, Mousa Abu, « Hamas is ready to talk », *The Guardian*, 16 août 2007.

Palestine Voice, « Hamâs Toujammid Ghâzî Hamad wa Ahmed Youssef » [Le Hamas suspend Ghazi Hamad et Ahmed Youssef de leurs fonctions], *Palestine Voice*, 30 octobre 2007, <http://www.palvoice.com/index.php?id=4386>.

Reporters sans frontières, « Deuxième attaque en l'espace de six mois contre les locaux d'une radio affiliée au Fatah », *Reporters sans frontières*, Communiqué, 2 février 2007.

Reporters sans frontières, « Le Hamas dissout le syndicat des journalistes alors que les incidents se multiplient », *Reporters sans frontières*, Communiqué, 6 septembre 2007.

Reporters sans frontières, « Le pluralisme de l'information en péril dans la bande de Gaza et en Cisjordanie », *Reporters sans frontières*, Communiqué, 27 juillet 2007.

Reporters sans frontières, « Multiplication des agressions contre les journalistes en Cisjordanie », *Reporters sans frontières*, Communiqué, 29 novembre 2007.

- Salama, Vivian, « Hamas TV: Palestinian Media in Transition », *TBS Journal*, 2006.
- Schwartzbrod, Alexandra, « Cheikh Yassine, chef spirituel du Hamas, répond à Libération », *Libération*, 6 août 1999.
- Smith, Craig S., « TV recipe: Militance and egg races », *International Herald Tribune*, 17 janvier 2006.
- Sofer, Roni, « Israeli Foreign Ministry to boycott al-Jazeera », *Yediot Abaronot*, 12 mars 2008.
- Toameh, Khaled Abu, « Hamas sponsors mass wedding in Palestinian camp in Syria », *Haaretz*, 4 août 2007.
- Toameh, Khaled Abu, « Palestinian journalists say Hamas's decision to issue its own press cards is 'a dangerous step' », *Jerusalem Post*, 17 octobre 2007.
- Toameh, Khaled Abu, « Top Palestinian Journalist Seeks Asylum in Norway », *The Jerusalem Post*, 1 juillet 2007.
- Westervelt, Erik, « Hamas Launches Television Network », *NPR*, 3 février 2006.
- Yousef, Ahmed, « What Hamas Wants », *The New York Times*, 20 juin 2007.
- Zaydan, Badia, « Al Qanât al'Tâbi'a li Harakat Hamas bayna Mou'ayyid wa Râfed... Fadâ'iyyat al Aqsâ Tabouthou mâ lâ Yabouthouh al Akharoun » [Pour ou contre la chaîne du Hamas : Al Aqsa diffuse des images inédites], *Al Hayat*, 23 juin 2007.